

LE MONDE diplomatique

HITLER, LES
DESSOUS D'UNE
PRISE DE POUVOIR

PAR JOHANN CHAPOUTOT

Page 13.

Mensuel - 28 pages

N° 845 - 71^e année. Août 2024

APRÈS LES LÉGISLATIVES FRANÇAISES

La grande désillusion politique

La séquence de chaos ouverte par la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin dernier semble devoir se prolonger. Mais par-delà la confusion des partis, des alliances ou des projets, il est possible de dégager d'éclairantes lignes de force.

PAR BRUNO AMABLE *

Sur quelle stratégie reposait la victoire en 2017 du candidat Emmanuel Macron et d'En marche ? L'exploitation puis l'accentuation de la rupture des blocs de gauche et de droite : elles permettaient d'en agréger les fractions aisées ou diplômées autour de l'approfondissement de la transformation néolibérale ainsi que de la poursuite de l'intégration européenne. Ce bloc bourgeois avait pour principal atout son homogénéité sociologique et politique ; pour talon d'Achille, sa faiblesse numérique qui commandait de rallier d'autres groupes sociaux.

Le contenu du projet – dont l'essentiel était une série de réformes affaiblissant l'État social – rendait illusoire un élargissement à gauche. Seul pouvait s'envisager le renfort de groupes provenant de l'ancien bloc de droite. Un premier

* Économiste, coauteur avec Stefano Palombarini de *L'illusion du bloc bourgeois*, Raisons d'agir, Paris, 2018.

ministre issu des Républicains (LR), M. Édouard Philippe, a donc formé un gouvernement dont les portefeuilles les plus importants ont échu à des personnalités conservatrices. Le personnel venu de la gauche n'a, lui, cessé de diminuer. Jusqu'à ne plus comprendre que des figures de second plan aux positions subalternes, ou quelques autres à l'identité politique confuse après un bref passage au Parti socialiste (PS), comme M. Gabriel Attal.

Cette tactique a déterminé la politique – démantèlement du droit du travail, réformes des retraites ou de l'indemnisation du chômage, répression brutale des mouvements sociaux – mais aussi les recompositions. Elle a en particulier approfondi la fracture à droite entre néolibéraux acquis à la stratégie du bloc bourgeois et tenants d'un programme proche de celui de l'extrême droite.

(Lire la suite page 2.)

AMÉLIORER LES HUMAINS PLUTÔT QUE LES AUGMENTER

Une autre intelligence artificielle est possible

Les progrès de l'intelligence artificielle éblouissent mais interrogent : la technologie ne passe-t-elle pas à côté de l'essentiel ? Dans les années 1970, des informaticiens hippies rêvaient de machines qui aident à développer notre intelligence « naturelle » et notre rapport au monde.

PAR EVGENY MOROZOV *



LAURENT MILLET. – De la série « Euclide », 2021

Un spectre hante l'Amérique – le spectre du communisme. Cette fois, il est numérique. « *Le communisme géré par intelligence artificielle pourrait-il fonctionner ?* », demande Daron Acemoglu, économiste au Massachusetts Institute of Technology (MIT), tandis

que le capital-risqueur Marc Andreessen s'inquiète de savoir si la Chine s'apprête à créer une intelligence artificielle (IA) communiste (1). Même le trublion républicain Vivek Ramaswamy y va de son analyse en affirmant sur X que l'IA procommunisme constitue une menace comparable à celle du Covid-19.

Mais qui sait vraiment, au milieu de la panique générale, de quoi l'on parle ? Une intelligence artificielle communiste suivrait-elle le modèle chinois, avec des plates-formes calquées sur celles des grandes sociétés américaines et soumises à un étroit contrôle étatique, ou plutôt de mettre de la colle dans ses pizzas et de manger des pierres (2). Un financement public de l'IA générative, qui s'accompagnerait d'une sélection rigoureuse des données ainsi que d'une supervision exi-

* Auteur du podcast « A sense of rebellion » publié en juin dernier par Post-Utopia, dont ce texte s'inspire.

geante, pourrait accroître la qualité des outils et le prix facturé aux entreprises clientes, garantissant ainsi une meilleure rémunération des créateurs de contenu.

Pour autant, chercher à développer une économie socialisée de l'intelligence artificielle, n'est-ce pas encore capituler face à la Silicon Valley ? Une IA « communiste » ou « socialiste » doit-elle se limiter à décider qui détient et contrôle les données ou à modifier les modèles et les infrastructures informatiques ? Ne pourrait-elle être porteuse de transformations plus profondes ?

Deux exemples puisés dans l'histoire contemporaine suggèrent une réponse positive. Le premier se nomme CyberSyn, l'initiative visionnaire du président chilien Salvador Allende (3). Piloté par un consultant britannique charismatique du nom de Stafford Beer, ce projet aussi ambitieux qu'éphémère (1970-1973) visait à inventer une manière plus efficace de gérer l'économie en mettant à profit les modestes ressources informatiques du pays.

(Lire la suite pages 22 et 23.)

(1) Daron Acemoglu, « Would AI-enabled communism work? », 28 juin 2023, www.project-syndicate.org. Cf. aussi « Marc Andreessen: Future of the Internet, technology, and AI », podcast de Lex Fridman, n° 386, 21 juin 2023, <https://lexfridman.com>

(2) Stephen Morris et Madhumita Murgia, « Google's AI search tool tells users to "eat rocks" for your health », *Financial Times*, Londres, 24 mai 2024.

(3) Cf. le podcast « The Santiago Boys », <https://the-santiago-boys.com>, 2003. Et lire Philippe Rivière, « Allende, l'informatique et la révolution », *Le Monde diplomatique*, juillet 2010.

Le mirage de l'apaisement

PAR BENOÎT BRÉVILLE

DEPUIS que M. Emmanuel Macron a décrété la dissolution de l'Assemblée nationale, les esprits s'échauffent. Des élus sont agressés, des permanences saccagées, des militants tabassés. Les menaces pullulent sur les réseaux sociaux, les dirigeants politiques s'invectivent. Dans les médias, journalistes et commentateurs s'inquiètent d'une flambée de violence politique qui embraserait tout l'Occident, à commencer par les États-Unis où M. Donald Trump vient d'échapper à une tentative d'assassinat – comme avant lui le premier ministre slovaque Robert Fico et l'ancien président brésilien Jair Bolsonaro.

Face à ce climat, une solution transpartisane semble se dégager : « l'apaisement ». Il reviendrait aux dirigeants politiques de calmer les débats, d'atténuer les clivages, de refroidir les passions. Car comment imaginer une société de la quiétude dès lors qu'au sommet du pouvoir on multiplie les outrances ? Le président Emmanuel Macron appelle donc les parlementaires à retrouver « le sens de la concorde et de l'apaisement », afin de « bâtir [des] compromis avec sérénité et respect de chacun ». Le socialiste Boris Vallaud « plaide pour l'apaisement plus que pour la radicalité ». Même le Rassemblement national se proclame « parti de l'apaisement ». Tout récalcitrant se voit immédiatement tancé. Quand l'Insoumise Sophia Chikirou compare le « hollandisme » à des punaises de lit, sa partenaire écologiste Marine Tondelier la reprend : « On doit montrer l'exemple. Parce qu'il y a une violence qui monte dans la société et que nous, on doit être là pour protéger, réparer, et pour apaiser. » Et lorsque les Verts refusent de serrer la main d'un député d'extrême droite, la remontrance vient plutôt de la droite : « En démocratie, il faut respecter son adversaire. Le pays a besoin d'apaisement », chapitre M. Philippe Juvin (Les Républicains). Les frontières de la bienséance dépendent de qui les fixe...

Un peu de recul historique fait apparaître fort chimérique le projet d'un Parlement assagi, réglant courtoisement ses divergences pour donner l'exemple au reste du pays. Les noms d'oiseaux ont toujours volé au Palais Bourbon, de toutes parts,

et à toutes les époques. Analphabète, servile, idiot, salaud, chien couchant, bandit, menteur, Judas, traître, assassin, filou, faussaire, dégonflard, Tino Rossi, valet, vendu, sous-Badinet, abruti, gâteux, gland de potence... La période contemporaine se distingue d'abord par sa moindre inventivité. Comme l'a montré l'historien Thomas Bouchet (1), les moments de crise favorisent les affrontements verbaux et le chahut dans l'hémicycle – la « bordélisation » du Parlement, comme on dit aujourd'hui –, avec des députés qui font claquer leurs pupitres, hurlent leurs désaccords et parfois même chantent à tue-tête. La crise boulangiste, l'affaire Dreyfus, les lendemains de la première guerre mondiale, l'arrivée au pouvoir du Front populaire, les grèves de 1947, la loi sur l'avortement... Les tensions et les clivages qui traversent le pays rejouent sur la vie démocratique, non l'inverse, et l'« apaisement » n'est pas un point de départ, mais le résultat potentiel des politiques qui s'attaqueraient à ces fractures. « On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent. Mais on ne dit jamais rien de la violence des rives qui l'enserrent », écrivait Bertolt Brecht.

Or, ces derniers temps, les motifs de mécontentement ne manquent pas. La situation sociale n'en finit pas de se détériorer, les réformes impopulaires s'enchaînent, les manifestations sont ignorées, quand elles ne sont pas réprimées. Et les élections, qui se résument pour beaucoup à un choix par défaut, ne paraissent plus permettre de rien changer, avec un camp présidentiel discrédité, défait dans les urnes, mais qui s'accroche au pouvoir à coups de manœuvres politiciennes et de stratagèmes institutionnels. Faut-il dès lors s'étonner du durcissement des antagonismes, et d'une conflictualité toujours plus aiguë ?

(1) Thomas Bouchet, *Noms d'oiseaux. L'insulte en politique de la Restauration à nos jours*, Stock, Paris, 2010.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS
INTERDIT À LA VENTE

Le Monde diplomatique
MANIÈRE DE VOIR

Les batailles du RAIL

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Également sur www.monde-diplomatique.fr

APRÈS LES LÉGISLATIVES FRANÇAISES

La grande désillusion politique

(Suite de la première page.)

Le Front puis le Rassemblement national (RN) et la tendance la plus radicale des Républicains devaient en venir à envisager une alliance alternative, toujours davantage dominée par les partisans de la rupture d'avec le modèle social, voire d'avec la démocratie. De cette dynamique, M. Macron reste bien sûr comptable : ses efforts pour se retrouver face à M^{me} Marine Le Pen au second tour en 2017 et en 2022 ont consacré la formation d'extrême droite en véritable opposition (1).

La constitution du bloc bourgeois a aussi eu pour conséquence de placer en dehors de l'alliance sociale dominante les classes populaires d'un bloc de droite désormais scindé. Élaborer une stratégie qui les réintégrerait faisait dès lors sens. La formation de M^{me} Le Pen paraissait la mieux placée pour la conduire, avec sa base sociale constituée déjà en large partie du peuple de droite. Du côté des conservateurs qui ne pouvaient – ou ne voulaient – rejoindre M. Macron, la nécessité de se distinguer encourageait la mise au premier plan des thèmes favorisés de l'extrême droite – l'immigration, l'insécurité – et parfois le flou concernant l'économie comme le social. Ainsi, une ligne politique a paru pouvoir concurrencer celle du bloc bourgeois, qui mêlerait des thèmes traditionnels communs à la droite dure et à l'extrême droite en poursuivant la transformation de l'économie française.

Le néolibéralisme résiduel d'une telle stratégie n'empêche pas d'y associer une partie des catégories populaires. Bien qu'en déclin depuis au moins la crise de 2008, cette idéologie reste dominante au

sens où elle constitue la référence lorsqu'il s'agit de définir des politiques économiques tenues pour réalistes ou raisonnables : rechercher l'équilibre budgétaire et réduire la dette publique, baisser les impôts et couper dans les dépenses de l'État, laisser une plus grande place au secteur privé, etc. De surcroît, qu'il n'y a pas d'alternative, les gouvernements dirigés par le PS l'ont en quelque sorte prouvé par leur pratique, en particulier sous la présidence de M. François Hollande.

Même lorsque certaines réformes, comme celles des retraites, font l'objet d'une très large contestation, la prégnance des contraintes mises en exergue par l'idéologie néolibérale reste le sentiment dominant chez une large partie des classes populaires de droite. La détestation des « cassos », supposés vivre aux crochets de la société, n'est-elle pas l'expression fruste du langage plus châtié que tiennent les économistes orthodoxes lorsqu'ils prônent diverses mesures pour inciter au retour à l'emploi ? Du reste, le niveau d'attente tend à décliner lorsque les partis de gauche ne font plus figure d'alternative crédible. Quand prévaut leur liquidation, il semble irréaliste d'espérer le développement des services publics. Raisonnable d'escompter que le démantèlement vous affectera moins que les autres. L'heure n'est plus à la solidarité.

Cet arrière-plan idéologique explique que la récente quête de respectabilité du RN auprès des milieux patronaux n'ait eu aucun effet sur les catégories populaires de droite. Celles-ci semblent avoir placé les questions de l'immigration et de l'insécurité en tête de leurs attentes, tout au

moins si l'on en juge par le soutien indéfectible qu'elles apportent à la droite dure ou à l'extrême droite.

Racistes, réactionnaires, le corpus d'idées auquel elles adhèrent ainsi n'est plus vraiment problématique. Et les menées de M. Macron pour intégrer des groupes sociaux conservateurs au bloc bourgeois n'y sont pas pour rien : de son éloge de Pétain à l'expérimentation de l'uniforme à l'école ou à l'interdiction de l'abaya, de la tentative de faire passer grâce au vote du RN la loi sur l'immigration la « plus ferme depuis ces trente dernières années », selon le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin, à la répression brutale de tous les mouvements sociaux, des « gilets jaunes » aux révoltes des banlieues de 2023.

La recomposition à gauche n'est pas symétrique à celle opérée à droite. La stratégie macroniste a prospéré sous le quinquennat de M. Hollande, après de nombreuses tentatives du même ordre échafaudées au sein du PS depuis les années 1980. Et cette histoire continue de hanter l'imaginaire de la « gauche de gouvernement » – comme elle aime se désigner elle-même – ou d'accompagnement de la transformation néolibérale – comme il conviendrait plutôt de la nommer. Au PS, la contestation de la ligne du premier secrétaire Olivier Faure depuis 2022 ainsi que les prises de position des dirigeants écologistes au moment des élections européennes l'ont montré : la gauche d'accompagnement n'accepte dans le meilleur des cas la gauche de rupture – d'avec le néolibéralisme, voire le capitalisme – qu'en tant que force électorale d'appoint, sans prise sur les politiques à mener dans l'hypothèse de l'exercice du pouvoir.

L'alliance du Nouveau Front populaire (NFP), constituée à la hâte après la dissolution de l'Assemblée en juin dernier, a très provisoirement et très imparfaitement dissimulé cette rivalité opposant La France insoumise (LFI) au PS, aux Écologistes et au Parti communiste français (PCF). Nul ne peut douter que la gauche d'accompagnement s'affaïsse, surtout lors de l'élection présidentielle. Mais ce déclin se manifeste moins lors des autres scrutins. Ainsi, on n'observe pas à gauche l'équivalent du basculement intervenu dans l'autre camp, où la droite de rupture domine. Cela tient également, sans doute, à l'« option de sortie » dont croit bénéficier la gauche d'accompagnement, sous la forme d'une alliance avec les forces politiques s'appuyant sur le bloc bourgeois, les macronistes ou ceux qui aspirent à leur succéder.

Pareille option se trouve confortée par une possible stratégie symétrique du côté de ces dernières forces qui, faute d'obtenir un renfort suffisant du côté des partis de droite, pourraient tenter de reconstituer une alliance des centres. Les prises de position de M. Raphaël Glucksmann après les élections européennes comme les déclarations de M. Édouard Philippe lors de la campagne des législatives, ou de manière générale au cours de la même période l'intense propagande contre LFI et M. Jean-Luc Mélenchon, s'inscrivent dans cette perspective, qui implique une marginalisation de la gauche de rupture. L'incapacité dans laquelle se trouvent l'ensemble des groupes à l'Assemblée nationale à disposer d'une majorité absolue alimente les calculs autour d'un possible accord plus ou moins formel entre la gauche d'accompagnement, les macronistes et les Républicains.

Contre-modèle allemand

ALORS que la lettre d'Emmanuel Macron aux Français du 10 juillet ouvrait la porte à une alliance tous azimuts, le rétrécissement de ses troupes de députés a ranimé l'opposition en leur sein entre les fractions droitières et celles qui envisageraient une alliance plus à gauche. Au NFP, les difficultés à élaborer un compromis stable entre gauches d'accompagnement et de rupture, tout comme au PS entre partisans de l'ancrage à gauche ou de la séparation d'avec LFI, ont rendu laborieux le choix d'un candidat au poste de premier ministre.

Le respect du programme du NFP impliquerait de plus la constitution d'un gouvernement minoritaire dont l'existence

reposerait sur l'impossibilité d'une censure conjointe du RN, de LR et des centristes. En revanche, au PS, mais aussi chez les Écologistes voire au PCF, la tentation existe du « front républicain ». Un front plus ou moins large, plus ou moins formel – du contrat de coalition à la recherche de majorités ponctuelles –, dans une optique de court terme – une nouvelle dissolution pourrait intervenir dès juin 2025 –, de moyen terme – la prochaine élection présidentielle de 2027 – ou même de long terme.

Mais la stabilité d'une stratégie repose sur celle des forces sociales qu'elle agrège. Elles lui fournissent un soutien politique, lequel dépend de la satisfaction des attentes des groupes qui constituent ce bloc. Toute stratégie « centriste » a vocation à composer avec un bloc bourgeois dont les aspirations centrales restent la continuation de la transformation du modèle socio-économique et l'intégration européenne, avec désormais, sans doute, de plus en plus, le soutien à l'Ukraine.

Certains, du côté du PS, des Écologistes et du PCF peuvent éprouver la tentation de concevoir une version « de gauche » de la stratégie du bloc bourgeois. Mais elle demeure illusoire en raison des contradictions entre la poursuite d'une politique économique orthodoxe et les principales attentes des groupes sociaux traditionnellement de gauche. Le soutien à l'Ukraine impliquerait une hausse des dépenses militaires qui, combinée avec les investissements dans la transition énergétique demandés par une fraction du peuple de gauche, rendrait encore plus difficile le maintien du niveau de dépenses sociales dans le cadre budgétaire imposé par les traités européens, alors même que les groupes sociaux venant de la droite ne manqueraient pas de réclamer des baisses d'impôts. Car conserver une orientation néolibérale amènera nécessairement à rechercher un soutien du côté du bloc de droite.

Ainsi, toute recherche de l'apaisement sous la forme d'une alliance de la gauche d'accompagnement, des forces macronistes et de la droite échouera à agréger un bloc dominant susceptible de lui fournir en retour un soutien durable. La comparaison avec la situation allemande présente certes des limites mais peut se révéler instructive. Dans un contexte institutionnel qui implique la formation de coalitions, alors que les partis ont l'habitude de ce genre de configuration, avec une gauche radicale divisée et considérablement affaiblie, l'alliance entre le Parti social-démocrate (SPD), Les Verts et le Parti libéral-démocrate (FDP) éprouve les plus grandes difficultés à définir une ligne politique cohérente et même tout simplement à s'entendre sur un budget. Les sondages montrent que la situation profite non seulement aux conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) et de l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), mais aussi à l'extrême droite de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). On peut donc anticiper ce que donnerait en France une coalition des partis dits « républicains », allant du PCF à LR, et quelle force politique profiterait le plus de la situation.

BRUNO AMABLE.

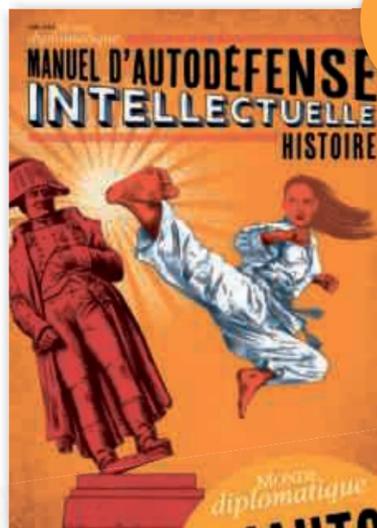
(1) Bruno Amable et Stefano Palombarini, *Où va le bloc bourgeois ?*, La Dispute, Paris, 2022.

PRÉVENTIVE
Livraison à partir du 12 septembre

Réservez dès aujourd'hui notre nouveau hors-série en scannant le QR code, ou en ligne :

www.monde-diplomatique.fr/manuel

12 €*
au lieu de 14 €**



Format : 20 x 27 cm
Nombre de pages : 132

MANUEL D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE HISTOIRE

Exemples d'idées reçues pulvérisées

- « Churchill, soldat de la liberté »
- « La gauche adore les islamistes »
- « Pour l'Occident, toutes les vies se valent »
- « Le peuple a élu Hitler »

Et des démontages de textes, d'images, de cartes...

* Cette offre est valable jusqu'au 31/08/2024 inclus dans la limite des stocks disponibles. Livraison à partir du 12/09/2024. Pour un envoi hors de France métropolitaine, des frais de port s'ajouteront à la fin de votre commande. Offre réservée aux particuliers. Conformément à la législation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Pour l'exercer, contactez-nous à l'adresse dpo@monde-diplomatique.fr
** Prix de vente à partir du 12 septembre chez les marchands de journaux.



AVOIR POUR SOI L'HISTOIRE

Le 12 septembre prochain, *Le Monde diplomatique* publiera un hors-série d'un genre particulier : un manuel d'autodéfense intellectuelle consacré à l'histoire. Qu'il s'agisse de la guerre au Proche-Orient, de celle en Ukraine, des discours politiques, des films et des séries aussi, les références historiques foisonnent. Mais l'usage du passé sert plus souvent d'outil de propagande que d'instrument d'analyse.

Épaulée par un groupe d'historiens et de chercheurs en sciences sociales, l'équipe du *Monde diplomatique* démine les grandes idées reçues qui faussent le débat public. À chacune d'entre elles – « Les extrêmes se rejoignent », « L'Afrique n'est jamais entrée dans l'histoire », « Avant, la justice était plus sévère », « Faire l'Europe, c'est faire la paix », etc. –, une étude de cas apporte un démenti factuel. Cartes, encadrés thématiques, documents d'archives, bêtisiers, remettent à l'endroit des événements décisifs tantôt occultés, tantôt falsifiés, réécrits ou galvaudés.

Mais l'ambition de cette publication va au-delà des exemples concrets qu'elle rappelle ou corrige. Il s'agit de fournir aux lecteurs les techniques fondamentales et les astuces méthodologiques pour qu'ils puissent repérer eux-mêmes les manipulations qui pullulent dans les médias, sans verser dans la paranoïa ni échafauder des théories fumeuses. Cette « boîte à outils » critique permettra également à chacun d'élaborer de manière autonome des arguments à la fois convaincants et justes. Car voilà l'un des grands paradoxes du XXI^e siècle : au moment où les connaissances n'ont jamais été aussi accessibles et où les populations jouissent d'un niveau de formation inégalé, les dirigeants politiques et éditoriaux s'emploient à les infantiliser.

UNE NOUVELLE FAILLITE DU QUATRIÈME POUVOIR

Les médias contre Julian Assange

La libération du journaliste australien, fin juin, clôt un calvaire de quatorze ans. Elle n'allège pas en revanche la responsabilité de ses persécuteurs. Dans ce domaine, Washington, Londres et Stockholm ont agi avec la complicité d'une institution censée dire la vérité au pouvoir et protéger les innocents : la presse, pour une fois assez peu confraternelle...

PAR LAURENT DAURÉ *

DEPUIS le 25 juin 2024, grâce à un accord de plaider-coupable conclu avec le ministère de la justice américain, Julian Assange est libre. Mais la presse mondiale n'a pas tiré ce feu d'artifice euphorique qui aurait accueilli le retour à la vie commune de n'importe quel journaliste enfermé pendant quatorze ans pour avoir révélé des crimes de guerre. L'ambiance éditoriale était teintée d'une étrange retenue. « *Ses actions ont divisé l'opinion* », constatait *The Guardian* (26 juin), principal quotidien de « gauche » au Royaume-Uni, qui avait publié plusieurs dizaines d'articles hostiles au fondateur de WikiLeaks. Invariablement, les portraits consacrés à l'heureux dénouement accordent une large place aux détracteurs : « *un divulgateur imprudent qui a mis des vies en danger* » (*The New York Times*, 27 juin), « *quelqu'un qui recherche la publicité* » (*BBC*, 25 juin), « *soupçonné de servir les intérêts de Moscou* » (*FranceInfo*, 25 juin), bref, un « *personnage trouble* » (*Le Monde*, 27 juin). Pour le quotidien vespéral, cette mauvaise réputation s'expliquait aisément : « *Julian Assange n'a cessé d'alimenter la controverse.* » Une controverse que les journalistes avaient eux-mêmes largement nourrie avant de la décrire comme un fait...

« *Il n'y a qu'une seule façon de s'y prendre : abattre illégalement ce fils de pute.* » Depuis l'appel au meurtre du « *traître* » lancé sur Fox News en 2010

* Journaliste et membre fondateur du comité de soutien français à Julian Assange.

par le commentateur démocrate Robert Beckel jusqu'aux éditoriaux de « soutien » en forme de pendaison, en passant par les fausses informations du *Guardian* concernant une prétendue collusion de Julian Assange avec M. Donald Trump et Moscou en 2018, le journaliste emprisonné a pu apprécier le nuancier de la malveillance médiatique (1). Le sujet central n'était plus le message – le contenu des révélations de WikiLeaks et la réalité crue du pouvoir américain qu'elles dévoilaient – mais la personnalité et l'éthique du messenger, voire son hygiène (*Daily Mail*, 13 avril 2019).

On oublierait facilement que les noces entre WikiLeaks et la presse traditionnelle furent célébrées en grande pompe, tant elles furent éphémères et intéressées. Lorsque l'organisation se propulsa en 2010 sur le devant de la scène mondiale en rendant publics des documents classifiés confiés par la lanceuse d'alerte Chelsea Manning, analyste du renseignement militaire américain, la manne alimente antennes et colonnes pendant des mois. WikiLeaks noue alors des partenariats avec des journaux prestigieux afin de donner plus d'écho à ces révélations accablantes pour Washington : la conduite criminelle de son armée en Irak et en Afghanistan, l'enfer de la prison de Guantánamo ou les dessous peu reluisants de la diplomatie américaine.

Pour ce dernier dossier, connu sous le nom de « *Cablegate* », *The New York Times*, *The Guardian*, *Der Spiegel*, *El País* et *Le Monde* profiteront amplement des scoops puisés dans les 250 000 télégrammes diplomatiques. Le 25 décembre 2010, la rédaction du *Monde* désigne Julian Assange « *homme de l'année* ». Chacun sait déjà que ce fournisseur de contenus explosifs fait peser une menace sur le monopole de l'information légitime revendiqué par les médias établis, mais, alors, règne une paix précaire assise sur une division du travail : WikiLeaks alimente en données brutes authentifiées des médias qui les trient, les hiérarchisent – puis se tressent des lauriers. Les médias n'ignorent rien de la philosophie libertaire d'Assange qui, comme nombre d'informaticiens de sa génération, rêve d'une nouvelle Réforme qui abolirait les intermédiaires compromis avec le pouvoir.

L'art de détruire un confrère

CE « soutien » sera systématiquement assorti de réserves, voire de dénigrement, comme dans cet éditorial du *Monde* le 26 février 2020 : « *Julian Assange ne s'est comporté ni en défenseur des droits de l'homme ni en citoyen respectueux de la justice. Dès 2011, il a bafoué ses engagements en publiant les documents américains non expurgés. Il a ensuite refusé de se rendre à une convocation de policiers suédois après deux plaintes pour agression sexuelle (...). Prompt à s'attaquer aux secrets des pays démocratiques, Julian Assange s'est montré moins empressé à l'égard des pays autoritaires. Il a travaillé pour *Russia Today*, télévision de propagande financée par le Kremlin. En 2016, il a diffusé des documents subtilisés par les services secrets russes au Parti démocrate américain afin de discréditer sa candidate, Hillary Clinton.* » En d'autres termes, ce journaliste ne révélait pas les « bons » secrets et court-circuitait les professionnels.

Pareille faute de goût ne passait pas davantage à Mediapart (15 avril 2019). Dans une défense du journaliste aus-



GABRIEL DAWÉ. – « Pain n°12 » (Douleur n°12), de la série « La Douleur », 2009

Aussi, en ce jour de Noël 2010, *Le Monde* accompagne son éloge d'une étiquette – « *la personnalité la plus controversée de la planète* » – qui ne quittera plus le fondateur de WikiLeaks et ressortira sitôt que l'actualité judiciaire imposera aux médias, entre de longues plages d'indifférence, de parler de l'affaire : « *“cyber-warrior” énigmatique et controversé* » (*L'express.fr*, 19 mai 2017), « *héros controversé d'une transparence parfois troublée* » (*Lepoint.fr*, 7 septembre 2020), « *héros controversé de la liberté d'information* » (Agence France-Presse, 10 décembre 2021), « *figure controversée au centre de théories du complot* » (« *Complorama* », France Info, 29 avril 2022). « *Controversé* » : sous son apparente objectivité, cet adjectif sparadrap présente l'étrange propriété de ne coller qu'aux souliers des dissidents du monde occidental.

Pour les médias, les enjeux du cas Assange étaient pourtant d'une clarté cristalline : en mai 2019, les États-Unis l'inculpaient en vertu de l'Espionage Act de 1917, menaçant ainsi toute la profession d'une criminalisation du journalisme. Son extradition vers les geôles américaines aurait signé la capitulation en rase campagne du « quatrième pouvoir ». Les anciens « clients » de WikiLeaks se résignèrent donc à s'opposer – sans excès d'enthousiasme – à ce qu'il soit livré outre-Atlantique.

tralien publiée par le site d'information, le déontologue Edwy Plenel jugea opportun d'insérer le passage suivant : « *Il y a plein de raisons légitimes d'être indifférent au sort de Julian Assange, arrêté le jeudi 11 avril par la police britannique dans l'ambassade d'Équateur où il s'était réfugié depuis près de sept ans : les accusations de violences sexuelles qui le visent en Suède ; son aventurisme égocentrique dans la gestion de WikiLeaks qui a fait le vide autour de lui ; sa dérive déontologique vers la diffusion brute de documents, sans travail de vérification ni de contextualisation ; son obscure complaisance, à tout le moins, pour le pouvoir russe et son jeu géopolitique.* » Dans sa contribution modeste au mouvement de solidarité, *Le Canard enchaîné* (15 décembre 2021) sut trouver les mots justes pour rallier de nouveaux soutiens : « *Certes, Assange est parfois confus, ambivalent, irresponsable (quand des documents non filtrés mettent des vies en danger), consternant (lors de la campagne présidentielle américaine, il avoue sa préférence pour Trump).* »

En guise de campagne médiatique internationale pour exiger l'abandon des poursuites américaines, l'initiative la plus notable prit la forme d'un court « Appel de journaux en faveur de Julian Assange : “Publier n'est pas un crime” », signé en novembre 2022 par les cinq partenaires internationaux d'antan. Et même dans ce geste de solidarité, les directeurs de journaux reprochaient au prisonnier politique que « *des versions non censurées des télégrammes diplomatiques ont été rendues publiques* » (*Le Monde*, 29 novembre 2022).

Cette réputation d'irresponsabilité dans la publication de documents se révèle pourtant infondée. Des spécialistes de l'affaire, dont la journaliste d'investigation italienne Stefania Maurizi, ont clairement établi que la faute incombait à deux collaborateurs du *Guardian* (2). Luke Harding et David Leigh avaient en effet publié dans un livre le mot de passe qu'Assange avait confié au second pour accéder au fichier dans le cadre de leur partenariat. Cette négligence catastrophique, pourtant signalée à l'époque par WikiLeaks (3), ne fut jamais attribuée à ses auteurs. L'organisation tenta d'empêcher la dissémination et informa le département d'État américain du risque. Constatant que le site Cryptome avait publié les télégrammes bruts le 1^{er} septembre 2011, WikiLeaks fit de même le lendemain, expliquant vouloir ainsi avertir au plus vite les personnes potentiellement en danger.

Après la publication en juillet 2010 des documents sur la guerre en Afghanistan, le Pentagone affirma que le site avait mis des vies humaines en danger (troupes américaines, collaborateurs afghans, informateurs) et que Julian Assange avait peut-être même « *du sang sur les mains* » (*CNN*, 29 juillet 2010). Las, les États-Unis n'ont pu fournir un seul exemple, y compris dans l'enceinte de tribunaux (4). Quatorze ans plus tard, cette accusation, aux occurrences innombrables, survit. Le 25 juin dernier, Patrick Cohen célébrait la libération d'Assange en expliquant sur le plateau de l'émission « *C à vous* » (France 5) que des « *opérationnels de terrain (...)* ont payé de leur vie » les révélations de WikiLeaks (5). Le lendemain, la juge américaine du tribunal fédéral de Saipan (îles Mariannes du Nord) exposait le manque de professionnalisme du journaliste français lors de l'audience qui entérinait l'accord de plaider-coupable : « *Le gouvernement a indiqué qu'il n'y avait pas de personne victime dans cette affaire. Cela signifie que la diffusion de ces informations n'a pas entraîné de préjudice physique connu.* » Dans les médias les plus mobilisés contre la propagation des *fake news*, l'information n'a pas suscité une avalanche de rectificatifs.

Plus que tout autre épisode, les allégations de viol ont fortement contribué à isoler Assange. Si elles furent com-

plaisamment évoquées par la presse – *Charlie Hebdo* vitupéra contre ce « *Gandalf violeur et mentale diminué* » (23 novembre 2022) –, les journalistes précisaient rarement que le stade de l'enquête préliminaire n'avait jamais été dépassé. L'enquête menée par M. Nils Melzer, ancien rapporteur spécial de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur la torture, s'appuie, elle, en revanche, sur « *10 000 pages de dossiers de procédure, de correspondance et d'autres preuves fiables provenant d'une multitude de sources* » ; le juriste établit que l'« *affaire suédoise* » était une machination destinée à neutraliser le fondateur de WikiLeaks (6). Stefania Maurizi a fait de même dans son propre ouvrage, s'appuyant sur des correspondances entre parquets britannique et suédois. A de très rares exceptions près (Jack Dion dans *Marianne*, Anne Crignon dans *Le Nouvel Obs*), la presse française n'a guère rendu compte de ces deux livres. Parmi les trois anciens partenaires hexagonaux de WikiLeaks (*Le Monde*, *Libération* et *Mediapart*), aucun n'a mentionné leur parution ni signalé la sortie en France de deux documentaires consacrés à l'affaire (7).

Enfin, souvent suggérés mais jamais étayés, les liens avec la Russie épaississent le nuage de rumeurs qui tient lieu d'information sur Assange. Les rencontres à l'ambassade d'Équateur avec « *des Russes* », ainsi qu'avec Paul Manafort, directeur de la première campagne présidentielle de M. Donald Trump, étaient un faux scoop. Lancé par Luke Harding dans *The Guardian* le 27 novembre 2018, il fut immédiatement repris par *Libération* qui ne s'est jamais rétracté. Des pirates informatiques russes fournissant à WikiLeaks des courriels compromettants concernant M^{me} Hillary Clinton et l'establishment démocrate ? Malgré les affirmations pleines d'assurance des médias, la chose n'est toujours pas établie (8). Julian Assange serait tout de même coupable d'avoir « *animé une émission pour Russia Today* » (*Franc-Tireur*, 3 juillet 2024), n'est-ce pas ?... Eh bien non, toujours pas (9).

La lutte contre les fausses informations et le conspirationnisme, grande cause civilisationnelle de la presse libérale, a connu une éclipse chaque fois qu'il fut question d'Assange. La collaboration des médias à la persécution du fondateur de WikiLeaks discrédite un peu plus une profession à bout de souffle (10). Et isole davantage les journalistes intègres : Julian Assange a dû plaider coupable d'avoir fait son métier.

(1) Lire Serge Halimi, « L'honneur perdu du “Guardian” ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2019.

(2) Stefania Maurizi, *L'affaire WikiLeaks. Médias indépendants, censure et crimes d'État*, Agone, Marseille, 2024.

(3) « “Guardian” journalist negligently disclosed Cablegate passwords », 1^{er} septembre 2011, <https://wikileaks.org>

(4) Ed Pilkington, « Bradley Manning leak did not result in deaths by enemy forces, court hears », *The Guardian*, Londres, 31 juillet 2013.

(5) Cité par Fabien Rives, « Julian Assange calomnié sur France 5 », 4 juillet 2024, www.off-investigation.fr

(6) Nils Melzer, *L'affaire Assange. Histoire d'une persécution politique*, Éditions Critiques, Paris, 2022. Lire aussi, du même auteur, « Cajoler Pinochet, briser Assange », *Le Monde diplomatique*, août 2022.

(7) Clara López Rubio et Juan Pancorbo, *Hacking Justice : Julian Assange* (2021), et Ben Lawrence *Ithaka. Le combat pour libérer Assange* (2023), tous deux distribués par Les Mutins de Pangée, www.cinemutins.com

(8) Aaron Maté, « CrowdStrikeOut : Mueller's own report undercuts its core Russia-Meddling claims », 5 juillet 2019, www.realclearinvestigations.com

(9) L'émission « The world tomorrow » a été produite de façon indépendante par la société Quick Roll Production (créée par Assange) et la société britannique Dartmouth Films ; elle a été vendue à une douzaine de médias dans le monde, dont *Russia Today*. Cf. Stefania Maurizi, *L'affaire WikiLeaks...* op. cit.

(10) Kevin Gosztoła, *Guilty of Journalism. The Political Case against Julian Assange*, Seven Stories Press, New York, 2023.

Édité par la SA Le Monde diplomatique.
Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique
1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris
Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26
Courriel : secretariat@monde-diplomatique.fr
Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

Directoire :
Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe

Autres membres :
Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication :
Serge HALIMI

Conseiller en finance et développement auprès du directeur :
Bruno LOMBARD
Secrétaire générale :
Anne CALLAIT-CHAVANEL

Directeur de la rédaction : Benoît BRÉVILLE
Rédacteur en chef : Akram BELKAID
Rédacteurs en chef adjoints : Evelyne PIEILLER,
Grégory RZEPSKI

Chef de l'édition :
Angélique MOUNIER-KLJIN (*Manière de voir*),
Anne-Lise THOMASSON (*Le Monde diplomatique*)

Rédaction : Philippe DESCAMPS,
Renald LAMBERT, Hélène RICHARD,
Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT,
Christophe VENTURA

Cartographie : Cécile MARIN
Site Internet : Guillaume BAROU

Conception artistique :
Nina HLACER, Boris SÉMÉNIAKO
(avec la collaboration
de Delphine LACROIX pour l'iconographie)

Archives et données numériques :
Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI

Mise en pages et photogravure :
Jérôme GRILLIÈRE, Patrick PUGHACH-WILHEM

Correction : Dominique MARTEL,
Xavier MONTHEARD

Directeur commercial et administratif : Vincent CARON
Directrice des relations sociales : Élodie COURATIER
Responsable du contrôle de gestion : Zafā SAHALI
Administration : Sophie DURAND-NGÓ (9674),
Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)
Courriel : prenom.nom@monde-diplomatique.fr

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY.
Anciens directeurs : François HONTI, Claude JULIEN,
Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

Publicité : Hélène FAVERIE (01-57-28-38-03)

Diffusion, mercatique : Saveria COLOSIMO-MORIN,
Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GUDE,
Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTILLET
Relations marchands de journaux (numéro vert) :
0805-050-147

Service relations abonnés
• Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé)
www.monde-diplomatique.fr
• Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32
Conditions générales de vente : www.monde-diplomatique.fr/egv

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
© ADAGP, Paris, 2024,
pour les œuvres de ses adhérents
Prix au numéro : 5,40 €
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée :
France métropolitaine : 59 €
Autres destinations : www.monde-diplomatique.fr/abo
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux
de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

Comment l'Espagne est devenue

Heureux comme un aîné français à Alicante – ou allemand, ou britannique. Sur la Costa Blanca, mais aussi en Grèce, au Portugal, ils sont toujours plus nombreux à prendre leur retraite au soleil du sud de l'Europe. Plus douce la vie, plus bas les prix. Mais, en Espagne, ceux de l'immobilier tendent à augmenter du fait de l'afflux d'étrangers. La population locale peine ainsi à se loger tandis que son environnement ne cesse de se dégrader.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
ÉLISA PERRIGUEUR *

LES leurs roses du coucher de soleil éclairent le mont Benacantil où se dresse le château de Santa Barbara, sur la Costa Blanca méditerranéenne. Un vent, trop chaud pour ce mois de mars, parcourt les allées piétonnes d'Alicante, ville côtière de 330 000 habitants située dans la communauté valencienne, l'une des dix-sept régions autonomes d'Espagne. À l'étage d'un fast-food avec vue sur une place arborée, la langue française résonne. Une vingtaine de retraités, en couple ou célibataires, louent cette atmosphère envoûtante autour d'un « apéro francophone », un événement organisé ici tous les jeudis, depuis 2022. Ils ne se connaissent pas initialement, mais partagent un point commun : venus de France, de Suisse ou du Canada, ils ont élu domicile sur la Costa Blanca, soit pour les mois d'hiver, soit définitivement. Ils n'avaient souvent aucun lien familial avec ce littoral touristique. Ils l'ont choisi pour « son climat et sa douceur de vivre », indique Pierre (1), 71 ans, ancien dessinateur industriel lillois. Il y a trois cents jours de soleil par an. Les Espagnols sont très accueillants avec nous. On n'a pas à se plaindre ici. Mes amis qui travaillent encore en France n'attendent que de venir ».

La communauté valencienne enregistre 20 000 résidents français à l'année, dont plus d'un tiers dépassent les 60 ans (2). Au total, l'Espagne accueille 161 000 retraités touchant une pension du régime général hexagonal ; sans compter les milliers de personnes âgées qui vont et viennent, y passent l'hiver, sans le déclarer, et que la presse locale et française surnomme parfois les « hirondelles », par comparaison avec les oiseaux migrateurs.

« Je vois souvent des nouvelles têtes », assure Pierre, qui a lancé les apéros « au succès grandissant » par le biais du réseau social Facebook, il y a deux ans. L'objectif ? « Connecter entre eux les francophones, faire des rencontres, s'échanger des bons plans. » Lui apprend le castillan, « mais beaucoup d'autres Français ne s'y mettent pas », regrette-t-il. Autour de la table, les retraités évoquent les restaurants bon marché sur les plages, les spas au cœur des montagnes, les randonnées dans les parcs naturels de cette région touristique. Liliane, ex-responsable informatique dans un hôpital à Marseille, voulait s'installer seule « dans une ville relaxante, cosmopolite, où l'on peut se déplacer facilement, trouver des activités culturelles intéressantes ». Au centre d'Alicante, les musées mettent en avant l'histoire de cette côte méditerranéenne foulée par les civilisations romaine, phénicienne et mauresque ; les nombreux visiteurs photographient les maisons blanches de l'authentique quartier de Santa Cruz et grignotent des tapas sur une promenade en bord de mer. Comme un air de vacances.

« J'avais longtemps rêvé de m'installer à l'étranger sans jamais pouvoir le faire, en raison de mon travail et de mes enfants », avoue Liliane. Ses proches pourront venir lui rendre visite facilement : les avions atterrissent à la chaîne à l'aéroport international d'Alicante, à deux heures de Paris et dont le trafic augmente chaque année. « Au fil des ans, j'ai vu la misère, l'insécurité et la paupérisation monter en France, en raison du manque de travail. C'est pesant », poursuit-elle. Pour Pierre, le sentiment de sécu-

rité a aussi joué dans son choix d'Alicante. « Je peux rentrer à pied tard le soir seul sans me poser de questions, insiste ce grand voyageur. À Paris, où je ne mets plus les pieds, j'ai déjà été agressé dans le métro. » La conversation dérive vers l'appréhension de l'Hexagone « qui va de plus en plus mal ». « Je suis choqué par les règlements de comptes liés aux drogues entre gamins, déplore-t-il à propos de son pays d'origine. Je sais que tout n'est pas parfait ici, mais l'atmosphère est différente. »

Distorsion ou non ? Le discours nostalgique d'une France « qui allait mieux avant » revient dans la bouche d'autres retraités. « En Espagne, il existe une réelle mixité, les étrangers ne créent pas de problèmes, ils s'intègrent. Il y a un mélange de populations qui se respectent », avance ainsi M. Aimé Brun, 81 ans, qui vit dans un quartier résidentiel modeste de la ville d'Alicante, avec une « petite retraite ». Cet enfant de rapatriés d'Algérie a retrouvé une grande communauté de descendants et d'associations de pieds-noirs encore actives. En 1962, près de 35 000 rapatriés avaient mis le cap sur la région.

ser de 9,5 millions de personnes à 16 millions d'ici à 2050. Le montant de leur pension, très variable, reste en moyenne plus faible qu'en France. « Malgré les difficultés, très peu de seniors espagnols imaginent s'éloigner de leur famille et partir à l'étranger, pour des raisons financières », estime M. Martin Ruiz, professeur retraité, qui vit dans le centre de l'Espagne.

A contrario, l'idée de passer leurs vieux jours à l'étranger séduit un nombre croissant de Français. Sur les 15,3 millions de pensionnés du régime général, 1,1 million vivent hors du pays, soit cinq fois plus qu'il y a trente ans. La tendance s'explique aussi par la hausse du nombre de personnes âgées : on constate une augmentation de 46 % des plus de 64 ans par rapport à 2003, alors que la population française (68 millions d'habitants) a connu une croissance bien plus modérée (5). L'accroissement du nombre de retraités qui s'installent à l'étranger s'est accentué sans interruption jusqu'en 2013, avant une légère décroissance jusqu'à aujourd'hui. La hausse se poursuit toutefois en Espagne, pays qui est aujourd'hui la troisième destination favorite des retraités français, juste après le Portugal et l'Algérie.

« Je prends des cours d'aquagym tous les jours »

L'exil apparaît comme un marché juteux pour les États du sud de l'Europe. Au cours de la dernière décennie, leurs économies ont souvent subi des cures d'austérité. Ils surfent donc sur l'héliotropisme de ces générations âgées, aux pouvoirs d'achat plus élevés que ceux de leurs concitoyens, et tentent de les faire venir. En 2022, la Grèce lançait une campagne avec comme visages ceux d'un couple de retraités souriants. Le Portugal a plutôt misé sur une fiscalité attractive. Les règles européennes rendent obligatoire la taxation au-delà de six mois de

« mier facteur de départ, avant même le climat ». « Les seniors français se rendent compte que leurs pensions sont faibles, alors que les impôts augmentent. En partant, ils cherchent à vivre correctement de leur retraite », analyse-t-il. Longtemps réservée aux plus fortunés, la retraite à l'étranger constitue désormais une solution accessible aux budgets plus modestes.

M^{me} Brigitte Rougier, 67 ans, célibataire et sans enfants, n'aurait jamais imaginé passer ses vieux jours de l'autre côté des Pyrénées. Ancienne ouvrière d'une usine de rhum à Bordeaux, elle touche désormais une retraite d'environ 1 500 euros. Ses trente-trois ans de travail à la chaîne ont affecté la mobilité de ses bras et de ses mains : « Tout le côté droit est foutu », lâche-t-elle. Partie en retraite anticipée pour raisons médicales, cette Charentaise d'origine a d'abord acheté un mobile home. Puis elle a débarqué sur la Costa Blanca sur un « coup de tête » il y a cinq ans. « Des amis m'ont conseillé de venir ici, ils y connaissent un couple de Français. Je n'allais pas bien, mon chien venait de mourir. J'avais un peu peur, je ne connaissais personne... » Elle ne regrette rien. « La France, c'est fini ! Je n'y retournerai pas, annonce-t-elle. Je me sens bien ici. À Bordeaux, j'étais toujours jugée sur mes habits, ma coiffure, les apparences, je n'étais pas assez bien. Ici, tout le monde s'en fiche, et les Espagnols sont accueillants. »

Elle insiste sur sa « belle vie » : « Je m'autorise un restaurant par semaine. Je prends aussi des cours d'aquagym tous les jours. » M^{me} Rougier fait des économies sur l'énergie – « pas besoin de chauffer l'hiver ». Sur son vélo électrique, elle arpente les marchés des villages dans l'intérieur des terres. Elle y déniche « trois melons pour 1 euro, un kilo de cerises pour 2 euros ». Les légumes proviennent des alentours ou de la communauté voisine de Murcia, le « potager de l'Europe », comme on désigne souvent cette région gangrenée par l'agriculture intensive. Ce territoire désertique est devenu un amas de serres arrosées par les eaux détournées du fleuve Tage. « Quand j'achète pour 6 euros de légumes, ça me fait la semaine », calcule-t-elle.

Les nombreuses enseignes alimentaires étrangères proposent un large choix de produits pour expatriés soucieux de conserver leurs habitudes : Aldi ou Lidl pour les Allemands, Overseas pour les Britanniques, Auchan ou Carrefour pour les Français. Car ces derniers sont loin d'être les seuls à apprécier ce littoral inondé de lumière. M^{me} Rougier croise tous les jours d'autres « guiris », des ressortissants du nord de l'Europe dans le jargon péjoratif espagnol. Près de 800 000 étrangers peuplent désormais la communauté valencienne – qui comprend 5,2 millions d'habitants –, soit huit fois plus qu'il y a un quart de siècle (6). Les Britanniques sont massivement présents dans la région comme dans le pays, qui compte la plus grosse communauté de l'Union européenne. Avec eux, les Néerlandais et les Belges ont été parmi les premiers seniors du nord de l'Europe à venir chercher du soleil en Espagne il y a déjà plusieurs décennies.

Le long des routes de la côte, des panneaux publicitaires vantent (en anglais) des centres de soins dentaires ou des cliniques privées. On croise plusieurs résidences de « senior living » (des logements pour personnes âgées). À Alfàs del Pi, qui abrite une importante communauté norvégienne, se dresse The Comm, un complexe d'appartements avec vue sur la mer et les montagnes sombres de la Sierra Helada. The Comm est réservé au plus de 65 ans. Quelque trois cents



MARTIN PARR. – De la série « Benidorm », 1997

M. Brun, ancien entrepreneur, ne veut plus « rentrer ». Des raisons médicales amènent bon nombre de Français à repartir au bout d'une dizaine d'années. Lui fait confiance au système de santé espagnol. « Il a bonne réputation. Je suis resté plusieurs jours à l'hôpital, j'ai été bien remboursé », assure-t-il (3). En Espagne, les compétences en matière de soins relèvent en grande partie de l'échelon régional. Mais à l'échelle nationale, le ministère de la santé indiquait en 2022 que 9 000 médecins devraient manquer à l'appel dans le pays d'ici à 2027, en raison d'une forte émigration des professionnels de santé, mal rémunérés (4). La communauté valencienne admet aussi faire face à « d'énormes difficultés » à cause du vieillissement de sa propre population. Il manque 23 000 places dans les maisons de retraite publiques pour se conformer aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), soit 5 places pour 100 personnes de plus de 65 ans. La communauté admet ainsi figurer au dernier rang des régions espagnoles. Dans le pays tout entier, les plus de 65 ans devraient pas-

résidence dans un pays de l'espace Schengen. Mais Lisbonne avait fait le choix d'exonérer d'impôts les résidents étrangers pendant dix ans, ce qui a permis d'attirer bon nombre de seniors et de cadres télétravailleurs. Un avantage supprimé en 2024, face à l'afflux de nouveaux venus fortunés qui faisaient flamber les prix de l'immobilier.

En Espagne, l'impôt national est plus élevé qu'en France. Des retraités français s'éternisent donc illégalement dans des résidences espagnoles au-delà de six mois. La combine est banale : « Certains cumulent, quand ils le peuvent, une résidence en Espagne et une autre en France, continuant de payer leurs impôts là-bas », résume M. Thomas Rouer, fondateur de l'agence immobilière à destination des francophones J'achète en Espagne. Mais le nombre de fraudeurs est inconnu. M. Paul Delahoutre, qui a créé Retraite sans Frontières – l'un des nombreux sites Internet qui prodiguent des conseils à ces nouveaux migrants –, estime pour sa part que « le pouvoir d'achat est le pre-

(1) Les témoins désignés par leur seul prénom ont préféré rester anonymes.

(2) Chiffres de mai 2024, fournis par la Généralité valencienne, l'institution du gouvernement autonome de la communauté valencienne.

(3) Un résident français dans un pays de l'Union européenne bénéficie de la couverture de la sécurité sociale locale pour le compte de la Sécurité sociale française.

(4) Elisa Silió, « La fuga de miles de médicos agrava el déficit de especialistas en España », *El País*, Madrid, 17 octobre 2022.

(5) Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV), « Recueil statistique du régime général. Édition 2023 », décembre 2023, www.statistiques-recherche.lasurancerveillesse.fr

(6) Rafel Montaner, « Los residentes extranjeros se han multiplicado por ocho en un cuarto de siglo », *Levante El Mercantil Valenciano*, 3 mars 2024.

PAR AN ICI, ON N'A PAS À SE PLAINDRE »

la maison de retraite de l'Europe



MARTIN PARR. – De la série « Benidorm », 1999

résidents, essentiellement des pays du nord de l'Europe, profitent aujourd'hui de ses piscines, ses jardins soigneusement entretenus, ses salles de gymnastique et ses restaurants gastronomiques. Les appartements sont loués pour une durée de vingt ans au minimum. Les premiers prix à l'achat s'élèvent à 125 000 euros. Sous les balcons, les engins retournent la terre entre les cyprès. The Comm, qui affiche complet, s'agrandit et comptera bientôt 492 logements.

Une sitcom anglaise porte le nom de Benidorm

À côté de ce complexe luxueux, un marché immobilier attractif contribue à l'exil français dans la communauté valencienne. M^{me} Rougier vit depuis trois ans dans une maison – «avec jardin», insiste-t-elle –, à proximité d'un parc de pins qui borde la mer. Située dans un lotissement baptisé La Marina, elle la loue 450 euros par mois. Elle a trouvé dans ces très longues allées de pavillons blancs, le plus souvent dotés d'une piscine individuelle, des amis français, qui arrivent «*toujours plus nombreux*, assure-t-elle. *On se fait des déjeuners, on joue à la pétanque, je ne vois pas les années passer*». Ils évitent de parler de la politique française : «*Ça m'énerve et je veux profiter de ma vie*». M^{me} Rougier s'est bien mise au castillan. «*Je veux faire cet effort mais c'est très, très difficile. À mon âge, la mémoire n'est plus très bonne. Je comprends un peu, mais pas quand les Espagnols parlent vite, comme des mobylettes*», explique-t-elle en riant. Les rues de La Marina ont des noms d'artistes célèbres ou de capitales européennes, faciles à retenir. Ce lotissement compte sept mille habitants à l'année, parmi lesquels beaucoup d'étrangers. Il est plus vaste que le village auquel il est rattaché, San Fulgencio, petit bourg de trois mille habitants avec son centre historique et une place où tanguent les palmiers.

M. Dominique Combeau, 66 ans, et sa compagne Marie-Christine Pasquier, 63 ans, tous deux ex-fonctionnaires, ont eux aussi préféré La Marina à leur banlieue parisienne. Ils ont trouvé un logement pour 75 000 euros il y a trois ans. Le mètre carré à Alicante équivaut à celui d'une ville comme Tulle, calcule un agent immobilier du coin, soit un peu plus de 2 000 euros. Les prix sont encore moins élevés dans certaines bourgades de la Costa Blanca. Et la barrière de la langue s'estompe : «*Sur nos smartphones, nous pouvons utiliser des outils de traduction pour nous faire comprendre dans les restaurants*», confie M. Combeau, ravi. La technologie lui permet aussi de rester connecté à la France. Avec les applications de messagerie gratuites et les réseaux sociaux, il maintient le contact avec ses proches et peut «*aussi regarder les chaînes de télévision françaises*».

Grignotant les terres et le littoral de la Costa Blanca, les grappes de pavillons comme La Marina s'appellent des «*urbanizaciones*». Elles pullulent. Petites banlieues résidentielles de maisons secondaires quasi identiques, pour certaines peu fournies en services publics locaux tels que les écoles, les bibliothèques... L'été, La Marina se remplit de touristes de tous âges et de toutes régions. L'hiver, elle compte essentiellement des seniors. «*Nous espérons attirer encore plus de retraités étrangers*

dans les années à venir», précise M. Paulino Herrero, le conseiller municipal chargé du tourisme à San Fulgencio. Tout est fait pour accommoder l'environnement à une population vieillissante à mobilité réduite : larges trottoirs adaptés aux fauteuils roulants, limitation de la vitesse dans les rues à 30 kilomètres-heure et calme ambiant.

Construits dès les années 1960, sous la dictature de Franco (1936-1975), ces lotissements avaient vocation à attirer les vacanciers dans une région agricole en mutation. Le rythme des constructions s'est intensifié à la fin des années 1990, lorsque l'Espagne a été saisie par la fièvre immobilière. Jusqu'à 550 000 permis de construire annuels étaient délivrés dans la décennie 2000, soit cinq fois plus qu'aujourd'hui (7). Il s'agissait aussi de permettre aux générations du baby-boom espagnol de devenir propriétaires.

Dans la région, la connivence entre promoteurs et édiles a facilité le bétonnage à outrance. Parallèlement, rien n'était assez clinquant pour les élites politiques locales de droite, voulant placer «*Valence* [le chef-lieu] sur la carte du monde», selon les termes de M. Francisco Camps, alors président de cette communauté autonome (2003-2011). La facture des mégaprojets, en partie financés par l'argent public, a flambé : 150 millions d'euros pour la création d'un aéroport à Castellón de la Plana qui mettra trois années à être fonctionnel, 300 millions d'euros pour la Cité de la lumière et du cinéma à Alicante, un complexe condamné en 2012 à la fermeture par l'Union européenne en raison de l'obtention d'aides jugées illégales, et qui a partiellement réouvert depuis. L'éclatement de la bulle immobilière, en 2008, est venu porter un coup fatal à cette gestion délirante. La région, lourdement endettée, a imposé en 2012 une cure d'austérité à ses citoyens.

Aujourd'hui, vestiges de la crise, quelques squelettes de pavillons se dressent toujours au détour des routes du pays valencien. Ils rappellent



© MARTIN PARR. – MAGNUM PHOTOS

MARTIN PARR. – De la série « Benidorm », 1997

la ruine de leurs promoteurs après cet effondrement. Les acheteurs étrangers se sont détournés un temps, avant de revenir en 2018. Depuis, ils ont relancé ce marché de l'immobilier. En 2023, un quasi-record : quelque 19,3 % des biens achetés en Espagne l'ont été par des étrangers ravis d'acquiescer des pavillons à bas prix, contre 7,1 % en 2007 (8). La contrepartie ? «*Les prix de l'immobilier augmentent. Il devient difficile pour les jeunes étudiants ou les Espagnols de se loger, notamment à Alicante : les prix moyens à l'achat ont augmenté de 7 % entre 2022 et 2023*, constate M. Rouer. *Les constructions se poursuivent dans la région, à un rythme toutefois moins excessif que dans les années 2000. Les acheteurs ont une moyenne d'âge de 50-55 ans, le taux moyen d'occupation d'une maison est de sept ans. Les gens ne restent pas très longtemps : ils déménagent pour raisons personnelles, ou il peut y avoir un décès.*»

Avec l'augmentation de ces investissements étrangers et l'arrivée nouvelle de Nord-Américains, d'autres enjeux surgiront, anticipe Mayo De-Juan-Vigaray, professeure de marketing à l'université d'Alicante. «*Une grande partie des urbanizaciones étaient dès le départ destinées à un public étranger de classes moyennes et supérieures. Elles étaient conçues comme des forteresses occidentales*, note-t-elle. *Ces lotissements sont parfois confrontés à un faible taux de participation aux élections et à la vie locale de la part de ces résidents secondaires. Le manque d'habitants permanents peut aussi entraver le développement de liens communautaires et de réseaux solides au sein des quartiers.*»

Benidorm est le premier cas de ville façonnée pour les étrangers. Cette forêt de gratte-ciel – la plus forte concentration après Londres et Milan – s'étale sur 38 kilomètres carrés. Emblème de ce délire architectural, l'arche Edificio Intempo, une tour vertigineuse aux fenêtres dorées de 192 mètres de haut, incarnation d'un style futuriste pour les uns, symbole du kitsch balnéaire pour les autres. Petite ville de pêcheurs, Benidorm est devenue en un quart de siècle un empire du tourisme de masse, sous l'impulsion de M. Pedro Zaragoza Orts, maire de 1950 à 1967. Il a arpenté l'Europe pour vendre aux classes ouvrières étrangères sa formule de séjours «*all inclusive*», soit des voyages «*tout compris*» incluant vol, hôtel et repas. En plein franquisme, M. Zaragoza Orts est allé jusqu'à imposer aux catholiques les plus récalcitrants la vue du bikini sur les plages, raconte avec admiration M. Antonio Pérez Pérez, le maire de Benidorm, élu président du conseil provincial d'Alicante en 2023 pour le Parti populaire (PP).

Les chantiers se poursuivent dans la ville, toujours en quête de visiteurs. La mairie revendique une «*écologie verticale*». «*Les hauts*

immeubles polluent moins qu'une maison individuelle. Par exemple, il n'y a qu'une seule piscine pour 400 personnes», affirme-t-elle. En août, les serviettes recouvrent le sable : 400 000 personnes y cohabitent. Les familles rencontrent les groupes de vacanciers, le plus souvent étrangers, qui s'enivrent parfois sans limite – une pratique courante décriée par les locaux et surnommée «*turismo de borrachera*» («*tourisme de beuverie*»). L'hiver, la commune compte 72 000 habitants, auxquels s'ajoutent des dizaines de milliers de seniors de passage. Sur la jetée face aux pubs qui crachent de la musique de Michael Jackson, les piétons évitent alors les très nombreux scooters électriques à quatre roues que les retraités peuvent louer partout en ville. «*La mairie prévoit l'installation de portes automatiques dans tous les bâtiments municipaux, des feux de circulation sonores et vibrants, la création et l'activation d'audioguides en trois langues*», annonce M. Pérez Pérez.

Ces «*investissements "mobilité"*» feront le bonheur des seniors britanniques, présents en nombre... La station balnéaire est si populaire outre-Manche qu'une sitcom en porte le nom. «*Beaucoup d'Anglais viennent en vacances alors qu'ils sont encore actifs, puis passent leurs vieux jours ici*», relate M. Geoff Gartland, un agent de voyages britannique proche de la retraite. Il crie pour se faire entendre dans le brouhaha de «*Tapas Alley*», parée de fanions verts à l'approche de la Saint-Patrick, célébration du saint patron de l'Irlande. Le nom espagnol de cette rue où il nous donne rendez-vous est en réalité Calle de los Vascos. «*Nous avons renommé les boulevards ou les rues en anglais, c'est plus facile pour nous ! Et tout le monde parle notre langue ici*», M. Gartland regrette le Brexit, en 2020, et les contrariétés pour «*les travailleurs saisonniers britanniques*». Les retraités continuent de venir en pointillé, note-t-il. «*J'espère que l'Espagne changera la loi pour que nous puissions séjourner plus de trois mois de suite. Après tout, nous apportons beaucoup à l'économie locale.*»

Ravager les sols pour construire des appartements de luxe

Les autorités de la communauté valencienne, elles, se réjouissent de ce tourisme à l'année, l'un des moteurs de l'activité. «*Il contribue au développement économique de la région en attirant les investissements étrangers et en générant des emplois dans des secteurs tels que la construction et les services*, vante M^{me} Nuria Montes, la ministre de l'industrie et du tourisme de la Généralité valencienne (PP). *La diversité culturelle apportée par la population étrangère enrichit notre communauté.*»

Selon d'autres, cette industrie touristique a un coût environnemental alarmant. Les pénuries d'eau constituent un problème majeur en Espagne. Dans certaines régions comme la Catalogne, il n'a pas ou peu plu depuis trois ans. «*La communauté valencienne est en état d'alerte modérée. Mais la consommation n'a pas cessé d'augmenter avec le tourisme, alors que l'eau dont nous disposons se fait de plus en plus rare*, souligne M. Julio Barea, de l'organisation Greenpeace Espagne. *Peu d'habitants se soucient dans la région, la plupart des locaux travaillent dans ce domaine.*»

Sensibiliser les étrangers aux questions environnementales constitue un défi. «*Nous avons aujourd'hui une population difficile à cerner concernant la question écologique : on note qu'il y a des prises de conscience différentes selon les nationalités*», ajoute M. Barea. D'après lui, la mobilisation repose sur les autorités locales, mais leurs décisions sont loin de montrer l'exemple. «*La bétonisation se poursuit*, explique-t-il. *Nous avons déjà dépassé nombre de lignes rouges : nous avons ravagé les sols et les montagnes pour construire des appartements de luxe, parfois sur des falaises ou dans des espaces naturels.*» L'agent immobilier Thomas Rouer le constate aussi : «*Les acheteurs étrangers seniors ne se préoccupent pas vraiment des sujets environnementaux.*» Alors que la bétonisation aggrave le réchauffement, Greenpeace pointait en 2018 une urbanisation du littoral qui avait plus que doublé en trente ans en Espagne. Cet été encore, les températures sont caniculaires dans le pays, presque insoutenables. En quête d'un climat doux qui redonne le moral, les retraités pourraient finir par fuir le soleil qu'ils ont tant recherché...

ÉLISA PERRIGUEUR.

(7) Ángel Gavilán, «El mercado de la vivienda en España : evolución reciente, riesgos y problemas de accesibilidad», Banque d'Espagne, 23 avril 2024, www.bde.es

(8) *Ibid.*

« Grand jeu » dans

En juillet, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont participé à Washington au sommet de l'Alliance atlantique. Wellington envisage même la conclusion d'un nouveau partenariat avec celle-ci. Il s'agirait de contenir la Chine qui, de son côté, soigne ses relations avec les îles Salomon ou Kiribati. Dans ce contexte – et dans l'épreuve climatique –, les territoires océaniques se trouvent piégés, sommés de choisir un camp.

PAR GÉRALDINE GIRAUDEAU *

Un temps où nos dirigeants regardaient peu de l'autre côté de la Terre, là où l'océan est partout. L'émergence de nouveaux enjeux économiques et sécuritaires a subitement changé la donne. Depuis une vingtaine d'années, dans une sorte de basculement des relations internationales vers la face maritime du planisphère, le concept d'Indo-Pacifique s'impose, ou réapparaît avec une signification différente. Le premier ministre japonais l'a utilisé lors d'un discours devant le Parlement indien en 2007 ; l'Australie, l'Indonésie et les États-Unis l'ont intégré à leur plan de défense entre 2013 et 2017 ; la France s'est, elle, dotée en 2019 d'une stratégie de défense en Indo-Pacifique fondée sur la présence, entre océan Indien et Pacifique sud, de sept de ses douze collectivités d'outre-mer (1).

Depuis, l'Indo-Pacifique n'a cessé de gagner en importance ; jusqu'à devenir un axe incontournable de la politique extérieure des acteurs de la guerre d'influence qui sévit dans la région. Au-delà de la multiplication des visites officielles, Washington a annoncé au cours de la seule année 2023 la mise en place d'un dialogue tripartite avec Tokyo et Séoul, un projet de renforcement de son implantation militaire aux Philippines, la signature d'un pacte de sécurité avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée – qui a fait écho à la conclusion d'un accord un an

plus tôt entre la Chine et les îles Salomon –, l'ouverture d'une ambassade aux Tonga, la réouverture du poste aux Salomon, et la perspective de nouvelles représentations diplomatiques aux Kiribati et au Vanuatu. De son côté, le président Emmanuel Macron s'est, en 2023 également, rendu en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, mais aussi au Sri Lanka, au Bangladesh, en Inde, au Japon et en Chine. En décembre, la visite en Australie de

M^{me} Catherine Colonna, alors ministre des affaires étrangères, devait relancer la coopération avec Canberra – après que l'Australie avait rompu en 2021 un contrat d'achat de sous-marins signé avec le groupe français Naval Group en 2016 –, tandis que le Quai d'Orsay annonçait l'ouverture d'une ambassade aux Samoa (2).

Si cette surenchère est plutôt récente, cela faisait longtemps que les représentants des îles océaniques – précisément au cœur de l'axe stratégique ainsi mis en avant – cherchaient à se faire entendre au sein des instances internationales, pour qu'on les voie, eux qui, les premiers, subissaient de plein fouet les effets de la crise climatique. Non pas pour être perçus comme des confettis de terre en proie aux appétits territoriaux de grandes puissances, mais pour qu'on les reconnaisse à juste titre, comme des nations insulaires exposées à un danger sans précédent. Et de fait, les impacts du changement climatique – qu'ils relèvent du déplacement des stocks halieutiques, de l'acidification des océans, des phénomènes de sécheresse, mais aussi de la fréquence

croissante des phénomènes météorologiques extrêmes et de la montée des eaux – constituent la principale menace sur la sécurité de la région. Une menace de nature existentielle.

C'est en particulier le cas des États atolliens, dont le territoire est entièrement composé de formations coralliennes peu émergées, d'étroites bandes de terre où il n'existe aucun point haut où se réfugier. À l'exception des Maldives dans l'océan Indien, ces territoires se situent tous en Océanie. Il s'agit des Kiribati, des îles Marshall, des Tuvalu – et aussi des Tokélaou, un archipel autonome de la Nouvelle-Zélande. L'assiette terrestre de ces États deviendra probablement inhabitable avant d'être submergée. Sans être menacés directement de disparition, les territoires de nombreux autres États de la région pourraient subir des altérations substantielles.

En Océanie, toutes les populations concernées ne bénéficient pas du même degré de sécurité quant aux perspectives de repli s'offrant à elles. Selon les territoires dont ils sont ressortissants, les insulaires du Pacifique peuvent ou non,

par choix ou par contrainte – et sans que cela puisse être considéré comme une réponse satisfaisante à la crise climatique –, s'exiler vers des terres plus sûres, s'y installer et y travailler. Du fait de son histoire, cette partie du monde concentre une déclinaison, assimilable à un véritable laboratoire juridique, de tous les statuts constitutionnels possibles. Des États ayant pris leur indépendance dans la vague tardive de décolonisation (tels le Vanuatu ou les Fidji) y côtoient des territoires infra-étatiques (à l'instar des outre-mer français ou américains). On y trouve également une forme originale de liens négociés, la libre association. Les ressortissants de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos peuvent ainsi s'établir sur le sol américain dans le cadre des accords liant ces États avec Washington. Ceux des îles Cook (*lire l'article ci-dessous*)

(1) Rory Medcalf, « L'Indo-Pacifique aux couleurs de la Chine », *Politique étrangère*, Paris, automne 2019. Cf. aussi « Stratégie française en Indo-Pacifique », 2019, www.defense.gouv.fr

(2) Lire Philippe Leymarie, « Crise des sous-marins : Paris toujours groggy », *Défense en ligne*, Les blogs du « Diplo », 14 octobre 2021.



ANONYME. – Pirogue de guerre, vers 1930

PHOTOGRAPHIE : TONY QUERREC - RMN-GRAND PALAIS

* Professeure de droit public à l'université Paris Saclay (UVSQ).

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL GLEN JOHNSON *

Des plages de sable blanc immaculé où se prélassent les touristes. Des lagons aux eaux turquoise. Des vagues qui s'écrasent contre la barrière de corail en lisière des terres. Ce décor de carte postale ferait presque oublier l'amoncèlement de problèmes auquel font face les îles Cook, petit État du Pacifique sud composé de quinze îles (atolls, îles coralliennes et îles volcaniques). Quand le changement climatique dégrade la vie quotidienne, quand la population fuit vers la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Ou quand les tensions géopolitiques remettent en cause la dénucléarisation de la région.

M^{me} Celine Dyer, coordinatrice auprès du premier ministre chargée du changement climatique, nous reçoit dans son petit bureau à Avarua, la capitale, sur l'île de Rarotonga. Sont également présentes deux de ses collègues, M^{mes} Charlene Akaruru et Terito Story, respectivement ambassadrice de la jeunesse et responsable de la communication sur ces questions. Ensemble, elles évoquent les multiples retombées d'un monde en surchauffe : submersions marines, érosion du littoral, acidification des océans, intensification des tempêtes, disparition des zones de frai pour les poissons...

Les ancêtres savaient lire les étoiles et les courants marins ; on construit désormais des marégraphes pour comprendre les évolutions du niveau de la mer, en plus des digues. Mais, sur un certain nombre d'îles, le déplacement des populations paraît déjà inexorable.

* Journaliste.

L'archipel septentrional est particulièrement touché par un phénomène qui bouleverse les modes de vie et de culture traditionnels. Il y a encore quarante ans, explique M^{me} Dyer, les habitants pouvaient aller pêcher dans les chenaux qui bordent ces îles. À mesure que les eaux se réchauffent, ils sont obligés de s'aventurer de plus en plus loin en haute mer.

« Nourrir sa famille demande désormais davantage de travail et d'énergie, poursuit-elle. Il faut acheter un hors-bord, une embarcation en aluminium, se procurer du carburant. C'est un coût supplémentaire, et surtout une perte d'identité. Mais il n'y a pas d'autres emplois dans les îles les plus isolées. »

Le récif corallien qui entoure Rarotonga se dégrade et offre un terrain propice à la prolifération d'algues sur lesquelles s'accrochent des dinoflagellés. Ces petits organismes toxiques, en remontant la chaîne alimentaire, finissent par provoquer, chez les populations qui vivent de la mer, une intoxication nommée « ciguatera », susceptible d'entraîner la paralysie, voire la mort.

La montée des eaux menace aussi les cimetières. Aux îles Cook, on enterre ses proches tout près des maisons, dans des sépultures soigneusement entretenues et souvent ornées de frangipaniers et de gardénias. « Ces tombes vont être emportées par les flots. C'est comme si on rayait notre peuple de la carte », déplore M^{me} Dyer.

Niché dans un quartier du début de l'époque missionnaire, le musée-bibliothèque des îles Cook met à l'honneur l'histoire et la culture locales. On admire des tableaux représentant les premiers navigateurs polynésiens qui accostèrent ces rivages à bord de grandes pirogues à

balancier. Car quand le capitaine James Cook aperçut Manuae, l'une des îles de l'archipel du Sud, en 1773, cela faisait déjà longtemps que des peuples polynésiens y vivaient et que le Pacifique était sillonné de routes commerciales et migratoires.

Ici, beaucoup s'inquiètent de voir disparaître leurs traditions. Les premiers missionnaires ont dès leur arrivée interdit les chants, les danses et les percussions, et les célébrations collectives ont commencé à s'organiser autour de l'Église. La société demeure profondément influencée par les cultures sacrées coloniales. L'émigration est un facteur aggravant : dès les années 1970, les natifs installés en Nouvelle-Zélande ont dépassé en nombre ceux restés sur les îles.

Extraction et bellicisme font la paire

À cela s'ajoutent d'importantes pressions financières. Avec une économie structurée autour des services et des transferts d'argent de la diaspora – l'industrie se résumant à une poignée d'activités marginales telles que la transformation des fruits, le textile et l'artisanat –, les échanges extérieurs restent largement unidirectionnels, et seuls les subsides néo-zélandais permettent aux îles Cook de financer leur déficit commercial.

L'*Anuanua Moana*, énorme navire océanographique amarré dans le port d'Avatiu, sur l'île de Rarotonga, appartient à Moana Minerals, l'une des trois sociétés, avec Cobalt Seabed Resources et CIC Ocean Research, à avoir reçu la permission des îles Cook de sonder leur zone économique exclusive (ZEE). La phase d'exploration est entrée dans sa troisième année.

L'objet de toutes ces convoitises ? Les nodules polymétalliques, des concrétions de la taille d'une pomme de terre, fruit de millions d'années d'évolution et contenant de précieux minéraux (cobalt, cuivre, nickel et manganèse). Les fonds marins des îles Cook concentreraient plusieurs milliards de tonnes de ces galets considérés comme indispensables à la « révolution verte » et à la sortie des combustibles fossiles. Pour le premier ministre Mark Brown, l'affaire paraît entendue : les exploiter garantirait au pays une amélioration spectaculaire de ses perspectives économiques et faciliterait son adaptation à la menace existentielle du changement climatique.

« Ne me demandez pas de laisser passer cette occasion de promouvoir la transition verte en négligeant des minéraux cruciaux pour son accomplissement, et dont le fond de mon océan est recouvert, a déclaré M. Brown lors de la conférence de Charm El-Cheikh de 2022 sur le changement climatique (COP27). Dans beaucoup de nos États du Pacifique, la culture de la sauvegarde et de la protection de l'environnement est bien plus enracinée et plus développée qu'elle ne l'est dans ces pays qui réclament un moratoire tout en continuant d'émettre du CO₂ à des taux plusieurs milliers de fois supérieurs au nôtre. »

Le plancher océanique reste largement inexploré, et le rôle que jouent les nodules dans les systèmes marins encore mal connu. Les écologistes estiment cependant que leur extraction a toutes les chances d'être dévastatrice. Elle consisterait, ni plus ni moins, à racler le fond de la mer à l'aide d'engins aussi gros que des camions, puis à envoyer les nodules en masse vers des navires stationnés à la surface via de gigantesques tuyaux pareils à des tentacules. Outre qu'il risque de détruire de nombreux habitats en eaux profondes, le processus soulève-

PROIES DE TOUTES LES CONVOITISES

le Pacifique sud

sous) et de Niue, associés à la Nouvelle-Zélande, sont des citoyens néo-zélandais. D'autres encore ne peuvent être appréhendés sans l'autre. La deuxième constitue un élément croissant d'instabilité, susceptible notamment de transformer le terrain militaire (3). Mais elle est aussi perçue comme un facteur d'opportunité et un vecteur d'influence. La Chine ne s'y trompe pas. Elle a commencé à instrumentaliser cet enjeu alors même que la région ne faisait pas l'objet de la même concurrence. Dès le Forum sino-pacifique de 2006, les autorités chinoises avaient annoncé l'augmentation des aides destinées à répondre aux désastres naturels. L'investissement massif du pays en matière de ressources et d'infrastructures dans la zone a augmenté au fil des ans, pour toutefois finir par stagner plus récemment (4). La stratégie a semblé payer. Seuls trois États de la région entretiennent des relations avec Taïwan depuis le revirement des Salomon et des Kiribati en 2019, et celui plus récent de Nauru, en janvier 2024 – tandis que les élections aux Tuvalu étaient surveillées de près. Les rivaux de Pékin ont adopté la même conduite en renforçant ce volet consensuel de leur stratégie indo-pacifique. M. Joseph Biden a ainsi annoncé 810 millions de dollars d'aide lors du sommet réunissant États-Unis et pays insulaires du Pacifique en 2022.

Or, dans le Pacifique, course à l'influence et crise climatique ont partie liée, au point que l'une ne peut être appréhendée sans l'autre. La deuxième constitue un élément croissant d'instabilité, susceptible notamment de transformer le terrain militaire (3). Mais elle est aussi perçue comme un facteur d'opportunité et un vecteur d'influence. La Chine ne s'y trompe pas. Elle a commencé à instrumentaliser cet enjeu alors même que la région ne faisait pas l'objet de la même concurrence. Dès le Forum sino-pacifique de 2006, les autorités chinoises avaient annoncé l'augmentation des aides destinées à répondre aux désastres naturels. L'investissement massif du pays en matière de ressources et d'infrastructures dans la zone a augmenté au fil des ans, pour toutefois finir par stagner plus récemment (4). La stratégie a semblé payer. Seuls trois États de la région entretiennent des relations avec Taïwan depuis le revirement des Salomon et des Kiribati en 2019, et celui plus récent de Nauru, en janvier 2024 – tandis que les élections aux Tuvalu étaient surveillées de près. Les rivaux de Pékin ont adopté la même conduite en renforçant ce volet consensuel de leur stratégie indo-pacifique. M. Joseph Biden a ainsi annoncé 810 millions de dollars d'aide lors du sommet réunissant États-Unis et pays insulaires du Pacifique en 2022.

De ce mélange des genres, la signature en novembre 2023 d'un traité entre l'Australie et les Tuvalu a eu valeur de symbole. L'Union Falepili, première convention bilatérale de mobilité climatique, prévoit une relocalisation progressive de la population de l'archipel polynésien au rythme de 280 titres de séjour par an, selon le mémorandum d'accord publié le 8 mai 2024 (5). L'accord de « voisin bienveillant » – *falepili* en tuvaluais – prévoit également une aide substantielle à l'adaptation et des



obligations d'assistance en cas de catastrophe naturelle. Toutefois, Canberra ne s'y engage à rien du point de vue de ses émissions de gaz à effet de serre et, surtout, en retire un avantage stratégique considérable. L'article 4 du texte lui confère en effet un véritable droit de veto sur les accords de défense que les Tuvalu envisageraient de conclure, en particulier avec Pékin.

Le gouvernement des Tuvalu a-t-il vraiment le choix ? Cette nation souveraine accepte ici une voie d'issue pragmatique, mais manifestement déséquilibrée. Les principaux contributeurs au changement climatique s'érigent en sauveurs alors que les îles du Pacifique produisent moins de 0,03 % des émissions de CO₂ (6). Un tel accord, qui pousse les États insulaires du Pacifique à choisir leur camp, interroge par ailleurs les intentions à long terme des grandes puissances riveraines du conti-

nent bleu. Derrière l'urgence climatique se profilent des questions politiques et juridiques nouvelles, dont celle de la survivance virtuelle d'États dont la population aurait été entièrement déplacée et le territoire terrestre, complètement submergé. Qu'advierait-il dans ce cas, par exemple, des espaces maritimes sous juridiction étatique actuellement reconnus par le droit international de la mer ? Dans l'hypothèse où le pire scénario pour les Tuvalu se réaliserait, qui, in fine, contrôlerait les plus de 756 000 kilomètres carrés (29 000 fois sa superficie terrestre) sur lesquels sont aujourd'hui exercés des droits souverains d'exploration et d'exploitation des ressources maritimes ? Et qu'en serait-il pour les autres États susceptibles de connaître le même sort ? Sans trop spéculer, il n'apparaît pas extravagant, à la lecture d'accords équivalant à l'Union Falepili, d'envisager un futur où les grands émetteurs de gaz à effet

de serre jouiraient des bénéfices liés à des disparitions auxquelles ils auraient substantiellement participé.

Les peuples du Pacifique ne s'y résignent pas. Leurs représentants tentent de tirer parti, dans la mesure du possible, de cette concurrence géopolitique sous haute tension. Bien que l'unité de la région soit fragile, et que des obstacles importants aient dû être surmontés, la coopération au sein du Forum des îles du Pacifique (le FIP, principale organisation régionale océanique, dont sont membres à part entière la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie au titre de leurs compétences internationales) s'est renforcée. Elle a permis aux gouvernements locaux de faire entendre une voix forte, au travers de différentes déclarations, dont celle d'août 2021 à propos de la préservation des zones maritimes en dépit de l'élévation du niveau de la mer (7). En outre, leur com-

bat pour la justice climatique a donné lieu à d'importants développements. Ainsi, l'initiative portée par le Vanuatu pour solliciter un avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur les obligations des États en matière de changement climatique – affaire pendante – a reçu un important soutien régional avant de faire l'objet d'un consensus au sein de l'Assemblée générale des Nations unies en mars 2023.

Ce changement de paradigme passe aussi par les discours. Repousser celui imposé, construit à l'extérieur de l'Indo-Pacifique, s'affranchir des récits australiens et néo-zélandais sur la « famille du Pacifique » ou les « bons voisins », aux relents paternalistes (8), cela marque la quête d'États insulaires conscients des menaces pesant sur eux. Des États par ailleurs réalistes quant aux immenses ressources économiques nécessaires pour y faire face, mais aussi légitimement en attente de reconnaissance et de justice. Des nations, surtout, qui n'acceptent pas d'être enrôlées dans une guerre qui n'est pas la leur. Le déploiement au sein du FIP de la stratégie pour un « Pacifique bleu » s'inscrit dans cette perspective. La dernière rencontre des dirigeants du Forum avait pour slogan : « Nos voix, nos choix, notre voie du Pacifique ».

GÉRALDINE GIRAUDEAU.

(3) Anastasia Kapetas, « China, climate and conflict in the Indo-Pacific », Australian Policy Institute, 2023, www.aspi.org.au

(4) Lowy Institute, « Pacific aid map », <https://pacificaidmap.loyyinstitute.org>. Cf. aussi Denghua Zhang, « Assessing China's climate change aid to the Pacific », Australian National University, 2020, <https://openresearch-repository.anu.edu.au>

(5) « Explanatory memorandum – Falepili Union between Tuvalu and Australia », ministère des affaires étrangères et du commerce australien, www.dfat.gov.au

(6) « SPREP competes in the climate change "race against time" », Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme, 7 octobre 2015, www.sprep.org

(7) FIP, « Declaration on preserving maritime zones in the face of climate change-related sea-level rise », 6 août 2021.

(8) Élise Barandon, « De l'usage stratégique des récits en Océanie : quand famille et politique étrangère ne font plus bon ménage », 13 mars 2024, <https://leubicon.org>

tourmente géopolitique

rait de vastes panaches de sédiments qui pourraient étouffer certaines espèces. Sans parler des répercussions de cette activité et de ce vacarme sur la vie aquatique.

« Notre approche est extrêmement prudente, tous les cadres légaux sont en place et nous sommes très stricts concernant le respect du principe de précaution, déclare un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Cette ressource apportera beaucoup au pays, et nous voulons la récolter de manière responsable. Est-ce viable ? Les bénéfices seront-ils à la hauteur ? Il nous est impossible de répondre pour l'instant faute de données de terrain. Tout ce que nous savons, c'est que ces minéraux peuvent se révéler déterminants pour la transition vers une énergie propre, aussi bien chez nous que chez nos partenaires régionaux et internationaux. »

Mais qui supervisera les opérations ? Les trois compagnies minières autorisées à prospecter doivent rendre compte de leurs résultats au gouvernement. Étant donné les énormes investissements financiers qu'elles ont déjà consentis, on peine cependant à croire qu'elles se retireraient sans broncher si ce dernier décidait finalement de ne pas se lancer dans l'extraction.

L'exploitation minière des fonds marins creuse une ligne de fracture entre les États de la région. Les Kiribati, Nauru et les Tonga paraissent résolus à franchir le pas, tandis que les Tuvalu, les Palaos et le Vanuatu expriment encore de sérieux doutes. Mais qu'importe, les Américains arrivent, et ils apportent avec eux leur machine de guerre. Car, comme souvent, extraction et bellicisme occidental vont de pair.

Jusqu'en septembre 2023, les îles Cook ne pouvaient pas prétendre à certaines aides au développement américaines du fait de leur

association avec la Nouvelle-Zélande, pays à haut revenu. En reconnaissant leur souveraineté, les États-Unis les ont rendues éligibles à l'octroi de prêts dans le cadre de la loi Build (Better Utilization of Investments Leading to Development), adoptée en 2018. M. Marco Rubio, sénateur républicain de Floride, s'est immédiatement engouffré dans la brèche en réclamant des investissements massifs dans l'extraction des nodules polymétalliques. « Comme vous le savez, écrivait-il dès le 17 octobre au directeur de l'Agence américaine de financement pour le développement international, rares sont les gisements miniers stratégiques et les efforts de développement qui ne subissent pas l'influence malveillante et tyrannique de la République populaire de Chine. (...) Les fonds marins de la ZEE des îles Cook contiennent en très grande abondance des minéraux essentiels, dont des terres rares, pour lesquels la demande ne cesse de croître ; il est donc urgent de mettre en place des chaînes d'approvisionnement sûres et fiables afin de garantir la sécurité et la prospérité économiques de l'Amérique (1). »

La ruée déshumanisée vers des machines d'apocalypse

De son côté, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dit vouloir accomplir l'interopérabilité dans le Pacifique. Cette annonce s'inscrit dans le cadre du concept de domination tous azimuts défini lors du sommet de Madrid en 2022. Élargi pour la première fois aux pays amis (Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et Corée du Sud), il a explicitement placé la Chine dans la ligne de mire de l'Alliance. « Comme la Russie, [la Chine] cherche à saper l'ordre international fondé sur des règles », avait déclaré en ouverture M. Jens Stolten-

berg, alors secrétaire général de l'OTAN. *Nous devons donc rester unis (...) pour protéger nos valeurs ainsi que notre liberté tout en favorisant la paix et la prospérité.* »

En 1986, après avoir servi pendant des décennies de terrains d'essais aux Britanniques, aux Français et aux Américains, les pays du Pacifique se sont engagés à devenir une zone exempte d'armes nucléaires en signant le traité de Rarotonga. Aujourd'hui, certains craignent sa remise en cause du fait de la marche inexorable de Washington vers un conflit avec Pékin. Il est vrai que les vastes mouvements de lutte contre la guerre et les armements atomiques – mêlés à une défense des droits des peuples autochtones – ont beaucoup perdu de leur puissance. Les Américains, qui n'ont jamais ratifié le traité de Rarotonga, souhaitent à l'évidence faire de la région une composante de leur dispositif nucléaire. Les États du Pacifique parviendront-ils à s'unir pour contrer ces menées, comme ils l'ont fait face aux essais nucléaires ?

« La Chine est pour nous un partenaire capital, tout comme le sont les États-Unis, nous explique notre interlocuteur au ministère des affaires étrangères des îles Cook. Nous avons établi des relations diplomatiques avec Washington en septembre dernier et cela fait de nombreuses années que nous en entretenons avec la Chine. En ce qui nous concerne, il n'y a aucun dilemme. »

Pourtant, il paraît clair que les îles Cook ont choisi le camp américain – contrairement par exemple aux îles Salomon, qui ont signé l'année dernière un accord sécuritaire avec Pékin, au risque de s'attirer les représailles de Washington. Début février, M. Brown a appelé à former un partenariat trilatéral de défense et de sécurité avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie (2). En 2021, cette dernière s'est alliée aux États-Unis en s'engageant à travers le pacte Aukus (pour

Australia, United Kingdom and United States) à déboursier 368 milliards de dollars américains au total pour acquérir leurs sous-marins nucléaires – rompant du même coup un contrat de livraison préalablement signé avec la France.

Si l'équipe précédente, dirigée par les travailistes Jacinda Ardern puis Chris Hipkins, avait su se montrer accommodante, le nouveau gouvernement néo-zélandais (droite) envisage, lui, d'adhérer au second pilier de l'alliance Aukus, centré sur la recherche et développement – autrement dit, sur la guerre automatisée : drones, robots tueurs, « intelligence en essaim », etc.

« L'objectif fondamental d'Aukus [pour les États-Unis] est d'étendre la dissuasion nucléaire en associant l'Australie à leur stratégie qui consiste à endiguer la Chine et à installer des bases nucléaires américaines [en Asie-Pacifique] afin de sous-traiter le risque, analyse Marco de Jong, historien du Pacifique à l'université technologique d'Auckland. Le second pilier vise à développer des technologies qui permettront de remporter la prochaine course aux armements. Cette ruée déshumanisée vers les machines d'apocalypse de nouvelle génération fait froid dans le dos. »

Le Pacifique est ainsi chaque jour un peu plus enrôlé dans l'architecture sécuritaire des États-Unis, et surtout un peu plus vital pour leur projet déjà ancien de dominer le monde grâce à leur capacité nucléaire de première frappe.

GLEN JOHNSON.
(Traduit de l'anglais par Élise Roy.)

(1) Lettre du 17 octobre 2023, www.rubio.senate.gov

(2) « Cook Islands and Australia celebrate 30 years partnership – Cook Islands call for trilateral defence and security arrangement », ministère des affaires étrangères et de l'immigration des îles Cook, 1^{er} février 2024, <https://mfai.gov.kc>

Aux marges de l'Europe,

Les nouvelles routes de la soie passent par l'Albanie, le Monténégro, jusqu'en Slovénie. Mais c'est avec Belgrade que Pékin a noué les liens les plus étroits, sur la base d'une amitié née en 1999, sous les bombes américaines qui détruisaient l'ambassade chinoise de l'ex-capitale yougoslave. Aujourd'hui, cette relation privilégiée contribue au dynamisme de l'économie serbe, sans toujours emporter l'adhésion de la population.

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS
ET LAURENT GESLIN *

TROIS femmes sont de garde, dans une cabane dressée sur le bas-côté de la route qui passe au milieu du village de Krivelj, au cœur du bassin minier de Bor, dans l'est de la Serbie. Un brasero réchauffe l'air encore frais de ce début de printemps et un câble électrique a été tiré pour brancher une télévision. Un voisin apporte de chez lui des tasses de café turc et lance l'alerte : « Une voiture ! Sortez, ce sont des frères chinois ! », ainsi désignés ironiquement alors que le gouvernement de Belgrade aime à mettre en valeur l'amitié du « frère » Xi Jinping. Aussitôt, les trois femmes bloquent le passage, contraignant le véhicule des « frères chinois » à faire demi-tour.

Ces scènes se répètent plusieurs fois par jour depuis le 29 janvier, quand les habitants ont dressé un barrage filtrant, surmonté de l'écriteau « Vous n'êtes pas les bienvenus ». Les excavations des mines de cuivre à ciel ouvert cernent Krivelj. La disparition du village est programmée depuis les années 1970. Héritier de la Compagnie française des mines de Bor, créée en 1904, le Bassin minier et fonderies de Bor (RTB Bor) appartenait à l'État serbe jusqu'à ce que, en 2018, il cède 63% de son capital au géant chinois Zijin Mining Group.

Les Chinois promettaient alors de reprendre les 200 millions de dollars de dette de l'entreprise publique, de

* Journalistes. Auteurs de l'ouvrage *Les Balkans, carrefour sous influences. En 100 questions*, Tallandier, Paris, 2023.

conserver cinq mille emplois et d'investir 1 milliard d'euros en six ans. Depuis, l'exploitation progresse à un rythme soutenu, des pans entiers de montagne sont broyés par les explosifs. « On trouve de l'or et du cuivre dans notre région depuis l'Antiquité », explique M^{me} Jasna Tomić, qui dirige le conseil des riverains de Krivelj. « Depuis l'arrivée des Chinois, la vie est devenue impossible pour les quarante-quatre familles encore présentes. L'air est irrespirable et les murs se fissurent. Zijin veut construire un barrage pour produire sa propre électricité. En janvier, un semi-remorque passait chaque minute dans le village. »

En bloquant la seule voie d'accès aux puits de Novo Cerovo, les villageois ont réussi à suspendre durant deux semaines

Convergences sino-serbes

ÉLUE au Parlement de Serbie en décembre 2023, au titre de la coalition d'opposition « Serbie contre la violence », M^{me} Irena Živković déplore « l'opacité » des projets chinois. « Le Parlement a approuvé la cession de RTB Bor, mais la version de l'accord publiée beaucoup plus tard sur le site du ministère est incomplète. Au conseil municipal de Bor, où j'ai longtemps siégé, nous n'avons eu que des bribes d'information », explique-t-elle. La dépu-

l'exploitation du cuivre, avant que Zijin ne fasse passer ses véhicules par une piste dans la montagne. Les travaux du barrage, eux, n'ont pas repris. Le chantier abandonné est ouvert à tous les vents, à trois cents mètres du centre de Krivelj. Sur les carcasses de bâtiments à moitié détruits, des panneaux lancent des messages de mise en garde en chinois et, dans une mauvaise traduction, en serbe : « La sécurité vient de l'éveil, le malheur est paralysé ». « Voilà ce que donne la rencontre de la propagande communiste avec Google Traduction », commente en souriant l'ancien mineur qui nous sert de guide. M^{me} Tomić assure n'avoir trouvé « aucun interlocuteur sérieux » auprès de la compagnie chinoise ni des autorités serbes. Interrogé par courriel, le ministère des mines et de l'énergie assure pourtant que « la planification du déplacement et de la relocalisation du village de Krivelj est engagée depuis 2014, conformément aux normes internationales les plus élevées », et que « les deux tiers des habitants » ont donné leur accord, point que ne contestent nullement M^{me} Tomić et ses camarades du barrage. L'enjeu n'est pas seulement financier : il s'agit d'avoir l'assurance que d'autres projets miniers ne menaceront pas l'emplacement de leurs nouvelles maisons. Selon les habitants de Krivelj, douze villages situés autour de la ville de Bor seraient condamnés, mais impossible de vérifier ces informations, les plans de développement de Zijin Bor Copper et de Serbia Zijin Mining, les deux filiales serbes de Zijin Mining Group, n'étant pas publics.

tée dénonce une logique extractiviste, « comme au Congo ». Selon elle, « la Serbie compte sur les investissements des sociétés chinoises plutôt que sur des fonds européens, car il y a moins de contrôles ». Le groupe Zijin, qui indique avoir investi un total de 2,89 milliards d'euros en Serbie, se félicite de « la stabilité sociale du pays », de « sa position géographique », de « sa main-d'œuvre abondante et bien formée » et du « bon climat des affaires » (1).

Il est vrai que les Chinois ont toutes les raisons de se réjouir de leur partenariat avec Belgrade. Entre 2014 et 2023, leurs investissements auraient atteint 5,5 milliards d'euros (2) dans le pays, et les entreprises qui s'installent bénéficient du soutien sans faille des autorités. « Les décisions concernant la Chine se prennent dans le bureau du président [Aleksandar] Vučić », confirme M^{me} Hristina Vojvodić, juriste au sein du Renewables and Environmental Regulatory Institute (RERI) qui se bat pour faire appliquer la législation serbe en matière d'environnement, notamment la loi sur la recherche minière et géologique. « Les Chinois ne se préoccupent pas de respecter de quelconques normes environnementales, ils creusent et demandent ensuite des permis, qu'on leur accorde, naturellement. Ils sont arrivés sur un sol fertile pour la corruption et ne font que suivre les règles que l'État serbe a lui-même mises en place. »

Dans les faubourgs de Smederevo, ultime capitale du despotat serbe avant la conquête ottomane du xv^e siècle, sur les bords du Danube, il y a bien longtemps que les fumées de l'aciérie empoisonnent les villages environnants. Fondé en 1921, nationalisé en 1945, le complexe industriel avait été racheté en 2003 par l'américain US Steel, avant que celui-ci ne le rétrocède à l'État serbe en 2012 pour 1 dollar symbolique. En 2016, en prenant en charge près de 500 millions d'euros de dette, Belgrade a finalement revendu 98% de ses parts au groupe chinois HBIS – deuxième producteur d'acier au monde – pour la modique somme de 46 millions d'euros (3).

« Les Américains avaient un peu modernisé la technologie, installé quelques filtres, mais depuis l'arrivée des Chinois, rien n'a été fait, et l'Inspection pour la protection de l'environnement ne peut pas pénétrer dans l'usine », regrette M. Nikola Krstić, animateur d'une association citoyenne qui dénonce la pollution engendrée par l'aciérie. Au pied des imposantes cheminées du complexe, dans le village de Radinac, les maisons et les champs sont recouverts d'une épaisse pellicule de poussière rouge : il suffit d'étendre le linge quelques minutes pour qu'il soit souillé. Plusieurs familles ont porté plainte, mais beaucoup préfèrent se taire, car l'usine reste le principal employeur de la région. Des centaines de personnes avaient aussi tenté de bloquer le port fluvial en 2020, cédé en bail emphytéotique à l'entreprise chinoise.

Les manifestations des habitants de Smederevo ont peu de chances de porter leurs fruits : en 2020, le Parlement serbe a voté une loi concernant les procédures spéciales, qui donne le pouvoir au gouvernement de déclarer « urgent » un projet d'infrastructure, en contournant les règles des marchés publics et en protégeant les investisseurs des enquêtes. Le gouvernement a également dispensé les entreprises chinoises d'appliquer le droit du travail serbe. Le nombre d'employés chinois présents dans le pays alimente toutes les spéculations. Dans la seule région de Bor, ils étaient officiellement neuf mille en 2022, et la rumeur prétend qu'ils seraient aujourd'hui bien plus nombreux, certains étant conduits directement du tarmac de l'aéroport de Belgrade à leur futur lieu de travail, sans être soumis aux formalités d'immigration. Près des puits de mine de Bor comme aux abords de l'aciérie de Smederevo, ils logent dans des préfabriqués auxquels l'accès est interdit.

En 2021, le fabricant de pneumatiques Shandong Linglong Tire Co. avait fait venir cinq cents Vietnamiens pour construire une usine à Zrenjanin, dans le nord de la Serbie. Recrutés par l'entreprise China Energy Engineering Group Tianjin Electric Power Construction Co., privés de leur passeport, mal nourris, ils subissaient un quasi-esclavage. Le 30 janvier 2024, ce sont des travailleurs indiens de la même entreprise qui ont porté plainte auprès de la justice serbe, par le biais de l'organisation non gouvernementale (ONG) Astra, qui lutte contre la traite des êtres humains (4). Selon les témoignages recueillis, « seize personnes étaient logées dans une seule pièce », en sus de salaires



REUTERS / MARKO DJURICA

non payés et de conditions de travail très difficiles. Pour les trois premiers mois de l'année 2022, les exportations vers la Chine des trois plus grandes entreprises chinoises de Serbie – Zijin Bor Copper, Serbia Zijin Mining et HBIS – ont dépassé les 721 millions d'euros, soit 11,6% du total des exportations serbes.

Rien ne prédisposait pourtant la Chine à investir en Serbie ni dans les Balkans, malgré les relations particulières nouées par Pékin avec l'Albanie d'Enver Hodja, après la rupture de celle-ci avec l'Union soviétique en 1961. « Au contraire, rappelle le chercheur Vuk Vuksanović, du Belgrade Centre for Security Policy (BCSP), Mao considérait Tito comme un révisionniste et la Chine n'a pas adhéré au mouvement des non-alignés. » Avant même que l'essor économique chinois et le basculement des entreprises du pays dans une situation de surinvestissement ne les contraignent à cibler de nouveaux marchés (5), ce sont les frappes de l'OTAN qui ont changé la donne : dans la nuit du 7 au 8 mai 1999, cinq bombes américaines ont touché l'ambassade de Chine à Belgrade, tuant au moins trois personnes. M. George Tenet, alors directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), prétendit qu'il s'agissait d'une « erreur » – théorie battue en brèche par des éléments tendant à prouver que les États-Unis auraient ciblé un centre de transmission yougoslave situé dans l'enceinte de l'ambassade.

L'onde de choc diplomatique de ce bombardement se propage encore, malgré les excuses et les dédommagements fournis par Washington, qui avaient permis un rapprochement sino-américain et contribué à l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Depuis l'indépendance proclamée par le Kosovo le 17 février 2008, Pékin est devenu un soutien indéfectible de la Serbie au Conseil de sécurité des Nations unies, d'autant que l'attachement à l'intégrité territoriale des États est un mantra partagé par les deux pays, contrairement à la Russie, qui a montré bien moins de respect pour les frontières internationales, tant en Géorgie, dont elle a reconnu en

(1) Réponse anonyme de l'entreprise à nos questions posées par courriel.

(2) « La Serbie se félicite de ses liens économiques avec la Chine avant une possible visite de Xi Jinping », 10 avril 2024, www.euractiv.fr

(3) Mijat Lakićević, « Serbie : les noes chinoises des aciéries de Smederevo », 9 mai 2016, www.courrierdesbalkans.fr

(4) « Serbie : une entreprise chinoise de nouveau accusée de "traite d'êtres humains" », 7 février 2024, www.courrierdesbalkans.fr

(5) Lire Renaud Lambert, « Ce que veut la Chine », *Le Monde diplomatique*, mars 2024.



40 CARTES POUR COMPRENDRE LE CONFLIT ISRAËL-PALESTINE

Un hors-série du « Monde »
116 pages - 12,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

DANS L'ESCARCELLE DE PÉKIN

la Chine grignote les Balkans



MARKO DJURICA. – Un employé devant l'usine de traitement de cuivre exploitée par la société Zijin Mining, Krivelj, Serbie, 2024

en eaux profondes de Bar a également bien failli tomber dans l'escarcelle chinoise en juillet 2021, mais le Monténégro a pu trouver, in extremis, un crédit relais auprès de deux banques européennes et de deux banques américaines, lui permettant de rembourser la première tranche de la dette contractée pour la construction de l'autoroute. Ces vicissitudes n'ont pas empêché le nouveau gouvernement monténégrin de signer un accord le 29 mars 2023 avec le Shandong International Economic & Technical Cooperation Group pour la construction d'un autre tronçon autoroutier, le long du littoral.

Longtemps, Bruxelles n'a que mollement réagi à cette avancée stratégique de Pékin dans la région, affectant de n'y voir que des enjeux économiques sans conséquences politiques. Par contre, « dans le cadre de la confrontation entre Washington et Pékin, les États d'Europe du Sud-Est ont été sommés de choisir leur camp », observe M^{me} Krstinovska. Les investissements chinois se sont donc raréfiés dans les pays membres de l'Alliance atlantique et se concentrent en Bosnie-Herzégovine et en Serbie.

En Bosnie-Herzégovine, la Chine a traditionnellement privilégié la Republika Srpska, l'entité serbe de ce pays toujours divisé, en conflit ouvert avec les autorités centrales de Sarajevo et en constante recherche de liquidités. Dès 2016, un prêt de 350 millions d'euros de la China Development Bank permettait la construction d'une centrale thermique au charbon dans la commune de Stanari. Ce sont également des entreprises chinoises qui construisent des barrages sur la Neretva, au coût environnemental très élevé. L'intérêt de la Chine pour le secteur énergétique bosnien n'est pas pour autant limité par des frontières ethno-politiques : un consortium de sociétés chinoises est en train d'élever un parc éolien dans le canton de Livno, dont les autorités locales, dominées par les nationalistes de l'Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine (HDZ-BiH), sont accusées d'avoir cédé des terres au détriment de leurs propriétaires légaux. En 2015, M. Dragan Čović, le puissant chef du HDZ-BiH, alors membre de la présidence collégiale du pays, s'était rendu à Pékin pour rencontrer le président Xi. Le professeur Asim Mujkić, de l'université de Sarajevo, estime que la Chine privilégie toujours des contextes politiques marqués par la prédominance de dirigeants autoritaires, peu soumis à des obligations de transparence (10).

La présence chinoise dans les Balkans a connu un coup d'accélérateur avec la pandémie de Covid-19. Le 15 mars 2020, l'Union européenne prenait l'initiative, politiquement fort malencontreuse, d'interdire toute exportation de matériel paramédical, y compris vers les pays candidats à l'intégration. Dès le 21 mars, un avion chinois atterrissait sur le tarmac de l'aéroport de Belgrade, fermé au trafic civil. À son bord, des médecins, ainsi qu'un stock de masques et de gants chirurgicaux. Les murs de la Serbie confinée se sont alors couverts de grands panneaux proclamant « Merci, frère Xi ! ». La guerre en Ukraine a accéléré la convergence diplomatique sino-serbe, alors que l'ancien bâtiment de l'ambassade bombardée en 1999 abrite désormais un immense centre culturel chinois, dont la première pierre a été posée par M. Xi lors de sa visite en Serbie de 2016. Pendant son dernier voyage en Europe, début mai 2024, après la France et avant la Hongrie, le président chinois s'est à nouveau rendu en Serbie pour affirmer l'importance de ce partenariat stratégique.

2008 les entités séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, qu'en Ukraine.

À partir du milieu des années 2000, la Chine a commencé à s'intéresser aux pays d'Europe centrale et orientale, imaginant une possible « voie de pénétration » vers les marchés du cœur de l'Union européenne. En 2012, Pékin lançait l'initiative 17+1, réunissant dix-sept pays d'Europe centrale et orientale lors d'un premier sommet à Varsovie. Aux côtés d'États déjà intégrés à l'Union figuraient les pays candidats des Balkans, sauf le Kosovo, non reconnu par la Chine – la Lituanie a depuis quitté ce cadre de coopération. L'année suivante, Pékin annonçait à Astana, au Kazakhstan, ses nouvelles routes de la soie, projet initialement baptisé One Belt, One Road (OBOR, « Une ceinture, une route »), avant de devenir en 2017 Belt and Road Initiative (BRI, « Initiative ceinture et route »), qui inclut une centaine de pays sur tous les continents.

Alors que l'Europe du Sud-Est était encore fortement marquée par les conséquences de la crise économique de 2007-2008, la Chine a fait figure de sauveur inespéré. « Ce sont souvent les pays des Balkans qui ont fait des pieds et des mains pour obtenir des investissements chinois », rappelle M^{me} Ana Krstinovska, du think tank macédonien Estima. En effet, les politiques néolibérales mises en place par les pays de la région au début du siècle n'avaient pas permis d'attirer les investissements étrangers, notamment européens. Élu chef de l'État en 2008 sur un programme pro-européen, le démocrate Boris Tadić ne tarda pas à réviser la stratégie diplomatique de la Serbie, en la faisant reposer sur « quatre piliers » : l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et la Russie, tandis que Belgrade déployait un activisme inédit dans toutes les enceintes multilatérales pour contrer l'indépendance proclamée par le Kosovo – depuis l'Union africaine jusqu'au mouvement des non-alignés, sorti pour l'occasion de sa torpeur (6).

Opacité des contrats

EN 2009, M. Tadić entreprenait un voyage officiel en Chine, le premier d'un président serbe, et le pont Mihajlo-Pupin, ou « pont de l'Amitié », devint le symbole de cette nouvelle dynamique. Cet ouvrage d'art de 1 507 mètres, second pont près de Belgrade sur le Danube, relie les municipalités de Borča et de Zemun. « Pour les entreprises chinoises, obtenir des contrats dans les Balkans revient à accumuler des références, qui leur servent à remporter d'autres appels d'offres, notamment dans l'Union européenne. Après celui de Belgrade, la China Road and Bridge Corporation (CRBC) a construit le pont de Pelješac, en Croatie », éclaire M. Vuksanović. Le « pont de l'Amitié » avait été financé par la Banque d'import-export de Chine (Exim), car dans la région, le pays n'investit jamais à fonds perdu mais prête de l'argent pour financer des travaux réalisés par ses propres entreprises. Ce modèle s'est appliqué à la construction d'un segment de l'autoroute Bar-Boljare, qui doit relier le nord du Monténégro à la côte adriatique sur 160 kilomètres (7).

Ouvert à la circulation à l'été 2022, le tronçon de 41 kilomètres réalisé par la CRBC a été financé par un prêt de 944 millions de dollars contracté auprès d'Exim. Remboursable en euros, celui-ci grève les finances de Podgorica, l'avance chinoise représentant 20% de la dette extérieure du Monténégro. Outre les lourds dommages environnementaux causés par le chantier qui a ravagé la vallée de la Tara, les militants de la société civile

dénoncent l'opacité des contrats signés par l'ancien gouvernement du Parti démocratique des socialistes (DPS) de M. Milo Đukanović, chassé du pouvoir en 2020. « Sur les 20 millions d'euros dépensés par kilomètre, quelle est la part de la corruption ? », s'interroge M. Dejan Milovac, de l'ONG MANS (8). En tout, quelque 32 milliards de dollars auraient été investis par Pékin dans les Balkans de 2013 à fin 2023, soit plus de la moitié du total des investissements chinois en Europe, selon le Digital Forensic Center de Podgorica.

« La crise qui a ravagé la Grèce a favorisé l'essor de la Chine dans les Balkans, puis elle a encore étendu sa toile dans la région, en s'engageant essentiellement dans la construction d'infrastructures », explique M^{me} Krstinovska. En 2008, la China Ocean Shipping Company (Cosco) prit la gestion de deux terminaux du port de Pirée. En 2016, sommé d'accepter le « plan de sauvetage » européen et de vendre les actifs stratégiques du pays, le gouvernement de gauche de M. Alexis Tsipras acheva de céder aux Chinois la majorité du capital du port (9).

La Chine aspire en effet à jouer un rôle majeur dans le transport maritime en Méditerranée. En 2017, elle a pris un intérêt dans le port de Durrës, en Albanie, tandis que celui de Koper, en Slovénie, tout au nord de l'Adriatique, porte d'entrée vers les marchés autrichien, allemand et hongrois, est associé aux nouvelles routes de la soie. Le port

De fait, les « quatre piliers » de la diplomatie serbe ne sont plus tous de la même importance, reconnaît M. Aleksandar Mitić, de l'Institut pour la politique internationale et l'économie, un centre de recherche proche du gouvernement. « Même si la Serbie n'a pas pris de sanctions contre la Russie, les relations avec Moscou sont devenues beaucoup plus difficiles, les échanges plus rares. Les liens se sont également distendus avec Bruxelles, qui humilie la Serbie depuis deux décennies et accorde en quelques mois le statut de candidat à l'Ukraine. » Les deux autres « piliers » sont donc devenus prédominants. « Deux voix comptent à Belgrade, celles de la Chine et des États-Unis », reconnaît M. Vuksanović, même si ce positionnement oblige la Serbie à une gymnastique parfois complexe. Très présent dans les médias serbes, l'ambassadeur américain à Belgrade n'est autre depuis 2021 que M. Christopher Hill, engagé dans les négociations des accords de paix de Dayton de 1995 et associé à l'échec de celles qui précédèrent les bombardements de 1999.

Belgrade ne suit pas toujours les recommandations américaines. Le 4 septembre 2020, le président Donald Trump avait convoqué à la Maison Blanche M. Vučić et M. Avdullah Hoti, alors premier ministre du Kosovo. Les deux hommes avaient signé un accord mort-né de « normalisation des relations », dont deux clauses n'ont pas manqué de surprendre : alors que le Kosovo et Israël procédaient à une reconnaissance bilatérale, Belgrade et Pristina s'engageaient à transférer leur ambassade à Jérusalem, mais aussi à suspendre toute coopération avec l'entreprise Huawei. À ce jour, l'ambassade serbe n'a pas déménagé de Tel-Aviv – ce qui n'empêche pas Belgrade d'avoir démultiplié ses ventes d'armes à Israël depuis octobre 2023. Dix jours seulement après la signature de l'accord de Washington, le géant chinois des télécoms inaugurerait à Belgrade un centre pour l'innovation et le développement numérique. Huawei aurait testé dans la capitale serbe des caméras de reconnaissance faciale, mais, assure M. Filip Milošević, de la fondation SHARE de défense des droits humains et des libertés en ligne, le projet serait pour l'heure stoppé.

« La guerre en Ukraine aura des effets sur le long terme, qui échappent aux visions trop simplistes. L'opinion publique serbe préfère la Chine à la Russie. Pékin a réussi à imposer son discours sur une nouvelle gouvernance mondiale basée sur le respect de l'intégrité territoriale des

États », explique M. Stefan Vladislavjev, analyste auprès de la fondation Belgrade Fund for Political Experience (BFPE). La convergence entre Belgrade et Pékin ne passe pas seulement par des votes de soutien dans les différents institutions internationales. Elle prend aussi une direction opérationnelle. M. Mitić reconnaît que les deux pays « unissent leurs efforts » pour contrer les reconnaissances internationales du Kosovo et de Taïwan, laissant entendre que Pékin aurait même ouvert sa bourse pour convaincre certains États du Pacifique de retirer leur reconnaissance du Kosovo, comme récemment Nauru. En août 2023, des spéculations ont été relancées concernant une éventuelle adhésion de la Serbie au groupe des Brics+ (11). « Cette option n'a jamais été défendue par le gouvernement », assure M. Mitić, mais la rumeur, bien entretenue, avait sûrement valeur de test et de défi lancé aux partenaires occidentaux de la Serbie.

Ces considérations géopolitiques semblent bien éloignées de Majdanpek, une petite ville coincée entre le Danube et le bassin minier de Bor. Ici, les excavations débutent derrière la clôture de la gare routière et les sirènes annonçant des explosions résonnent toutes les demi-heures. « La montagne est en train de s'effondrer et des blocs de roches tombent sur certains quartiers », se lamente M. Vladimir Božić, membre du collectif de citoyens Ne dam Nu dau (« Je ne donne pas »). L'homme a fait un mois de prison, condamné pour « incitation à la haine raciale » envers des travailleurs chinois, après avoir organisé un campement de protestation contre le développement incontrôlé des mines. « Il faut que nous sachions où commencent et où s'arrêtent les terres qui doivent être exploitées par les Chinois, et si nous devons faire nos bagages pour évacuer la ville. »

JEAN-ARNAULT DÉRENS
ET LAURENT GESLIN.

(6) Lire Jean-Arnauld Dérens, « Prodiges et vertiges de la diplomatie serbe », *Le Monde diplomatique*, septembre 2010.

(7) Lire Philippe Descamps et Ana Otasevic, « Clientélisme et vertiges identitaires au Monténégro », *Le Monde diplomatique*, février 2021.

(8) « Down the same road into a larger debt. Second report on the construction of Bar, Boljare Highway », MANS, Podgorica, avril 2019.

(9) Lire Pierre Rimbert, « Modèle social chinois au Pirée », *Le Monde diplomatique*, février 2013.

(10) Predrag Zvijerac, « Kineske vjetrovače u BiH vjetar u leđa korupciji u srcu Balkana », Radio Slobodna Evropa, 22 mars 2024.

(11) Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie et Iran.

POURQUOI TANT D'ARGENTINS SUR LE DIVAN ?

Buenos Aires, capitale de la psychanalyse

Tous, ou presque, en thérapie ? C'est à coup sûr le pays qui compte le plus de « psys », la « patrie symbolique » de Jacques Lacan. Les liens historiques entre Argentine et Europe ne suffisent pas à expliquer une longue hégémonie... aujourd'hui remise en cause par d'autres formes de traitement de la souffrance psychique, voire par le développement personnel.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
ANNE-DOMINIQUE CORREA*

Il y en a à tous les coins de rue. María Bondi, 33 ans et passionnée de littérature, accueille ses patients sur un canapé gris et austère, orné de quelques coussins jaune et rouge, tout près d'une petite place au pied d'une église. Cinq minutes de marche plus loin, dans une rue parallèle, Nora Silvestri, la soixantaine, propose une thérapie d'orientation lacanienne, au premier étage d'un élégant immeuble haussmannien, à l'ombre d'un jacaranda. Quant à Lucila Aranda, qui se décrit comme « féministe » et « péroniste » sur son compte Instagram, elle est spécialiste des crises d'angoisse qu'elle traite dans son cabinet de l'avenue Santa Fe, à trois cents mètres de là.

Le vaste choix de « psys » qui exercent dans ce petit quartier bourgeois de Buenos Aires, surnommé la « Villa Freud », témoigne de la passion argentine pour le divan. Selon des statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 2016, l'Argentine compte le plus grand nombre de psychologues par habitant au monde : 222 pour 100 000 personnes, soit au moins quatre fois plus qu'en France.

En Argentine, prendre soin de sa santé mentale n'est pas un tabou. « *« Ici tu es bizarre si tu ne te fais pas analyser », explique M. Ezequiel Berretta. Vendeur à Letra Viva, une librairie incontournable du quartier, l'homme nous tend un livre récemment publié et intitulé ¿Qué es esa cosa llamada psicoanálisis? (Cascada de Letras, 2023, « Quelle est cette chose appelée psychanalyse ? »). Écrit par le psychanalyste argentin Hernán José Molina, il vulgarise les concepts de base de la discipline : « inconscient », « blessures narcissiques », « abréaction », « complexe d'Œdipe », « pulsion », « attention flottante », « suggestion », « resignification », « association libre » ou encore « transfert ». Selon M. Berretta, la maîtrise de ce vocabulaire est indispensable pour s'intégrer à la vie « porteña » (de Buenos Aires). « Si vous vous posez deux heures sur le banc de la place Güemes [au cœur du quartier] pour écouter les gens discuter, vous constaterez qu'ils évoqueront leur thérapie à un moment ou un autre de leur échange. »*

Quand Freud essaime dans les pampas

Freud est aussi omniprésent dans la vie culturelle de la capitale. Sur l'immense avenue Corrientes, où se concentrent la plupart des théâtres de Buenos Aires, un spectacle ne quitte pas l'affiche depuis 2012 : *La última sesión de Freud* (« La dernière séance de Freud »). Dans cette pièce, le psychanalyste viennois, interprété par l'un des plus grands comédiens argentins, Luis Machín, tente de convaincre le brillant professeur de l'université d'Oxford Clive Staples Lewis de l'absurdité de sa conversion au catholicisme, en vain. Acclamée par le public, la pièce fait salle pleine à chaque fois au théâtre Picadero. Autre carton : le livre *Historias de diván* (Planeta, 2007, « Histoires de divan »), où l'auteur, le psychanalyste Gabriel Rolón, relate certaines des séances de huit de ses patients. Vendu à plus de 300 000 exemplaires, il a été adapté en série télé dans le cadre d'une coproduction entre les chaînes Telefe, en Argentine, et Canal 10, en Uruguay, en 2013.

Comment expliquer cet engouement outre-Atlantique ? « *Des versions pirates des œuvres complètes de Freud traduites en espagnol ont commencé à circuler en Argentine dès 1926* », explique Mariano Ben Plotkin, historien et auteur du livre *Freud in the Pampas* (1). Leur réception a été plus importante à Buenos Aires. « *La ville était plus alphabétisée que le reste de l'Amérique latine, avancé-t-il. Il y avait un public éduqué pour ces livres.* »

Rapidement, les Argentins se familiarisent avec les théories du Viennois. Dès 1931, le journal *Crítica*, le plus populaire de l'époque, ouvre une rubrique consacrée aux méandres de l'inconscient. Entre 1939 et 1945, les ouvrages de vulgarisation *Freud al alcance de todos* (« Freud pour tous ») du docteur Gómez Nerea (2) connaissent un grand succès au

sein des classes populaires. La psychanalyse s'invite aussi dans la presse féminine. Dès 1948, le magazine *Idilio* propose à ses lectrices, essentiellement des femmes au foyer, de confier leurs rêves sur des cartes postales. Le professeur Richard Rest (3) les interprète ensuite dans les pages intitulées « *El psicoanálisis te ayudará* » (« La psychanalyse t'aidera »).

Toutefois, la pratique thérapeutique « officielle » ne se diffuse qu'à partir des années 1940, peu après l'arrivée de psychanalystes européens ayant fui le fascisme auparavant. Parmi ceux-ci, Ángel Garma, un républicain espagnol, et Marie Langer, une communiste austro-hongroise interdite d'exercice hospitalier en raison de ses origines juives, et engagée dans les brigades internationales en 1936. Avec d'autres psychanalystes argentins – dont Enrique Pichon-Rivière, Arnaldo Rascovsky et Celes Ernesto Cárcamo –, ils fondent une branche nationale de l'Association psychanalytique internationale (API) à Buenos Aires, l'Association psychanalytique argentine (APA), le 15 décembre 1942.

Très vite, la bourgeoisie de la capitale se convertit à l'introspection et la discipline gagne en influence. À la suite du coup d'État qui renverse Juan Domingo Péron, en septembre 1955, la pratique s'étend aux classes moyennes. La « Révolution libératrice » des militaires favorise la population aisée et le pays connaît alors une « modernisation sociale et culturelle, semblable à celle de l'Europe de l'après-guerre », explique Alejandro Dagfal, historien de la discipline. La bonne société locale se met à consommer des biens symboliques, « depuis le cinéma de Hollywood jusqu'au Coca-Cola, en passant par la psychanalyse ».

Entre 1957 et 1959, cinq universités proposent les premières licences de psychologie. Une nouvelle génération de diplômés ouvre des cabinets privés et rejoint les services hospitaliers. Parallèlement, l'essor de la psychanalyse se voit encouragé par la diffusion de la pensée du Français Jacques Lacan. Critique de « l'orthodoxie » de l'API, alors dominée par les théories très scientifiques de la psychiatrie anglaise Melanie Klein, il fonde en 1964, après son exclusion de l'institution l'année précédente, sa propre école de psychanalyse : l'École freudienne de Paris (EFP). Basée sur sa relecture des textes de Freud, elle introduit des séances plus courtes et libère la pratique des exigences de l'API : « *Le psychanalyste ne s'autorise que de lui-même* (4) », écrit Lacan en 1967.

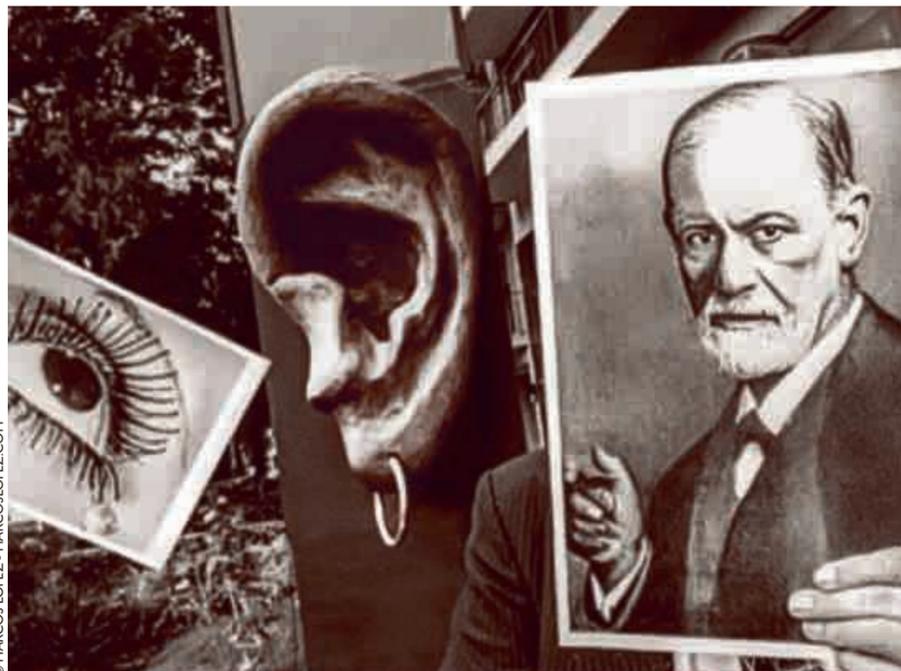
En outre, le lacanisme redéfinit le rôle du psychanalyste : « *Il se transforme en intellectuel* », explique Dagfal. Dans cette Argentine très francophile des années 1960, « *le lacanisme est arrivé par le structuralisme français et, surtout, par la lecture que Louis Althusser faisait de Marx* ».

Lorsque la situation politique argentine dégénère, certains psychanalystes décident de pousser

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 août 2024

1 ^{er} BÉNIN	Fête de l'indépendance
SUISSE	Fête nationale
2 MACÉDOINE DU NORD	Fête nationale
5 BURKINA FASO	Fête de l'indépendance
6 BOLIVIE	Fête de l'indépendance
JAMAÏQUE	Fête de l'indépendance
7 CÔTE D'IVOIRE	Fête de l'indépendance
9 SINGAPOUR	Fête de l'indépendance
10 ÉQUATEUR	Fête de l'indépendance
11 TCHAD	Fête de l'indépendance
14 PAKISTAN	Fête de l'indépendance
15 RÉP. DU CONGO	Fête de l'indépendance
LIECHTENSTEIN	Fête nationale
INDE	Fête de l'indépendance
17 GABON	Fête de l'indépendance
INDONÉSIE	Fête de l'indépendance
19 AFGHANISTAN	Fête de l'indépendance
20 HONGRIE	Fête nationale
24 UKRAINE	Fête de l'indépendance
25 URUGUAY	Fête de l'indépendance
27 MOLDAVIE	Fête de l'indépendance
31 KIRGHIZISTAN	Fête de l'indépendance
MALAISIE	Fête de l'indépendance
TRINITÉ-ET-TOBAGO	Fête de l'indépendance



© MARCOS LOPEZ - MARCOSLOPEZ.COM

MARCOS LOPEZ. – « Freud, ojo, oreja » (Freud, œil, oreille), 1995

leur aventure intellectuelle encore plus loin avec le militantisme. Après la rébellion ouvrière de la ville de Córdoba, appelée Cordobazo, le 29 mai 1969, violemment réprimée par la dictature du général Juan Carlos Onganía, deux groupes dissidents de gauche naissent au sein de l'APA : Plataforma Argentina (5), qui souhaite mettre la psychanalyse au service de la révolution, et Documento, qui cherche à démocratiser l'institution. En vain. L'APA reste fidèle à son principe de neutralité. En 1971, la scission devient inévitable. « *Le Cordobazo nous a réveillés* (6) », écrit Marie Langer, membre de Plataforma, en prologue du recueil de textes *Cuestionamos* (« Nous nous questionnons »), qui marque la rupture avec l'APA. « *Psychanalyse, marxisme et révolution ne sont pas exclusifs* », plaide-t-elle, reprochant à l'institution son « *idéologie libérale* », son « *isolement* » et d'avoir fait « *un pacte avec la classe dominante* ».

Le coup d'État de 1976 mené par le général Videla brise brutalement cet espoir révolutionnaire. Sous prétexte de combattre les Montoneros, mouvement de guérilla urbaine péroniste, la junte organise une répression qui fait près de trente mille disparus. À l'hôpital, les psychanalystes, « *qui travaillaient aussi dans les communautés ou faisaient les thérapies de groupe* », doivent cesser leurs activités, explique Hugo Vezzetti, spécialiste de l'histoire de la psychanalyse en Argentine. Les plus engagés, tels que Marie Langer, sont contraints de s'exiler, avant même le début de la dictature (notamment au Brésil, au Mexique, en Espagne et en France). En 1978, Beatriz Perosio, la jeune présidente de l'Association des psychologues de Buenos Aires, disparaît après avoir été séquestrée et torturée. Toutefois, la dictature tolère la psychanalyse privée lorsqu'elle ne vise qu'à soigner l'âme, pas la société.

Lacan face à la dictature et au néolibéralisme

Depuis le retour à la démocratie, en 1983, elle a continué de s'étendre. Après la mort de Jacques Lacan en 1981 et la dissolution de l'EFP un an plus tôt, son genre, le psychanalyste français Jacques-Alain Miller, entreprend de diffuser sa pensée au niveau international avec la création, en 1992, de l'Association mondiale de psychanalyse (AMP). En Argentine, sa filiale naît la même année : l'École d'orientation lacanienne (EOL). Aujourd'hui, elle s'est implantée dans tout le pays et des dizaines d'autres institutions ont également fleuri. « *Lacan est plus vivant en Argentine qu'en France* », constate Dagfal. Bien entendu, il s'agit d'un lacanisme « *épuré de tout idéal de transformation sociale et limité à la clinique privée et individuelle* ».

Entre le traumatisme de la dictature, la succession des crises économiques et les ravages de la crise sanitaire, les cabinets ne désertent pas. « *Le nombre de demandes a quadruplé pendant la pandémie* », calcule Juan Pawlow qui nous reçoit dans son cabinet de la Recoleta. Plusieurs mesures ont permis de démocratiser les soins psychologiques. D'abord, une loi de 1985, du gouvernement de Raúl Alfonsín (1983-1989), qui habilite les psychologues sans formation médicale à exercer la psychothérapie. Puis, plus récemment, la loi sur la santé mentale du 2 décembre 2010, du gouvernement péroniste de M^{me} Cristina Fernández de Kirchner. Elle élève la « *protection de la santé mentale* » au rang de « *droit* » et limite le placement des personnes présentant des maladies mentales dans des institutions psychiatriques, au profit des hôpitaux ordinaires.

Désormais, « *chaque petit centre médical du grand Buenos Aires compte sur des psychologues avec une formation psychanalytique qui écoutent des patients pour un petit prix ou gratuitement* », se réjouit Pawlow, qui dirige notamment une équipe de santé mentale dans l'ouest de la ville. « *Les honoraires ne sont pas fixes. Je peux demander de payer le triple, voire plus, à un homme d'affaires par rapport à un ouvrier* ». Les institutions psychanalytiques comme l'APA ou l'EOL proposent aussi des consultations à un prix modique pour des personnes en situation de précarité.

Néanmoins, la psychanalyse et son hégémonie semblent remises en cause du fait de l'arrivée de pratiques concurrentes. Depuis le début des années 2000, les thérapies comportementales et cognitives (TCC), très populaires aux États-Unis et en Europe, se répandent. Selon une étude de l'université de Buenos Aires (UBA) de 2019, elles représentent 11 % des thérapies en Argentine (7). Plus courtes et jugées plus scientifiques, elles réfutent l'existence de l'inconscient, et apportent des solutions clé en main face à la détresse : par exemple, respirer mieux pour éviter une crise de panique, ou prendre des anxiolytiques... Ces thérapies se limitent « *à apaiser le symptôme* », objecte Pawlow, qui continue de prêcher pour son école : « *Nous [les psychanalystes], nous allons à la racine du problème.* »

Le mouvement self-help (« s'aider soi-même »), qui promeut la résolution de problèmes personnels à travers l'amélioration de la connaissance de soi, gagne aussi en influence : le recours à des pratiques de méditation en pleine conscience, de développement personnel, ou à des « coachs de vie » se multiplie. À El Ateneo, une autre célèbre librairie créée dans un théâtre du début du xx^e siècle de la capitale, le rayon qui leur est consacré se trouve dès l'entrée. « *C'est celui dont les ouvrages se vendent le plus, après la littérature, constate M. Alex Toledo, libraire. Surtout depuis la pandémie.* » Or celui réservé à la psychologie, plus discret, au premier étage, n'est composé que de cinq modestes étagères. « *Il prenait autrefois tout le mur* », regrette M. Toledo.

Selon Jorge Alemán, psychanalyste et philosophe argentin renommé, cette approche « *est un piège* » et s'inscrit « *dans le cadre du néolibéralisme, de l'obligation d'être heureux et d'un impératif de performance* ». Contrairement à ses concurrents, la psychanalyse ne promet pas de fin heureuse : le divan peut contenir des épines. Comme le glisse Manuel Levín, psychanalyste et personnage central de *Historias de diván* dans sa version télévisée, à l'un de ses patients malheureux : « *Notre accord n'était pas de chercher le bien-être, mais la vérité.* »

(1) Initialement publié en 2001 en anglais et en 2003 en espagnol. Une traduction française a paru en 2010 sous le titre *Histoire de la psychanalyse en Argentine. Une réussite singulière*, aux éditions Campagne Première.

(2) Un pseudonyme utilisé par le poète péruvien Alberto Hidalgo.

(3) En réalité, derrière ce pseudonyme se cachaient Gino Germani, un sociologue, et Enrique Butelman, un psychologue autodidacte.

(4) « Proposition du 9 octobre 1967 sur le psychanalyste de l'École », *Acte de fondation et autres textes*, École de la cause freudienne, 1982.

(5) Une antenne d'un mouvement international de psychologues formé lors du 26^e congrès de l'API, à Rome, en 1969.

(6) Gregorio Barenblitt et al. (textes compilés par Marie Langer), *Cuestionamos. Documentos de crítica a la ubicación actual del psicoanálisis*, Granica, Buenos Aires, 1971.

(7) Doménica Klinar, Paula Gago et Modesto M. Alonso, « Distribución ocupacional de los/as psicólogos/as en la República Argentina – relevamiento de 2019 », faculté de psychologie de l'UBA.

QUAND LA PRIVATISATION DU DOMAINE PUBLIC EMPÊCHE L'ACCÈS AU LITTORAL

Californie, la guerre des plages n'aura plus lieu

Nager, surfer, flâner, bronzer : dans l'État américain le plus riche, le droit à la plage fait l'objet de nombreux litiges. Devant les tribunaux, de grandes fortunes opposent leurs privilèges de propriétaires à des administrations qui, elles, envisagent le rivage comme un bien commun. Mais le recul du trait de côte s'accélère, et le problème se pose de moins en moins en termes contentieux.

PAR ISABELLE BRUNO
ET GRÉGORIE SALLE *

DE tout repos, la vie de milliardaire ? En mai dernier, l'investisseur en capital-risque Vinod Khosla reçoit le président Joseph Biden pour abonder sa campagne électorale ; le même jour, la Cour supérieure du comté de San Mateo (Californie) le déboute de sa demande de rejet d'une action en justice intentée contre lui en 2020 par la State Lands Commission (SLC) et la California Coastal Commission (CCC). L'objet du litige a pour nom Martin's Beach, une plage enclavée, en contrebas de la fameuse Highway 1, entre San Francisco et Santa Cruz. Son accès ne saurait être entravé par un propriétaire privé, quand bien même celui-ci possède les terres attenantes, soutiennent les deux agences étatiques qui avancent un argument historique autant que juridique : depuis près d'un siècle, les citoyens auraient acquis un droit de passage par l'usage. La procédure suit son cours ; c'est la sixième à opposer cette figure de la Silicon Valley aux défenseurs d'un accès public à la plage. L'affaire a éclaté lorsque les nouveaux propriétaires de Martin's Beach (36 hectares acquis en 2008 pour plus de 33 millions de dollars), d'abord anonymes derrière plusieurs sociétés-écrans, ont fermé la seule voie d'accès au rivage. Cette décision – en pratique, le simple verrouillage d'une barrière aisément contournable sans véhicule – a suscité une vive opposition aux échelles locale et fédérale. Les plaintes se succèdent depuis quinze ans. M. Khosla a lui-même ouvert les hostilités en attaquant la CCC et le comté, qui l'avaient rappelé à l'ordre en lui enjoignant de demander un permis pour la clôture.

La bataille politique et judiciaire se poursuit jusqu'à aujourd'hui en raison de l'ampleur du capital économique et social dont dispose M. Khosla, réputé proche de l'ancien président Barack

Obama et donateur régulier du Parti démocrate. En 2015, le magazine *Forbes* estimait sa fortune à 1,6 milliard de dollars ; elle a franchi en 2023 le seuil des 6 milliards à la faveur d'investissements lucratifs dans les technologies « vertes » et l'intelligence artificielle. Ayant endossé bon gré mal gré le rôle du méchant, il a toute latitude pour se montrer intransigeant dans sa défense d'un principe : le droit d'exclure inhérent à la propriété privée.

Au-delà de l'opposition entre droits d'accès et d'exclusion, l'affaire Martin's Beach fonctionne comme un miroir grossissant du creusement des inégalités socio-économiques dans le Golden State. Connue de tous les protagonistes impliqués dans l'aménagement côtier, elle met à l'épreuve la politique littorale californienne instituée depuis un demi-siècle, soit depuis les mobilisations sociales ayant abouti à la promulgation du California Coastal Act en 1976, dix ans avant la loi française dite « littoral ». La singularité de l'affaire ne tient cependant pas qu'à son déroulement. Car la Californie est l'État dans lequel les litiges engendrés par l'accaparement des plages par de grandes fortunes se révèlent les plus aigus ou du moins les plus visibles. Depuis vingt ans, plusieurs personnalités se sont retrouvées au centre de disputes ayant toutes pour enjeu l'accès du public à un rivage censé lui appartenir « sous la ligne moyenne des hautes eaux », soit la limite du domaine public.

comme dans les représentations. Le Golden State compte des plages à la renommée mondiale, abondamment mises en scène dans la production culturelle, au point de servir de stéréotype à tout un mode de vie. Or ce cliché masque des inégalités persistantes, y compris sur le sable.

Une étude quantitative de grande ampleur sur les entraves à l'accès public aux rivages californiens a établi en 2017 la permanence de divisions sociales, en fonction du lieu de résidence (les habitants des comtés littoraux sont logiquement les plus assidus), de la taille du ménage (avoir des enfants augmente les coûts) et de l'âge (les visiteurs les plus fréquents sont ceux âgés de moins de 40 ans et plus largement les parents d'enfants mineurs) (2). Mais elle met aussi au jour une éviction partielle des classes populaires « non blanches » au profit des classes moyennes et supérieures « blanches », contre le mythe d'une fréquentation égalitaire. Les personnes déclarant appartenir à la tranche de revenus inférieure à 20 000 dollars par an sont ainsi celles qui, d'une part, déclarent le plus que l'accès au rivage est un sujet « très important » (62 % contre une moyenne de 57 %) mais, d'autre part, y vont le moins : 67 % disent s'y rendre au moins une fois par an, contre 86 % des personnes de la tranche supérieure à 100 000 dollars et une moyenne de 77 %. La population noire est aussi sous-représentée : 33 % des Afro-Amé-

ricains vont à la plage moins d'une fois par an contre 23 % en moyenne de la population sans distinction.

Observatoire des inégalités, la Californie l'est tout autant en ce qui concerne le dérèglement climatique, particulièrement sur la frange littorale. Elle est l'un des lieux du monde où la documentation de la compression côtière est la plus aboutie. Car depuis les années 1970, non sans tensions, le Golden State se veut un modèle sur les deux plans : celui de l'accès public aux plages et celui de la protection environnementale du littoral.

La construction de logements abordables ou de places de parking en bord de mer – commandée par une politique de l'accès – paraît difficilement compatible avec un respect des équilibres écologiques qui implique, lui, de renoncer à de telles constructions et même d'engager un « repli stratégique », une expression qui fâche, à l'instar d'autres périphrases et euphémismes, telle la « relocalisation résiliente ».

Montée des eaux

ON étudie parfois ces tensions. Si M. Khosla est une figure de la « green tech », les avocats du milliardaire n'ont par exemple jamais joué la carte écologique dans l'affaire Martin's Beach. Cette plage apparaît pourtant dans le classement des zones à risques de l'Institut d'études géologiques des États-Unis depuis la fin du siècle dernier. De même, l'étude de 2017 faisait l'impasse sur les défis environnementaux. À la différence de la Floride ou du New Jersey, la Californie compte certes parmi les « bons élèves » de la gestion côtière (4), mais les données disponibles restent préoccupantes. Des modélisations récentes projettent qu'en l'absence de mesures appropriées une montée des eaux comprise entre 0,5 et 3 mètres provoquerait la submersion de 24 % à 75 % des plages californiennes d'ici à 2100 (5). Pour chaque pied (environ 30 centimètres) d'élévation du niveau marin, calcule une autre étude sur la base de données géos-

bord de mer et les relouent à leurs habitants jusqu'à leur destruction. Dans un contexte de crise du logement, cette proposition avancée pour financer le recul des villes côtières a été perçue comme un mécanisme injuste de compensation venant renflouer les propriétaires des villas luxueuses qui jalonnent la côte. Alors qu'elle a été votée par la législature, le gouverneur Gavin Newsom y a mis son veto par deux fois, en raison du coût du dispositif, de ses effets sur le marché de la location immobilière et de sa charge polémique.

Certains propriétaires fortunés n'ignorent pas la mutation en cours et s'organisent localement, au point d'épouser en apparence les vues des écologistes auxquelles ils s'opposaient jusque-là. À Broad Beach (Malibu), ils ont ainsi changé de stratégie. Naguère, ils ne juraient que par la propriété privée et repoussaient toute intervention étatique, pour mieux



JIM DENEVAN. – « Single Line Spiral » (Spirale à ligne unique), plage de Tunitas Creek, Californie, 2011

Éviction des classes populaires

LA plus connue reste sans doute celle impliquant l'homme d'affaires David Geffen. Ce riche et célèbre producteur, qui occupait en 2002 la 87^e place sur la liste des personnalités les plus fortunées de la planète établie par *Forbes*, refusait alors d'accorder un droit de passage vers Carbon Beach, contrairement à l'accord de principe qu'il avait passé deux décennies plus tôt en échange de l'octroi d'un permis de construire. Avec le soutien de la municipalité de Malibu, soucieuse de préserver une enclave luxueuse où près d'un ménage sur quatre affiche un revenu annuel de plus de 200 000 dollars, il intenta un procès à la puissance publique et à Access for All. Cette association militait pour le respect des dispositions légales prévoyant un chemin d'accès public au rivage tous les 300 mètres dans une zone qui n'en comptait aucun sur une étendue de 5 kilomètres. Sa plainte ayant été rejetée à trois reprises, M. Geffen abandonna les poursuites en 2005, avant de vendre sa propriété en 2017 pour 85 millions de dollars, un record dans la région de Los Angeles.

Après quarante ans de litige, Escondido Beach est, elle, à nouveau accessible à tous. En 2023, la SLC et la CCC ont obtenu de deux propriétaires

qu'ils rouvrent un point d'accès bloqué depuis les années 1980. Non loin de là, à Lechuza Beach, un différend continue d'opposer la ville de Malibu à la Mountains Recreation and Conservation Authority (MRCA). L'organisme de protection des espaces naturels a installé au printemps 2023 des panneaux de signalisation afin de rappeler l'existence de cette plage difficile à repérer. Des agents municipaux les ont enlevés en juin de la même année, arguant de la nécessité d'un permis et de risques pour la sécurité. L'absence de signalisation est, selon la MRCA, un facteur d'exclusion supplémentaire : des plages isolées géographiquement sont d'autant plus exclusives socialement. « Pas du tout ! », rétorque le maire de Malibu, qui assure vouloir accueillir le plus de monde possible.

Derrière ces escarmouches, il y a de grands écarts. Le produit intérieur brut (PIB) californien a dépassé celui de la France en 2016 et a désormais celui de l'Allemagne en ligne de mire. L'État le plus prospère du pays en est aussi l'un des plus inégalitaires. Les classes dominantes fortunées y pèsent d'un lourd poids matériel et symbolique – de la Silicon Valley à Hollywood – tandis que le nombre de personnes sans abri est le plus élevé des États-Unis (1). C'est aussi un État où les rivages occupent une place préminente, dans les faits

ricains vont à la plage moins d'une fois par an contre 23 % en moyenne de la population sans distinction.

On estime par ailleurs que plus de 200 000 hectares de terres publiques sont rendus inaccessibles par des propriétaires privés (3). La défense de l'accès public contre l'accaparement privatif des espaces naturels à des fins résidentielles ou commerciales semble ainsi prioritaire. Il en est de même de l'égal accès, comme le revendiquait dès le milieu des années 2000, au nom de la justice environnementale, The City Project, une association fondée par un avocat spécialisé dans les droits civiques et basée à Los Angeles. L'attachement de la population californienne aux plages relève d'ailleurs de l'évidence. Le 1^{er} mai 2020, en pleine épidémie de Covid-19, plusieurs milliers de manifestants ont défilé pour revendiquer un droit fondamental selon eux bafoué : l'ouverture de « leurs » plages (*Open our beaches !*).

Seulement voilà : ces conflits ne se déroulent pas toutes choses environnementales égales par ailleurs. La nouvelle donne écologique bouscule la question sociale.

Confrontée aux échecs répétés et coûteux des ouvrages de « défense contre la mer » (enrochements, digues et autres techniques de rétention ou de réapprovisionnement du sable), une politique en faveur des « solutions fondées sur la nature » consiste non plus à « lutter contre » mais à « vivre avec ». Elle fait valoir la capacité des écosystèmes littoraux à « absorber » les effets du changement climatique (tempêtes, inondations) à condition de laisser le trait de côte se déplacer, les dunes se reconstituer et les plages migrer librement. Mais cette politique suscite de vives résistances de la part des propriétaires, des élus locaux et d'associations dénonçant l'attribution d'argent public aux plus riches. En 2021, une proposition de loi envisageait la mise en place au niveau de l'État d'un fonds de prêts renouvelables destinés aux collectivités locales concernées afin qu'elles rachètent les résidences vulnérables en

empiéter sur l'espace public. Dorénavant, ils réclament l'aide de la puissance publique et en appellent volontiers à l'intérêt général ou au bien commun, au nom de la défense de l'existence même de la plage (7). Car c'est toute la valeur de leur bien immobilier qui en dépend.

(1) Tanya de Sousa *et al.*, « The 2022 Annual Homelessness Assessment Report (AHAR) to Congress », US Department of Housing and Urban Development, 31 janvier 2023.

(2) Jon Christensen et Philip King, « Access for All : A new generation's challenges on the California coast », Institute of the Environment and Sustainability (UCLA), 25 janvier 2017, www.ioes.ucla.edu

(3) Soumya Karlamangla, « More than 500,000 acres of public land in California are inaccessible to the public », *The New York Times*, 1^{er} février 2023.

(4) « State of the Beach Report », 2023, www.surfrider.org. Lire aussi Laura Raim, « En Floride, les riches n'auront pas les pieds dans l'eau », *Le Monde diplomatique*, mai 2020.

(5) Sean Vitousek *et al.*, « A model integrating satellite-derived shoreline observations for predicting fine-scale shoreline response to waves and sea-level rise across large coastal regions », *JGR Earth Surface*, vol. 128, n° 7, Washington, DC, 2023.

(6) Kiki Patsch et Dan Reineman, « Sea level rise impacts on coastal access », *Shore & Beach*, vol. 92, n° 2, Beaufort, 2024.

(7) Kara Schlichting, « The narrowing of Broad Beach : Coastal change and public beaches in Malibu, California », *Pacific Historical Review*, vol. 92, n° 2, Oakland, 2023.

* Respectivement maîtresse de conférences en sciences politiques à l'université de Lille et chercheur en sciences sociales au Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Dans un boudoir vermeil

CONTEXTE : *l'heure est grave. Au sein de la République médiocratique de la Frzangzwe, la révolte gronde. Le Grand Chambardement est annoncé. Dans le palais présidentiel, l'archimarchal Herbert Robert, président-directeur général de la nation, ne peut dormir. Son principal conseiller, Gabriel Pipaudi, a été kidnappé, ainsi que sa propre fille de 16 ans. Quant à sa femme, l'archimarchère, cela fait bien longtemps qu'elle a renié son mariage autant que sa maternité et qu'elle se tient cloîtrée dans son boudoir à compter les perles d'ivoire de son chapelet. C'est la nuit. Que fait le chef de l'État ?*

Il erre. Marche sans but dans les couloirs déserts. Les gens dorment. Les autres gens, les vrais, ceux de peu. Ses talons cliquent sur le parquet. C'est le bruit des aiguilles sur le cadran, tic, tac, plic, ploc, les secondes qui gouttent, la fuite du temps, il passe, il est passé – mais où ? La solitude est vaste et profonde. On s'y perd. Maman est morte. Papa aussi. Et ma chère grand-mamie. Tous ceux qui m'avaient à l'œil. Oh ! Pauvre richissime. Comme le temps, ils sont partis, tous, ils m'ont laissé. Va ! Va ! Va seul à présent. Oh ! Infortuné Crésus. Misérable pèlerin. Prends ton spectre à la main et avance, dans les ténèbres enfonce-toi ! Mais l'enfant a peur... Il est des heures sombres où le président a un cœur comme les autres gens. Il est humain, après tout. C'est ce qu'on te dira. On te dira qu'il a une âme et une conscience. Il a sa part de souffrance. Tout comme toi. On te dira qu'il te ressemble. Lui en son palais, toi en ton taudis, vous êtes égaux. Vous êtes frères. C'est ce que te dira l'avocat du diable. Le prince opulent n'est qu'un pauvre hère cheminant solitaire sous les boiseries et les dorures. Oh ! Mendiant cousu d'or.

Alors qu'il passe devant la porte close du Salon des consuls, une vision s'impose. C'est ici qu'a eu lieu la cérémonie de majoration de sa fille. Il la revoit. Si belle en sa robe de mousseline blanche. Et si femme déjà. Seigneur Dieu, sa fille a eu 16 ans ! La dernière fois, elle rampait vers lui à quatre pattes dans ses langes ; il n'avait pas voulu la prendre dans ses bras tant elle sentait mauvais. Que s'est-il passé entre-temps ? Tandis qu'elle poussait et mûrissait, que faisait-il de plus pressant, intéressant, précieux, nécessaire, que d'être à ses côtés et la regarder ? Aneth, mon enfant. Mon Anoushka ! C'est fou comme tout à coup elle lui manque, cette nuit, seize années d'absence à rattraper, à combler, cette nuit est particulièrement close, particulièrement glaciale et dépeuplée sans elle. Il tend la main pour caresser son visage, mais rien, du vide, un mirage au bout de ses doigts. Il en pleurerait. Pitoyable pénitent, reprends ton spectre et avance. Car désormais tu sais ce qu'il te reste à faire.

Il s'engage dans l'escalier, les semelles de ses bottines s'enfoncent dans le tapis moelleux qui recouvre les degrés et, graduellement, le président s'élève tandis qu'au même instant, à 450 kilomètres de là, dans la petite bourgade de Rsheexo-ssr-Onxeehr, un homme du nom de Sylvain Evrard, agriculteur, traverse la cour de sa ferme pour se rendre dans la grange, foulant de ses bottes en caoutchouc un mélange de boue et de paille. On te dira qu'il est son frère lui aussi. De même valeur. M. Robert et M. Evrard, Herbert et Sylvain, sont libres et égaux en droit, n'hésiterait pas à rappeler l'avocat. La plaidoirie est bien rodée. La main présidentielle glisse sur la rampe en plomb doré. Deux volées de marches et il reprend pied sur le plancher et le temps reprend son cours, tic, tac, flic, floc, font les bottes dans la gadoue à quatre cents et quelques bornes d'ici. Au bout d'un long couloir, il fait halte devant une porte. Boudoir vermeil. Tout président qu'il est, tout Père de la Patrie et Constable Incontestable, il n'ose entrer sans frapper. Il toque. Patiente. Rien. Il s'apprête à frapper de nouveau, mais voici que le panneau s'ouvre, s'entrebâille, à l'instant même où l'autre, là-bas, pousse le lourd vantail en bois qui protège l'entrée de la grange. Une naine paraît dans l'embrasement. Ah non, pardon : à mieux y regarder, la femme est juste extrêmement vieille et ratatinée. Il la considère, met un bon moment à reconnaître sa trogne et à y associer un nom – un simple prénom, en fait, car il n'a jamais su son patronyme ni jamais cherché à le savoir. « Assomption ! », s'exclame-t-il. Bon sang ! Il la croyait morte depuis longtemps. Quel âge ça peut lui faire ? Au moins 120 ou 130. Increvable, la sale bête. Elle ne le salue pas, ne lui sourit pas, pas amène pour un sou, elle le darde d'un œil noir cataracté, puis elle grince : « Qu'est-ce que vous voulez ? » Elle ne l'a jamais aimé, ça ne date pas d'aujourd'hui. « Je dois voir votre maîtresse », dit-il. Tout Père des Pairs, tout PDG de la nation, il a l'air de demander la permission à ce rataillon de harpie. « C'est urgent. Je dois absolument m'entretenir avec elle. » La gnomide le toise encore un instant puis lentement, à contrecœur, s'efface. Il pénètre dans le boudoir alors que son alter ego s'enfonce dans la grange à la lueur d'une antique lampe à huile qu'il porte à bout de bras. Il n'y a plus de courant, l'électricité a été coupée

C'est un polar. Un roman social. Un récit d'anticipation. C'est une fable, une farce, une fantaisie. Un cauchemar burlesque. Ce qu'écrit Marcus Malte n'entre pas dans des cases. Il a le lexique en liberté, le rythme précis, l'imagination branchée sur la réalité, et vice-versa. En témoigne cet extrait inédit de son roman, politique et onirique, « Aux marges du palais ».

PAR MARCUS MALTE *



VICTOR HUGO. – « Le dernier bouffon songeant au dernier roi », vers 1882

la semaine dernière. Il a dû faire cuire tout ce qui restait dans le congélateur pour ne pas que ce soit perdu. Il y avait du lièvre, un cuissot de chevreuil. Il a fait des bocaux et les a laissés en évidence sur la table de la cuisine. Pour qui ? Les gendarmes ? Les huissiers ? Onze ans qu'il n'a pas mis les pieds ici. La dernière fois fut un désastre, une vaine et affreuse tentative de réconciliation. Il s'était juré de ne plus jamais revenir, mais les promesses on sait ce que c'est. La preuve.

LES deux suivent le chemin lumineux dessiné par les appliques en bronze et en albâtre. Piste tamisée. Jadis, le bâtiment a abrité jusqu'à douze vaches, et des porcs, selon les époques, c'était juste pour leur usage personnel, ils n'ont jamais été éleveurs, ils font dans la céréale. Blé, millet, orge. Cent dix hectares le siècle dernier, un dixième de ça à l'heure actuelle. La peau de chagrin, oui, quoi d'autre ? Qu'est-ce qui reste ? Aussi cette grosse bestiole de Massey Ferguson. Il devine sa silhouette dans l'ombre. Il la sent. Le désespoir à une vague odeur de fioul. S'appelle-t-elle réellement Assomption ou est-ce sa maîtresse qui l'a rebaptisée ainsi ? Elle ouvre la marche à petits pas, ployant sous le fardeau de ses propres os, puis fait soudain halte devant la causeuse. « Madame, vous avez une visite », annonce-t-elle. Sa voix est beaucoup plus affable lorsqu'elle s'adresse à elle. Elle a vu naître l'archimarchère et depuis elle la sert : forcément ça crée des liens. Onze années pour sa part qu'il n'a pas posé les yeux sur elle. À quoi aurait-il dû s'attendre ? Elle n'a pas changé. Peut-être est-elle un peu plus pâle. Mais elle a toujours été laiteuse. Blafarde, disent certains. Comme elle est belle, ne peut-il s'empêcher de penser. Quand elle est morte, il s'est senti coupable. Cancer du sang et pesticides : forcément ça crée des liens. On a eu beau lui soutenir que les produits phytosanitaires qu'il utilise n'étaient pas nécessairement à l'origine de sa maladie, le doute subsiste. L'ai-je tuée ? Avec elle à ses côtés, il aurait pu tenir. Pour elle. Peut-être. Pas sûr. Heureusement la gamine, elle, est tirée d'affaire. Une dernière chance, une ultime tentative : au moins il aura essayé. Si tu reviens, j'annule tout. « Madame, dit-il, je viens vous trouver cette nuit dans un esprit de paix et de concorde. » Ça lui fait bizarre ce « Madame », mais il ne peut pas lui dire « Mon amour », « Ma chère », il n'ose pas, le voudrait-il seulement ? « J'aimerais, dit-il, que nous mettions de côté nos divergences, car je viens vous parler de ce que nous avons en commun. Ce qui nous rassemble et nous ressemble : notre enfant. » Ce n'est plus une gamine en réalité. Elle a marié un type des assurances, Joël, un bon gars, ils habitent en ville et c'est bien. C'est très bien. Elle n'a jamais trop aimé le gibier, lapin, chevreuil, sanglier, c'est pas son truc,

la viande en général, ce n'est sûrement pas elle qui récupérera les bocaux. « Notre fille, Anne-Sophie-Catherine-Élisabeth, court un grand danger. Je ne sais pas si vous en avez eu vent, mais elle a été enlevée par des barbares. »

Tandis qu'il parle, il aperçoit son reflet dans le miroir trumeau sur la cheminée, n'est-ce pas là un homme admirable, un modèle d'altruisme et d'abnégation ? Comment la sainte femme pourrait-elle ne pas y être sensible ? Elle ne l'a pas chassé. Elle l'écoute, le regarde, fait machinalement défiler les perles de son chapelet entre ses doigts. La moissonneuse-batteuse est restée dehors. Trop large pour la dépendance. Dans le temps, ils n'avaient que des chevaux et des bœufs pour tirer la charrue, aujourd'hui, on a ces monstres d'acier, titans, énorme productivité, énorme rendement. La différence, c'est qu'avant on pouvait toujours

bouffer le cheval ou le bœuf en cas de coup dur, mais maintenant qu'est-ce qu'on aurait à se mettre sous la dent ? Cette machine qui dort derrière le bâtiment est équipée d'un système de localisation par satellite, rends-toi compte. C'est vrai qu'il était fier quand il l'a achetée. Elle est presque neuve, pas beaucoup servi, quatre années de sécheresse et une épidémie dans la foulée, 85 % de la récolte fichus, autant de revenus en moins, c'est trop, la machine est pas finie d'être payée et elle le sera jamais. C'est par elle qu'ils vont commencer, saisie et mise aux enchères, une belle bête, Claas, peuvent en tirer un bon prix, mais ça ne suffira pas. La dette, ça date, la ferme est déjà hypothéquée. Tout va y passer, l'exploitation entière, terres et murs, la ferme de son cœur, la ferme que son ancêtre métayer avait récupérée à l'issue de la Révolution première, qu'il avait arrachée aux griffes de la noblesse, et voilà : retour à l'envoyeur. Re-redistribution des richesses. Les biens aux nantis, les dettes aux anéantis. Seigneurs et serfs, tous frères et sœurs, n'oublions pas, « tous égaux », dira l'avocat. La peau et le chagrin et les yeux pour pleurer, quoi d'autre ? « J'ai peur, dit-il. Je tremble. Je crains pour sa vie. Dieu sait de quoi ces sauvages sont capables ! Et je suis certain qu'au fond de vous, vous n'êtes pas insensible non plus au sort de notre progéniture. Aussi ai-je pensé, Madame, que vous pourriez lui venir en aide.

Il n'y a rien de tel que la voix d'une mère pour attirer les cœurs les plus endurcis. J'ai pensé que vous pourriez vous adresser à ses ravisseurs. Leur lancer un appel afin de leur faire entendre raison, d'implorer leur pitié, enfin tenter tout ce qui peut l'être pour qu'ils acceptent de libérer notre enfant. Vous seule, peut-être, pouvez encore la sauver ! » Il sait ce qu'il fait.

Il sait pourquoi il est là ce soir. Il lève la lampe et les yeux vers le grenier en mezzanine, à 4 mètres au-dessus du sol. Naguère formidable terrain de jeux pour lui et ses cousins. Il se souvient. C'était leur cabane, leur refuge, leur arène de combat, les mousquetaires aux épées de bois, intrépides et téméraires, après avoir ferrailé contre les méchants ils s'élançaient de là-haut, tous ensemble, tous pour un, ils se jetaient dans le vide et atterrisaient dans un épais matelas de paille. Cascadeurs de cinéma. Ils n'avaient peur de rien. Ils ne croyaient pas aux créances. Comme quoi il y eut des jours heureux.

« J'en appelle, Madame, à la bonté de votre âme. Je m'en remets à votre foi chrétienne, à votre charité, votre compassion. Je vous conjure ce soir de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour arracher aux démons le fruit béni de vos entrailles. Madame, je vous en supplie ! » Et il le fait ! Tout chef de l'État qu'il est, le voilà qui s'agenouille devant elle, n'est-ce pas un homme admirable, dont le reflet disparaît brusquement du miroir, et qui, à genoux, implore tandis qu'au même instant son prochain, son semblable grimpe les barreaux de l'échelle, comme lorsqu'il était gamin, le poids et les ans en plus, les cousins en moins, et la joie, la joie s'en est allée, et puis s'assoit au bord de la mezzanine et regarde en bas. Comme elle est belle, pense-t-il. Comme son air est bienveillant. Et doux son sourire. Et comme sa voix est paisible et harmonieuse quand elle lui répond : « Vous devez faire erreur, Monsieur, je n'ai pas d'enfant. »

Elle n'a même pas pris une minute de réflexion. Et toujours cet angélique sourire que rien n'efface, qui restera sur les tableaux, dans les chapelles et les églises. Lady Madone. Pure vestale. Malheur ! Parjure ! Infamie ! Le coup est rude. Il ferme les yeux, vacille. Et puis saute. Quoi d'autre ? Il se lance dans le vide et pendant un très court instant il vole, libre. Mais la légèreté n'est plus ce qu'elle était, il n'y a plus ni paille ni foin pour amortir la chute, et seule la corde autour de son cou le retient – à 20 centimètres au-dessus du sol. Funeste lévitation. Sylvain Evrard était son nom. À 450 kilomètres de distance, son congénère, Herbert Robert, redresse la tête, il se relève et s'époussette et sans un mot sans un regard de plus se retire du boudoir. On ne l'y prendra plus. Comme dit le proverbe : nul homme ne se noie deux fois dans la même mare.

* Écrivain, auteur de *Garçon* (prix Femina 2016, Zulma). *Aux marges du palais* paraîtra le 22 août chez Zulma.

ANATOMIE D'UNE DÉCOMPOSITION POLITIQUE

Hitler, les dessous d'une prise de pouvoir

Contrairement à une idée reçue, Adolf Hitler n'est pas arrivé au pouvoir par les urnes. Dans un contexte de crises parlementaires à répétition et de paniques morales orchestrées par une presse aux ordres d'un magnat d'extrême droite, ce fut le résultat d'intrigues menées par des industriels et des banquiers. Tous entendaient casser l'élan électoral de la gauche, et abattre l'État social.

PAR JOHANN CHAPOUTOT *

L'ARRIVÉE des nazis au pouvoir, le 30 janvier 1933, est le traumatisme princeps de toute conscience démocratique. L'Allemagne était, en Occident, considérée comme un grand pays de culture, de science, de recherche et de technique, bardée de gloires musicales, littéraires et philosophiques, ainsi que de prix Nobel. Elle s'enorgueillissait également de la gauche la plus ancienne, la plus structurée et la plus puissante du monde, avec des syndicats sociaux-démocrates et communistes, ainsi que des partis qui avaient su imposer, par leur action – dans le cas du Parti social-démocrate (SPD) – ou par leur existence même – dans celui du Parti communiste (KPD) –, une démocratie sociale avancée en 1918-1919. Certes, la coalition de Weimar (SPD, Parti démocrate ou DDP, et centre catholique) qui avait voté la Constitution du 31 juillet 1919 avait accusé un recul aux élections de 1920, cédant la place à des majorités modérées, voire de droite, qui avaient œuvré à revenir sur les acquis démocratiques et sociaux ; certes, le président social-démocrate Friedrich Ebert, décédé en cours de mandat, avait été remplacé en 1925 par un fossile vivant de l'ancien régime, le Generalfeldmarschall Paul von Hindenburg, mais celui-ci avait, c'était la loi, juré fidélité à la Constitution, et s'y était tenu.

Le traité de Versailles, la mise au ban des nations et le niveau des réparations qu'il entraînait : malgré ces auspices internationaux défavorables, la république démocratique, libérale et parlementaire allemande avait su créer une culture démocratique viable – régularité des scrutins au niveau du Reich et des Länder, dialogue entre les partis. C'est, de fait, une coalition (droite-gauche) qui, avec le chancelier Gustav Stresemann (Parti populaire, ou DVP, droite), avait affronté, à l'automne 1923, l'occupation de la Ruhr, l'hyperinflation et la disparition de la monnaie allemande, ainsi que

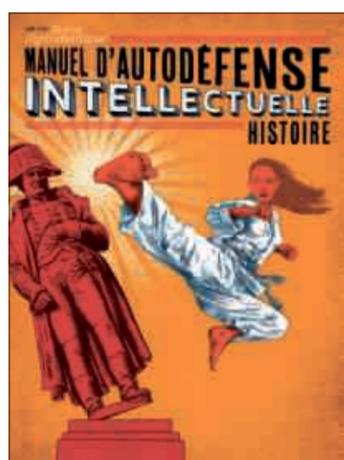
plusieurs insurrections (indépendantistes rhénans, tentatives de révolution bolchevique dans l'Est, putsch nazi en Bavière) ; c'est à nouveau une grande coalition qui, sous la direction du chancelier Hermann Müller (SPD), gouvernait l'Allemagne depuis le 28 juin 1928.

La crise économique, partie des États-Unis, frappe l'Allemagne à l'automne 1929 : sa violence fait exploser un gouvernement dont la droite prônait l'austérité budgétaire, la gauche, le renforcement de l'assurance-chômage. Aucune majorité ne paraissant se dégager au Parlement, un petit groupe de conseillers du président du Reich – militaires, grands propriétaires agrariens, industriels et financiers – opte pour une mutation de la pratique constitutionnelle, une sorte de coup d'État permanent enté sur l'autorité, le prestige et la simple figure de Hindenburg. La droite gouverne par des cabinets présidentiels. Elle ignore le plus souvent le Reichstag. L'article 48-2 de la Constitution de 1919 permet en effet au chef de l'État de prendre des mesures législatives par décret. Mais la méthode vide la démocratie de son contenu. Elle devoit une disposition prévue pour des situations de péril politique, sans conscience, par convenance, afin d'imposer une austérité budgétaire, violemment antisociale, de la baisse des prestations sociales à celle des salaires minimaux de branche – Ebert en avait fait un usage fréquent, contre les sécessionnistes, contre les bolcheviks et contre les nazis, entre 1919 et 1923. Le chancelier Heinrich Brüning mène cette politique de déflation pendant deux ans, de mars 1930 à mai 1932. Elle aggrave sans surprise la crise et suscite, dès l'automne 1931, de fortes réserves du patronat et de la banque, qui commencent à prôner une approche économique moins orthodoxe, une relance par l'offre – baisses d'impôts et subventions à l'industrie, mais pas à la population.

Reconstituer l'armée

AUX yeux de l'entourage du président, Brüning a le tort de maintenir son cap austéritaire et, surtout, d'envisager une politique sociale adossée

* Historien.

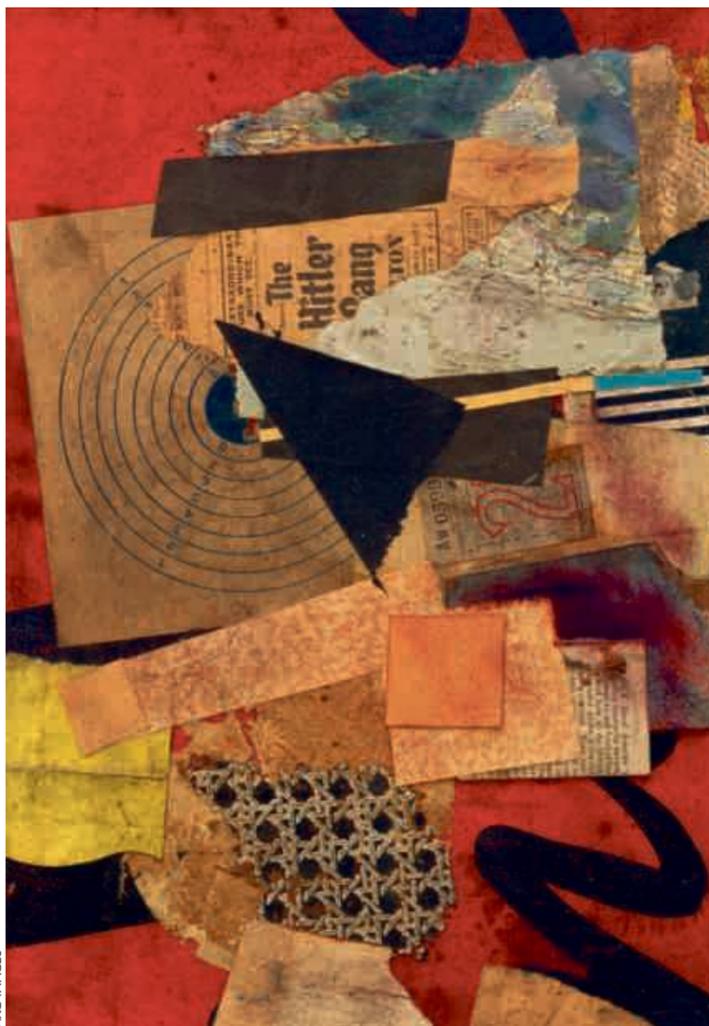


Des idées reçues pulvérisées

PARUTION LE 12 SEPTEMBRE

RÉSERVEZ NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE
www.monde-diplomatique.fr/manuel

à une réforme agraire, avec un partage des terres non cultivées appartenant, dans l'est de l'Allemagne, aux grands latifundiaires. Or Hindenburg est l'un d'entre eux : le milieu des junkers – des nobles de Prusse orientale et des propriétaires terriens – constitue, avec l'armée, l'essentiel de sa sociabilité. S'ajoutent à cela des divergences tactiques à l'égard du Parti national-socialiste ouvrier allemand (NSDAP) : après avoir tenté de discuter avec les nazis, Brüning décide de les priver de leurs milices, en interdisant les sections d'assaut (SA) et les SS par un décret, en avril 1932. Ce n'est pas la ligne du général Kurt von Schleicher, un haut militaire influent dans l'entourage de Hindenburg, qui estime que la force de frappe militante et milicienne des nazis est indispensable pour lutter, dans la rue, contre les communistes. Il voit aussi dans les rangs des cogneurs bruns des « ressources humaines » de grande qualité pour peupler les rangs d'une armée allemande que l'état-major rêve de reconstituer – l'année 1932 signe la fin des réparations et laisse entrevoir un assouplissement du traité de Versailles, qui limite à cent mille le nombre d'hommes dans la Reichswehr. Des manœuvres d'arrière-cuisine (contacts secrets, discussions dans le dos du chancelier Brüning, campagne pour affaiblir le général Wilhelm Groener, ministre de la défense et de l'intérieur qui avait insisté pour inter-



KURT SCHWITTERS. – «The Hitler Gang», 1944

dire les milices nazies, établissement d'une liste de ministres prête à l'emploi) aboutissent au renvoi du cabinet Brüning et à la nomination d'un nouveau chancelier, Franz von Papen, ainsi que, dans un temps record, d'un nouveau gouvernement au début de juin 1932.

Papen est un quasi-inconnu en politique : il est membre du Zentrum (le « Centre »), a été député au Landtag de Prusse (le parlement du Land le plus important du Reich), mais a toujours été discret. Aristocrate, ancien militaire, homme d'affaires, c'est aussi une personne de réseaux qui fait partie du Herrenklub, un cercle d'influence de droite très sélectif qui rassemble patrons, hauts fonctionnaires et militaires. Il apparaît à Schleicher comme un homme de paille idéal (« Je ne veux pas une tête, mais un chapeau », disait le général à son propos) pour travailler au rapprochement avec les nazis. Papen s'exécute et autorise une nouvelle fois les SA et les SS, qui font un carnage à l'été 1932, où plus d'une centaine de militants, sympathisants de gauche, voire simples passants meurent sous leurs balles ou leurs coups, à telle enseigne que le chancelier est contraint de prendre un décret d'exception contre la violence politique le 9 août 1932 (peine de mort, sans appel, pour de tels faits). En matière économique et sociale, il a ses propres idées : il faut poursuivre la destruction de l'État social et mener désormais une politique de l'offre, par des crédits d'impôts et des subventions massives aux entreprises, ce qui est acté par l'ordonnance d'exception du 5 septembre 1932. Papen, avec son entourage – composé notamment de l'un des théoriciens de la « révolution conservatrice », Edgar Jung, et du professeur Carl Schmitt –, estime également qu'il faut en finir avec la démocratie parlementaire. À la suite de la dissolution du Reichstag en juin 1932, les élections du 31 juillet ont abouti à un recul supplémentaire de la droite et à une croissance spectaculaire du nombre de députés nazis, d'une centaine à 230. Le 12 septembre, le gouvernement de Papen est renversé par une motion de censure votée à une majorité écrasante, et le Parlement, à nouveau dissout.

Le scrutin suivant, le 6 novembre, conduit à un nouveau tassement de la droite libérale, mais aussi à un recul très significatif du NSDAP, qui perd

trente-six députés, au profit du Parti populaire national allemand (DNVP). Cette autre formation d'extrême droite est dirigée par une figure davantage louis-philipparde, moins charismatique et exaltée qu'Adolf Hitler : Alfred Hugenberg est plus âgé et tout, dans son physique et son allure, signale le grand bourgeois philistin, alors que ses idées sont, depuis toujours, extrêmes – c'est un raciste, antisémite, ultranationaliste et pangermaniste virulent. Ancien président du directoire de Krupp, il a été avant 1914 un partisan de l'expansion territoriale de l'Allemagne à l'est et de la colonisation de la Pologne. Après la Grande Guerre, il est devenu un magnat des médias, en rachetant des dizaines de journaux, hebdomadaires et mensuels, mais aussi des entreprises de cinéma (Deulig, puis UFA), livrant des « actualités cinématographiques » toutes prêtes aux salles pour les premières parties de séances. Hugenberg est parvenu, en standardisant les contenus pour des raisons de coûts et de cohérence idéologique, à droïtiser et à hystériser la population allemande, à grands coups de paniques

Tenir les nazis en laisse

TROISIÈME possibilité : le général Kurt von Schleicher, nommé chancelier le 3 décembre, suggère de fracturer le parti nazi en proposant une politique sociale et nationaliste qui permettrait d'intégrer Gregor Strasser – le numéro deux du NSDAP, las de ne pas être ministre et inquiet de voir le parti reculer dans les urnes –, ainsi que des syndicalistes. Mais Schleicher reprend l'idée évoquée par Brüning de faire une réforme agraire contre le chômage, ce qui exaspère Hindenburg et son entourage. Papen décide alors d'intriguer contre Schleicher, avec le soutien des agrariens, ainsi que des industriels et des banquiers qui, dès le 19 novembre 1932, ont appelé publiquement le président à nommer Hitler chancelier. Une rencontre secrète est organisée chez le banquier Kurt von Schröder le 4 janvier 1933, qui fixe le principe d'un gouvernement de coalition des droites : Hitler doit être chancelier, Papen, vice-chancelier. Il mènera une politique « nationale » (contre les éléments « antinationaux ») et favorable aux intérêts privés : cela fait un an et

morales inventées : le « bolchevisme culturel » fourrier de l'homosexualité, de l'art contemporain, du féminisme et des égarements de la jeunesse, ou le « judéo-bolchevisme » assoiffé de pillage fiscal, de fin de la propriété et de destruction du christianisme... Il a « ultradroïtisé » l'Allemagne et légitimé le parti nazi : prônant l'union des droites, il a, en 1929, associé le NSDAP à la campagne du plébiscite contre le plan Young de rééchelonnement des réparations, puis au front de Harzburg, une éphémère alliance politique qui a, en octobre 1931, montré que les nazis étaient assez fréquentables pour figurer, en tribune, aux côtés de dignes et sévères représentants de la banque, de l'industrie, de l'armée et de la droite traditionnelle.

En novembre 1932, la droite hésite concernant la meilleure stratégie pour préserver l'ordre social existant, refaire de l'Allemagne une puissance militaire et affronter ce qui constitue, à ses yeux, le pire des dangers : la progression de l'électorat communiste qui, contrairement à celui des nazis, en recul cet automne-là, se renforce de scrutin en scrutin.

Deux options ont déjà été identifiées en août, au lendemain d'élections législatives désastreuses pour le gouvernement Papen. La première consiste à associer les nazis à l'exercice du pouvoir exécutif, ce que Brüning avait déjà proposé au début de 1932 et ce que Papen avait de nouveau offert à Hitler. Problème : le NSDAP étant arrivé en tête des élections du 31 juillet au Reichstag comme de celles du 6 novembre, son chef exige d'être chancelier, ce que Hindenburg refuse, pour des raisons de principe (le NSDAP semble vouloir un cabinet composé de ministres nazis uniquement, alors que Hindenburg veut une coalition des droites), mais aussi parce qu'il éprouve une antipathie personnelle envers Hitler, trop autrichien pour ce Prussien, trop médiocre caporal pour un maréchal, trop baroque-catholique pour ce protestant austère. La seconde est une nouvelle dissolution du Reichstag (ce serait la troisième en moins de six mois !) et une convocation sine die de nouvelles élections – ce qui violerait l'article 25 de la Constitution, qui fixe un délai maximal de soixante jours pour le nouveau scrutin. Le gouvernement resterait en place et imposerait sa politique par décrets-lois. En cas de contestation trop vive (grèves, manifestations, insurrections), l'état d'exception serait proclamé et l'armée, chargée de rétablir l'ordre public. Mais celle-ci se dit, au début de décembre 1932, incapable de faire face à une opposition concomitante des communistes et des nazis s'il devait y avoir, de surcroît, une invasion étrangère.

Le 30 janvier 1933 à midi, le nouveau gouvernement prête serment devant Hindenburg, rassuré par les promesses de Papen, qui jure de tenir Hitler en laisse et qui lui a rappelé que des coalitions NSDAP-droite gouvernement déjà depuis 1930 dans trois Länder. Le 31 janvier, l'ordonnance de dissolution est signée : Hindenburg espère une majorité de « concentration nationale » et approuve l'idée que ces élections, fixées au 5 mars, soient les dernières. La démocratie de l'article 48-2 doit enfin laisser la voie libre à un régime autoritaire que la droite (libéraux autoritaires et nationalistes-conservateurs) et les nazis appellent de leurs vœux unanimes.



DAVID GOLDBLATT. – Femme ramassant des coquillages, de la série « Particularités », Afrique du Sud, 1975

colonie différait de celui dont il disposait dans son ancien pays. Un témoin de l'époque raconte avoir vu un Noir s'écarter pour lui céder le passage sur le quai tout en baissant les yeux : « *En Russie, personne n'aurait cédé le passage à un Juif*(3). »

Blancs parmi les Blancs, les Juifs profitèrent des zones rurales pour s'intégrer rapidement dans une société coloniale des Boers dont l'antisémitisme ne s'est aggravé que dans les années 1930. Bientôt circulèrent des histoires de succès : par exemple, dans le commerce des plumes d'autruche alors recherchées dans le monde entier pour la chapellerie féminine de luxe – on appelait les maisons de campagne des riches commerçants juifs des « palais de plumes ».

Un triangle magnétique

JUDÉOCIDE, sionisme, apartheid : si la collectivité des Juifs et des Juives sud-africains s'est formée dans ce triangle d'influences, chacune d'entre elles a marqué différemment chaque famille, chaque individu.

Steven Robins a proposé que nous nous rencontrions dans un café du Cap. Robins, dont les ancêtres portaient le nom de Robinski, est anthropologue, professeur à l'université. Un homme avenant, à l'allure juvénile. Son père a fui l'Allemagne nazie pour arriver au Cap en 1936. Seul le *Stuttgart* put encore accoster ensuite, avec 537 Juifs allemands à son bord, après quoi l'Afrique du Sud ferma impitoyablement ses portes aux réfugiés.

Robins a grandi avec sous les yeux une photographie encadrée, posée sur le buffet. Trois femmes dont on ne parlait jamais – la mère et les deux sœurs de son père que celui-ci n'avait pu aller chercher pour les sauver. Elles ont été assassinées à Auschwitz – d'autres membres de la famille le furent dans les forêts près de Riga. Robins a trouvé bien plus tard, alors qu'il était adulte depuis longtemps, les lettres pleines de suppliques, plus d'une centaine, que la famille avait envoyées en Afrique du Sud. De longues années de recherche lui ont permis de reconstituer l'histoire des Robinski et d'écrire le livre *Letters of Stone* (4) (« Lettres de pierre »). À Berlin, les membres de sa famille ont désormais des *Stolpersteine* à leur nom – des pavés plaqués de laiton en mémoire de victimes du nazisme – et leurs lettres sont retournées là où elles ont été écrites et sont désormais conservées dans les archives du Musée juif de Berlin.

Son père a-t-il gardé le silence par culpabilité ? « *Le silence est une chose complexe*, répond Robins. *Ce fut un coup terrible pour lui, il est tombé gravement*

Les vitrines du musée n'évoquent pas les conditions nécessaires à une telle réussite : les Juifs avaient le droit d'acquérir des terres (dans les cas les plus extrêmes, celles de propriétaires noirs auparavant expulsés), ils étaient libres de leurs déplacements et de souscrire des emprunts. Leur existence était légitime ; une légitimité de colons vivant au milieu d'une majorité de personnes privées de droits. Dans les villes, certes, il fallait composer avec l'antisémitisme. Aux yeux de Britanniques « snobs », ceux qu'on appelait les « Juifs de l'Est » semblaient « sales » et pas tout à fait civilisés. Leur yiddish sonnait douteux. Mais les immigrants eurent tôt fait de se débarrasser de leur langue comme d'un fardeau. Le yiddish disparut en l'espace d'une génération. Subir la discrimination, réelle ou redoutée, entraînait en balance avec l'acquisition de privilèges coloniaux.

malade dans les années 1940. » Arthur, un frère cadet de son père qui avait aussi réussi à fuir pour l'Afrique du Sud, est devenu un sioniste convaincu. Deux frères, deux manières de vivre avec le fardeau de ne pas avoir pu sauver les siens.

En travaillant à l'écriture de son livre, Robins a davantage pris conscience de sa propre judéité. Mais il ne met pas la souffrance juive à part et montre comment le racisme européen a entremêlé l'histoire du génocide des Juifs et celle de l'apartheid. Il partage cette manière de voir avec certaines figures de la scène artistique juive sud-africaine de renommée internationale, comme Candice Breitz, Steven Cohen et William Kentridge. Cette position historique et politique qui voit l'humanité comme indivisible les oppose tous au courant majoritaire du sionisme conservateur – tout particulièrement de nos jours. Avec Kentridge et plus de sept cents autres personnalités, Robins a signé une lettre ouverte dénonçant la guerre menée par Israël à Gaza. « *L'expérience de la persécution et du génocide est intimement liée à notre mémoire collective, y écrivait-il. Nous sommes donc appelés à empêcher qu'une telle chose se reproduise, où que ce soit et quelle que soit la personne concernée*(5). »

FIDÈLES À UN RÉGIME OU SOLIDAIRES DES OPPRIMÉS

L'Afrique du Sud, les Juifs et l'apartheid

Trente ans après la fin de l'apartheid, la petite communauté juive d'Afrique du Sud est plus que jamais divisée. Une partie a profité du système raciste, l'autre a résisté. Deux leçons contradictoires de la Shoah s'opposent : celle d'un « plus jamais ça » universaliste, qui pousse les uns à soutenir Gaza, et celle de la singularité de la tragédie juive, qui inspire aux autres un sionisme conservateur.

PAR CHARLOTTE WIEDEMANN *

APRÈS avoir contemplé les murs gris d'une cellule de prison pendant vingt-deux ans, Denis Goldberg s'est entouré des couleurs de peintures africaines. Des tableaux qui célèbrent la vie, le plaisir et le désir, qu'on peut désormais voir dans la House of Hope (« Maison de l'espoir ») : ce bâtiment sobre et fonctionnel à la périphérie du Cap constitue le legs du plus célèbre Juif ayant combattu l'apartheid. Les enfants peuvent y peindre et y faire du théâtre. Dans le jardin où les cendres de Goldberg ont été dispersées, des oiseaux picorent. C'est un lieu paisible, qui n'a pourtant rien d'une idylle où le passé pourrait trouver le repos. Trois décennies après la fin de l'apartheid, la mer des toits des townships d'où viennent les enfants roule dans le paysage vallonné du Cap avec une désolation révoltante. Et les questions soulevées par l'héritage de Goldberg sont bien trop présentes, des questions sur ce qui rend une décision éthique, sur la valeur de la vie et sur les interprétations de ce que signifie l'existence juive.

Comme la plupart des Juifs ayant immigré en Afrique du Sud, les ancêtres de Goldberg étaient originaires de la Lituanie tsariste et fuyaient les pogroms et la misère. Un demi-siècle plus tard,

convaincu que chaque être humain mérite un respect égal, quelle que soit sa couleur de peau ou son origine, Goldberg a pris fait et cause pour le Congrès national africain (ANC) dont il a rejoint la branche armée. Condamné à plusieurs reprises à la prison à vie aux côtés de Nelson Mandela, il ne fut pas incarcéré à Robben Island, mais dans une prison pour Blancs à Pretoria. L'apartheid a appliqué la ségrégation même parmi ses ennemis mortels.

Sur une plaque de la Maison de l'espoir, on peut lire : « *He was a Mensch* » (« C'était un Mensch »), d'après l'expression yiddish désignant celui qui a fait preuve d'humanité en s'engageant pour les autres. Seule une petite minorité des 120 000 Juifs qui vivaient à l'époque en Afrique du Sud a choisi cette voie périlleuse. Parmi les Blancs de l'ANC, ils étaient largement surreprésentés, et cela constitue le bon côté de la médaille, tout aussi remarquable que son revers, à savoir que la majorité d'entre eux s'accommodaient de l'apartheid, s'abritaient derrière des lois raciales qui leur étaient favorables et évitaient le contact avec les combattants de la liberté issus de leurs propres rangs, dans la crainte constante que cela pourrait favoriser l'antisémitisme.

Ce n'est qu'en 1985, après trente-sept ans du régime d'apartheid, que les dirigeants de la communauté se décidèrent

à le condamner clairement. Comme l'a reconnu ultérieurement le grand rabbin Cyril Harris devant la Commission vérité et réconciliation : « *La communauté juive a profité de l'apartheid* (...). *Nous demandons pardon*(1). » Faire le choix d'une résistance désintéressée, payée au prix fort de l'emprisonnement, de l'exil, du bannissement, de la mort et de la mutilation sous les tirs de l'État raciste. Ou s'adapter, se faire complice. Des avocats juifs ont défendu des militants noirs ; juif aussi, le procureur général qui a condamné Mandela en faisant preuve d'un remarquable fanatisme.

L'historienne Shirli Gilbert, spécialiste de l'histoire des Juifs sud-africains, voit dans cette polarisation la tension entre deux interprétations de la Shoah au sein du judaïsme, avec, d'un côté, la singularité des victimes juives et, de l'autre, l'universalité de l'enseignement du « plus jamais ça ». La première lecture entretient le besoin de se protéger, la seconde est un moteur pour l'action(2).

Pour saisir cette situation – propre à l'Afrique du Sud mais dont on peut tirer des leçons générales –, il faut revenir à ses origines. Construite en 1863 en pierres de taille, la plus ancienne synagogue du pays sert aujourd'hui d'entrée au Musée juif sud-africain, au Cap. On y trouve des photographies montrant les miséreux débarquant sur le port, des hommes avec des casquettes plates et des vestes usées, des femmes avec des foulards portant des ballots de draps, la valise en carton fermée par une ficelle. Ils furent 70 000 à arriver au tournant du xx^e siècle, émigrant depuis la frange ouest de l'empire tsariste, là où vivait alors la moitié de la population juive mondiale. Attirés par des récits d'argent facile à gagner dans les mines d'or et de diamants d'Afrique du Sud, plus d'un ont commencé comme colporteurs, se rendant dans des implantations isolées sur des charrettes à grandes roues tirées par des mules, vendant du savon, des boutons et de la vaisselle.

Pourtant, tout immigrant sans ressources sentait que son statut dans la

PHOTO : PHILIPPE MIGEAT - CENTRE POMPIDOU, MNAM-CCI, RMN-GRAND PALAIS

PHOTO : PHILIPPE MIGEAT - CENTRE POMPIDOU, MNAM-CCI, RMN-GRAND PALAIS



DAVID GOLDBLATT. – Femme à l'oreille percée, de la série « Particularités », Joubert Park, Johannesburg, 1975

* Journaliste et écrivaine. Dernier ouvrage paru : *Den Schmerz der Anderen begreifen. Holocaust und Weltgedächtnis* [Comprendre la douleur des autres. Holocauste et mémoire mondiale], Propyläen, Berlin, 2022.

(1) South African Press Association, « Chief Rabbi supports SA wealth tax », Johannesburg, 18 novembre 1997.

(2) Shirli Gilbert, « Remembering the racial State : Holocaust memory in the post-apartheid South Africa », dans Jacob S. Eder, Philipp Gassert et Alan E. Steinweis (sous la dir. de), *Holocaust Memory in a Globalizing World*, Wallstein Verlag, Göttingen, 2017.

(3) Mitchel Joffe Hunter, « White skin, white masks : Ashkenazi Jews in Southern Africa », *The Funambulist*, n° 48, Paris, juillet-août 2023.

(4) Steven Robins, *Letters of Stone. From Nazi Germany to South Africa*, Penguin Random House South Africa, Le Cap, 2016.

(5) « Prominent figures among hundreds of concerned South African Jews calling for ceasefire in Gaza », 15 novembre 2023, www.dailymaverick.co.za



DAVID GOLDBLATT. – Homme sous une couverture devant un commerce, Hobeni, Transkei, de la série « Particularités », 1975

Des amis juifs, et même des parents, ont violemment critiqué Robins pour cela. À leurs yeux, il trahirait l'histoire de sa famille et celle de son propre livre, écrit dans la peine et la douleur. Robins rétorque : « *La Shoah nous apprend à considérer toutes les vies comme équivalentes. Sinon, à quoi servirait sa mémoire ?* »

Ce qui a lieu à Gaza, il le ressent comme une tragédie pour le judaïsme, une tache indélébile. « *Les Juifs auraient-ils mieux fait de continuer à vivre en diaspora ?* », se demande-t-il dans son for intérieur. « *Quel sens peut encore avoir mon livre, quel sens peut encore avoir la mémoire de la Shoah face à Gaza ?* »

L'apartheid a débuté en mai 1948, et c'est en mai 1948 également que fut fondé l'État d'Israël. S'il s'agit d'une coïncidence, ces deux événements restent consubstantiels à la fin de l'époque coloniale dans le monde, et il existe bel et bien un lien entre apartheid et sionisme – sans même qu'il faille évoquer la Cisjordanie.

En arrivant en Afrique du Sud, les immigrants avaient apporté d'Europe de l'Est deux idées fortes qui s'y faisaient concurrence. Le sionisme, d'une part, qui devint une sorte de religion civile laïque – la Fédération sioniste sud-africaine a été fondée en un seul jour après le congrès de Bâle organisé par Theodor Herzl en 1897. D'autre part, l'engagement radical des bundistes pour la justice ici et maintenant : l'Union générale des travailleurs juifs (Bund) était le parti socialiste des Juifs d'Europe de l'Est, lui aussi fondé en 1897, à Vilnius. Des partisans et des combattants des ghettos juifs qui allaient se soulever dans l'Europe occupée venaient de ce milieu. Ceux-là dont se souviendraient, en Afrique du Sud, les militants juifs dans leur combat pour la liberté de tous.

Le sionisme s'est en revanche renforcé sous l'apartheid : le système ethnocratique exigeait l'appartenance à une communauté. Pour des millions de Sud-Africains, cela signifiait l'assignation arbitraire à des castes de couleur de peau et des banoustantes. La majorité des Juifs appliqua toutefois un principe différent : plutôt que de se fondre dans la société, le repli sur soi. Aujourd'hui encore, la communauté, réduite à 60 000 membres par l'émigration, est étonnamment homogène, à 80 % d'origine lituanienne ; si peu de mélange en cent cinquante ans.

Beyachad, qui signifie « cohésion » en hébreu, est le nom du centre de la communauté à Johannesburg, isolé de la rue par un mur de sécurité. L'historien David Saks, familier de longue date des affaires de la communauté juive, a son bureau au premier étage, mais des grilles massives

en protègent les fenêtres – la lumière froide du néon, le charme d'une cellule de prison. Cette atmosphère correspond au résumé que Saks livre, en une phrase, du cours des choses : « *Nous regardons à nouveau vers l'intérieur.* »

Alors qu'en Europe et aux États-Unis la diaspora a été prise dans un processus de sécularisation, en Afrique du Sud, elle s'est davantage tournée vers la religion, est devenue plus orthodoxe. Et comme ceux qui vivent selon la Loi sont obligés de se rendre à pied à la synagogue pour célébrer le shabbat, les petites maisons de prière, parfois informelles, se multiplient. En dépit des prix pratiqués, la plupart des parents envoient leurs enfants dans l'une des écoles privées juives – le coût de la scolarité régule ainsi le nombre d'enfants qu'on souhaite avoir. Mieux vaut en avoir moins, mais avec une identité juive assurée.

Après la fin de l'apartheid, il y eut, selon Saks, un désir de s'ouvrir davantage à la société. Mais cela ne dura pas longtemps, notamment du fait de l'échec du processus de paix au Proche-Orient. L'opinion publique sud-africaine est ardemment propalestinienne. De nombreux Juifs la perçoivent comme antisémite. C'était déjà le cas avant le 7 octobre, et depuis les tensions n'ont fait que s'accroître. En raison des sympathies de certains membres de l'ANC pour le Hamas, des voix juives ont mis en garde contre l'organisation de rassemblements haineux et de pogroms, tandis que le gouvernement sud-africain accusait Israël de génocide devant la Cour internationale de justice (CIJ).

« *Les attaques contre les Juifs demeurent extrêmement rares, nuance Saks. Dans les pays dont les gouvernements sont favorables à Israël, il y a plus d'antisémitisme parce que les musulmans retournent leur frustration contre les Juifs. Ce n'est pas nécessaire ici.* » En Afrique du Sud, un migrant démuné du Zimbabwe reste plus vulnérable qu'un Juif – à cause de la violence xénophobe dans un cas, et parce que la communauté veille à ce qu'aucun de ses membres ne se retrouve à la rue dans l'autre –, même si, depuis peu, la pauvreté a augmenté. « *Avant, se souvient Saks non sans nostalgie, nous donnions plus d'argent à Israël que toutes les autres diasporas !* » Une collecte de fonds a débuté auprès des émigrants aisés.

Des écoles juives entretiennent des partenariats avec d'autres plus pauvres – notamment pour que les enfants de la communauté apprennent à fréquenter leurs camarades noirs sans se sentir supérieurs. Derrière ces engagements se trouve souvent un sentiment de culpabilité inconscient, estime la sociologue Deborah Posel ; il serait préférable d'admettre « *notre complicité* », comme elle le dit. Une étude montre à quel point les Juifs sud-africains sont divisés quant à leur rapport au passé : 38 % pensent que la communauté a trop accepté l'apartheid, un bloc légèrement plus important est d'un avis contraire, et 20 % préfèrent ne pas se prononcer (6).

Dans ce contexte, que signifie être juif dans un pays qui envisage Israël à travers le prisme de l'expérience traumatisante de l'apartheid ? La souffrance morale semble plus forte chez ceux qui ne veulent se définir ni comme sionistes ni comme antisionistes : dans la communauté, il n'y a pas de place pour leur ambivalence vis-à-vis d'Israël et, plus généralement, dans la société, il n'y a guère de compréhension à l'égard de l'idée de la nécessité d'un foyer du peuple juif (7). On peut interpréter comme une échappatoire radicale à ce dilemme que de jeunes Juifs de gauche se réclament du mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS), très populaire en Afrique du Sud. Cela leur permet de combler le fossé avec les camarades d'université noirs, et peut-être aussi de se débarrasser symboliquement d'un héritage mal aimé. Selon Steven Robins, il existe désormais un « moment 68 » juif qui voit la mise en accusation par les jeunes générations des parents et des grands-parents pour leur rôle dans l'apartheid et leur positionne-

pris qu'à l'université tout ce que l'école juive Herzlia lui avait caché concernant Israël. « *Je me suis sentie trahie.* » Récemment, elle a rejoint les Juifs sud-africains pour une Palestine libre, dont l'antisionisme radical constitue à son sens la réponse à l'éducation reçue dans un établissement où l'on entonnait chaque matin l'hymne national israélien. Une fois, des élèves se sont agenouillés pendant cette cérémonie, comme les sportifs noirs américains qui protestent contre le racisme ; la fureur de la direction fut alors totale. Dans sa famille, explique Le Roith, presque personne ne comprend ce qu'elle défend. « *Nous vivons dans des mondes différents. Il est difficile de continuer à se parler.* »

Heidi Grunebaum, petite-fille de Juifs expulsés de la Hesse, a mis en lumière avec une acuité particulière ce triangle formé par l'apartheid, Israël et la Shoah. Elle l'a fait sans compromis, y compris vis-à-vis d'elle-même. Nous nous rencontrons à l'université du Cap-Occidental où elle est chercheuse. Rejoindre une faculté créée pour les « *coloured* » et où on a lutté contre l'apartheid était une

décision mûrement réfléchie. Il s'agissait de rompre avec l'esprit de privilèges persistant, notamment dans le monde universitaire. Grunebaum a la réputation d'être radicale, mais on est tout de suite frappé par le soin et la nuance qu'elle apporte à son expression, sans cacher sa propre vulnérabilité.

Jeune adulte, elle avait cru que l'émigration en Israël pourrait la préserver d'une implication inévitable dans l'apartheid. Alors que des membres de sa famille avaient été assassinés à Auschwitz, ne pourrait-elle pas y accéder à une existence cohérente moralement ? Elle a d'abord découvert Israël dans le cadre d'un programme de jeunesse sioniste, qui comprenait la visite de ce qu'on appelle la « Forêt sud-africaine », plantée par le Fonds national juif grâce aux dons de Juifs sud-africains – au-dessus des ruines d'un village palestinien détruit en 1948. Ce n'est que bien plus tard que Heidi Grunebaum a compris que, en donnant de l'argent aux boîtes de collecte bleu et blanc du Fonds, elle était devenue partie prenante d'un autre engrenage.

Nelson Mandela et Anne Frank

Des parallèles s'imposèrent à elle : en Afrique du Sud, le déplacement forcé de trois millions et demi de personnes, là-bas, l'expulsion des Palestiniens. Dans les deux cas, l'invisibilisation du crime de nettoyage ethnique – en Afrique du Sud dans ce qu'on a appelé la « réconciliation », en Israël par le reboisement et l'amnésie. Grunebaum a coréalité un documentaire à

lecture de ce livre est obligatoire dans les écoles sud-africaines.

Même si des dirigeants de l'ANC ont montré de la sympathie pour le Hamas, la Shoah n'a jamais été niée ici. Au contraire, les comparaisons entre l'apartheid et le nazisme ont servi à mobiliser l'opinion publique internationale dans l'immédiat après-guerre. En 1994, à la veille des premières élections démocratiques, Mandela a scellé symboliquement la fin de l'apartheid lors d'une exposition consacrée à Anne Frank. « *En honorant la mémoire d'Anne, a-t-il déclaré lors de l'inauguration, nous disons d'une seule voix : jamais et plus jamais !* »

L'enseignement de l'histoire du génocide des Juifs est obligatoire dans le programme des écoles secondaires d'Afrique du Sud. Trois centres de l'Holocauste et du génocide ont été créés au Cap, à Durban et à Johannesburg. Le jour de notre venue à celui de Johannesburg coïncide avec la visite d'un groupe d'adolescents juifs : soixante garçons et filles écoutent un médiateur noir non juif leur expliquer le lien entre l'extermination par les nazis et le génocide rwandais. Les deux génocides sont ici mis sur un pied d'égalité. Il s'agit dans les deux cas d'une exclusion de l'humanité commune. Dans l'entrée, non loin d'une citation de Primo Levi, sont accrochées des photos de scènes de violence xénophobe tirées de l'actualité la plus récente.

Tali Nates, fondatrice et directrice du centre de Johannesburg, une Israélienne qui a acquis la nationalité sud-africaine, a donné à cet endroit son langage particulier. Son père a été sauvé par la liste d'Oskar Schindler. Ce que les jeunes gens retiennent de ce lieu, ce ne sont pas des définitions de l'antisémitisme, mais la tâche qui nous incombe de défendre l'humanité. Et un principe : il y a toujours un choix, même ne rien faire est une décision éthique.

CHARLOTTE WIEDEMANN.
(Traduit de l'allemand par Clément Fradin.)

(6) David Graham, « The Jews of South Africa in 2019 : Identity, community, society, demography », Institut for Jewish Policy Research et université du Cap, mars 2020.

(7) Shirli Gilbert et Deborah Posel, « Israel, apartheid, and a South African Jewish dilemma », *Journal of Modern Jewish Studies*, vol. 20, n° 1, Oxford, janvier 2021.



DAVID GOLDBLATT. – Homme qui dort, Joubert Park, Johannesburg, de la série « Particularités », 1975

ment concernant Gaza. La souffrance des Palestiniens actualise et aggrave l'accusation d'une participation coupable.

Une pelouse sur le front de mer du Cap ; un « *Shabbat against genocide* » (« shabbat contre le génocide ») est organisé devant la sculpture métallique géante représentant une paire de lunettes de Mandela. Sur une table pliante, des bougies et des roses fraîchement coupées, des rouges et des blanches, des roses pour la Palestine. Un activiste portant une kippa aux couleurs de l'arc-en-ciel récite une prière, des personnels de santé musulmans lisent les noms de leurs collègues tués à Gaza.

Caitlin Le Roith, une jeune avocate blonde, tient sa rose avec précaution et solennité. Elle raconte qu'elle n'a com-

ce sujet, *The Village Under the Forest* (« Le village sous la forêt », avec Mark J. Kaplan, 54 minutes, 2013). Depuis, elle est décriée au sein de la communauté. Elle raconte la peine qu'elle a de voir ses parents en souffrir.

Ahmed Kathrada, fils de commerçants indiens qui devint un cadre dirigeant de l'ANC, a visité Auschwitz et les ruines du ghetto de Varsovie en 1951. Le souvenir de cette expérience ne l'a plus jamais quitté. De retour en Afrique du Sud, lorsqu'il prononçait ses discours contre l'apartheid, il montrait un récipient en verre contenant des restes d'os du camp : « *Voyez ce que signifie le racisme à l'extrême !* » Plus tard, dans la prison de Robben Island, Kathrada, tout comme Mandela, a lu en secret *The Journal d'Anne Frank*. Aujourd'hui, la

« UN ÉTAT DANS UN NON-ÉTAT »

Au Liban, puissance et prudence du Hezbollah

Répondre aux bombardements de l'armée de Tel-Aviv contre les populations civiles libanaises en ciblant des localités israéliennes jusque-là épargnées par les tirs de ses troupes.

Cette menace récurrente de M. Hassan Nasrallah, le chef du parti-milice allié à l'Iran donne la mesure de la montée des tensions au pays du Cèdre. La population, elle, oscille entre soutien aux Palestiniens et refus d'une nouvelle guerre.

PAR EMMANUEL HADDAD *

Un grillage coupe en deux la cour de récréation de l'école Al-Takmeleye de Tyr, ville côtière du sud du Liban. D'un côté, des enfants jouent au football avant la sonnerie, insouciantes. De l'autre, des déplacés venus des villages frontaliers avec Israël dépérissent dans les salles de classe transformées en abris de fortune. M^{me} Naama T. vit avec sa mère et ses quatre sœurs dans l'une d'elles, tandis que son père, éleveur, est resté à Boustane avec son fils aîné et ses bêtes, malgré les bombes : « Nous avions quatre cents chèvres, seules cent ont survécu aux bombardements ou à la pollution due au phosphore. Nous avons presque tout perdu, mais nous devons rester fortes », raconte la jeune femme de 26 ans. Boustane est l'un des cinq villages frontaliers dont des quartiers résidentiels ont subi des frappes au phosphore blanc de l'armée israélienne. Dans un rapport publié en juin, Human Rights Watch a dénoncé un crime « international grave » (1).

Dans une salle adjacente aux murs décrépis, la mère de Naama participe avec d'autres femmes déplacées à une session de soutien psychologique organisée par M^{me} Hoda Hassouna, psychologue de l'organisation non gouvernementale (ONG) libanaise Amel. « Tu

pourrais arriver au point où tu te dis que ta vie n'a pas de sens. Alors au réveil tu dois réapprendre à t'aimer, te dire que tu es belle et te fixer des objectifs. En les réalisant, tu libéreras de la sérotonine et ça t'aidera à te sentir bien », s'efforce-t-elle de les convaincre. « Ça va nous aider à payer nos dépenses quotidiennes ? », ironise l'une des participantes en tripotant son collier de perles en plastique.

Depuis le 8 octobre, au lendemain des attaques menées par le Hamas, le Hezbollah est engagé dans un conflit à coups comptés avec Israël. Dans un premier discours très attendu, le 3 novembre, son secrétaire général, M. Hassan Nasrallah, a limité le champ de l'action militaire du parti-milice à un « front de pression », en soutien au mouvement islamiste palestinien. Au fil des semaines, face à la multiplication des atrocités commises par l'armée israélienne dans la bande de Gaza, les soutiens du « Hezb » ont multiplié les appels à lancer un déluge de feu contre Israël. « Allez Nasrallah, frappe Tel-Aviv ! », ont-ils crié lors de manifestations spontanées, aux côtés de Libanais de tous bords, choqués par le carnage filmé en direct, et de Palestiniens réfugiés au Liban.

« La résistance est plus efficace »

Sur le terrain, le parti allié à l'Iran s'en est pourtant longtemps tenu aux règles d'engagement en vigueur, répondant aux frappes israéliennes sur Aïta Al-Chaab, Boustane, Kfar Kila ou Aïtaroun par des tirs de roquettes et de missiles anti-char sur des villes frontalières israéliennes, comme Kiryat Shmona ou Metoula. Au grand dam des plus va-t-en-guerre des partisans du Hezbollah, le front libanais ne s'est pas embrasé.

Mais ce conflit larvé n'en reste pas moins dévastateur pour les habitants du sud du pays. En dix mois, plus de 400 personnes ont trouvé la mort, dont 334 combattants du Parti de Dieu, selon un décompte à la mi-juin du quotidien libanais *L'Orient - Le Jour*. Les dégâts s'élevaient déjà à 1,5 milliard de dollars en mai selon le Conseil du Sud, et pour les plus de 94 000 personnes déplacées, l'avenir s'écrit en pointillés (2). « Les 130 familles de Boustane ont perdu leur récolte d'olives, n'ont pas pu vendre leur production de tabac, ni planter de blé. Et si elles reviennent un jour, elles devront attendre l'année suivante pour toucher les revenus de leur future production », explique M^{me} Sara Salloum, membre d'Agri-movement, un collectif qui promeut l'agroécologie dans le sud du Liban. « Encore faut-il que la pollution au phosphore blanc le permette », précise-t-elle.

Selon plusieurs observateurs, Israël cherche à créer une zone tampon à la frontière, rendant le retour des Libanais déplacés impossible, ce que Tel-Aviv dément (3). En tout état de cause, la vie des habitants du Sud est en suspens ; celle de leurs compatriotes suit son cours tant bien que mal. Depuis dix mois, le Liban ressemble à cette cour d'école de Tyr coupée en deux. Un pays scindé entre un chapelet de villages où la guerre, réalité amère, ravage toute forme de vie et le reste du territoire où

les manifestations de soutien sont moins nombreuses que les affiches affirmant que « le Liban ne veut pas la guerre ». 73 % des Libanais se disent ainsi opposés à un conflit avec Israël, selon les résultats d'une enquête d'opinion réalisée du 13 au 17 octobre par la société Statistics Lebanon Ltd.

Pour celles et ceux qui se déplacent entre ces deux mondes, le contraste est saisissant. Originaire du village de Taybeh, proche de la frontière, M. Hassan Charafeddine a trouvé refuge chez sa sœur dans la banlieue de Beyrouth après qu'un bombardement israélien a soufflé la maison voisine. « Il y a les gens du Sud frontalier. Et ceux qui vivent plus au nord comme à Nabatieh, où les destructions sont moindres, mais qui accueillent beaucoup de déplacés et partagent nos souffrances. Puis à Beyrouth, il y a les gens qui vivent une vie normale, mais se montrent solidaires et craignent que la guerre ne s'étende sur tout le territoire. Enfin, il y a les concitoyens qui te sont hostiles alors que tes proches meurent et que ta maison est détruite. »

La comparaison avec la « guerre de 33 Jours » – à l'été 2006, précédent affrontement armé entre le Hezbollah et Israël – vient immanquablement à l'esprit de M. Ghassan Makarem, qui avait alors cofondé Samidoun, un mouvement de solidarité avec les habitants du Sud-Liban (4) : « Quand la guerre de 2006 a éclaté, nous étions déjà mobilisés sur la place des Martyrs de Beyrouth pour dénoncer l'opération « Pluie d'été » menée par l'armée israélienne à Gaza. Nous avons alors immédiatement décidé d'agir en faisant pression pour ouvrir les écoles publiques aux déplacés du Sud. Notre position politique était claire : soutenir la résistance contre l'attaque israélienne, que l'on soit ou non avec le Hezbollah. » Une position devenue difficile à tenir aujourd'hui, regrette M. Nizar Rammal, autre cofon-

dateur de Samidoun : « On vit à Beyrouth comme si ce qui se passait dans le Sud ne nous regardait pas. Or on ne peut pas accuser le Hezbollah de vouloir créer un État dans l'État et, dès qu'il se passe quelque chose à la frontière, dire que ça ne nous regarde pas. Cela ne fera que placer ses habitants davantage sous le contrôle du Parti de Dieu », assure-t-il.

Derrière cette fracture apparente sourd une réalité politique nouvelle. À l'alliance scellée le 6 février 2006 entre le parti chrétien Courant patriotique libre (CPL) et le Hezbollah se substitue aujourd'hui une opposition farouche entre le parti chrétien des Forces libanaises (FL) et la formation chiite, le premier reprochant notamment à la seconde d'entraver l'élection d'un nouveau président depuis le départ de Michel Aoun (CPL) en octobre 2022 pour mieux imposer le candidat de son choix. « Le Hezbollah a fait une faute stratégique en ouvrant un front au Liban », estime M. Richard Kouyoumjian, responsable des affaires

Au-delà de cette polarisation partisane, de nombreux Libanais s'inquiètent qu'une guerre ouverte contre Israël parachève l'effondrement du pays, miné depuis 2019 par un enchevêtrement de crises financière, économique, énergétique, sociale et politique. « Le Hezbollah a décidé de lancer la guerre sans prendre en compte l'état du pays qui depuis octobre 2019 a connu une inflation cumulée de 5 000 %, a perdu plus de la moitié de son PIB [produit intérieur brut], et dont les institutions sont en crise permanente », s'indigne Hage Ali.

Les menaces permanentes proférées par les dirigeants israéliens ne font qu'ajouter aux tirailllements. « Si le Hezbollah entame une guerre totale contre Israël, il transformera Beyrouth et le Sud-Liban, non loin d'ici, en Gaza et Khan Younés », prévenait le 7 décembre le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu. Le 18 juin,

a multiplié les assassinats ciblés sur l'ensemble du territoire libanais. Un prélude à une offensive de plus grande ampleur ?

Si les États-Unis ont déclaré qu'ils soutiendraient alors leur allié, ils multiplient aussi les appels à sa retenue. Au-delà des menaces, M. Benyamin Netanyahu a annoncé fin juin sa préférence pour une solution diplomatique qui permettrait le retour des plus de 65 000 déplacés du nord d'Israël. Car la puissance de feu du Hezbollah ne lui a pas échappé. À la mi-juin, un drone de ce dernier a survolé des entrepôts d'armes israéliens dans le port de Haïfa et diffusé la vidéo en guise d'avertissement. D'après plusieurs centres de recherche israéliens, le parti-milice dispose d'au moins 150 000 roquettes et missiles, soit dix fois plus qu'en 2006, ainsi que d'au moins 50 000 combattants, tandis que M. Hassan Nasrallah en revendique 100 000 (6).

Pour nombre d'habitants du Sud, cette capacité de dissuasion est leur seule source d'espoir. « Contrairement à 2006, on a le sentiment aujourd'hui que quelqu'un est là pour nous protéger, qu'Israël ne peut plus bombarder les civils en toute impunité. Tout Libanais souhaite que ce soit son armée qui le protège, mais la résistance est plus efficace », constate M. Hassan Charafeddine, qui précise avoir déjà dû fuir sa maison de Taybeh à trois reprises depuis 1982. La politique sociale du parti lui procure aussi des soutiens. « Le Hezbollah paie à chaque famille déplacée 100 dollars par mois et leur donne des bons d'achat pour aller s'approvisionner dans la coopérative Al-Sajjad, contrôlée par le parti. Avec Samidoun, nous avons distribué 100 dollars à dix-neuf familles déplacées dans le village de Halloussiye pour montrer que le parti n'était pas le seul à les soutenir », raconte M. Nizar Rammal. Mais les institutions sociales du Hezbollah sont si bien déployées que l'alternative citoyenne fait pâle figure.

Le Parti de Dieu « est-il un État dans l'État ou un État dans un non-État ? », s'interroge Sami Atallah, fondateur du centre de réflexion libanais The Policy Initiative. Dénonçant l'incapacité chronique des autorités libanaises à protéger leurs concitoyens par rapport à la crise financière, l'explosion du port de Beyrouth et les bombardements israéliens, il répond aux partisans de la neutralité : « Face au génocide en cours en Palestine, le Liban ne pouvait pas dire : "Ça ne nous regarde pas." »

Ancien ministre et fondateur du mouvement Citoyens et Citoyennes dans un État, M. Charbel Nahas va plus loin : « Il n'y a plus d'État, donc demander que l'armée remplace le Hezbollah à la frontière sud n'a pas de sens. Pour cela, il faudrait un recensement de la population, une conscription, des armes », explique-t-il. Selon lui, il faudrait parvenir à placer les accomplissements militaires et sociaux du parti chiite sous la coupe d'un régime « laïc et fort ». Mais il prévient : le « projet sioniste » vise précisément à « délégitimer les États dans la région. Pour Israël, avoir des États et des sociétés arabes éclatés, c'est l'idéal ».

(1) Human Rights Watch, « Lebanon : Israel's white phosphorous use risks civilian harm », 5 juin 2024, www.hrw.org

(2) Plus de 400 tués depuis le 8 octobre au Liban, *L'Orient - Le Jour*, Beyrouth, 14 juin 2024.

(3) Aditi Bhandari, Chris Cook, Raya Jalabi et Malaika Kanaaneh Tapper, « Israel's push to create a "dead zone" in Lebanon », *Financial Times*, Londres, 27 juin 2024.

(4) Lire Tania-Farah Saab, « Un conflit de 33 jours », *Manière de voir*, n° 174, « Liban, 1920-2020, un siècle de tumulte », décembre 2020-janvier 2021.

(5) Salah Hijazi, « Nasrallah fait comme Hafez el-Assad » : entre les chrétiens et le Hezbollah, le fossé se creuse », *L'Orient - Le Jour*, 27 juin 2024.

(6) Willy Lowry, « War between Israel-Hezbollah will be "10 times worse" than 2006 », 25 juin 2024, www.thenationalnews.com. Cf. aussi Keren Setton, « Hezbollah is an army » : Israël confronts formidable enemy on its northern border », 25 juin 2024, https://themedialine.org



ABDUL RAHMAN KATANANI. – « The Shadow 1 » (L'ombre 1), 2019

étrangères au sein des FL. « Non seulement il n'a pas empêché Gaza d'être détruite par Israël, mais, en plus, ce "front de soutien" cause des dégâts considérables au pays. Nous sommes pour la neutralité du Liban et la mise en place de la résolution 1701 », soutient-il. Adopté par le Conseil de sécurité au sortir de la guerre de 2006, ce texte prévoit le déploiement de l'armée libanaise et de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) à la frontière, en lieu et place des combattants du parti chiite.

« Le fossé se creuse entre, d'un côté, des partis chrétiens offensés par la manière qu'a le Hezbollah d'empiéter sur la souveraineté libanaise, en décidant de faire la guerre ou la paix sans passer par les institutions, et, de l'autre, leurs concitoyens qui ressentent une solidarité transnationale avec les Palestiniens », analyse Mohamad Hage Ali, chercheur au Carnegie Middle East Center. Chaque jour ou presque, des partisans du Hezbollah accusent leurs opposants de collusion avec Israël, ces derniers les considérant en retour comme des agents de l'impérialisme iranien au pays du Cèdre (5).

l'armée de Tel-Aviv a annoncé que « des plans opérationnels pour une offensive au Liban » avaient été « approuvés et validés ». Dans ce contexte explosif, plusieurs pays, dont le Canada et le Koweït, ont appelé fin juin leurs citoyens à quitter le pays « tant qu'ils le peuvent encore ».

Les Libanais, eux, n'ont d'autre choix que de s'adapter, à coups d'humour noir, de tranquillisants et de recettes héritées des guerres passées. « Au Liban, on a vécu plusieurs opérations militaires israéliennes et on sait tout de suite comment réagir et à quoi s'attendre en cas de nouveau conflit », reconnaît la psychologue Dania Dandashli. Sauf que depuis plusieurs mois les règles d'engagement ont volé en éclats. « Le Hezbollah continue de dire qu'il ne veut pas d'une guerre ouverte mais, en face, Israël ne cesse d'augmenter l'intensité de ses attaques », relève Joseph Daher, professeur à l'université de Lausanne. Le 2 janvier, l'assassinat du numéro deux du Hamas, Saleh Al-Arouri, en pleine banlieue sud de Beyrouth, contrôlée par le Hezbollah, a posé la première pierre de cette escalade. Depuis, Israël

GYMNASTIQUE, EXTRATERRESTRES ET ANTICOMMUNISME

L'empire ésotérique du Falun Gong

Les adeptes de cette doctrine millénariste se posent en victimes du Parti communiste chinois. Très actif aux États-Unis mais aussi en France où il n'hésite pas à relayer les meetings de certaines personnalités politiques d'extrême droite, leur mouvement a le soutien d'élus du Congrès américain et d'organismes proches de la Central Intelligence Agency (CIA).

PAR TIMOTHÉE DE RAUGLAUDRE *

DANS le métro parisien ou sur Internet, impossible d'échapper, ces dernières années, aux publicités pour le spectacle *Shen Yun*. Avec danseuses à la robe colorée et ciel immaculé, elles annoncent « la renaissance de cinq mille ans de civilisation ». Parfois perçu comme une expression du soft power de la Chine, le spectacle a été conçu par le Falun Gong, ennemi juré du Parti communiste chinois (PCC).

En cette soirée de mai 2024, les rideaux noirs du Palais des congrès, à la lisière nord-ouest de Paris, s'ouvrent sur un parterre de danseuses, de bonzes en robe safran et de gardes impériaux. Sur un écran géant apparaît un être entouré d'un halo de lumière, présenté comme le « Créateur » : « Suivez-moi sur Terre pour sauver toute vie », leur intime-t-il.

Au cours du spectacle se succèdent des tableaux sans cohérence chronologique ou narrative. Des légendes faites de fées célestes, de moines et de dragons alternent avec des scènes contemporaines. Un tableau central intitulé « Les crimes des derniers jours » dénonce la persécution des adeptes du Falun Gong dans la Chine communiste. Des pratiquants lisant un ouvrage de M. Li Hongzhi, fondateur de ce mouvement spirituel, sont soudain pris d'assaut par des hommes en chemise noire avec un brassard rouge et la faucille et le marteau dans le dos – des policiers du régime. Une pratiquante est arrêtée, puis assassinée avant que ses organes ne soient prélevés.

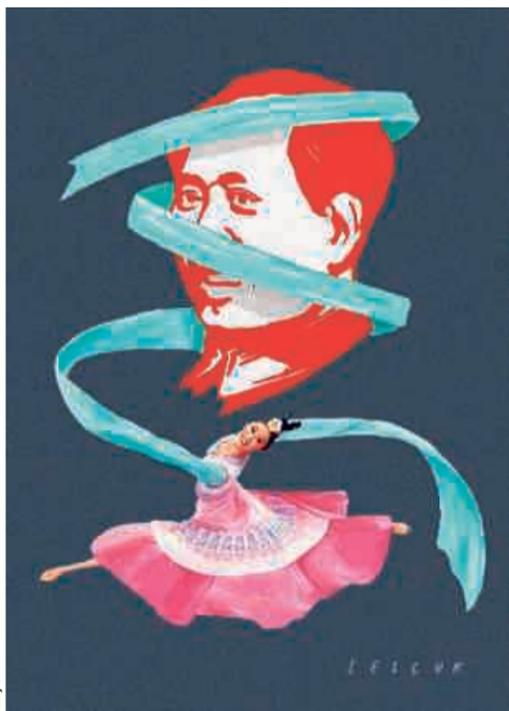
« Cette scène est basée sur des faits réels qui se déroulent encore aujourd'hui en Chine », commente la présentatrice. À la sortie, sur des kakémonos, en plusieurs langues, l'ancien slogan du spectacle qui a disparu des campagnes publicitaires : « La Chine avant le communisme ». Un stand propose les ouvrages du « maître » Li. Une vendeuse conseille aux clients son « livre principal », *Zhuan Falun* (1). « Il a été traduit dans plus de cinquante langues », précise-t-elle avant de glisser : « Li Hongzhi habite aux États-Unis, parce qu'il est persécuté en Chine. »

* Journaliste et coauteur du livre *Le Nouveau Périel sectaire* (Robert Laffont, Paris, 2021).

L'hostilité n'a pourtant pas toujours caractérisé les relations entre le Falun Gong et Pékin. Si la version moderne du qi gong, discipline ancestrale faite d'exercices de gymnastique et de méditation, naît avec la République populaire de Chine dans les années 1950, la Révolution culturelle (1966-1976) lui reproche de promouvoir des « superstitions féodales (2) ». Dans les années 1980, à la faveur de la politique d'ouverture de Deng Xiaoping, le qi gong sort de la clandestinité et cherche à acquérir une légitimité scientifique. Une partie des élites y voit un outil thérapeutique efficace et un atout dans la réduction des dépenses publiques de santé.

Lorsqu'il dévoile publiquement le Falun Gong – littéralement « méthode de la roue de la loi » – en 1992, M. Li n'est qu'un des milliers de maîtres de la discipline qui prospère à travers le pays. À la prétention scientifique du qi gong alors dominant, il substitue une doctrine millénariste inspirée du bouddhisme. En quelques années seulement, le mouvement gagne des dizaines de millions d'adeptes et des soutiens jusque dans la police et l'armée.

La popularité de ce nouveau type de qi gong inquiète le gouvernement. « Le pouvoir est très attentif. Dans l'histoire de la Chine, de nombreuses révoltes sont nées de mouvements eschatologiques », nous explique Marc Lebranchu, docteur en histoire des religions. En 1996, se sentant menacé, M. Li s'exile à New York. Le 25 avril 1999, durant un court séjour de « maître » à Pékin, environ dix mille adeptes se rassemblent autour de Zhongnanhai, le siège du gouvernement. Trois mois plus tard, le Falun Gong est étiqueté comme « secte perverse antiscientifique, antisociale et antihumaine », et interdit en Chine (3). Désormais, ses membres seront emprisonnés. Depuis ce divorce brutal avec le PCC, le Falun Gong s'est internationalisé, particulièrement dans les pays anglo-saxons à partir desquels il déploie sa propagande anticommuniste.



SECUK

Le mouvement s'implante en France dès 1995, lorsque M. Li est invité à un séminaire par l'ambassade parisienne de Pékin. La mère d'un étudiant franco-vietnamien que nous avons rencontré à Paris a commencé à pratiquer le Falun Gong il y a cinq ans, embarquant avec elle une bonne partie de ses amis et de sa famille. Au contact de ce mouvement, son comportement a peu à peu changé, jusqu'à l'inciter à refuser les vaccins. En 2022, elle s'est rendue en Pologne, à ses frais, pour parler du Falun Gong. Selon les enseignements de *Zhuan Falun*, la bible du mouvement, les pratiquants, même expérimentés, doivent rester strictement bénévoles et se contenter de répéter les préceptes du fondateur.

Lors d'un cours en ligne auquel nous assistons, une pratiquante québécoise explique que le Falun Gong a reçu les « louanges » de « hauts dirigeants » aux États-Unis, au Canada, en Australie et « même en Chine avant la persécution ». L'animatrice lance ensuite une démonstration des cinq exercices effectués par M. Li lui-même, dans un vêtement doré, sur fond de paysages rustiques chinois. « *Le Falun* [“la roue de la loi”], que le maître a implanté dans la région du bas-ventre, absorbe automatiquement l'énergie de l'univers, transforme l'énergie et aide le pratiquant », annonce une voix off, reprenant presque mot pour mot les enseignements de *Zhuan Falun*.

M. Li se vit comme le prophète des derniers temps. Selon lui, des civilisations naissent et sont englouties dans les mers depuis des millions d'années. Nous serions aujourd'hui à la fin d'un cycle et des « extraterrestres » épargnés par

l'apocalypse précédente chercheraient à revenir sur Terre depuis le début du xx^e siècle pour remplacer l'humanité. Certains ressembleraient à des humains, d'autres à des fantômes. Ensemble, ils seraient à l'origine de progrès tels que les ordinateurs et les avions, ainsi que, plus largement, des découvertes de la science moderne.

Comme l'explique M. Li dans son livre, enseigner le qi gong revient à « apporter le salut aux êtres humains ». La pratique du Falun Gong garantirait pour « 80 à 90% » des participants la guérison de leurs maladies. Pour M. Li, « c'est uniquement à cause du karma accumulé par de mauvaises actions commises dans le passé qu'on est affecté par des maladies ». Les traitements médicaux seraient dangereux car ils perturberaient l'équilibre karmique. La véritable guérison consisterait à « éliminer le karma » en faisant du qi gong. D'anciens pratiquants ou proches de pratiquants du Falun Gong ont témoigné avoir vu mourir des adeptes refusant de se soigner, notamment pour des cancers, afin de suivre les enseignements du « maître » (4).

De cette doctrine millénariste découle une idéologie profondément réactionnaire. L'humanité traverserait une période de « corruption morale sans précédent dans l'histoire » (5). Aussi le fondateur estime-t-il que « l'abomination de l'homosexualité reflète la dégénération psychologique et la perte d'entendement de notre époque », qu'il n'est « pas permis de mélanger les races du monde » et que les enfants issus d'unions mixtes ont « perdu leur racine ». S'il condamne l'omniprésence de l'argent dans les sociétés modernes, il considère que la richesse et la pauvreté sont le fruit des bonnes et mauvaises actions commises dans notre vie antérieure, contrairement à ce que

prône la « rhétorique démoniaque de l'égalitarisme propagée par le Parti communiste pervers » (6).

En février 2022, devant l'église Saint-Eustache à Paris, une dizaine de pratiquants du Falun Gong s'adonnent à une démonstration. Des dépliants sont distribués aux passants. À l'intérieur figure le lien vers une pétition en ligne intitulée « Mettre fin au PCC malveillant » : la même page Internet invite à faire un don au Tuidang Center, une association située à New York, censée accueillir les transfuges du PCC. « Depuis la fin des années 1990, le cœur battant du mouvement est dans l'État de New York », explique l'étudiant dont la mère a rejoint le Falun Gong. C'est là qu'il tient ses quartiers généraux officiels, baptisés Dragon Springs, un complexe de 160 hectares protégé par des agents de sécurité munis de fusils d'assaut, où s'entraînent les artistes de *Shen Yun* (7). Exemptée de taxes car considérée comme un organisme caritatif, la compagnie du spectacle déclarait en 2021 un chiffre d'affaires de près de 46 millions de dollars et un patrimoine de plus de 228 millions.

Envisagé comme un puissant allié face à Pékin, le Falun Gong reçoit aux États-Unis un soutien quasi institutionnel. En 2001, au Sénat, le think tank libéral Freedom House, financé par le gouvernement, remettait un prix de la « liberté religieuse » à M. Li. L'année précédente, l'ex-ambassadeur Mark Palmer, cofondateur de la National Endowment for Democracy, bras civil de la Central Intelligence Agency (CIA), contribuait à créer l'association Friends of Falun Gong, qui finance diverses organisations liées au mouvement. En 2019, le Congrès avait présenté pas moins de quarante-huit propositions de loi et résolutions visant à soutenir le Falun Gong (8). Côté français, la campagne présidentielle de M. Éric Zemmour en 2022 a été largement relayée par les médias du mouvement, en particulier New Tang Dynasty, sa chaîne de télévision, qui a retransmis son meeting au Trocadéro.

Appuis américains

LA propagande du Falun Gong repose largement sur l'image de martyr du PCC dont il bénéficie. Depuis deux décennies, ses adeptes soutiennent que le gouvernement chinois a tué des milliers de pratiquants pour récupérer leurs organes et les vendre illégalement. Si aucune organisation internationale n'a à ce jour confirmé ces allégations, plusieurs rapports « indépendants » les ont corroborées. Le premier, en 2006, a été rédigé à la demande de la Coalition to Investigate the Persecution of the Falun Gong in China, une organisation créée par le Falun Gong (9).

En 2020, un nouveau rapport – publié par la Victims of Communism Memorial Foundation (10) – est rédigé par Matthew Robertson, dont le document évite soigneusement de préciser qu'il a été rédacteur en chef chargé de l'actualité chinoise pour *The Epoch Times* (journal semi-officiel du Falun Gong). Au même moment, un certain « China Tribunal », composé d'experts opérant depuis Londres, arrive à des conclusions similaires, allant jusqu'à parler de « crime de génocide », de « crimes contre l'humanité » et d'« actes de torture » (11).

Ce groupe ad hoc a en réalité travaillé à la demande et grâce au financement de l'International Coalition to End Transplant Abuse in China, une organisation créée en Australie, dont de nombreux membres des comités nationaux sont des pratiquants du Falun Gong ou d'anciens collaborateurs de ses médias. Ces rapports ont en commun de ne jamais mentionner la doctrine millénariste ni les croyances réactionnaires du fondateur, pas plus que ses incitations à ne pas se soigner.

Des médias et politiques occidentaux n'en reprennent pas moins le récit. En janvier dernier, le Parlement européen adoptait une résolution, déposée par des députés de cinq groupes différents (dont Renew Europe qui inclut le parti français Renaissance), concernant la « persécution persistante du Falun Gong en Chine », dont les « prélèvements d'organes » seraient un élément. En 2020, un article publié sur le site de France Culture donne la parole à Alexis Genin, présenté comme simple « docteur en neurosciences », selon lequel les prélèvements forcés d'organes sont un « fait avéré » (12)... sans préciser qu'il a été secrétaire puis trésorier de la branche française du Falun Gong (13).

(1) Li Hongzhi, *Zhuan Falun. Tourner la roue de la loi*, Guy Trédaniel, Paris, 2021.

(2) David A. Palmer, « Falun Gong : la tentation du politique », *Critique internationale*, vol. 2, n° 11, Paris, avril 2001.

(3) David A. Palmer, « La doctrine de Li Hongzhi. Le Falun Gong, entre sectarisme et salut universel », *Perspectives chinoises*, n° 64, Centre d'études françaises sur la Chine contemporaine, Hongkong, mars-avril 2001.

(4) Eric Campbell et Hagar Cohen, « The power of Falun Gong », ABC News, 20 juillet 2020, www.abc.net.au

(5) Sauf mention contraire, les citations de ce paragraphe sont tirées de David A. Palmer, « La doctrine de Li Hongzhi », *op. cit.*

(6) Li Hongzhi, « How humankind came to be », 20 mars 2024, www.visiontimes.com

(7) James Pasley, « Inside Dragon Springs, the high-security compound in upstate New York that's home to a "cult" tyrannized by China », *Business Insider India*, Gurgaon, 9 septembre 2019.

(8) Jan van der Made, « Shen Yun : fighting communism – and making a stack on the side », 13 mai 2019, www.rfi.fr

(9) David Matas et David Kilgour, « Report into allegations of organ harvesting of Falun Gong practitioners in China », Center for Justice and Accountability, San Francisco, 6 juillet 2006.

(10) Matthew Robertson, « Organ procurement and extrajudicial execution in China : A review of the evidence », Victims of Communism Memorial Foundation, Washington, DC, 10 mars 2020.

(11) « The independent tribunal into forced organ harvesting from prisoners of conscience in China : Judgment », Londres, 1^{er} mars 2020, https://chinatribunal.com

(12) Nathanaël Charbonnier, « Vingt et un ans d'horreur pour les adeptes du Falun Gong, victimes de l'oppression chinoise », France Culture, 20 juillet 2020, www.radiofrance.fr

(13) Marianne Gomez, « Critiques françaises contre le Falungong », *La Croix*, Montrouge, 11 septembre 2001.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Courrier international
Hors-série

Atlas des drogues

Production, trafic, consommation...
La question de la drogue est devenue une problématique mondiale. Décryptages en cartes et en infographies.
Et, toujours, les reportages de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Arte à l'avant-garde

Publique, culturelle, exigeante : dans un univers audiovisuel écrasé par l'argent, le temps réel et l'audimat, la chaîne franco-allemande Arte tient du miracle. Séries et documentaires de qualité ont dilué son élitisme. Mais sa vision de l'histoire réduite au nazisme et au communisme, son atlantisme, et sa foi libérale-européenne cimentent une orientation éditoriale sermonneuse.

PAR DAVID GARCIA *

FRIANDE de ses séries sophistiquées, son cinéma d'auteur et ses documentaires fouillés, la bourgeoisie progressiste plébiscite la chaîne culturelle franco-allemande. Choix exceptionnel sur le Vieux Continent, Arte ne diffuse pas de série produite aux États-Unis. « C'est la plus grosse entreprise culturelle jamais conçue entre deux pays et la seule chaîne intégralement bilingue au monde », remarquait en 2022 M. Patrick Démerin, ex-responsable adjoint des soirées « Thema » d'Arte (1).

Malgré ou grâce à des audiences structurellement modestes (2,9% de parts de marché en France, 1,2% en Allemagne)(2), elle a gagné ses galons d'institution consensuelle, par défaut en quelque sorte. Méconnue du très grand public, la chaîne n'est ni spécialement aimée ni franchement détestée, au-delà de son cercle de fidèles. « Elle est installée dans le paysage, les gens sont contents de l'existence d'Arte, même s'ils ne la regardent pas », résume son fondateur et ex-président Jérôme Clément, qui l'a dirigée pendant vingt ans. Apprécier une chaîne de télévision sans la regarder, est-ce bien raisonnable ? « Dire du bien de la chaîne culturelle et du mal des télévisions commerciales, c'est le pont aux ânes de ceux qui veulent paraître amis des arts et de l'intelligence, quand bien même ils regarderaient beaucoup plus souvent les secondes que la première », ironisait en 2002 Philippe Meyer, alors animateur et producteur à France Culture(3).

Conseiller culturel du premier ministre socialiste Pierre Mauroy de 1981 à 1984, M. Clément incarne à la perfection la distinction culturelle propre aux concepteurs d'Arte et à son public. Dans son autobiographie, ce haut fonctionnaire confie son goût pour les arts picturaux, hérité de son éducation. « J'ai toujours été intrigué par la peinture. Enfant, je passais des heures à regarder les toiles ou les gravures dans les maisons familiales. Chez mon grand-père paternel, le style était très classique, plutôt napoléonien, mélangé de III^e République, meubles en acajou, bibliothèques avec livres reliés, canapés assez raides, inconfortables, tapissés de motifs antiques(4). » Cette inclination fut à l'origine de l'émission « Palettes ». Alain Jaubert y décortiquait un tableau de manière savante et pédagogique. « J'étais heureux que La Sept [la chaîne préfigurant Arte] puisse permettre cette démocratisation de la culture sur un terrain difficile », souligne M. Clément.

Une démocratisation en trompe-l'œil, compte tenu du caractère confidentiel des premières audiences d'Arte ? Plus une voix ne s'élève aujourd'hui pour dénoncer l'« élitisme », le « snobisme » de la chaîne, comme ce fut le cas à sa naissance en 1992. Oubliés, les programmes abscons des origines, teintés d'art contemporain. Qui se souvient qu'en 1994 Arte diffusa *Blue*, « création visuelle et sonore du réalisateur Derek Jarman : soixante-quinze minutes d'un écran bleu, accompagné d'un poème sonore(5) » ?

En France, les 10 ans de la chaîne ravivèrent à peine la flamme de la critique. De l'autre côté du Rhin, *Die Zeit* titra : « Très prisée mais peu regardée ». Quelques années plus tard, le journal de gauche *Frankfurter Rundschau* s'interrogeait : « On peut se demander pourquoi une station de qualité rencontre si peu d'écho » (*La Croix*, 4 mars 2006).

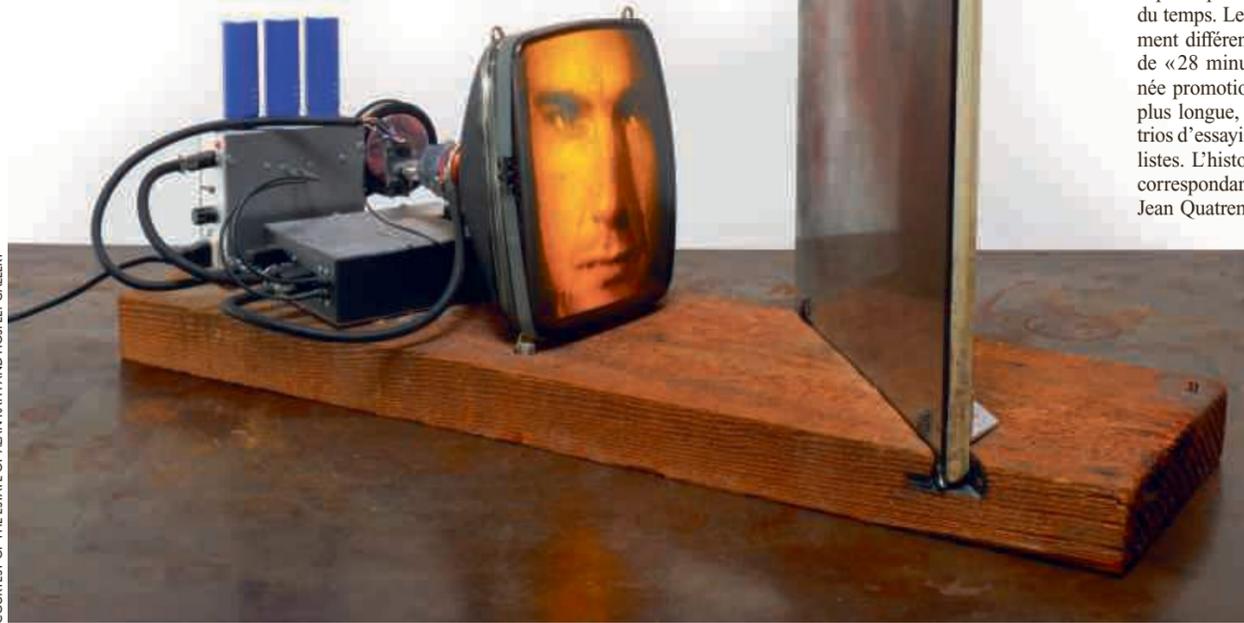
L'audience d'Arte Allemagne n'a pas décollé, en partie car la chaîne n'a pas le monopole de la culture outre-Rhin. 3sat

* Journaliste.

diffuse également des programmes culturels, produits par les chaînes publiques allemandes ARD et ZDF, la chaîne autrichienne ORF et la chaîne suisse SRG SSR. Imaginer que ces audiences confidentielles découlent de choix de programmation élitaires en phase avec les préférences des professions intellectuelles supérieures, noyau dur des « CSP+ », auxquelles appartiennent les décideurs de la chaîne, provoque l'indignation de ceux-ci. « C'est bien mal connaître Arte que de nous considérer comme « élitistes », réplique M^{me} Ingrid Libercier, directrice des programmes du Groupement européen d'intérêt économique (GEIE). Regardez notre programmation de près : une série comme *En thérapie a connu un succès gigantesque, avec plus de 123 millions de vidéos vues !* »

Comment sortir la culture d'une niche télévisuelle haut de gamme plus de trente ans après sa création ? « Critiquée quand l'audience est insuffisante, critiquée aussi si ses programmes venaient à ressembler à ceux des chaînes privées, Arte marche sur une ligne de crête étroite », estime M. Jobst Plog, coprésident de la chaîne de 1999 à 2002. La question agace quelque peu son ex-collègue Jérôme Clément. « Quand Arte a été créée, le président de France Télévisions de l'époque, Hervé Bourges, nous reprochait de ghettoïser la culture. À ses yeux, une chaîne culturelle ne pouvait pas se développer en dehors du service public. Mais la logique de l'audimat rend impossible toute ambition culturelle, sur France Télévisions comme dans le privé »,

COURTESY OF THE ESTATE OF ALAN RATH AND HOSFELT GALLERY



ALAN RATH. – « Vanity III » (Vanité 3), 1993

fait-il valoir à raison, au vu de l'évolution du paysage audiovisuel français depuis la privatisation de TF1 en 1987.

La chaîne franco-allemande fut d'abord une initiative franco-française. « L'idée d'une chaîne culturelle est ancienne : dès 1978, il y a trace d'un projet de chaîne éducative et culturelle dans le rapport de l'écrivain François-Régis Bastide, adopté par le bureau du Parti socialiste et qui fixait les grandes lignes de la politique culturelle de la gauche », rappelle M. Clément. « Dès 1984, Laurent Fabius, premier ministre, pensait à une chaîne européenne », poursuit-il.

Le président François Mitterrand sollicitera l'avis de l'historien du Moyen Âge Georges Duby. L'auteur de la série documentaire *Le Temps des cathédrales* se prononce alors pour la création d'une chaîne de télévision éducative et culturelle, avec l'appui de grandes figures

intellectuelles comme l'anthropologue Claude Lévi-Strauss et le sociologue Pierre Bourdieu. Embryon de chaîne culturelle, La Sept (Société d'édition de programmes de télévision) voit le jour en 1986. Elle est présidée par Duby.

Peu après son lancement, le ministre plénipotentiaire allemand chargé des relations culturelles avec la France Lothar Späth « contacte Jack Lang [alors ministre de la culture] pour lui proposer l'extension de la chaîne culturelle, sous la forme d'un projet binational », se remémore M. Marc Villain, ancien cadre d'Arte. Les partisans de cet élargissement resserré se heurtent aux promoteurs de La Sept. « Georges Duby n'était pas favorable au côté franco-allemand, l'aspect géopolitique ne l'intéressait pas. Il voulait une chaîne culturelle européenne ouverte sur les intellectuels », nous confie M. Clément. Mais la partie germanique, gouvernement fédéral comme Länder, rejette l'extension à d'autres pays du Vieux Continent. « Les Allemands ne voulaient pas dépasser un cadre qui pourrait leur échapper. Pour eux, l'axe franco-allemand était une fin en soi », contextualise Jean-Baptiste Farge, étudiant à l'École normale supérieure et auteur d'un mémoire consacré à la création d'Arte. Sur ce point crucial, Berlin eut le dernier mot.

Source de financement de poids, adossée à un réseau de onze chaînes partenaires, Arte est devenue la béquille de l'industrie culturelle franco-allemande et européenne. Mais son influence réelle ne se mesurerait ni au nombre de ses coproductions ni « à ses 3% d'audience linéaire. La chaîne a notamment relancé le documentaire en France, dont elle reste un soutien majeur », avance M. Clément.

« Arte fait la démonstration qu'en s'adressant à lui de manière intelligente le public réagit intelligemment », salue le cinéaste Gérard Mordillat. En 1997, la chaîne programme son *Corpus Christi*, une série documentaire coréalisée avec Jérôme Prieur et consacrée aux origines du christianisme. Face caméra, des chercheurs font l'exégèse de l'Évangile selon Jean, sans aucune mise en scène ni effets

sur Pierre Bourdieu, *La sociologie est un sport de combat*, sorti en 2001. En vain. « La seule chose que l'on vit sur l'antenne d'Arte dans ces années-là, c'est une conversation autour de la violence du néolibéralisme entre Pierre Bourdieu et Günther Grass, qui réduisait Bourdieu à un intellectuel « engagé », à un « indigné ». Exit le savant et son œuvre. Et personne au sein d'Arte n'a trouvé anormal que la chaîne

n'ait aucun documentaire sur Bourdieu à proposer aux téléspectateurs. On cite très souvent le nom de Bourdieu, notamment sur Arte, mais on se garde bien de rendre son œuvre accessible au plus grand nombre », relève Pierre Carles. M. Clément se défend d'avoir fait écran aux idées du sociologue : « J'ai proposé à Bourdieu de produire un travail de création audiovisuelle autour de sa pensée, mais il a refusé. »

Échec de l'ambition interculturelle

EN 2002, dans la revue *Le Débat*, Patrick Démerin écorna le consensus autour du monument franco-allemand(6). Outre les audiences linéaires marginales, il pointait l'échec de l'ambition interculturelle à l'origine d'Arte. « Pourquoi cette « chaîne européenne » ne propose-t-elle aucun espace de débat vivant régulier sur les grands sujets de l'heure entre Européens, et d'abord entre Français et Allemands ? (...) A-t-on le sentiment qu'en dix ans Arte a fait avancer le rapprochement franco-allemand, culturel et intellectuel, et la conscience européenne ? »

Centralisme d'un côté, fédéralisme de l'autre, la gouvernance des entités nationales reflète les spécificités politico-administratives de chaque pays. À

faire du généraliste, donc du lien social, que du thématique ». À ses yeux, Arte est « à la fois une réussite thématique et une caution » qui dispense les élites de leur devoir républicain d'extension du domaine de la culture à l'ensemble de la population française. « La chaîne s'est assoupie. Moins snob, elle s'est même « peopolisée » d'une certaine manière, ce qui lui a permis de faire progresser son audience. »

Successeeur de M. Clément en 2011, M^{me} Véronique Cayla promet de déghettoïser Arte pour de bon. Avec la série *De Gaulle à la plage* ou le programme court *Silex and the City*, elle mise sur l'humour. Dans la même perspective, elle a lancé « 28 minutes ». Diffusé sur Arte France le soir, à l'heure du journal télévisé, ce magazine d'information et de débats franco-français est programmé en Allemagne dans le courant de la nuit, avec des sous-titres.

Du lundi au jeudi, la journaliste Élisabeth Quin accueille ses invités en plateau avec urbanité, et force compliments. « André Dussolier, vous êtes un type délicieux, tout le monde est d'accord avec ce constat », lance-t-elle le 30 mai 2023 au comédien, venu présenter son seul-en-scène. Acteurs, réalisateurs, écrivains, journalistes, scientifiques, universitaires : tous ont quelque chose à promouvoir. On est ici entre personnes bienveillantes et éduquées. Le ton est à la fois studieux et léger, interdiction de se prendre au sérieux.

La séquence centrale réunit trois experts qui débattent d'un sujet dans l'air du temps. Le vendredi, un format légèrement différent décline les fondamentaux de « 28 minutes ». Pas d'invité en tournée promotionnelle, une séquence débat plus longue, « Le club », animée par des trios d'essayistes, universitaires et journalistes. L'historien Pascal Blanchard et le correspondant de *Libération* à Bruxelles Jean Quatremer sont les intervenants les plus fréquents. Spécialiste du fait colonial, apôtre de la diversité, Blanchard est l'archétype du « bon client » pour médias de gauche, chez qui il a l'habitude de faire la réclame de ses livres. *Libération*, *Politix* et, donc, Arte se l'arrachent. Défenseur de l'Union européenne quoi qu'il en coûte socialement, Quatremer colla, lui, au macronisme d'atmosphère désormais révolu. La figure du « 28 minutes » week-

end, Renaud Dély, par ailleurs intervieweur sur France Info, multiplie les marques de complicité à leur endroit. « Là-bas, je crois apercevoir un homme que la rumeur publique et ma fiche qualifient d'historien. Pascal Blanchard, c'est bien vous ? »

Journaliste engagé, voire militant, Quatremer a révélé avoir fait un don à En

(1) Patrick Démerin, « Arte, vache sacrée des Français, vache à lait des Allemands, vache folle européenne ? », *Le Débat*, n° 120, Paris, mai-août 2002.

(2) D'après Arte France.

(3) Philippe Meyer, *Démolition avant travaux*, Robert Laffont, Paris, 2002.

(4) Jérôme Clément, *Le Choix d'Arte*, Grasset, Paris, 2011.

(5) Julien Baldacchino, « 30 choses à savoir sur la chaîne Arte, qui fête ses 30 ans ce 30 mai », France Inter, 29 mai 2022, www.radiofrance.fr

(6) Patrick Démerin, « Arte, vache sacrée des Français, vache à lait des Allemands, vache folle européenne ? », *op. cit.*

Issy-les-Moulineaux, près de Paris, le siège d'Arte France regroupe ses salariés au sein d'un lieu unique. Décentralisés, leurs homologues allemands se répartissent entre les multiples structures rattachées aux sociétés constitutives d'Arte Deutschland. À savoir les neuf chaînes régionales qui composent la première chaîne publique allemande, l'ARD, dont les programmes sont diffusés sur l'ensemble du territoire national ; et la ZDF, au fonctionnement centralisé, comme France 2, par exemple. « L'ARD et la ZDF produisent et achètent à 50% chacune les programmes qui constituent l'apport allemand, généralement en première diffusion sur Arte », souligne la direction.

Membre du conseil d'administration de France Télévisions pendant vingt ans, le sociologue Dominique Wolton veut toujours « sauver le concept de chaîne généraliste car il est toujours plus difficile de

NE PAS REGARDER

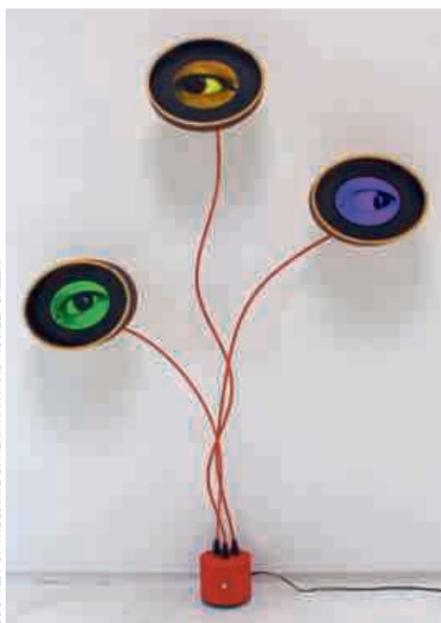
du conformisme

marche, le mouvement du candidat Emmanuel Macron, entre les deux tours de l'élection présidentielle en 2017. « *Je suis prêt à tout faire pour que le fascisme ne triomphe pas dans mon pays* », expliquait-il alors sur son compte Facebook (7). Tout enjeu géopolitique étant à ses yeux réductible à une comparaison avec la seconde guerre mondiale, M. Vladimir Poutine est la réincarnation d'Adolf Hitler. « *Il faut interdire aux athlètes russes de concourir aux Jeux olympiques. Même sous bannière neutre. C'est un peu comme si vous me disiez : "Est-ce qu'on autorise l'Allemagne nazie en 1942 à participer aux Jeux olympiques?"* » [moue dubitative de Renaud Dély] Eh bien, non, on ne peut pas autoriser l'Allemagne nazie à participer. Parce que ce que fait la Russie en Ukraine, c'est digne de ce qu'a fait l'Allemagne nazie. C'est aussi simple que ça », martelait-il le 31 mars 2023.

En 2015, Arte diffusa deux documentaires de Quatremer caractérisés par une partialité absolue en faveur des politiques imposées aux Grecs par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI). « *C'est une chose que Jean Quatremer fasse systématiquement prévaloir ses opinions, ses convictions et ses fantasmes européistes dans son travail journalistique – c'est aussi son droit, et cela ne regarde que son employeur et les lecteurs de Libération. Mais c'en est une autre qu'Arte, chaîne publique, faut-il le rappeler, lui confie la réalisation d'un documentaire sur un sujet à propos duquel ses partis pris sont légendaires* », estimait alors Blaise Magnin sur le site d'Acrimed (8).

Auteur d'une thèse relative au point de vue transnational véhiculé par l'information sur Arte, Jean-Michel Utard porte un regard mitigé sur « 28 minutes ». Il souligne « *la connivence de gens dont on sait qu'ils se croisent ailleurs dans les pinceffes. Indépendamment des paroles prononcées, les clin d'œil amicaux signent l'entre-soi d'une petite caste parisienne dont on voit les mêmes têtes un peu partout dans les médias, et qui relaient les mêmes positions "euro-bêlantes"* » (9).

Plus empathique avec ses anciens collaborateurs, M. Clément n'en corrobore pas moins en creux l'analyse du sociologue. « *Leur positionnement est assez écologiste et un peu gauchiste, mais modérément. Souvent binationaux ou imprégnés d'une*



COURTESY OF THE ESTATE OF ALAN RATH AND HOSEIT GALLERY

ALAN RATH. – « Eyeris IX », 2017

double culture allemande et française, ils sont favorables à la construction de l'Europe. Les gens de sensibilité souverainiste ne viennent pas travailler à Arte », assure l'ancien patron. On le croit sur parole. Conçu par la « centrale » franco-allemande, « Arte journal » est le porte-étendard des valeurs de la chaîne. Le contenu du journal télévisé, diffusé à 19h20 en Allemagne et à 19h45 en France, est identique des deux côtés du Rhin. La rédaction est composée de cinquante et un journalistes permanents, trente français et vingt et un allemands, basés pour la plupart à Strasbourg, mais aussi à Berlin, Paris et Bruxelles. Auxquels s'ajoutent quarante-cinq journalistes indépendants. Rédactrice en chef, Carolin Ollivier revendique une ligne : « *Davantage que d'autres médias sans doute, nous apportons une attention particulière aux minorités et aux droits des femmes.* » Exemple parmi beaucoup d'autres, l'édition du 16 juillet 2023 zoomait sur la marche des fiertés de la communauté homosexuelle en Hongrie. En deuxième partie, le « Grand format européen » évoquait les violences faites aux femmes en Lettonie. Pour des raisons historiques évidentes, les Français de la rédaction sont davantage tournés vers l'Afrique, tandis que les Allemands regardent vers l'est de l'Europe.

complaisante envers M. Poutine aurait fait le lit de l'impérialisme russe. Le gazoduc Nord Stream 2? Une « *erreur stratégique* », forcément. « *Un projet géopolitique afin de s'assurer que l'Europe occidentale ne puisse plus se passer d'énergie russe, quel qu'en soit le prix, politiquement, militairement, et autrement* », y martèle le diplomate estonien Sven Sakhov. Le 26 septembre 2022, Nord Stream 1 et 2 subissent le plus grand attentat jamais commis sur des infrastructures énergétiques en Europe. Comme le souligne « Arte info plus » dans son épisode « Nord Stream : un an après le sabotage, où en est-on? », « *l'enquête officielle révèle que les saboteurs ont fui vers l'Ukraine* ». Une fois expédié ce rappel de la situation, l'émission brode sur la « *stratégie diabolique* » de M. Poutine, le « *piège tendu* »

aux Européens à travers ces gazoducs. La série documentaire *La Guerre de l'ombre de Poutine*, elle, suggère sans le dire tout à fait, ni en apporter la preuve, que la Russie pourrait être la commanditaire du sabotage : en juin et septembre 2022, deux vaisseaux russes auraient navigué à proximité des emplacements où les explosions interviendront. Un expert naval britannique juge « *louches* » les déplacements de ces mystérieux navires « *rôdeurs* ». À la toute fin de la série est évoqué, rapidement, le fait que « *des enquêteurs allemands étudient une possible responsabilité de l'Ukraine dans les explosions* ».

Programmé en 2024, le documentaire *Poutine, l'OTAN et l'Europe* déploie les éléments de langage du « monde libre », sans recul ni nuance. Et sur fond d'images de manœuvres militaires réglées comme du papier à musique – aimablement fournies par le service de communication de l'OTAN. Dès l'entame, le ton est donné : « *Bâtie sur les ruines de la seconde guerre mondiale, l'OTAN réussit l'impossible. Avec le temps, elle transforme les ennemis en partenaires.* » Hauts responsables de

l'Alliance, ex-dirigeants et chercheurs amis se succèdent pour délivrer la bonne parole. Représentant radical de l'aile néoconservatrice du Parti républicain, M. John Bolton, qui fut un partisan des guerres américaines au Vietnam, en Irak et ailleurs, présente les enjeux géopolitiques avec une simplicité réjouissante. « *Certains disent qu'en étendant les frontières de l'OTAN vers la Russie nous commettons une forme d'agression, que nous menacions la Russie. Je peux vous en parler, puisque je faisais partie de l'administration de George Bush [père]. Lorsque le pacte de Varsovie s'est effondré, l'Union soviétique s'est désintégrée, et les pays d'Europe centrale et orientale tambourinaient à la porte de l'OTAN pour être admis.* »

L'URSS, antique tête de turc d'Arte, dont les soirées « Théma » ont souvent assimilé le régime au totalitarisme nazi. Ainsi, dans la série documentaire *Adieu camarades!*, un Tchèque évoque l'écrasement du « printemps de Prague » en 1968. Il explique que « *les Russes étaient pires que les Allemands* ». Dans le droit fil des « nouveaux philosophes » et autres historiographes à charge du communisme, Arte réduit le bilan de l'Union soviétique aux violations systémiques des droits humains dans ce pays à la fin des années 1920. Tout à sa délimitation du monde entre gentils démocrates et méchants communistes, la chaîne franco-allemande efface certaines aspérités qui feraient tache dans ce tableau noir et blanc. Dans un énième film à la gloire de Winston Churchill, *Géant dans le siècle*, le premier ministre britannique incarne la quintessence du courage libéral face à l'hydre totalitaire. On ne s'étendra donc pas sur les atteintes aux droits humains imputables à l'icône qui adore Benito Mussolini, laissa mourir de faim trois millions d'Indiens pendant la seconde guerre mondiale, fut l'un des fossoyeurs de la démocratie en Iran en 1953, écrasa à la même époque le mouvement nationaliste Mau-Mau au Kenya alors britannique...

Pour élargir le spectre politico-intellectuel d'Arte, mieux valait ne pas compter sur son président du conseil de surveillance. Proche de M. Jérôme Clément, Bernard-Henri Lévy (BHL) devrait bientôt quitter cette fonction qu'il occupe depuis 1993.

Sa chaîne n'a jamais oublié de le servir. Arte est toujours là pour diffuser les films grandiloquents de Lévy dont l'influenceur occidental est presque toujours l'acteur principal au milieu de figurants libyens, kurdes ou ukrainiens. Extrait de la notice de présentation du film *Pourquoi l'Ukraine*, diffusé par Arte en juin 2022 : « *Au plus près du terrain, du front à la résistance civile, Bernard-Henri Lévy filme la guerre en Ukraine et exhorte l'Europe à agir. Une immersion poignante qui résonne comme un appel à l'aide, au nom de la démocratie.* » « *Arte est une des rares choses qui fonctionnent en Europe* », pouvait objectivement conclure Bernard-Henri Lévy (11).

Grâce à lui? L'ancien nouveau philosophe aurait déjà dû passer la main. Mais l'assemblée générale des actionnaires a accepté de déroger à ses propres statuts et lui a offert un ultime mandat, qui expirait cette année. Nous y sommes. Bonne fête, la chaîne franco-allemande a financé plusieurs de ses films. *Peshmerga* (à hauteur de 250 000 euros), *Le Serment de Tobrouk* (200 000 euros), *Princesse Europe* (200 000 euros), *Le Jour et la Nuit* (172 560 euros) et *Irak : la bataille de Mossoul* (90 000 euros), indique le magazine *Capital* (12). Selon la même source, Arte France a aussi versé 100 000 euros pour réhabiliter l'auditorium du lycée français de Kaboul, à la demande de BHL. « *Il n'a pas d'influence sur la ligne de la chaîne* », murmure son directeur éditorial Boris Razon, un brin de gêne dans la voix. Arte peut le laisser partir avec le sentiment du devoir accompli.

DAVID GARCIA.

(7) Cité dans Sébastien Fontenelle, Mona Chollet, Olivier Cyran et Laurence de Cock, *Les Éditeurs 2. Le cauchemar continue...*, La Découverte, Paris, 2018.

(8) Blaise Magnin, « Sur Arte, le procureur Jean Quatremer instruit le procès à charge de Syriza », 9 novembre 2015, www.acrimed.org

(9) Entretien entre l'auteur et Jean-Michel Utard.

(10) Manuel Vicuña, « Raphaël Glucksmann, nouvel intello préféré des médias », 22 mars 2019, www.arretsurimages.net

(11) Entretien avec Cyril Lacarrière, « Bernard-Henri Lévy : "Arte est une des rares choses qui fonctionnent en Europe" », *L'Opinion*, Paris, 2 juillet 2014.

(12) Jamal Henni, « France Télévisions et Arte, grands mécènes du cinéaste Bernard-Henri Lévy », *Capital*, Gennevilliers, 13 mai 2021.

Relais de la propagande occidentale

INSTIGATEUR en chef du traitement de choc infligé au peuple grec, l'ex-ministre allemand des finances Wolfgang Schäuble meurt fin 2023. Le lendemain, l'ancien président de la Commission européenne, le social-démocrate français Jacques Delors, décède à son tour. « *Arte journal* » consacre un sujet à chacun dans son édition du 27 décembre. Ils sont présentés successivement comme le malin et le bon génie de la construction européenne. Le conservateur Schäuble « *aura marqué cinquante ans de la vie politique allemande, mais c'est en défenseur intransigent de la rigueur budgétaire qu'il restera* », observe froidement la présentatrice Meline Freda. En revanche, pour Jacques Delors, les mots doux pleuvent : « *Chevalier de la table européenne* », « *militant pragmatique* »... La « *méthode Delors* », s'émerveille le journaliste Lionel Jullien, facilite l'avènement de la libre circulation des marchandises, personnes, services, et capitaux. « *Pompier de l'Europe* », il « *en devient presque le nouvel architecte* ».

Orpheline de Jacques Delors, Arte lui a trouvé un remplaçant de choix en la personne de Raphaël Glucksmann. Dès septembre 2014, Élisabeth Quin le flagornait sans ménagement : « *Vous avez passé l'été en Ukraine, vous avez fondé il y a quelques mois à Kiev le centre pour la démocratie européenne, votre père vous trouve déjanté, BHL est jaloux de vous. Vous êtes un activiste anti-Poutine, un idéaliste. Et vous vous définissez comme un consultant en révolution* » (10)... Un temps, M. Glucksmann avait même intégré le club des experts tout-terrain de « 28 minutes ».

Un peu moins d'une décennie plus tard, devenu eurodéputé et vice-président de la sous-commission des droits de l'homme au Parlement européen, la symbiose entre lui et les journalistes d'Arte est presque parfaite. Nous sommes le 11 décembre 2023 dans « *Arte journal* ». « *Les Européens vont-ils ouvrir une négociation en vue d'une adhésion de l'Ukraine? Rien n'est moins sûr. La Hongrie de Viktor Orbán s'y oppose farouchement* », s'inquiète la journaliste Meline Freda. Adoptant une posture militante décomplexée, elle pose des questions dont le ton et la forme préparent des réponses attendues : « *L'Europe va-t-elle rater ce moment historique et ne pas ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Ukraine?* » ; « *Là, l'Europe est carrément suspendue au bon vouloir de Viktor Orbán. Comment on fait pour le faire céder, pour le faire infléchir?* ». M. Glucksmann n'a plus qu'à débiter son bréviaire : « *Nous sommes en train de rater une occasion historique en ne fournissant pas suffisamment l'aide nécessaire à la résistance ukrainienne. Au moment où on se parle, l'aide européenne ne fait que décliner.* »

Si l'on peut comprendre les manifestations de sympathie à l'égard d'un pays agressé militairement, le rôle d'une chaîne publique européenne est-il de relayer la propagande institutionnelle du bloc occidental? Passant par pertes et profits le sacro-saint principe journalistique du débat contradictoire, deux documentaires chantent les louanges de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Frédéric Compain et Benoît Laborde, les réalisateurs français de *Panique en mer Baltique*, admonestent les chefs d'État et de gouvernement allemands et français des années 2000, dont la naïveté

UN HORS-SÉRIE | Le Monde

Le Monde

L'HISTOIRE DU SPORT

LA FERVEUR DU SPORT

Qu'on l'aime, l'ignore ou le déteste, le sport ne laisse personne indifférent. Pratique sacrée dans l'Antiquité, loisir de notables au XIX^e siècle, exercice de dépassement des limites aujourd'hui... Le sport s'est largement démocratisé sur toute la planète pour devenir aujourd'hui l'objet d'enjeux géopolitiques et financiers colossaux. Sans oublier le plaisir du jeu !

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE - 164 PAGES - 14,90 €

LES GRANDES HEURES DE LA CHRONIQUE JUDICIAIRE

La plume et le prétoire

Les chroniqueurs judiciaires apparaissent au XIX^e siècle, avec l'ouverture des procès au public. Ces journalistes empruntent aux registres des romanciers ou des dramaturges. Observateurs attentifs des intrigues du prétoire, ils offrent à la presse des morceaux littéraires d'anthologie, dressant le portrait des accusés, jugeant du talent des avocats ou fustigeant l'impérialisme des juges et des jurés. *Morceaux choisis.*

PAR ANNE MATHIEU *

« **A**LORS que jadis le chroniqueur judiciaire suivait paisiblement l'audience en prenant des notes et ne rédigeait son compte rendu que lorsque celle-ci était levée, il lui faut, dans la plupart des cas, faire son papier pendant le cours des débats et au fur et à mesure qu'ils se déroulent. » En 1937, le célèbre chroniqueur judiciaire Géo London réfléchit dans l'hebdomadaire *Presse Publicité* sur les évolutions de son métier. Plume attendue et redoutée du quotidien de droite *Le Journal*, il peut en effet prétendre à une observation avisée.

La chronique judiciaire revêt alors une place de choix dans les journaux. Elle occupe souvent la « une ». On la suit tel un feuilleton. Des rédacteurs talentueux s'en emparent, dont l'héritage s'ancrera dans la profession, y compris à la radio ou à la télévision. S'émancipant peu à peu du simple compte rendu, la chronique judiciaire devient un genre aux codes discursifs spécifiques. Elle emprunte toutefois au reportage, et certains journalistes vont pratiquer l'une et l'autre en alternance.

Tout comme le reporter, son homologue du Palais doit brosser une atmosphère. Le huis clos de la salle du tribunal favorise l'expression intense des sens, la solennité du décor, sa pesanteur. Chaque attitude est interprétée, chaque parole est décisive, chaque éclat de voix résonne. En 1935, Stéphane Manier suit pour *Paris-Soir* le procès de l'escroc Alexandre Stavisky : « Dans l'atmosphère surchauffée, des gouttes de sueur perlent aux fronts ; les silences se chargent d'impondérables, des tourments refoulés ravagent les traits des inculpés du box, des détenus ; les regards des avocats s'entrevoient, s'interrogent anxieusement : "Sommes-nous joués ?" »

Mais l'atmosphère d'un procès, c'est aussi ce qui se déroule alentour, dans la salle des pas perdus, dans les couloirs, sur les marches du Palais, sur son parvis. En 1946, Francine Bonitzer, de *L'Aurore*, assiste au procès du docteur Marcel Petiot, accusé du meurtre d'une vingtaine de personnes pendant la seconde guerre mondiale. Elle constate l'engouement du public pour cette affaire : « La cohue qui se presse aux assises depuis le début du procès Petiot est telle que, tout naturellement, le chroniqueur consciencieux qui note ses impressions d'audience ne peut s'empêcher, quotidiennement, d'exprimer sa stupéfaction d'une telle continuité dans l'affluence. »

L'atmosphère générale, l'atmosphère particulière. Plan large, focus. Le chroniqueur judiciaire doit s'attarder sur l'accusé, le scruter, en dresser le portrait avec la finesse minutieuse de l'illustrateur alliée

à la prouesse instantanée du photographe. Mettre en mots ce que le dessin et le cliché montreraient, ce qu'ils ne peuvent traduire. Ce portrait peut être l'occasion de bouleverser la représentation que l'on se fait de l'accusé, constat à rebrousse-poil que ne néglige pas Géo London.

Fin 1923, il relate le procès de Germaine Berton. L'anarchiste avait tué le chef des Camelots du roi (1), faute d'atteindre sa véritable cible, Léon Daudet. London observe : « Germaine Berton paraît dans le box, bien différente de celle que nous attendions. C'est une svelte jeune fille dont le profil assez pur s'encadre de cheveux bruns aux reflets vaguement auburn coupés à la Ninon. D'un geste brusque, mais non sans grâce, elle se défait rapidement de son manteau sac, nuance feuille morte, et du petit chapeau cloche noire qui la coiffe. Alors nous apercevons en pleine lumière son mince visage, maquillé d'un rose trop vif, ses yeux ombrés de kohl. » Sa consœur Andrée Viollis s'enthousiasme dans *Le Petit Parisien* : « Un crime célèbre, une femme, une jeune fille de 20 ans au banc des accusés et non pas pour un de ces crimes passionnels qui arment de couteaux ou de revolvers de jolies mains trop promptes, mais pour un crime politique, un crime d'idées, voilà du nouveau, n'est-ce pas ? » Et du rare. En 1934, Géo London couvre le procès de l'empoisonneuse et parricide Violette Nozière. Un de ses articles, cultivant de nouveau l'inattendu du portrait, affirme d'emblée : « Comme elle fut décevante devant ses juges, cette atroce héroïne d'un des crimes qui ont fait couler le plus d'encre, soulevé le plus de passions, excité le plus de curiosités ! »

Plus souvent, le portrait correspond à la réputation de l'accusé. En 1947 se tient le procès d'un auxiliaire de la Gestapo, Christian Masuy. Frédéric Pottecher, déjà voix radiophonique connue de la chronique judiciaire et future incarnation légendaire de celle-ci à la télévision, y est envoyé pour un quotidien issu de la Résistance, *Libération*. Il ouvre ainsi son article : « Cynique, intelligent, totalement inhumain, semble-t-il, Masuy lit devant la cour de justice (...) un mémoire dans lequel il évoque l'histoire de sa vie. Il déclare fortement qu'il n'a jamais été animé par le désir d'arrêter des patriotes. Son seul but était de réussir dans le contre-espionnage militaire ! » Être chroniqueur judiciaire, c'est aussi manier la ponctuation avec précision, user de l'exclamation avec calcul, jouer avec délectation des ruptures de ton ; c'est, en somme, s'accorder avec les ressorts de la « scène dramatique (2) » constituée par le tribunal.

Mettre en scène le coup de théâtre

EN 1950, Jean-Marc Théolleyre se trouve pour *Le Monde* au second procès de René Hardy, accusé d'avoir trahi Jean Moulin. Sa description détaillée campe la complexité de l'individu : « Il sourit avec une assurance un peu forcée ; puis son visage se fige, dissimulant mal une profonde anxiété. Seul le regard fuyant n'arrive pas à se fixer. Il fait très jeune, très fluide, on dirait presque inconstant dans son costume gris ardoise de bonne coupe. » Parfois, une seule phrase suffit, comme avec Pierre-Antoine Deraigne dans le journal chrétien *L'Aube* : « Hardy s'installe dans son box et tend aux photographes son profil d'oïset. »

* Maîtresse de conférences à l'université de Lorraine.

arrêts de la Haute Cour n'étaient sans appel. Une cour, enfin, dont on sait que les magistrats qui la composent ont servi l'accusé qu'ils ont à juger aujourd'hui avec la fidélité exemplaire qu'exigeait le serment qu'ils lui avaient prêté. »

Être chroniqueur judiciaire, c'est encore rendre intelligibles le processus de la justice, son monde, ses protagonistes. C'est mettre en scène le coup de théâtre. Faire entendre les voix, retranscrire les dialogues du huis clos, afin de mêler les données factuelles du compte rendu à l'élan narratif du reportage. Nombre de journalistes éprouveront le besoin de revenir sur les procès dans des Mémoires. Parmi ceux-ci, Madeleine Jacob, une illustre journaliste ayant gagné ses galons de chroniqueuse judiciaire et de reportrice dans l'entre-deux-guerres. Elle récapitule : « *Le Palais est le cadre de toute la comédie humaine avec ses plaies sociales, sa misère, son humour, son cynisme, sa justice et son injustice, son intelligence et sa sottise, sa sensibilité et son indifférence. Une comédie humaine avec des interprètes inespérés (3).* »

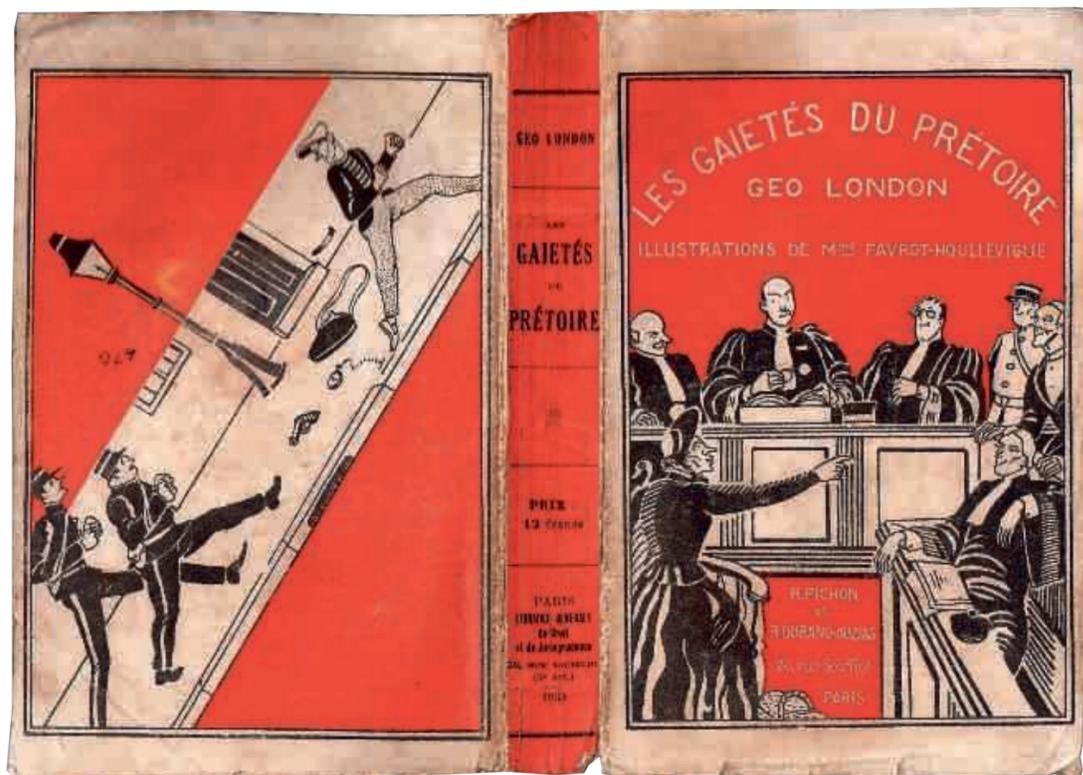
On convie à l'envi le président, l'avocat général, etc. ; on se délecte d'une malheureuse réponse de l'accusé ou de son

nalistes qui la peaufinent. Jean Piot s'arrête ensuite sur Henry Torrès : « *L'ave-nir de M^e Torrès est devenu un présent. Il s'est placé hier au rang des grands avocats. (...) Il a su assouplir sa voix tonitruante, en amortir les éclats, en voiler les vibrations, pour n'en déchaîner les accents de conviction il eut alors, qui vous poignaient au cœur !* » Cet « orateur passionné », selon l'expression d'André Salmon dans *Le Petit Parisien*, régnera pendant longtemps sur la profession.

Les années passent, l'accusation et la défense se transforment, aidées des progrès techniques. Ceux-ci sont interrogés par les chroniqueurs, tel Pierre Scize en 1952 dans *Carrefour*, lors du procès de Marie Besnard, inculpée pour l'empoisonnement de son époux : « *L'expert peut-il vraiment apporter cette preuve indiscutable ? N'est-il pas dangereux de baser une conviction sur son rapport ? Car il peut se tromper, comme tous les autres hommes. Et sa science elle-même risque de l'induire en erreur.* » La même année se déroule le procès des médecins allemands du camp de concentration du Struthof. Dans *Libération*, Madeleine Jacob assène : « *L'Académie des sciences aurait, paraît-il, exprimé le désir d'enregistrer les débats sur magnétophone. Il n'est pas souhaitable que les*

Dans les Mémoires de ces chroniqueurs judiciaires prennent place, particularité remarquable, des hommages à leurs homologues : par exemple, Pottecher loue Jean-Bernard Derosne, de *L'Aurore*, « le meilleur des confrères » ; Jacob salue London, « l'implacable chroniqueur qui nous domine par-delà la tombe ». Combien d'entre eux auront été nourris par les articles de ce dernier, par ses indications sur le « travail immédiat » du chroniqueur judiciaire : « *Il aura devant lui deux blocs-notes, l'un sur lequel il "fera" son papier, l'autre sur lequel, tout en écrivant, il notera au vol toutes les choses importantes qui se produisent. Écrire quelque chose et écouter autre chose. Voilà l'obligation qui s'impose à lui.* »

« *Que nous promet la saison des juges pour 1952-1953 ?* », se demande Pierre Scize dans *Carrefour*. Dans cette décennie qui jouxte les remous de l'Occupation, rien ne se déroule sereinement. En janvier 1953, le procès d'Oradour-sur-Glane est suivi avec fièvre par la presse. Albert Parraz vocifère dans le journal d'extrême droite *Rivarol* : « *Le massacre d'Oradour, plus imbécile encore que criminel, faisait autant les affaires des partisans de la haine que le procès d'Oradour fait les affaires*



Couverture de l'ouvrage de Géo London, « Les Gaietés du prétoire », 1933

à-propos cinglant ; on valorise la parole de l'avocat ou on s'en offusque, on loue sa gestuelle ou on la moque. « *Est-ce à l'ébouriffante plaidoirie de M^e Théodore Valensi que la vitrioleuse de la rue des Grands-Villiers, la femme Gabriel, doit le sursis (...) ?* », s'interroge un Frédéric Pottecher persifleur en 1947, toujours dans *Libération*. Et de conclure : « *M^e Valensi plaide copieusement... Et c'est le sursis.* » On goûte les points de suspension pour servir le sarcasme, interroger la sincérité du défenseur, le verdict du tribunal. L'avocat est en effet cet autre personnage souvent portraituré. En 1928, *La Voix paysanne* salue le « talent » de Suzanne Lévy, et son « dévouement » qui n'a « pas peu contribué à faire réduire les peines encourues par nos quatre excellents camarades ».

Lors du procès de Germaine Berton, deux confrères s'affrontent. Jean Piot, journaliste à *L'Œuvre*, s'occupe d'abord de César Campinchi, « concis, dédaigneux de reflet oratoire, trouvant avec un rare bonheur la juste formule et le raccourci saisissant. Mais nous n'avons pas perçu ce bel accent de conviction et cette sourdine d'émotion qui, si souvent, dans sa voix, nous secouèrent. M^e Campinchi réussit mieux dans la plaidoirie que dans le réquisitoire. C'est tout à son éloge. Mais espérons pour lui qu'il s'en souviendra ». La plume pamphlétaire n'est pas absente de la chronique judiciaire. Elle s'y loge même avec régularité chez ces jour-

néistes qui la peaufinent. Jean Piot s'arrête ensuite sur Henry Torrès : « *L'ave-nir de M^e Torrès est devenu un présent. Il s'est placé hier au rang des grands avocats. (...) Il a su assouplir sa voix tonitruante, en amortir les éclats, en voiler les vibrations, pour n'en déchaîner les accents de conviction il eut alors, qui vous poignaient au cœur !* » Cet « orateur passionné », selon l'expression d'André Salmon dans *Le Petit Parisien*, régnera pendant longtemps sur la profession.

Elle n'aurait toutefois probablement pas renié les propos de Frédéric Pottecher : « *Je ne suis pas un écrivain. Je ne sais écrire que sous le coup d'une émotion. Le Théâtre et la Justice, temples du verbe, ont fait de moi ce que je suis. Ces grandes audiences de justice, où la vie, la vérité, la honte, le mensonge et la mort se croisent, se forment et se défont, ce sont là mes commandements, les ressorts de ma vie (4).* »

aujourd'hui des mêmes partisans de la haine, et des très répugnants chroniqueurs judiciaires qui supputent déjà combien cela va leur rapporter en frais de déplacements et de gueuletons. Pour ne pas les nommer : Pierre Scize, Frédéric Pottecher, Madeleine Jacob, les chacals et la hyène. »

En 1945, aux premières loges du procès de Nuremberg pour le quotidien issu de la Résistance *Franc-tireur*, la « hyène » commençait ainsi l'un de ses articles : « *Je suis seule, ce matin, dans la salle de l'audience, quand les monstres de l'ex-Grande-Allemagne font leur entrée. C'est simplement grisant. Ce sentiment n'est sans doute pas puisé aux sources du meilleur esprit de pardon et de mansuétude, de pitié et de miséricorde, mais c'est sans remords que l'on constate en soi tout cela. La victoire, elle est déjà un peu dans la présence de ces prisonniers que l'accusation enchaîne dans la solidarité de leurs crimes. Et l'on se prend à regretter que la Haute Cour de justice française n'ait pas ainsi rassemblé dans le même box les criminels de Vichy.* » Face à la haine, l'intransigeance. L'inébranlable conviction.

L'Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

ACPM

Origine du papier : Allemagne.
Taux de fibres recyclées : 100 %

Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Écolabel européen sous le n° FI37/001.
Eutrophisation : Plot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0524 D 86051
ISSN : 0026-9395
Printed in France

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, nos numéros de téléphone verts : 0 805 050 147.

(1) Lire Allan Popelard, « Le retour des Camelots », *Le Monde diplomatique*, janvier 2015.

(2) Madeleine Jacob, *Quarante Ans de journalisme*, Julliard, Paris, 1970.

(3) *Ibid.*

(4) Frédéric Pottecher, *À voix haute. Mémoires*, Jean-Claude Lattès, Paris, 1977.

« CHARLATANS, PARASITES ET PROFITEURS DE L'ESPRIT »

Intellectuels, histoire d'une étiquette

Longtemps le mot a servi d'adjectif. À la faveur de l'affaire Dreyfus, « intellectuel » devient le nom de ceux dont les actes engagent la réflexion, gardiens de l'idéal républicain contre la presse d'argent, le sabre, le goupillon. La droite alors les moque, leur reproche de trahir les traditions. Jusqu'à ce que ses propres plumes en viennent à revendiquer le titre, et à en dévoyer le sens, éminemment politique.

PAR LIONEL RICHARD *

LA peur de l'espionnage relève de la pathologie sociale qui, au cœur des rivalités entre les sphères dirigeantes de la France et de l'Allemagne après la guerre de 1870, imprègne toute la fin du XIX^e siècle. Dans la presse européenne abondent les chroniques de procès intentés à des « espions ».

Ladite « affaire Dreyfus » émerge dans cette conjoncture. Une enquête de police aurait établi, expliquent les journaux, que « l'attaché militaire allemand Schwartzkoppen » et le diplomate italien Panizzardi ont gagné « à leur solde » un officier français. A la mi-octobre 1894, les mêmes titres de presse jettent en pâture l'identité du félon au public. Deux mois plus tard, à l'unanimité, un conseil de guerre prononce Alfred Dreyfus coupable. Le voilà condamné pour haute trahison à la déportation en Guyane, à perpétuité.

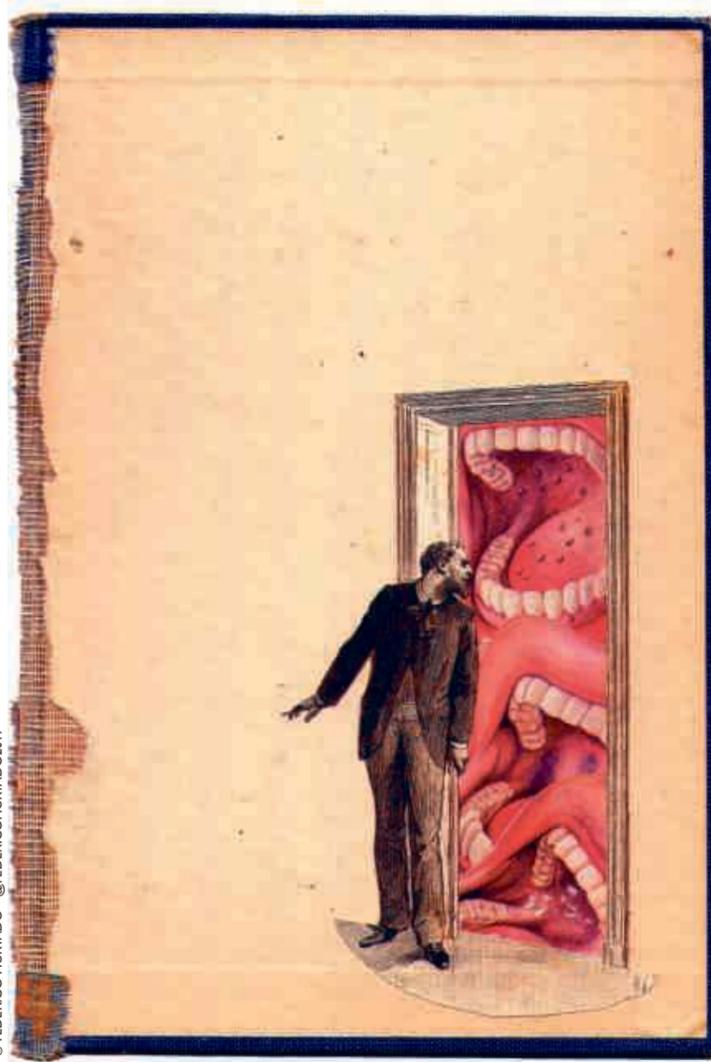
L'antisémitisme – ou l'antijudaïsme – sature l'expression politique de la bourgeoisie parisienne depuis le milieu des années 1880. Édouard Drumont, qui a publié avec succès le livre *La France juive* en 1886 et cofondé en 1889 la Ligue nationale antisémite de France (LNAF), sort le premier numéro de son journal, *La Libre Parole*, le 20 avril 1892. L'armée française, y lit-on, compte trois cents officiers juifs, et chacun d'eux « trafique sans pudeur des secrets de la défense nationale ». Dans une conférence de 1907, le journaliste alsacien Isaïe Levailant expose les effets de cette propagande. Si Dreyfus a pu être poursuivi, estime-t-il, « si les charges relevées contre lui ne se sont pas, faute d'avoir été soumises à une analyse tant soit peu sérieuse, évanouies dès la première heure, c'est que les préjugés de religion et de race avaient frappé les promoteurs de son procès d'une véritable cécité intellectuelle(1) ».

La motion que votent à leur congrès de Lyon en novembre 1896 les catholiques rassemblés sous le drapeau de la démocratie chrétienne montre bien l'es-

prit ambiant. Elle est digne de la réglementation adoptée par l'Allemagne du III^e Reich et la France de Vichy : « Abolition du décret de 1791 donnant le droit de citoyen français aux Juifs ; abolition du décret Crémieux pour l'Algérie ; exclusion des Juifs de l'enseignement public, de la magistrature, des emplois administratifs et des grades dans l'armée, du commissariat de l'armée, des adjudications de fournitures ; application des lois pénales contre les monopoles et les accaparements ; publication des listes des commerçants juifs ; organisation de ligues locales contre les commerçants juifs (2). »

Trois ans sont nécessaires pour sortir de l'apathie qui suit la condamnation de Dreyfus. Le sénateur Auguste Scheurer-Kestner impulse le retournement. Il déclare au *Figaro* le 31 octobre 1897 : « Je sais que le capitaine Dreyfus est innocent, et j'emploierai tout ce que j'ai de force, tout ce que j'ai d'énergie, pour arriver à le réhabiliter publiquement et lui faire rendre la justice qui lui est due. »

Bientôt, Émile Zola suit Scheurer-Kestner : si une « erreur judiciaire » a été commise, écrit-il dans *Le Figaro* le 25 novembre 1897, l'honneur est de la « réparer ». La plus grave des fautes serait de s'entêter « à ne pas vouloir s'être trompé, même devant des preuves décisives ». Dans le même journal, daté du 5 décembre 1897, sous le titre « Procès-verbal », Zola publie un article où il se réjouit de voir, au-delà d'un « gâchis en pleines ténèbres », d'un « boubier » où s'est illustrée une « basse presse en rut », la vérité en marche. Le poison, « c'est la haine enragée des Juifs qu'on verse au peuple chaque matin depuis des années ». Le 13 janvier 1898, le même Zola confie à *L'Aurore* – le journal de Georges Clemenceau – une lettre ouverte au président de la République, Félix Faure. Il y explique à nouveau combien Dreyfus a été victime d'une société imprégnée d'antisémitisme : « C'est un crime d'empoisonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de réaction et d'intolérance, en s'abritant derrière l'odieux antisémitisme, dont la grande France libérale des droits de l'homme mourra, si elle n'en est pas guérie. »



FEDERICO HURTADO. – « Nos tienen miedo porque no tenemos miedo » (Ils ont peur de nous parce que nous n'avons pas peur), 2011

Son réquisitoire, cependant, ne culmine pas dans une charge contre les orientations qui régissent la III^e République. Il s'achève sur neuf « J'accuse » qui visent nommément plusieurs membres de l'état-major et les suppôts à leurs bottes. Avant tout « hanté » par « le spectre de l'innocent », l'écrivain demande que soit pris en considération ce qui est clairement pour lui une « erreur judiciaire ».

Le lendemain, le 14 janvier 1898, *La Croix* donne le ton des réponses ultérieures à ceux qui s'aviseront de suivre la voie des anathèmes contre un procès dont les arrêtés ont été approuvés à l'unisson, dans toutes les couches de la société française. Selon le journal catholique, Zola est l'auteur d'un « *factum injurieux* ». Il a pris le commandement des traîtres à la nation : « Sait-on pourquoi, dans l'affaire Dreyfus, le Juif et le socialiste vont si bien ensemble ?... Parce que tous deux sont cosmopolites – l'un n'a pas de patrie, et l'autre n'en veut pas avoir. »

Dans *L'Aurore* du même jour, Clemenceau apporte son soutien à Zola. Il argue du respect d'un principe de société : « Les garanties de justice ne peuvent être supprimées à l'égard d'un seul sans que le corps social tout entier soit menacé dans son ensemble. » En annexe, ailleurs dans le journal, une première série de « protestataires » exigent la « révision »

« Cerveilles détraquées », « criminelle naïveté »

PEU après, mais péjorativement, la référence aux intellectuels devient une rengaine dans les diatribes de la droite française. Ainsi, dans *La Libre Parole* (30 janvier 1898), ce cri de répulsion : « Nous n'aspérons pas à être des Intellectuels, nous nous contentons d'être intelligents. » À la même date, le directeur du *Petit Journal*, Ernest Judet, fustige les « cerveilles détraquées » qu'égaré une « criminelle naïveté ». Couronnement des blâmes : les railleries du romancier Maurice Barrès dans *Le Journal* du 1^{er} février 1898. Il brocarde les pétitions « dreyfusardes », ce « *bottin de l'élite* », approuvées par « une majorité de nigauds ».

Leurs adversaires ciblent les intellectuels comme antinationaux, juifs ou philosémites. Lors d'une conférence à Paris pour l'organisation nationaliste La Patrie française, le 17 juin 1899, René Doumic synthétise leurs traits essentiels : ils sont contre « l'idée de tradition », contre le principe d'autorité, et n'acceptent « ni hiérarchie, ni discipline ». Ce sont des « internationalistes », des « collectivistes ». De purs ennemis des valeurs de la France. Pour ceux qui affirment, comme Barrès et Doumic, être les titulaires des vraies « énergies françaises », ces agitateurs s'adonnent à une dissolution de la culture. Dans *L'Action française* (29 mars 1909), Henri Vaugeois, initialement défenseur de Dreyfus puis solide acolyte du nationalisme intégral de Charles Maurras, fustige ce qu'il appelle « la république dreyfusienne », où règne, selon lui, une « décomposition du goût ».

Cette image des intellectuels s'ancre avec force dans l'imaginaire des cercles conservateurs et réactionnaires. La première guerre mondiale l'amplifie, avec l'exaltation de l'« union sacrée » contre les Allemands. Il arrive un moment, toutefois, où les « antidreyfusards » se sentent en partie humiliés de ne pas être tenus, eux

du procès. Zola figure à leur tête, suivi d'Anatole France et du biologiste Émile Duclaux, le directeur de l'Institut Pasteur. Dans la liste, nombre d'universitaires et d'écrivains, Marcel Proust notamment.

Ces circonstances marquent le début de la vogue du substantif « intellectuel » dans la presse française. Le mot, jusqu'alors, servait surtout d'adjectif(3). Influent homme de plume, Henry Fouquier fut, à partir de 1896, l'un des journalistes qui l'utilisèrent avec régularité comme nom dans leurs articles, et commencèrent à le populariser. Les intellectuels, considère-t-il, sont des individus dont les actes engagent la réflexion et qui théorisent leurs pensées. Dans le quotidien *Le Rappel* (6 février 1896), proche du radical-socialisme hérité de la révolution de 1848, il les décrit comme les dénonciateurs des « droits toujours grandissants de l'argent », droits édictés par la République et qui ne sont que « des abus commis en son nom ». Le 4 septembre 1897, dans le même journal, il revient sur ces intellectuels pour les définir. Le désintéressement semble, selon lui, les caractériser. Ce sont « très rarement », conclut-il, des « hommes d'argent ». Leurs valeurs morales et leur intégrité constituent les seuls moteurs dans leur activité de citoyens.

Les critères de Fouquier sont ceux que fait primer *L'Aurore* pour déterminer la particularité de ces intellectuels. Le 23 janvier 1898, Clemenceau y déplore que les hommes des « partis parlementaires » aient renoncé à « la revendication d'une justice supérieure aux contingences », abdiqué devant une « violation du droit », « déserté les hauteurs pour une politique de combinaison », une « politique de couloirs ». C'est pourquoi il salue les « Intellectuels », qualification mise en relief par une écriture en italique et une majuscule. Ces « Intellectuels », avec répétition de l'italique, poursuit dans le même numéro Henry Leyret, le secrétaire de Clemenceau, ont engagé un « retour à la raison », rompant avec toutes les lâchetés instituées. Ils se manifestent comme « les vrais gardiens » de l'idéal républicain, contre l'alliance du sabre et du goupillon, « contre la presse sectaire ou vendue, contre un peuple abusé ou affolé ».

aussi, pour des intellectuels ! Le 19 juillet 1919, le nationaliste Henri Massis lance dans *Le Figaro* un manifeste qu'il intitule « Pour un parti de l'intelligence ». Il faut que « l'élite intellectuelle », y est-il stipulé, prenne conscience de ses « devoirs » face au « bolchevisme », lequel détruit « nation, famille, individu ».

C'est l'époque où la révolution en Russie réactive, à gauche, les adresses aux intellectuels pour transformer les structures politiques de la France. Ainsi Henri Barbusse dans *Le Couteau entre les dents*, un opusculé de 1921 : « Les intellectuels – je parle de ceux qui pensent, et non des amuseurs et des charlatans, parasites et profiteurs de l'esprit – sont les traducteurs de l'idée dans le chaos de la vie (4). » Leur tâche ? Dissiper les sophismes à propos du communisme, « si grossièrement dénaturé à l'intention de la pauvre masse crédule des esprits faibles ». En riposte, la droite française tente de pleinement enrôler « l'intelligence ». Ses représentants s'autorisent des succès du fascisme en Italie pour justifier une telle appropriation. Beaucoup de personnalités vont dès lors s'enorgueillir d'être des intellectuels nationalistes, colonialistes, racistes...

N'en déplaise à ceux qui persévèrent à l'arborer, la dénomination se perd ainsi dans les errances d'un dévoiement. Jusqu'à se ternir, à rebours de son usage initial, comme certificat de confiance ou d'honorabilité.

(1) Isaïe Levailant, « La genèse de l'antisémitisme sous la Troisième République. Conférence faite à la Société des études juives le 14 avril 1907 », *Revue des études juives*, tome 53, n° 106, Paris, avril-juin 1907.

(2) Citée dans *Le Temps*, Paris, 28 novembre 1896.

(3) Geneviève Idt, « L'intellectuel avant l'affaire Dreyfus », *Cahiers de lexicologie*, vol. 2, n° 15, Paris, 1969.

(4) Henri Barbusse, *Le Couteau entre les dents. Aux intellectuels*, Éditions Clarté, Paris, 1921.



NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

Un train peut en cacher un autre

AU milieu du XIX^e siècle, l'éclosion du chemin de fer bouleverse le rapport des humains au temps et à l'espace. En quelques décennies, le train divise par dix la durée des voyages entre les villes en plein essor. Avec un monopole quasi absolu sur les transports terrestres, il accompagne et symbolise l'expansion fulgurante du capitalisme au cours d'une révolution qui n'est pas qu'industrielle. La première partie de ce *Manière de voir* (1) revient sur cette saga qui se prolonge, le rail structurant le développement de nombreuses régions du monde, comme l'illustre son retour en Afrique ou son extension en Inde.

« Le train sera le mode de transport du XXI^e siècle, s'il survit au XX^e siècle », affirmait en visionnaire Louis Armand, ancien président de la Société nationale des chemins de fer (SNCF). Objet de convoitise et siège de luttes sociales majeures, comme le montre la seconde partie, ce réseau névralgique nécessite une organisation collective géante. Il fut longtemps l'un des plus gros employeurs des pays développés, mais s'est vu concurrencé par les transports individuels. Au fil des dernières décennies, une préférence pour la route s'exprime avec des promesses de fluidité jamais tenues. Dans le même temps, les idéologues néolibéraux font un travail de sape contre ce service public et parviennent en partie à leurs fins au travers des « paquets ferroviaires » de l'Union européenne, qui imposent le principe de la concurrence dans un domaine où il n'a jamais montré sa pertinence.

Menacé par la route et l'avion dans les années 1960 et 1970, le rail retrouve toutefois de la vigueur grâce au développement de la grande vitesse, d'abord au Japon, puis en France et aujourd'hui en Chine. La troisième partie raconte comment cette accélération technologique transforme l'espace, hâte la métropolisation et accapare les investissements en laissant de côté une partie de la population. Parallèlement, les défis environnementaux et climatiques du XXI^e siècle redonnent une légitimité forte au train, gage d'efficacité énergétique, de sécurité et de sobriété carbone.

Ce nouveau *Manière de voir* rapproche des perspectives historiques ou géographiques de questions plus concrètes comme celles des tarifs, des investissements ou de la fermeture des petites lignes. Et la force évocatrice du voyage en train est soulignée avec une quinzaine de récits transportant le lecteur dans autant de régions du monde.

Plusieurs éléments visuels enrichissent le tout. Des reproductions d'œuvres picturales essentielles témoignent des résonances de la révolution industrielle dans tous les arts. Trois reportages photographiques révèlent des références communes du monde du rail tant au Portugal, en France qu'au Kazakhstan. Un ensemble très complet de cartes permet enfin de localiser les problématiques évoquées sur tous les continents, et de montrer les transformations de notre rapport aux territoires engendrées par le chemin de fer.

(1) « Les batailles du rail », *Manière de voir*, n°48, en kiosques et sur la boutique en ligne.

Une autre intelligence

(Suite de la première page.)

CyberSyn, souvent qualifié d'« Internet socialiste », s'appuyait sur le réseau chilien de télex pour faire remonter l'ensemble des données de production des entreprises nationalisées vers un ordinateur central basé à Santiago. Toutefois, dans le souci d'éviter les écueils de la centralisation soviétique, il introduisait une forme d'apprentissage automatique avant l'heure destinée à donner plus de pouvoir aux salariés.

Des techniciens gouvernementaux se rendaient dans les usines et travaillaient en lien avec les ouvriers pour schématiser les processus de production et de gestion tels qu'ils étaient appliqués sur le terrain. Ces précieuses informations, inaccessibles aux dirigeants dans une entreprise capitaliste, étaient ensuite traduites en modèles d'exploitation, puis surveillées à l'aide de logiciels de statistiques spécifiques. Les

ouvriers-managers pouvaient ainsi être avisés presque en temps réel des problèmes qui se présentaient.

Au cœur de CyberSyn se trouvait la vision d'un système hybride dans lequel la puissance de calcul amplifiait l'intelligence humaine. Transformer des connaissances implicites en un savoir formalisé et concret devait permettre aux travailleurs – la classe nouvellement arrivée aux commandes du pays – d'agir avec assurance et à bon escient quelle que fût leur expérience antérieure en matière de gestion ou d'économie. Y aurait-il là de quoi nous guider dans notre quête d'une IA socialiste ?

Pour explorer plus en avant la signification de cette idée singulière, il faut s'intéresser aux aventures de Warren Brodey, psychiatre passé à la cybernétique avant de devenir hippie, aujourd'hui âgé de 100 ans.

Une rationalité écologique

À LA fin des années 1960, grâce aux deniers d'un riche associé, M. Brodey crée à Boston un laboratoire expérimental baptisé Environmental Ecology Lab (EEL). Quelques stations de métro plus loin, ses amis Marvin Minsky et Seymour Papert, du MIT – une institution à laquelle il a été affilié un temps –, développent des projets d'IA qui, selon lui, font fausse route. Minsky et Papert partent du principe que le raisonnement humain est guidé par un ensemble de règles et de processus algorithmiques abstraits qu'il suffirait de dénombrer puis de déchiffrer pour pouvoir doter un ordinateur d'une « intelligence artificielle ».

À rebours de cette vision, Brodey et ses cinq collaborateurs pensent que l'intelligence, loin d'être enfermée dans nos cerveaux, naît des interactions avec notre environnement. C'est une intelligence écologique. Règles et mécanismes abstraits n'ont aucun sens en soi ; tout est dans le contexte. Un exemple simple leur sert à illustrer cette théorie : l'injonction à se déshabiller ne signifie pas du tout la même chose selon qu'elle est proférée par un médecin, un amant ou un inconnu rencontré dans une ruelle sombre.

Concevoir une IA capable de saisir de façon autonome ces nuances subtiles leur paraît relever de la gageure. En plus de modéliser les processus mentaux humains, il faudrait demander aux ordinateurs de maîtriser une infinie variété de concepts, de comportements et de situations ainsi que l'ensemble de leurs corrélations – autrement dit, de comprendre dans son intégralité le cadre culturel de la civilisation humaine, seul à même de produire du sens.

Plutôt que de s'épuiser à poursuivre ce but en apparence inatteignable, l'équipe de Brodey rêve de mettre les ordinateurs et les technologies cybernétiques au service des humains pour leur permettre d'explorer mais aussi d'enrichir leur environnement, et surtout leur propre personne. Dans cette optique, les technologies de l'information sont non seulement des

outils pour accomplir des tâches, mais des instruments pour penser le monde et interagir avec lui. Imaginez par exemple une douche cybernétique réactive qui deviserait avec vous du changement climatique et de la rareté des ressources en eau, ou encore une voiture qui vous parlerait de l'état du système de transport public pendant votre trajet. Le laboratoire invente même une combinaison qui, quand vous la revêtez pour danser, modifie la musique en temps réel, mettant en évidence les liens complexes entre sons et mouvements.

L'Environmental Ecology Lab prend résolument le contrepied de l'école de Francfort et de sa critique de la raison instrumentale : c'est le capitalisme industriel, non pas la technologie, qui prive notre monde de sa dimension écologique et nous oblige à nous tourner vers la rationalité moyens-fins que dénoncent Theodor Adorno, Max Horkheimer et Herbert Marcuse. Pour restaurer cette dimension perdue, il entend nous faire prendre conscience, à l'aide de capteurs et d'ordinateurs, des complexités cachées derrière les aspects de l'existence qui nous paraissent les plus banals.

Les idées fantasques de Brodey ont laissé une empreinte profonde mais, paradoxalement, quasi invisible sur notre culture numérique. Durant sa brève carrière au MIT, Brodey prit sous son aile un certain Nicholas Negroponte, technopopuliste d'avant-garde dont les travaux au sein du MIT Media Lab ont largement contribué à définir les termes du débat autour de la révolution numérique (4). Pourtant, les philosophies respectives des deux hommes différaient du tout au tout.

Brodey pensait que les appareils cybernétiques de nouvelle génération devaient se distinguer prioritairement par leur « réactivité », un moyen de faciliter le dialogue homme-machine et d'aiguiser notre conscience écologique. Il postulait que les individus aspiraient sincèrement à évoluer et concevait l'ordinateur comme un allié dans cette entreprise de transformation permanente. Son poulain Negro-



© LAURENT MILLET - WWW.LAURENTMILLET.COM - GALERIE BINOPIE, PARIS

LAURENT MILLET. – De la série « Euclide », 2021

ponte réadapta le concept pour le rendre plus maniable : les machines avaient pour fonction première de comprendre, prédire et satisfaire nos besoins immédiats. En somme, Negroponte cherchait à créer des machines originales et excentriques quand Brodey, convaincu que les environnements intelligents – et l'intelligence tout court – ne pouvaient exister sans les gens, cherchait à créer des humains originaux et excentriques. La Silicon Valley adopta la vision de Negroponte.

Un autre élément singularisait Brodey par rapport à ses pairs : alors que les informaticiens de l'époque voyaient dans l'IA un outil d'augmentation de l'humain – les machines exécutant les basses besognes pour stimuler la productivité –, lui visait l'amélioration de l'humain – un concept qui allait bien au-delà de la seule efficacité (5).

La distinction entre ces deux paradigmes est subtile, mais cruciale. L'augmentation, c'est lorsque vous utilisez le GPS de votre téléphone portable pour vous repérer en terrain inconnu : cela permet d'arriver plus vite et plus facilement à destination. Le gain reste toutefois éphémère. Que l'on vous retire cette béquille technologique, et vous vous retrouvez plus démuné encore. L'amélioration consiste à se servir de la technologie pour développer de nouvelles compétences – ici, il s'agirait d'affiner son sens inné de l'orientation en recourant à des techniques avancées de mémorisation ou en apprenant à déchiffrer les signes de la nature.

En substance, l'augmentation nous retire des capacités au nom de l'efficacité, tandis que l'amélioration nous en fait acquérir de nouvelles et enrichit nos interactions avec le monde. De cette différence fondamentale découle la manière dont nous intégrons la technologie dans nos vies pour nous transformer soit en opérateurs passifs, soit en artisans créateurs.

Brodey s'était forgé ces convictions en participant, en sa qualité de psychiatre, à un programme plus ou moins secret éla-

boré par la Central Intelligence Agency (CIA) au début des années 1960. L'agence américaine avait eu la brillante idée d'enseigner le russe à une équipe de non-voyants triés sur le volet, puis de leur faire écouter des communications soviétiques interceptées. Elle faisait l'hypothèse que, en raison de leur cécité, leurs autres sens étaient plus affûtés que ceux d'analystes dotés de la vue. Après plusieurs années à travailler avec ces personnes dans le but d'identifier les indices internes et externes – chaleur corporelle, taux d'humidité ambiante, qualité de la lumière... – qu'elles utilisaient pour enrichir leurs perceptions, Brodey découvrit que leur aptitude au perfectionnement des sens était en fait universellement partagée.

Si ce programme d'amélioration qui nous prêtait à tous une sensibilité artistique en puissance était résolument poétique, Brodey, en incorrigible pragmatique, le jugeait impossible à mettre en œuvre sans l'aide des ordinateurs. Lorsqu'il tenta de l'importer au MIT pour en faire un domaine de recherche officiel, il se heurta à une opposition farouche, et pas seulement de la part de l'élite conservatrice de l'IA. D'autres y lurent aussi de sombres connotations nazies : Brodey ne suggérerait-il pas de réaliser des expériences sur des humains ? Cette levée de boucliers l'obligea finalement à se tourner vers des donateurs privés.

La nuance profonde entre augmentation et amélioration de l'humain – et ses conséquences en matière d'automatisation – n'est apparue de manière évidente que des décennies plus tard. L'augmentation vise à créer des machines qui pensent, ressentent comme nous, faisant naître le risque de rendre nos compétences caduques. Les outils actuels fondés sur l'IA générative ne se proposent pas seulement d'augmenter le travail des artistes et des auteurs, mais menacent de les remplacer purement et simplement. À l'inverse, les technologies intelligentes de Brodey ne devaient pas automatiser l'humanité jusqu'à la rendre obsolète ni standardiser les existences, elles promettaient d'enrichir nos goûts et d'étendre nos facultés, autrement dit de rehausser l'expérience humaine au lieu de l'amoindrir.

Libérer les capacités humaines en sommeil

C'ÉTAIT un point de vue courageux dans le contexte de l'époque, alors que la majorité des représentants de la contre-culture envisageaient la technologie comme une force anonyme et sans âme dont il valait mieux se méfier ou, dans les communautés prônant le « retour à la terre », comme un instrument d'émancipation uniquement individuelle. Lorsqu'il formule ces idées au mitan des années 1960, Brodey voit sa vie professionnelle et familiale se déliter. Ses prises de position ne cessent de le porter vers les franges les plus avant-gardistes de l'establishment américain. Comme beaucoup au sein de la mouvance hippie, il ne reconnaît pas la légitimité du politique, ce qui l'empêche de traduire ses théories en revendications.

À l'autre bout de la planète, un philosophe soviétique du nom d'Evald Ilyenkov,

né comme lui en 1924, se pose des questions tout à fait comparables, mais à l'intérieur du cadre conceptuel du « marxisme créatif ». Ses travaux permettent de mieux comprendre ce que recouvre le concept d'amélioration de l'humain dans la pensée communiste et socialiste.

Comme Brodey, Ilyenkov a beaucoup travaillé avec des non-voyants. De ses études, il a conclu que les capacités cognitives et sensorielles découlent de la socialisation et des interactions avec

(4) En particulier par son livre *Being Digital*, traduit en français sous le titre *L'Homme numérique*, Robert Laffont, Paris, 1995.

(5) La première publication de Brodey adoptant cette approche date de 1967, bien qu'il s'employât à la promouvoir depuis 1964 : Warren Brodey et Nilo Lindgren, « Human enhancement through evolutionary technology », *IEEE Spectrum*, vol. 4, n° 9, New York, septembre 1967.

OFFRE D'ÉTÉ

TOUT LE « DIPLO » SUR ÉCRANS POUR 3,90 EUROS / MOIS

Formule d'abonnement, mensuel et sans engagement, valable jusqu'au 15 août. www.monde-diplomatique.fr/ete

- Nouvelle application, simple et confortable
- Intégralité du mensuel et des cartes sur le site Internet
- Toutes les archives depuis 1954
- Journal audio : sélection d'articles lus par des comédiens
- Atlas, manuels, ebooks à télécharger en PDF et epub



PLUTÔT QUE LES AUGMENTER

artificielle est possible

la technologie. Pour peu que nous trouvions les bons environnements pédagogiques et technologiques, nous pouvons cultiver des compétences que nous possédons à l'état latent. Le communisme vise ainsi, Ilyenkov de l'État, à libérer les capacités humaines en sommeil afin que chacun puisse réaliser pleinement son potentiel, indépendamment des barrières sociales ou naturelles.

Excédé par la fascination des bureaucraties soviétiques pour l'IA à l'américaine, Ilyenkov en propose une critique particulièrement convaincante dans un article de 1968 intitulé « Idoles et idéaux » (6). À ses yeux, mettre au point une intelligence artificielle s'apparentait à construire une énorme et ruineuse usine de sable artificiel en plein cœur du Sahara. Même en admettant qu'elle fonctionne à la perfection, il était absurde de ne pas profiter plutôt de la ressource naturelle disponible en abondance, au-delà de ses murs.

Près de soixante ans plus tard, la dénonciation d'Ilyenkov n'a rien perdu de son actualité. Nous sommes toujours coincés dans ce désert à défendre le bien-fondé de l'usine, sans voir que personne, hormis les États-majors et les architectes de l'ordre économique, n'en a vraiment besoin. Brodey utilisait par ailleurs une autre image, empruntée à Marshall McLuhan : ses technologies écologiques avaient le pouvoir de nous dessiller, comme un poisson qui prendrait subitement conscience de l'existence de l'eau. De la même façon, il est temps que quelqu'un révèle aux obsédés de l'IA qu'ils sont entourés d'un gigantesque gisement d'intelligence, humaine, créative, imprévisible et poétique.

Reste la grande question : pourrions-nous nous améliorer réellement si nous persistons à manier des concepts comme l'IA, qui semble contredire l'idée même de développement humain ?

L'ambition de construire une intelligence artificielle n'a pas fait qu'engloutir des milliards de dollars ; pour certains, elle a aussi eu un coût sur le plan personnel. L'intransigeance des jeunes loups qui ont présidé à son expansion – avec leurs levées de fonds tous azimuts et leur définition rigide des frontières de la discipline – a ainsi conduit à marginaliser des penseurs visionnaires comme Stafford Beer et Warren Brodey, que l'étiquette « intelligence artificielle » a toujours mis mal à l'aise.

Les deux hommes, qui eurent l'occasion de se rencontrer peu de temps avant la mort du premier en 2002, étaient issus de milieux diamétralement opposés. Ancien chef d'entreprise, Beer était membre du très élitiste Club Atheneum britannique ; Brodey avait grandi à Toronto dans une famille juive de classe moyenne. Cela ne les empêchait pas de vouer un même mépris à l'IA en tant que discipline scientifique et au dogmatisme de ses praticiens. Ils partageaient aussi un père spirituel : Warren McCulloch, géant de la cybernétique.

La cybernétique était née juste après la seconde guerre mondiale sous les auspices du mathématicien Norbert Wiener. De nombreux chercheurs, pionniers dans

leurs champs respectifs (mathématiques, neurophysiologie, ingénierie, biologie, anthropologie...), s'étaient aperçus d'une difficulté commune : tous se heurtaient à des processus complexes et non linéaires dans lesquels il devenait impossible de distinguer les causes des effets – l'effet apparent d'un processus naturel ou social donné pouvant se révéler simultanément lié à un autre.

Articulée autour de cette idée de causalité mutuelle et d'imbrication entre des phénomènes apparemment indépendants, la cybernétique était moins une discipline scientifique qu'une philosophie. Ses grands penseurs n'abandonnaient pas leur domaine de recherche initial, mais enri-

par les impératifs de défense, ce qui allait se révéler déterminant pour son évolution future.

Ainsi, certains des projets initiaux inspirés par la philosophie cybernétique, comme la tentative de fabriquer des réseaux de neurones artificiels, furent rapidement réorientés vers des fins militaires. Soudains ces réseaux ne viseraient plus à démêler les intrications de la pensée mais à analyser des images aériennes pour localiser des navires ennemis ou des pétroliers. La quête ambitieuse d'une intelligence artificielle a ainsi fini par recouvrir d'un vernis de prestige scientifique des contrats militaires banals.

en phase avec les dynamiques du monde réel, consciente que le pouvoir et les institutions (allant des syndicats à la Réserve fédérale) avaient une influence sur la production ou la croissance. Les priorités de la guerre froide en firent une discipline obsédée par des modèles abstraits – optimisation, équilibre, théorie des jeux... – dont la pertinence dans la vraie vie n'avait qu'une importance secondaire. Même si certaines applications numériques, comme la publicité en ligne ou les services de voitures de transport avec chauffeur (VTC), s'appuient aujourd'hui sur ces constructions mathématiques, la validité ponctuelle d'une approche biaisée ne suffit pas à la racher. Le fait est que l'économie orthodoxe moderne n'a pas grand-chose à proposer pour régler des problèmes tels que les inégalités ou le changement climatique, si ce n'est des solutions fondées sur le marché.

L'analyse vaut aussi pour l'intelligence artificielle, qui, bien que décrite comme un triomphe technologique, est souvent un euphémisme pour militarisme ou capitalisme. Ses hérauts ont beau reconnaître la nécessité d'instaurer un minimum de contrôle et de réglementation, ils peinent à imaginer un futur dans lequel notre conception de l'intelligence ne serait pas dominée par l'IA. Dès le départ, celle-ci a moins été une science – qui se caractérise par des objectifs finaux non prédéterminés – qu'un hybride de religion et d'ingénierie. Son dessein ultime était de créer un système informatique universel capable d'accomplir tout type de tâches sans y avoir été explicitement entraîné – une décision que l'on connaît désormais sous le nom d'intelligence artificielle générale (IAG).

Ici intervient un autre parallèle avec l'économie : durant la guerre froide, l'IAG fut envisagée de la manière dont les économistes

concevaient le libre marché, c'est-à-dire comme une force autonome, autorégulatrice, à laquelle l'humanité serait bien forcée de s'adapter. D'un côté, la pensée économique escamote le rôle qu'ont joué la violence coloniale, le patriarcat et le racisme dans l'expansion du capitalisme, comme si se prolongeait naturellement l'inclination humaine « à trafiquer [et] à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre (7) », selon la célèbre formule d'Adam Smith. De l'autre, le récit traditionnel des origines de l'IA reconnaît les apports de la cybernétique, des mathématiques, de la logique, mais reste muet concernant le contexte historique ou géopolitique. Comme si l'on qualifiait simplement l'eugénisme et la phrénologie de branches de la génétique et de la biologie, sans rien dire de leur dimension raciste. N'oublions pas, souligne Yarden Katz dans son remarquable essai *Artificial Whiteness* (8), que l'intelligence artificielle n'aurait jamais existé sans le militarisme, le corporatisme et le patriotisme exacerbé de la guerre froide.

Un concept à ce point perverti pourra-t-il un jour être remis au service d'ambitions progressistes ? N'est-il pas aussi vain d'appeler à une « intelligence artificielle communiste » que de rêver d'ateliers clandestins à visage humain ou d'instruments de torture délicieux ?

Les expériences de Stafford Beer et de Warren Brodey suggèrent que nous ferions mieux de renoncer au fantasme de l'intelligence artificielle socialiste et de nous concentrer sur la définition d'une politique technologique socialiste post-IA. Plutôt que d'essayer d'humaniser les produits existants en leur imaginant des applications de gauche ou en inventant de nouveaux modèles de propriété économique, nous devons ouvrir à tous, sans considération de classe, d'ethnicité ni de genre, l'accès à des institutions, infrastructures et technologies qui favorisent l'autonomie créatrice et permettent de réaliser pleinement ses capacités. En d'autres termes, nous devons amorcer la transition de l'humain augmenté à l'humain amélioré.

Vivre dans un ballon, pas dans une bulle

UNE telle politique s'appuierait sur les composantes de l'État-providence qui sont le plus éloignées des mots d'ordre conservateurs du capitalisme : l'éducation et la culture, les bibliothèques, les universités et les diffuseurs publics. Elle ouvrirait ainsi la voie à une politique éducative et culturelle socialiste, au lieu de renforcer l'économie néolibérale comme le fait l'approche actuelle.

Brodey comprit lui-même assez rapidement qu'il ne pouvait y avoir d'IA socialiste sans socialisme. Dès le début des années 1970, il reconnut que le contexte de la guerre froide aux États-Unis vidait de tout sens sa quête d'« amélioration humaine » et de « technologie écologique » – sans compter qu'il mettait un point d'honneur à refuser l'argent du Pentagone, et même d'institutions comme le MIT, pour marquer son opposition à la guerre du Vietnam.

À en croire Negroponte, Brodey ne voulut en effet jamais entendre parler d'une titularisation au MIT. Le confort ne l'intéressait pas. Il préféra aller se construire une maison à base de mousse et de ballons en pleine forêt, dans le New Hampshire. Un environnement « réactif et intelligent » qui lui convenait. Mais cela allait trop loin, même pour ses admirateurs. « *Tout le monde n'aspire pas à vivre dans un ballon* », ironisa Negroponte à l'époque.

La pensée de Brodey était imprégnée d'utopisme. Lui et son plus proche collègue, Avery Johnson, nourrissaient l'espoir que l'industrie américaine adopterait leur vision – des produits réactifs et interactifs propres à faire naître de nouveaux goûts et centres d'intérêt chez



LAURENT MILLET. – De la série « Euclide », 2021

chissaient leurs analyses d'une perspective nouvelle. L'approche interdisciplinaire permettait d'appréhender les processus à l'œuvre dans les machines, les cerveaux humains et les sociétés au moyen d'un même ensemble de concepts.

Quand l'intelligence artificielle fit son apparition au milieu des années 1950, elle se posa comme une émanation naturelle de la cybernétique ; en réalité, elle marquait plutôt une régression. La cybernétique avait voulu s'inspirer des machines pour mieux comprendre l'intelligence humaine, et non pour la reproduire. Décomplexée, la discipline émergente de l'IA entreprit d'ouvrir une nouvelle voie en fabriquant des machines capables de « penser » comme nous. L'objectif n'était pas de percer les mystères de la cognition humaine, mais de satisfaire les exigences de son principal client : l'armée. La recherche fut immédiatement dictée

Dans ce contexte, l'interdisciplinarité n'était pas de mise. L'IA était dominée par de jeunes et brillants mathématiciens ou informaticiens qui trouvaient la cybernétique trop abstraite, trop philosophique et surtout potentiellement subversive. Il faut dire qu'entre-temps Norbert Wiener s'était mis à soutenir les luttes syndicales et à critiquer l'armée, ce qui n'était pas de nature à attirer les financements du Pentagone.

L'intelligence artificielle, qui promettait d'« augmenter » les opérateurs humains et d'élaborer des armes autonomes, ne souffrait pas d'un tel problème d'image. Elle fut d'emblée une discipline scientifique à part. Alors que les sciences traditionnelles cherchent à comprendre le monde, en s'aidant parfois de la modélisation, les pionniers de l'IA décidèrent de construire des modèles simplifiés d'un phénomène du monde réel – l'intelligence –, puis de nous convaincre que rien ne différenciait les premiers du second. Un peu comme si des géographes renégats créaient une nouvelle discipline, le « territoire artificiel », en essayant de faire croire qu'avec les avancées de la technologie carte et territoire ne seraient bientôt plus qu'une seule et même chose.

À de nombreux égards, la trajectoire – et la tragédie – de l'IA durant la guerre froide ressemble à celle de la science économique, en particulier américaine. L'économie aux États-Unis avait fait l'objet d'une pensée bouillonnante, plurielle,

Une expérience sensorielle

À la fin des années 1960, au cœur de l'Amérique contestataire, une bande de hippies férus d'informatique et de cybernétique se lancent à la poursuite d'une utopie : développer des technologies qui aiguisent les sens et l'intelligence des humains, et harmonisent leurs rapports avec l'environnement. Entre CIA et LSD, capitalisme et maoïsme, les dix épisodes du podcast « A sense of rebellion », réalisé par Evgeny Morozov et sonorisé par Brian Eno, racontent cette épopée. Ils sont disponibles, en langue anglaise pour le moment, sur le site www.sense-of-rebellion.com

EVGENY MOROZOV.
(Traduit de l'américain par Élise Roy.)

(6) Non traduit. On en trouvera un résumé dans Keti Chukhrov, « The philosophical disability of reason: Evald Ilyenkov's critique of machinic intelligence », *Radical Philosophy*, n° 207, Londres, printemps 2020.

(7) Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, livre I.

(8) Yarden Katz, *Artificial Whiteness: Politics and Ideology in Artificial Intelligence*, Columbia University Press, New York, 2020.



AFRIQUE

LA NATURE DES HOMMES. Une mission écologique pour « sauver » l'Afrique. – Guillaume Blanc

La Découverte, Paris, 2024, 336 pages, 22 euros.

L'historien Guillaume Blanc enquête depuis des années sur le « colonialisme vert », dont l'un des moments fondateurs est le « Projet spécial africain », une mission écologique lancée en 1961 dans la ville d'Arusha (Tanzanie). Conçue par des Européens, elle vise à protéger la nature africaine et à « aider les gouvernements [locaux] à s'aider eux-mêmes ». Quatre types d'acteurs entrent alors en scène et ne la quitteront plus : les « experts-gentlemen » occidentaux, persuadés que l'Afrique est un « éden » qu'ils rêvent de préserver ; les « experts de terrain », souvent d'anciens fonctionnaires coloniaux reconvertis ; la « nation-monde » des dirigeants africains prêts à instrumentaliser la protection de la nature pour asseoir leur pouvoir ; et enfin le « village global » des habitants des parcs nationaux, condamnés à s'adapter ou à disparaître. Cette « histoire d'un passage », celui du moment postcolonial, éclaire le présent, marqué par la violence qui frappe les habitants de ces aires protégées, sans que les touristes qui s'émervillent devant leur faune en aient conscience.

RÉMI CARAYOL

COMBATTRE UN GÉNOCIDE. Un historien face à l'extermination des Tutsi du Rwanda (1990-2024). – Jean-Pierre Chrétien

Le Bord de l'eau, Bordeaux, 2024, 224 pages, 20 euros.

Ce recueil qui rassemble les écrits de Jean-Pierre Chrétien, spécialiste de la région des Grands Lacs, sur les événements de 1994 au Rwanda est dû à l'initiative salutaire de l'historien Vincent Duclert, président de la commission de recherche sur la France et le génocide des Tutsis. Dès 1990, Chrétien n'a cessé d'alerter, à travers des articles de recherche, des articles de presse ou des courriers adressés à des responsables politiques français, sur la mise en place d'une politique génocidaire par le gouvernement rwandais, fortement soutenu par le pouvoir mitterrandien. Il a inlassablement expliqué que les massacres n'étaient pas le fruit d'une haine atavique entre Hutus et Tutsis, mais le choix politique d'un régime autoritaire acculé par la rébellion du Front patriotique rwandais et par une opposition démocratique de plus en plus puissante. La fin de l'ouvrage est consacrée à son combat pour la vérité au sujet de la politique française, à son travail d'expertise auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda et à sa lutte contre le négationnisme.

TANGI BIHAN

ASIE

NEHRU. Les débats qui ont fait l'Inde. – Adeel Hussain et Tripurdaman Singh

Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2024, 232 pages, 24 euros.

Soixante ans après sa mort, Jawaharlal Nehru est une figure incontournable de la politique indienne, jugée « encombrante » par l'actuel premier ministre, le suprémaciste hindou Narendra Modi. Chef de file, avec Mohandas Karamchand Gandhi, de la lutte nationaliste, Nehru gouverna l'Inde du jour de l'indépendance, le 15 août 1947, à sa mort en 1964. Pour saisir les enjeux des combats du fondateur d'une république démocratique, fédérale, laïque et socialiste, les chercheurs Adeel Hussain et Tripurdaman Singh proposent un retour aux textes à travers les débats écrits entre Nehru et quatre de ses contemporains. Avec autant d'élégance que de virulence, ils exposent leurs divergences sur des questions toujours brûlantes. Comment protéger l'identité culturelle de la minorité musulmane ? Quelle politique mener à l'endroit du Pakistan et de la Chine ? Doit-on restreindre les libertés au nom de la mise en place d'une révolution sociale ? Une proposition qu'à rebours de son image Nehru défendra dans le premier amendement à la Constitution, plaçant, selon les auteurs, l'autoritarisme au « fondement de l'État indien postcolonial ».

CAMILLE AUVRAY

TANAKA SHOZO. Un bœuf dans la tempête. – Kenneth Strong

Wildproject, Marseille, 2024, 448 pages, 12 euros.

Un « saint », pour les uns. Un « charlatan » ou un « fou », pour les autres. Jusqu'à sa mort, en 1913, Shozo Tanaka divisa. Dans un Japon en pleine industrialisation, ce dirigeant politique est l'un des rares à s'élever contre les conséquences de la modernisation. Il s'engage notamment en faveur des victimes de la pollution de la mine de cuivre d'Ashio – l'une des plus importantes au monde à la fin du XIX^e siècle. Écologiste avant l'heure, il construisit sa pensée sans référence à une idéologie en particulier. Elle résulte de l'expérience directe des inégalités de celui qui sera toutefois un adorateur de l'empereur. Son combat en tant que député, à une époque où la population soutient en général la « marche du progrès », agit le Japon durant près de dix ans, aboutissant à une ordonnance visant à mettre la mine en conformité... sans pour autant cesser l'activité. La pollution continue à empirer, poussant Tanaka à dénoncer une manigance politique « dont résult[era] une destruction encore plus grande des terres et de leurs occupants ». Oublié durant des décennies, Tanaka est devenu un symbole des luttes écologistes au Japon depuis les années 1970.

EMIL PACHA VALENCIA

EUROPE

JUGER FRANCO? Impunité, réconciliation, mémoire. – Sophie Baby

La Découverte, Paris, 2024, 376 pages, 24,50 euros.

Le dictateur Francisco Franco, mort en 1975, n'a jamais rendu de comptes pour ses crimes, et son héritage divise toujours la société espagnole. Alors que des voix s'élèvent contre l'impunité, l'historienne Sophie Baby déconstruit le mythe de la réconciliation nationale et propose une lecture transnationale des tentatives de traduction en justice des responsables de milliers de victimes, bâillonnées par la loi d'amnistie de 1977. Elle retrace les actions des juristes dans un contexte de « concurrence victimaire » avec les crimes de masse du XX^e siècle, et rappelle le rôle joué, dans le combat pour la condamnation officielle du franquisme, par l'ouverture de procédures judiciaires contre les responsables des dictatures argentine et chilienne. On découvre l'activité méconnue des intellectuels en exil, fustigeant une amnistie qui profite aux oppresseurs et plaçant pour la création d'un tribunal international pour l'Espagne. La récente découverte de fosses communes de la guerre civile, symboles du « lieu situé, ancré dans la terre, de la dette des vivants envers les morts », illustre cette quête de vérité dans la « bataille du récit » qui secoue l'Espagne.

HUGO ROBERT

L'INSTRUCTION. Oratorio en onze chants. – Peter Weiss

L'Arche, Montreuil, 2023, 288 pages, 19 euros.

L'écriture au scalpel du dramaturge Peter Weiss, également peintre et romancier, ne laisse aucun répit. Elle saisit les descriptions apocalyptiques des derniers instants de vie et de souffrance des déportés, les balbutiements et les dénis des tortionnaires qui n'ont fait « qu'exécuter les ordres », lors du second procès d'Auschwitz, visant des « subalternes », à Francfort entre 1963 et 1965. Weiss avait assisté à plusieurs séances, visité le camp, rassemblé une somme de matériaux, mais il a achevé *L'Instruction* avant le verdict. S'il considère cette pièce, traduite de l'allemand par Jean Baudrillard, comme une œuvre de théâtre documentaire, il l'a divisée en chants qui lui donnent la structure d'un chœur restituant les voix d'une tragédie contemporaine. Il faut imaginer la déflagration que produisit *L'Instruction* lorsque des représentations en furent données conjointement, en octobre 1965, dans quatorze théâtres d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest. Dans la lignée de Bertolt Brecht, il affirme que le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, « mais son évolution par temps de crise », ce qui dérange toujours autant.

MARINA DA SILVA

À QUOI PENSENT LES RUSSES. – Nicolas Wild

La Boîte à bulles, Saint-Avertin, 2023, 144 pages, 19 euros.

Durant l'été 2022, Nicolas Wild a parcouru la Russie, accompagné d'une traductrice, pour réaliser clandestinement ce reportage en bande dessinée. Le résultat est un intéressant aperçu de l'opinion russe, tandis que s'éternise l'opération spéciale en Ukraine et que le président Vladimir Poutine resserre sa poigne sur son pays. À Moscou et Saint-Pétersbourg, les opposants qui osent parler au journaliste-dessinateur racontent leur désarroi. Dans le métro, les skinheads portent désormais des tee-shirts siglés « Z » – le signe de ralliement des bellécistes. Une femme issue d'une famille russo-ukrainienne évoque son déchirement. Le silence de certains interlocuteurs est éloquent : un vétéran d'Afghanistan, volubile à propos de ce conflit (1979-1989), refuse de s'exprimer sur la guerre en Ukraine. La plupart des soldats envoyés au front viennent cependant des petites villes : où les cimetières se couvrent de nouvelles tombes, souvent ornées de lettres d'écoliers – signées d'un « Z ».

CÉDRIC GOUVERNEUR

AMÉRIQUES

DE LA RUE À LA PRÉSIDENTENCE. Foyers contestataires à Mexico. – Hélène Combes

CNRS Éditions, Paris, 2024, 328 pages, 25 euros.

Douze années durant, la sociologue Hélène Combes a suivi, lors de plusieurs enquêtes de terrain réalisées au Mexique, la progression vers les portes du pouvoir d'Andrés Manuel López Obrador (dit « AMLO ») et de son mouvement politique Morena (Mouvement de régénération nationale). Son travail débute en 2006, lorsque le futur chef de l'État conteste pour soupçons de fraude les résultats de l'élection présidentielle qui profitent, à son détriment, à Felipe Calderón (droite). Et que s'organise au centre de Mexico le « plantón », un campement populaire exigeant durant quarante-huit jours l'investiture du « président légitime ». Cette mobilisation inédite constitue le point de départ d'une longue séquence sociale et politique, accompagnée et analysée par la chercheuse, qui va aboutir, en 2018, à la victoire d'AMLO et de la gauche. Immergée au sein des réseaux militants « morenistas », Hélène Combes dessine, à partir d'entretiens, les portraits, personnels et politiques, de plusieurs cadres locaux et nationaux. Et apparaît – apport précieux de l'ouvrage – la figure de Claudia Sheinbaum, élue à la tête du pays en 2024.

CHRISTOPHE VENTURA

BIOGRAPHIES

ORWELL À PARIS. Dans la dèche avec le capitaine russe. – Duncan Roberts

Exils, Paris, 2024, 240 pages, 22 euros.

Le musicien Duncan Roberts travaille dans un restaurant en Australie quand le livre de George Orwell *Dans la dèche à Paris et à Londres* (*Down and Out in Paris and London*, Gollancz, 1933) se rappelle soudain à lui, semant dans son esprit l'idée de cette enquête. Son projet : combler les blancs, retrouver les véritables noms des lieux et personnages, dont celui du capitaine russe, figure tutélaire, compagnon d'infortune durant ces dix-huit mois de vaches maigres à Paris entre 1928 et 1929. Il cherche, et trouve ! Les fantômes reprennent vie. Des photographies d'époque, égrenées au fil du texte, complètent la reconstitution. À la manière d'un Albert Londres, Roberts se met en scène et fait feu de tout bois : dossiers militaires, archives d'Orwell de l'University College de Londres, société historique du XX^e arrondissement menant à la piste de la Petite Russie... S'il n'existe pas d'images filmées de l'écrivain, ce récit comble cette lacune en donnant à voir Orwell avant Orwell, déambulant à tout jamais dans les rues de la capitale.

XAVIER LAPEYROUX

LOUNA. Essai de biographie historique. – Rika Benveniste

Signes et balises, Gueures, 2024, 264 pages, 23 euros.

Louna Assael est une femme du peuple, une femme de peu, « pauvre, illettrée et sans descendance », de celles dont les livres d'histoire taisent le nom. Sa vie embrasse pourtant tout le XX^e siècle : née à Thessalonique en 1904 (ou en 1910), quand cette ville faisait partie de l'Empire ottoman, elle y est morte en 1998, après avoir survécu à la déportation à Auschwitz, où elle fut détenue dans le Bloc B – des jeunes filles, souvent originaires comme elle de la communauté juive de Grèce, y étaient stérilisées et soumises à diverses expérimentations. Survivante, elle revint à Thessalonique, sans émigrer vers Israël ni les États-Unis. Elle était la tante de l'autrice, professeure d'histoire médiévale à l'université de Thessalie. Comme l'écrit Annette Wierwinka dans son « Kaddish pour Louna », préface à l'édition française, Rika Benveniste parvient, « avec sa probité d'historienne », à croiser deux récits, celui de la vie de cette « invisible » et celui de la Thessalonique juive.

JEAN-ARNAULT DÉRENS

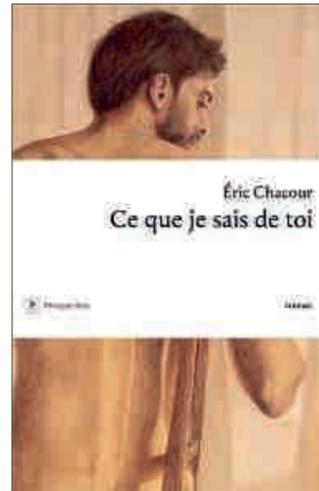
LITTÉRATURE

Murmures des passés

Ce que je sais de toi
d'Éric Chacour

Philippe Rey, Paris, 2023, 304 pages, 22 euros.

CETTE scène se passe au Caire en 1982, dans le quartier pauvre du Moqattam. Autour de la table, une femme, en compagnie de son fils Ali et d'un docteur, Tarek, venu l'examiner. Ce dernier observe également un monde inconnu, le garçon aimerait lui aussi « soigner les gens ». La mère commente : « Allons bon ! Un médecin qui ne sait pas pourquoi il est devenu et un autre qui viendrait du Moqattam : me voilà bien entourée ! » Ce qui semble une pique condense l'esprit paradoxal de ce premier roman. Éric Chacour y déjoue les clichés associés aux inégalités de classe et à la double appartenance culturelle. Nombreux sont les pièges. Comment raconter le parcours de Tarek, qui prend sans surprise la relève dans le cabinet cossu de son père, puis ouvre un dispensaire pour les démunis ? Comment Ali, garçon de « mauvaise vie », peut-il l'accompagner dans les soins quotidiens sans que le texte souligne trop le déséquilibre entre celui qui possède et celui qui est dépossédé ? Par son art de l'esquive, Chacour tisse un lien solide entre les deux hommes, celui d'une amitié difficile à cerner puisqu'elle prend le contre-pied des normes masculines. S'agit-il d'une marginalité commune à deux personnages pourtant aux antipodes, d'un désir homosexuel ? Ou simplement de fraternité ? L'énigme demeure. Peut-être parce qu'il s'agit ici de conter la vie d'un homme aux souvenirs enfouis.



Tarek est né dans une famille de la communauté levantine, où s'entremêlent les cultures françaises et arabes, représentative de la minorité syro-libanaise de l'Égypte des années 1980, encore marquée par les années de pouvoir de Gamal Abdel Nasser. Mais l'histoire du jeune médecin se déroule également dans le Canada des années 2000 où il est parti s'installer, seul. Deux pays, deux langues et plusieurs générations. De 1961 à 2001, du Caire à Montréal, d'une modernité à une autre, la trame revisite ce qui a disparu, fait surgir un monde que l'auteur, lui-même né à Montréal dans une famille syro-libanaise d'Égypte, n'a pas connu directement – mais ses détails peuplent son imaginaire. *Ce que je sais de toi* œuvre à la reconstitution quasi archéologique d'un univers cairote vu au travers de ses objets, ses rues et ses habitations. Loin d'une nostalgie qui romantiserait un monde arabe oublié, l'écriture de Chacour se démarque par son ton décalé et délicat mais sans préciosité. Initialement publiée au Québec en 2023, saluée par les critiques et le public, cette fiction évite aussi la belle facture romanesque. Les couleurs, les odeurs et les sensations éprouvées par les personnages ne recherchent pas les habituels morceaux de bravoure. La vie de Tarek est saisie dans ses doutes, ses temps de silence et de compréhension a posteriori. Les relations entre Tarek et Ali restent mystérieuses, comme celles de Tarek avec sa sœur ou sa compagne. Et le narrateur qui s'adresse à Tarek pour reconstruire son histoire ne peut élaborer que ce qu'il appelle « mon histoire de toi » : sans explications, dans l'incertitude des trajectoires humaines.

JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL.

IDÉES

Les statues de la Liberté

LE 11 novembre 1620 : le *Mayflower* accoste sur la côte atlantique de l'Amérique du Nord. Avec à son bord une trentaine de puritains anglais dissidents décidés à trouver la Terre promise, persuadés qu'une « destinée manifeste » les a guidés dans ce monde qu'on dit nouveau : « À l'image des premières Églises chrétiennes, nous fonderons une communauté innocente sur le sol vierge de cet éden. » Le roman national américain les nommera « Pères pèlerins ». Et la littérature américaine, de la fin du XVIII^e siècle à nos jours, s'édifiera sur cette « destinée » et les réalités qu'elle a engendrées : du massacre des Amérindiens à Thanksgiving, de l'esclavagisme à la « liberté pour tous », des grandes prairies aux villes affairées... Dans la bande dessinée *Il était une fois l'Amérique* (1), Catherine Mory (texte) et Jean-Baptiste Hostache (dessins) présentent cette littérature née dans le bruit et les fureurs, et ses multiples chatolements, au XIX^e siècle, de James Fenimore Cooper (auteur notamment de *Dernier des Mohicans*, 1826) abordant l'instrumentalisation des peuples amérindiens lors des guerres opposant Français et Anglais, mais aussi la fascination qu'ils suscitent, à Jack London, en passant par Nathaniel Hawthorne (rendu célèbre par *La Lettre écarlate*, 1850) évoquant les vieux démons puritains de Salem, le poète

et nouvelliste Edgar Allan Poe et ses visions mi-fantastiques mi-policieuses... Mais on fréquente aussi Henry David Thoreau, celui de *La Désobéissance civile* (1849) et de *Walden ou la Vie dans les bois* (1854), Herman Melville, Emily Dickinson, Mark Twain et Henry James... Apparaît ainsi une littérature sous tension, marquée par d'incessants allers-retours entre exaltation d'une jeune nation et constat parfois amer de ce qu'elle est en train de devenir.

C'est ce qu'elle est devenue qu'interroge l'écrivain Paul Auster, en particulier sa violence, et son rapport aux armes, à partir des photographies, signées Spencer Ostrander, de lieux de tueries de masse (2). Lieux désertés, temples, écoles, centres de santé, lieux oubliés « jusqu'à ce qu'Ostrander débarque avec son appareil photo et en fasse les pierres tombales de notre chagrin collectif ». Il rappelle comment, dans les années 1950, livres, films et chaînes de télévision construisent une culture propice à la banalisation des « guns ». Aux peurs, réelles ou fantasmées, de la population répond la possibilité, voire l'injonction, d'en détenir et porter un, un droit garanti dans la Constitution.

Auster étudie plus particulièrement le cheminement des mentalités : ce qui fut considéré comme nécessaire par certains lors de la création des États-Unis et l'expansion coloniale est devenu un *American way of life*, un « folklore » soigneusement mis en scène. En 2021, « les résidents des États-Unis détiennent 393 millions d'armes à feu. (...) Chaque année, environ 40 000 Américains meurent de blessures par balles. » Ainsi, « depuis le tout premier jour de la République, nous sommes divisés entre ceux qui croient que la démocratie est une forme de gouvernement qui garantit aux individus la liberté de faire absolument ce qu'ils veulent, et ceux qui croient que nous vivons en société et sommes responsables les uns des autres. » La question reste posée : « Dans quel genre de société voulons-nous vivre ? »

ARNAUD DE MONTJOYE.

(1) Catherine Mory et Jean-Baptiste Hostache, *Il était une fois l'Amérique. Une histoire de la littérature américaine, 1 : le XIX^e siècle*, Les Arènes, Paris, 2024, 224 pages, 29,90 euros.

(2) Paul Auster, *Pays de sang. Une histoire de la violence par arme à feu aux États-Unis*, Actes Sud, Arles, 2023, 208 pages, 26 euros.

DU MONDE

Avançant dans l'orage

Les Irrésolus
de Mario Desiati

Traduit de l'italien par Romane Lafore,
Grasset, Paris, 2024,
384 pages, 24 euros.

DES romans sont portés par leur histoire, d'autres par leurs personnages ou par leur thème, d'autres enfin par leur langue. Mais il en est, plus rares, qui sont appuyés par tous ces piliers-là. C'est le cas des *Irrésolus*, le sixième roman de Mario Desiati, mais le premier traduit en français, enraciné dans la région des Pouilles, au sud-est de la «botte».

En Italie, il a paru sous le titre *Spatriati*. Dans le dialecte local, ce terme désigne «les instables, les irréguliers, les inclassables, les idiots ou les orphelins, parfois les vieilles filles, les nomades et les vagabonds, ou peut-être encore (...) les êtres libres». Autrement dit, ceux qui sont en dehors de la norme, de la pensée dominante. *Spatriati*, le terme s'applique autant aux protagonistes qu'à l'époque et aux lieux – une région d'Italie, le pays et une certaine Europe. Il n'est pas certain que la traduction française du titre soit en cela éclairante.

Le narrateur, Francesco Veleno, est né dans la belle petite ville de Martina Franca, et sa jeunesse dans les années 1980-1990 s'inscrit dans le paysage moral et social de l'Italie rurale du Sud : tradition, conservatisme familial voire religieux, inégalités, chômage. Son horizon s'éclaircit quand il rencontre Claudia Fanelli au lycée. Il est aimanté. La mère de l'un a une liaison avec le père de l'autre. Un événement qui va les rapprocher. Initialement, ils étaient pourtant comme «pluie et foudre, eau et feu», selon les propres mots du garçon. Entre désirs, sentiments, amitié mais aussi stratégie affective, l'ambiguïté sera leur lien, une sorte d'orage, pendant les trois décennies que traverse cette histoire, roman de jeunesse, de génération, de formation. De calmes et de tempêtes. D'attractions et de



répulsions : si le garçon se sent appartenir à sa région par ses paysages, ses croyances, ses poètes et ses dialectes, la jeune fille, elle, ne veut que la quitter. Dès qu'elle le peut, elle part : Milan, Berlin. Francesco la rejoindra. C'est alors une autre musique que joue la plume de Desiati, racontant de quelle manière deux ruraux italiens vivent, aiment, étudient et travaillent (ou pas) ; comment ils cherchent leur liberté, dans une Europe dont on ne leur avait jamais trop parlé. Quelle place pour eux ? Ce sont aussi les liens entre une unité (un pays, l'Italie) et un tout (une Union, européenne) que scrute l'écrivain. Dans cette Europe où l'on devient vite des *spatriati* aux yeux des autres. Et pour savoir qui on est, il faut savoir d'où l'on vient... C'est le dernier sens du roman. Le duo ne cesse de se croiser et se percuter. Comme un couple uni et désuni. Affrontant la transgression. Lié, indéfectiblement, à Berlin comme ailleurs, quelles que soient leurs amours du moment. Avançant vers leur liberté.

Au croisement du roman de formation et du récit sociologique, cette fiction est celle de quêtes universelles. Elle est portée par une langue audacieuse, une voix que l'on découvre en France, et qui en 2022 a fait de ce livre le lauréat du prix Strega, le principal prix littéraire transalpin.

HUBERT ARTUS.

HISTOIRE

LE SEL, LA DAME ET L'ÉPONGE. – Gilles Ortlieb

Le Bruit du temps, Gouville-sur-Mer,
2024, 96 pages, 13 euros.

Poète et prosateur discret et exigeant, Gilles Ortlieb transporte le lecteur des rives de la Méditerranée jusqu'en Amérique, par un détour inattendu : Kalymnos. À Salin-de-Giraud, et à Tarpon Springs, vit une communauté grecque : «Comment une petite île du Dodécannèse dont la population a rarement dû dépasser les vingt mille habitants a pu ainsi essaimer jusqu'en Camargue, et même jusqu'en Floride, c'est un mystère.» Un mystère qui a un nom bien connu : la misère, et avec elle les travaux harassants et dangereux. L'écriture, précise, nous guide à travers l'espace et le temps pour relater des destins qui s'écrivent à travers les hasards de l'histoire, et nous donne le sentiment, peut-être illusoire, de raviver un passé éloigné : «Car on ne ressuscite jamais rien, bien sûr.» Ortlieb connaît bien la Grèce, son histoire et sa langue. Il a traduit plusieurs de ses grands auteurs. Mais ce n'est pas à une célébration folklorique qu'il convie. Ce sont les œuvres des hommes et des siècles qui se dévoilent dans des chemins tracés entre les marais salants, la découverte d'une statue de deux mille ans sortie des eaux, et les éponges arrachées aux fonds marins.

BAPTISTE DERICQUEBOURG

L'ORDINAIRE DES SAVOIRS. Une histoire pragmatique de la société vénitienne (XV^e-XVI^e siècle). – Claire Judde de Larivière

Éditions de l'EHESS, Paris,
2023, 288 pages, 23,90 euros.

L'Avogadoria de Comùn, l'une des principales institutions de la république de Venise, avait charge de rendre justice. L'examen de ses archives permet d'analyser la parole recueillie lors des procès. Elle fournit une remarquable somme d'informations sur cette société, afin d'entendre le petit peuple et de comprendre son quotidien. Comment ouvriers de l'arsenal, marins et commerçants se situaient-ils les uns par rapport aux autres ? Quel rôle jouait la rumeur ? Délits mineurs, outrages aux mœurs... La médiéviste Claire Judde de Larivière montre à quel point les événements les plus ordinaires sont à la source des usages et des normes qui se diffusent de manière aussi bien formelle qu'informelle. Sans jamais omettre combien l'omniprésence de l'eau, la position géographique de la cité et l'imbrication singulière des espaces communs et privés sont constitutives de la culture particulière de la Sérénissime.

GILLES LUCAS

ÉCOLOGIE

STOCAMINE : UN AVENIR EMPLOYÉ-SONNÉ ? 30 ans d'errements et de mensonges. – Yann Flory, illustrations de Veesse

L'Alterpresse68, Mulhouse,
2024, 224 pages, 20 euros.

Installer des déchets toxiques sous la plus grande nappe phréatique d'Europe, au risque de la polluer gravement, c'est le projet insensé confié à la fin des années 1980 à l'entreprise Stocamine, filiale des Mines domaniales de potasse d'Alsace. En contravention au code minier et en dépit des mises en garde de quelques militants associatifs, dont l'auteur de l'ouvrage, mais avec l'appui des populations, des syndicats et des élus d'un bassin minier tétanisé par la prochaine fermeture des derniers puits.

En septembre 2002, trois ans à peine après le début de l'enfouissement, un incendie se déclare dans une partie du dépôt, mettant fin aux opérations de stockage. S'ensuit un long combat juridique, toujours en cours, opposant militants écologistes, syndicalistes et élus – réclamant le déstockage, comme le prévoit la loi – à des autorités nationales qui n'y ont consenti pour l'instant qu'en petite partie, de peur de créer un précédent, alors qu'elles projettent un enfouissement gigantesque de produits radioactifs à Bure, dans la Meuse.

ALAIN BIHR

SURVIVAL OF THE GREENEST. Economic Transformation in a Climate-Conscious World. – Amir Lebdioui

Cambridge University Press,
2024, 102 pages, gratuit en ligne.

L'industrialisation est-elle l'ennemie de la transition écologique ? Face à l'aggravation de la crise climatique, de nombreux discours écologistes s'opposent au développement industriel des pays du Sud, jugé incompatible avec la dépollution de l'économie. Amir Lebdioui alerte sur une idée qu'il estime trompeuse : «La politique industrielle reste plus que jamais d'actualité dans un avenir à faibles émissions de carbone.» Pour illustrer son propos, l'économiste s'appuie sur de nombreux exemples, comme celui de l'essor de l'industrie éolienne au Brésil, devenu un champion des énergies renouvelables. Selon Lebdioui, ce succès a été permis par le développement préalable de l'industrie aéronautique dans les années 1950, qui a doté le pays des capacités technologiques et productives nécessaires. Lebdioui met donc les nations en développement en garde contre l'abandon de toute stratégie industrielle : cela reviendrait à se priver d'un outil majeur pour leur transition écologique tout comme pour leur développement.

ANNE-DOMINIQUE CORREA

LE TRANSPORT AÉRIEN. – Paul Chiambaretto et Emmanuel Combe

La Découverte, Paris,
2023, 128 pages, 11 euros.

L'industrie du transport aérien a de multiples répercussions sur de nombreux secteurs en matière d'attractivité, de spécialisation et de compétitivité socio-économique. Elle affecte autant les investissements étrangers, la localisation des entreprises, le nombre d'emplois que le niveau des salaires, apparaissant comme un «vecteur» de la mondialisation.

Avec un taux de croissance annuel de 4 %, la dynamique d'évolution du transport aérien est confrontée à l'effet environnemental des gaz à effet de serre émis par un secteur représentant 3,5 % du total des émissions. La régulation européenne du modèle économique des compagnies aériennes s'appuie sur le principe du pollueur-payeur en instaurant un marché des droits à polluer qui fixait fin 2022 le prix du quota à 80 dollars la tonne de CO₂ émise. Il faudra attendre 2027 pour que la compensation carbone s'applique à tous les vols internationaux avec pour objectif une hypothétique neutralité carbone en 2050.

DOMINIQUE DESBOIS

DVD

LA RIVIÈRE. – Dominique Marchais

104 minutes, JHR Films, 2024, 18,90 euros.

Suivant, du Béarn vers l'Atlantique, le cours de l'Adour et de ses nombreux ascendants, les gaves, *La Rivière* montre les usages contemporains d'un cours d'eau, aussi sauvage que domestiqué. L'enjeu porte sur la possibilité de conserver une partie non aménagée dans des rivières relativement peu domestiquées, mais au débit affecté par les nombreuses retenues alimentant les barrages hydroélectriques, et à l'embouchure complètement artificialisée par les infrastructures de transport : le port de Bayonne et ses alentours.

La recherche des paysages et des faunes antérieures à l'activité humaine passe par une visite d'étudiants sur des glaciers de montagnes, ou par le portrait d'un cultivateur de maïs aux techniques agronomes moins consommatrices d'eau. Méditatifs, les longs plans qui suivent les inspecteurs relevant l'oxygénation des gaves, ou un entomologiste attirant les insectes nocturnes, rendent sensible en le magnifiant le temps long de l'action environnementale et de l'aménagement durable d'un bassin fluvial riche sur ses rives d'une remarquable diversité.

LOUIS ANDRIEU

LITTÉRATURE

Et gare à la revanche

RÉUNIS autour d'un feu, dans la Grotte aux Ours du Vallon obscur, six Haïdoucs, six hors-la-loi, dont Florea Codrilor, la femme à la tête de leur petite troupe, racontent leur entrée en «Haïdoucie» : comment, révoltés contre un pouvoir arbitraire, ils ont rompu avec la société et rejoint la forêt «pour rencontrer la justice qui se sauvait de la ville». Pour cette *Présentation des Haïdoucs* (1925), troisième volume de la tétralogie *Les Récits d'Adrien Zograffi*, l'écrivain d'origine roumaine et d'expression française Panaït Istrati (1884-1935) s'est inspiré de la tradition orale de son pays, en lui insufflant une grandeur d'épopée (1). Mais si ses personnages empruntent aux archétypes héroïques, ils demeurent profondément vivants et humains, chacun portant un récit singulier, tous étant traversés par les doutes, les contradictions, les passions. Face à la tyrannie,

ils n'ont d'autre choix que de répondre par la violence à celle des puissants et de riposter par la vengeance. Que l'opresseur soit turc, grec, roumain ou un proche parent, la seule action qui vaille, c'est la «rupture avec la loi qui protège ceux qui l'ont faite». L'usage de mots roumains contribue à donner à cette veillée légendaire, qui trouve un remarquable écho dans les bois gravés de Valentin Le Campion, comme une touche exotique, créant une distance accueillante par rapport à des propos d'une grande radicalité, où, au fil des six histoires, s'articulent des points de vue antithétiques, renvoyant sans doute aux questionnements de l'auteur.

Les héros de Jack London recourent aussi à la violence politique : les adeptes des *Mains de Midas*, une société secrète de prolétaires, ne se résignent pas

à devenir «esclaves du salaire» (2). Ils rançonnent les capitaines d'industrie, tuent méthodiquement des inconnus innocents jusqu'à obtenir satisfaction de leurs revendications, sans envisager, toutefois, de redistribution. Ces membres du «prolétariat intellectuel» estiment simplement mériter une meilleure place. On pourrait prêter une intention ironique à Jack London, lorsqu'il attribue la froide amoralité et le cynisme, non pas aux capitalistes, mais aux exploités. Toutefois, comme le rappelle, dans une postface judicieuse, la traductrice Marine Boutroue, en 1901, date de parution de cette nouvelle, Jack London (1876-1916) était fortement influencé par la théorie du darwinisme social de Herbert Spencer, qui postule la sélection naturelle des plus aptes, sur laquelle semble se baser la réclamation de ces tenants de la loi du plus fort. Essentiellement épistolaire, le texte se prête parfaitement à la mise en page singulière (reliure horizontale, diversité des polices, insertion de publicités, d'articles et de courriers) de la collection «Que fait la police ?» des éditions Tendance Négative.

Inspirée par un fait historique méconnu, Bibiana Candia raconte l'embarquement pour Cuba, en 1853, de jeunes Galiciens menacés par la misère, appâtés par la promesse d'une vie meilleure (3). Mais l'accueil dans les plantations de canne à sucre ne fait que confirmer les difficiles conditions infligées pendant le voyage. Ils voulaient devenir des hommes, des hommes riches peut-être, mais se découvrent, soumis à une impitoyable exploitation, simples marchandises, transportées, rentabilisées. La poétesse Bibiana Candia a retrouvé, dans les archives du Parlement espagnol, des lettres envoyées par certains d'entre eux pour demander de l'aide à leur famille. Puis elle s'est lancée dans l'écriture romanesque de leurs (més)aventures, en prenant soin de leur donner avant tout la parole, alternant récits de destinées individuelles et d'expériences collectives.

ERNEST LONDON.

(1) Panaït Istrati, *Présentation des Haïdoucs*, L'Échappée, Paris, 2024, 192 pages, 12 euros.

(2) Jack London, *Les Mains de Midas*, traduit de l'américain par Marine Boutroue, Tendance Négative, Paris, 2024, 72 pages, 9 euros.

(3) Bibiana Candia, *Azucré*, traduit de l'espagnol par Claude Bleton et Émilie Fernandez, Éditions du Typhon, Marseille, 2024, 160 pages, 20 euros.

PHOTOGRAPHIE

Entre gens du même monde

EN France, quand il s'agit de représenter les différents milieux sociaux, les photographes s'intéressent rarement à la «haute société», en dehors de la presse people qui affiche les mondانيتés pailletées que les riches acceptent de montrer. Gwenn Dubourthoumieu prend le chemin inverse et les côtoie pour proposer un tout autre point de vue sur ce milieu fermé, qui n'aime rien tant que la discrétion (1). Après avoir été travailleur humanitaire et photoreporter, notamment en Afrique, il a choisi de représenter la grande bourgeoisie et l'aristocratie françaises. Son travail révèle, à la façon d'une enquête, les étapes de construction de l'élite, sur laquelle il porte un regard détaché d'affect. Il capte les corps, les gestes, les regards, dans une chorégraphie qui révèle les mécanismes codifiés de l'entre-soi, tels qu'ils s'affichent dans leurs pratiques de sociabilité – galas, cercles où l'on n'entre que par cooptation, chasse à courre, etc. Une soirée de rallye à l'aquarium du Trocadéro, des adultes en redingote rassemblés à l'étage surveillant leur progéniture qui se dandine dans la salle du bas : une photographie raconte



la transmission de l'héritage symbolique et culturel. La sociologue Monique Pinçon-Charlot apporte un éclairage utile sur ce monde de privilégiés.

LÆTITIA GUILLEMIN.

(1) Monique Pinçon-Charlot et Gwenn Dubourthoumieu, *Entre-soi. Le séparatisme des riches*, Pyramid, Paris, 2024, 176 pages, 25 euros.



IDÉES

LIBERALISM AGAINST ITSELF. Cold War Intellectuals and The Making of Our Times. – Samuel Moyn

Yale University Press, Yale, 2023, 240 pages, 27,50 dollars.

Comment le libéralisme a-t-il dévié du projet politique des Lumières? L'historien Samuel Moyn propose six portraits de *Cold War Liberals* et de leurs compagnons de route, ces intellectuels porte-drapeaux d'un Occident confronté au communisme et à la décolonisation : entre autres, Karl Popper, pourfendeur de l'historicisme progressiste, Isaiah Berlin, dont la notion de « liberté négative » s'apparente déjà au néolibéralisme de Friedrich Hayek, ou Judith Shklar, la « muse » du livre.

Doctorante en théorie politique à Harvard dans les années 1950, elle regrette la vogue « survivaliste » de la pensée d'après-guerre, avant de réclamer un « libéralisme de la peur ». Endiguer les masses, défendre la « civilisation judéo-chrétienne », faire barrage aux passions... cette génération a été un marche-pied pour le néoconservatisme triomphant de la fin du siècle dernier. L'élite libérale cultive aujourd'hui aux États-Unis une forme de nostalgie pour ces penseurs. Moyn invite au contraire à renouer avec la trajectoire (plus démocratique, selon lui) du libéralisme d'avant 1945. Et à puiser à d'autres sources idéologiques.

HARRISON STELTER

SOCIÉTÉ

L'ÉTAT SOCIAL À DISTANCE. Dématérialisation du RSA et distance à l'État des classes populaires rurales. – Clara Deville

Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2023, 330 pages, 20 euros.

Le non-recours au revenu de solidarité active (RSA) concernerait un tiers des foyers éligibles chaque trimestre et un cinquième sur trois trimestres consécutifs. Clara Deville, lauréate du prix du Défenseur des droits en 2020, publie les résultats d'une enquête dans le Libournais, sur la dématérialisation du RSA. Elle montre les effets pervers de la numérisation sur l'accès aux droits pour les plus démunis en milieu rural. Les obstacles et empêchements auxquels se confrontent les personnes rencontrées sont multiples (géographiques, socioculturels, cognitifs et psychosociaux) et se trouvent parfois redoublés par la distance qu'instituent les guichets numériques censés « faciliter » les démarches administratives au plus grand nombre.

DOMINIQUE DESBOIS

L'EMPIRE DE LA SURVEILLANCE (suivi de deux entretiens avec Julian Assange et Noam Chomsky). – Ignacio Ramonet

Gallimard (« Folio actuel »), Paris, 2024, 208 pages.

En 2013, le lanceur d'alerte Edward Snowden, ancien employé de la National Security Agency, faisait fuiter quantité de documents secrets, déclenchant d'intenses controverses au sujet de la surveillance d'État. Dans ce court essai paru en 2015 et réédité en poche, Ignacio Ramonet, ancien directeur du *Monde diplomatique*, replace ces révélations dans leur contexte historique, politique et technologique. La guerre froide, d'abord, qui justifia de nouvelles alliances entre les services secrets anglo-saxons. Puis la « guerre contre le terrorisme », lancée par Washington au lendemain des attentats du World Trade Center. Enfin, la prolifération de la surveillance numérique induite par la quête de profit des grandes multinationales de l'informatique. Ce plaidoyer contre la « surveillance totale » est notamment assorti d'un entretien avec Julian Assange, l'un de ses analystes les plus clairvoyants. Il se conclut par un appel plus que jamais d'actualité : « Contre la surveillance de masse, résistance de masse ».

FÉLIX TRÉGUER

SPORTS

FOOTBALLS POLITIQUES. Peut-on encore aimer le sport de haut niveau? – Pauline Londeix

10/18, Paris, 2024, 144 pages, 6 euros.

S'appuyant sur son expérience personnelle et des entretiens avec des sportives, des sportifs, des sociologues et des dirigeants de club, Pauline Londeix oscille entre réquisitoire et ode pour décrire le football professionnel qui est devenu une économie globalisée, véhiculant violence, racisme et sexisme. Spécialiste de la santé du sport, elle dénonce le culte de la performance qui détruit des corps marchandisés et l'omerta qui règne dans ce milieu. Cette part sombre ne peut néanmoins pas totalement éclipser les autres valeurs portées par le football, professionnel ou amateur : inclusion, beauté du jeu, respect, intelligence collective et « amélioration du vivre ensemble ».

Le football féminin, qui se développe, ne peut selon Londeix qu'encourager la progression de ces valeurs sur fond de conquête progressive par toutes les sportives d'une place au sein d'un monde qui les a longtemps refusées, à l'instar de Pierre de Coubertin. Mais l'affaire du baiser imposé à la footballeuse Jennifer Hermoso par l'ex-président de la fédération espagnole de football en dit long sur le chemin qui reste à parcourir.

PHILIPPE BAQUÉ

POÉSIE

Carburants d'imaginaires

Feuilles d'hôpital se révèle aussi inclassable que son auteur (1). À la fois journal, essai, méditation philosophique et poétique, c'est aussi la somme d'une vie – Lorand Gaspar (1925-2019) y aura consacré plus de trente ans. D'origine hongroise, il est mobilisé sur le front de l'Est pour combattre l'Union soviétique puis, en 1944, lorsque l'Allemagne occupe la Hongrie, déporté dans un camp de travail dont il s'échappera pour se réfugier en France. Il a vu la mort de très près. De ces moments lui vient sa vocation de chirurgien. Il exerce surtout à l'étranger : Jérusalem, Patmos, Tunis... sans cesser d'écrire et d'éditer. Presque une vingtaine d'ouvrages, de 1966 à 2010, dont des analyses et des témoignages de référence sur la Palestine.

Feuilles d'hôpital pourrait relever du carnet de notes. D'un journal de bord tenu en toutes circonstances et tous lieux. Inspiré de la relation avec ses malades, nourri de ses nuits sans sommeil. De ses journées éclairées par le visage d'un patient revient à la vie ou accepte de la quitter avec un peu de sérénité. De ses lectures, de ses rencontres, de son regard sur le vivant, humain, animal ou végétal. Tout y est étroitement enlacé dans une pensée en mouvement qui associe prose et poésie, citations et chansons, textes contemporains ou anciens, recherche pour une médecine humaniste d'écoute et de présence à autrui, fondement de sa pratique hospitalière. Pour le chirurgien-poète, soigner le corps, mettre la souffrance à distance revient à soigner la psyché, replacer le malade dans son environnement culturel et social, politique et anticolonial.

Poète, essayiste, critique, traducteur et photographe, Gérard Macé se consacre très précisément, dans son anthologie *La Pensée des poètes*, à ce que désigne son titre, et présente dans cette perspective vingt-trois auteurs du XIX^e au XXI^e siècle (2). Des extraits de leurs œuvres, il fait un matériau de réflexion, commentant et pré-

sant leur parcours de vie ou d'écriture. De Charles Baudelaire à Guillaume Apollinaire, en passant par Marina Tsvetaïeva, Alfred Jarry, Ossip Mandelstam, Antonin Artaud ou Jacques Réda, on est saisi par le point de vue de Macé, toujours à l'affût, qui allume curiosité et gratitude chez son lecteur.

Pour prolonger ce voyage, on s'intéressera au *Louvre, espace de l'alphabet à venir* d'Adonis (3). L'écrivain (né en 1930 en Syrie), icône de la poésie contemporaine, à qui l'on prête la transformation de la langue arabe, est invité à composer des poèmes pour des œuvres de son choix. Présentés en édition bilingue, ses sept tableaux, écrits en arabe et traduits avec Donatien Grau à partir des espaces tant concrets qu'imaginaires du département des Antiquités orientales, ont un souffle épique : « *C'est le Louvre, demeure qui embrasse les racines de la Genèse* », « *demeure à faire mourir la mort* »...

Dans un second ouvrage coédité avec le Louvre, cent poètes d'aujourd'hui – pour reprendre son titre – signent un poème d'au maximum quarante lignes à partir de leur rencontre avec le musée (4). Patrick Chamoiseau, Monica de la Torre, Jon Fosse, Xi Chuan, Vénus Khoury-Ghata ou Oxmo Puccino entremêlent passé et présent, observation et imagination, et éveillent un inattendu regard.

MARINA DA SILVA.

(1) Lorand Gaspar, *Feuilles d'hôpital*, Héros-Limite, Genève, 2024, 272 pages, 24 euros.

(2) Gérard Macé, *La Pensée des poètes*, Folio Essais, 2021, 384 pages, 8,60 euros. Cf. aussi *Bibliothèque tournante*, Le temps qu'il fait, Cognac, 2024, 272 pages, 25 euros.

(3) Adonis, *Le Louvre, espace de l'alphabet à venir*, édition bilingue arabe-français, Musée du Louvre - Seghers, Paris, 2024, 144 pages, 16 euros.

(4) *100 poètes d'aujourd'hui*, Musée du Louvre - Seghers, Paris, 2024, 224 pages, 17 euros.

BANDE DESSINÉE

La fiction dépasse la réalité

« **O**n reconnaît les histoires vraies à ce qu'elles n'ont pas de chute », disait l'artiste et écrivain Roland Topor, rappelant en creux que la forme dominante des récits est une pure construction dramatique. Depuis une vingtaine d'années, associant le gage de l'authenticité des événements relatés aux articulations stéréotypées de la narration, le marché de la bande dessinée exploite ainsi largement ce qu'une expression-valise désigne par « bande dessinée du réel ». Autobiographie, vulgarisation scientifique ou reportage sont devenus des fils éditoriaux négligeant souvent les possibilités du langage dans lequel ils s'expriment. L'ambition artistique qui entend rendre compte des facettes multiples de la réalité se heurte là à l'appauvrissement de ses moyens narratifs. Fort heureusement, quelques réussites contribuent à sortir le chroniqueur du rôle de râleur patenté.

Un bel exemple, ancien mais remarquable, est offert par le travail de Vincent Vanoli. L'harmonieuse palette de gris déployée dans son univers évoque les décors du cinéma expressionniste allemand autant que les paysages de sa Lorraine natale. *La Grimace*, combinaison onirique de souvenirs d'enfance, culmine assurément au sommet de son art. Bien qu'on navigue sans aucun doute en pleine bande dessinée, on entend les sons – comme le silence –, à Longwy, dans la rue Thiers autrefois fourmillante du trafic lié à l'activité des hauts-fourneaux (1). Les odeurs – de l'usine, du tabac, de la rouille – hantent ce songe mélancolique. Une galerie de personnages se met en branle : la famille, les voisins, les travailleurs, les copains ados, les filles qui intimident... chaque personnalité porte le masque et le costume surgis des réminiscences de l'auteur. Vanoli et son ascendance ouvrière et immigrée (se) réfléchissent sous nos yeux, prenant conscience des déterminations sociales et culturelles d'une époque révolue.

Fiction et réalité se mêlent également dans *Creuser Voguer* de Delphine Panique (2). Elle propose « dix faux témoignages de dix métiers presque existants ». Chaque récit, tout en nuances de bleu ou de jaune, est servi

par un trait épuré et des motifs relevant parfois de l'abstraction. Loin de la doxa réaliste, cette figuration inventive, à la fois distancée et sensible, nous entraîne au cœur de l'exploitation que raconte chacune de ces travailleuses. Maraîchage, élevage, usine, métiers du soin, les champs du labeur sont vastes et n'excluent (presque) aucun sacrifice. Chaque narratrice décrit dans son journal le quotidien de son activité, de ses relations, de ses contraintes, de ses états d'âme et de ses motivations. La précarité, levier d'une mécanique impitoyable, suscite en elles un mélange de lucidité, d'endurance et de résignation au goût amer, étonnamment présent.

Toute l'œuvre de l'autrice belge Dominique Goblet interroge les notions de relation (filiale, amoureuse, érotique). Après le livre *Plus si entente*, paru en 2014, elle poursuit avec *Le Jardin des candidats* son œuvre en compagnie de l'auteur allemand Kai Pfeiffer (3). Les deux artistes y explorent ensemble les possibilités offertes par l'espace de l'exposition. Ce nouvel album présente ainsi des fragments qui relèvent et de la bande dessinée (mêlant encre noire et lavis de verts) et du volume (photographies de sculptures et de céramiques), et continue d'explorer les thèmes du désir et de la performance. Les candidats du titre – des hommes – rêvent d'être choisis, affectivement et sexuellement, par le personnage de la « Mère » et se soumettent, pour ce faire, à un énigmatique protocole dans un jardin ponctué de vases, de coupes et de buissons. Cette fiction débridée, fondée sur une collection d'authentiques annonces tirées de sites de rencontres, mélange allègrement grotesque et pathétique, fantasme et réalité. Elle pointe avec ironie la misère sexuelle de mâles qui pleurent une masculinité titubant au sein de la compétition des sexes et des cœurs.

MORVANDIAU.

(1) Vincent Vanoli, *La Grimace*, L'Association, Paris, 2021, 80 pages, 18 euros.

(2) Delphine Panique, *Creuser Voguer*, Cornélius, Bordeaux, 2023, 248 pages, 24,50 euros.

(3) Dominique Goblet et Kai Pfeiffer, *Le Jardin des candidats*, Frémok, Bruxelles, 2024, 256 pages, 39 euros.

REVUES

□ **SURVIVAL.** Cette publication néoconservatrice célèbre les 75 ans de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) mais s'inquiète pour son avenir. François Heisbourg se demande comment organiser (militairement, cela va de soi) l'Europe post-américaine. Également : une critique de la politique chinoise de M. Joseph Biden ; le pragmatisme des États du Golfe en Afghanistan. (Vol. 66, n° 3, juin-juillet, bimestriel, 12,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **THE TIMES LITERARY SUPPLEMENT.** L'ancien directeur du Government Communications Headquarters (GCHQ) défend le recrutement au sein de la principale agence de renseignement britannique d'introvertis, d'autistes ou de dyslexiques, des personnes qui pensent autrement, capables selon lui de discerner l'ordre dans une apparence de désordre. (N° 6328, 12 juillet, hebdomadaire, 4,50 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** En juillet dernier, les travaillistes britanniques ont obtenu moins de voix qu'en 2017, à peine plus qu'en 2019. Pourtant, ils l'emportent cette fois grâce à l'efficacité de la répartition des votes dans les différentes circonscriptions, et à un système électoral injuste. Mais pour faire quoi? (Vol. 46, n° 2, 27 janvier, bimensuel, 4,25 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **PROSPECT.** Les mobilisations pour Gaza font-elles écho à l'opposition à la guerre du Vietnam? L'intellectuel anglo-pakistanaï Tariq Ali pointe une différence : aujourd'hui, les médias dominants n'accordent presque plus aucune place à la dissidence. « *Le New York Times soutient un génocide* », scande-t-on sur les campus américains. (N° 329, juillet, mensuel, 8,99 livres sterling. — Londres, Royaume-Uni.)

□ **HARPER'S.** Résister à l'intelligence artificielle : peut-elle penser de façon créative? Et nous? Également : dans les ruines d'Alep, que reste-t-il de la Syrie? (Vol. 349, n° 2090, juillet, mensuel, 7,99 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Kenneth Roth, ancien directeur exécutif de Human Rights Watch, revient sur les crimes de guerre à Gaza et sur la complicité de l'administration Biden. Également : une invitation à voir (jusqu'au 18 août) l'exposition de Jean Hélion, « *La prose du monde* », au Musée d'art moderne de Paris. (Vol. LXXI, n° 12, 18 juillet, bimensuel, 9,95 dollars. — New York, États-Unis.)

□ **MOYEN-ORIENT.** Une livraison consacrée au Maroc, « *royaume en mutation* » dont le souverain Mohammed VI demeure « *le véritable chef de l'exécutif* », ce qui n'est pas sans poser des problèmes, en raison de ses longues absences du pays. (N° 62, avril-juin, trimestriel, 10,95 euros. — Paris.)

□ **SEPT.** La démocratie suisse est en danger. C'est le cri d'alarme posthume de Dick Marty, personnalité politique et judiciaire, décédé en décembre. Pour lui, exécutifs fédéral et cantonaux ont pris le pas sur le pouvoir législatif et l'appareil judiciaire. (N° 46, été, trimestriel, 25 francs suisses. — Villars-sur-Glâne, Suisse.)

□ **ALTERNATIVES SUD.** Après la victoire, moins importante que prévu, du Parti du peuple (BJP) aux récentes élections indiennes, faut-il chercher l'espoir du côté des mobilisations populaires? (Vol. 31, n° 2024/2, trimestriel, 13 euros. — Louvain-la-Neuve, Belgique.)

□ **LATIN AMERICAN PERSPECTIVES.** Ce numéro établit une radiographie des mouvements contestataires qui revendiquent de nouveaux droits sociaux (activisme trans notamment) au Chili. Également : une analyse de la construction d'une « culture de paix » en Colombie, favorisée par la fin du conflit armé en 2016. (Vol. 50, n° 253, novembre, bimensuel, 73 dollars par an. — Thousand Oaks, États-Unis.)

□ **ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI.** Dossier : la mémoire du colonialisme allemand. Trente ans durant, le Reich a exercé sa domination coloniale sur le Cameroun, la Tanzanie, la Namibie, où il commit entre 1904 et 1907 le premier génocide du XX^e siècle. (N° 248, avril-juin, trimestriel, 18 euros. — Lille.)

□ **CONFLITS.** L'espace est-il le nouveau terrain d'affrontement entre les grandes puissances? Comment alors en exploiter les ressources sans basculer dans le bellicisme? (N° 52, juillet-août, bimestriel, 9,90 euros. — Paris.)

□ **FUTURIBLES.** Comment le climat affecte les forêts ; cet espace vital est déjà mis à mal par un déboisement qu'encourage le commerce international. Trois scénarios pour la guerre en Ukraine. (N° 461, juillet-août, bimestriel, 22 euros. — Paris.)

□ **RÉSEAUX.** La solution aux problèmes écologiques se trouve-t-elle dans le numérique? Un panorama des recherches en cours dans les sciences sociales. En Chine, le commerce électronique permet « *un retour à la terre numérique* ». (Vol. 42, n° 244, mars-avril, trimestriel, 28 euros. — Paris.)

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** L'entre-soi militant en exil : l'exemple de l'organisation islamiste tunisienne Ennahda en France ; les lieux de l'engagement : « *gilets jaunes* » de l'agglomération lyonnaise ; le syndicalisme d'entreprise dans une multinationale. (N° 252, juin, trimestriel, 18,50 euros. — Paris.)

□ **SAVOIR/AGIR.** Un dossier consacré à « *l'envers du décor olympique* ». Dans quelle mesure l'organisation de cette manifestation sportive et culturelle mondiale s'inscrit, en France, dans une politique d'« *événementialisation des pratiques sportives* » promue par l'État depuis des années? (N° 64, printemps, semestriel, 15 euros. — Vulaines-sur-Seine.)

ARTS

On s'immerge, ou on émerge ?

La réalité virtuelle a des moyens proprement fantastiques pour offrir des sensations étourdissantes. Elle se déploie aujourd'hui toujours plus dans le champ culturel. Qui légitime son usage en affirmant qu'elle renouvelle l'accès à la culture, dont la démocratisation paraît enfin possible. Ah ?

PAR EVELYNE PIEILLER

LES tournesols remuent. Les corbeaux s'envolent. Le soleil tourne sur lui-même. Le tableau palpète. Pas un instant pour s'ennuyer. Flux de lumières qui bougent. On fonce à l'intérieur de la toile. Volutes affolantes. C'est magique. On a « plongé » dans *Van Gogh. L'expérience immersive* (1). Les chefs-d'œuvre (en virtuel) de l'artiste, du « Mozart de la peinture », prennent comme qui dirait vie. Et en plus, merveille, on ne se contente pas de vibrer, on peut s'exprimer, en peignant soi-même, tout inspiré. Et voir le résultat projeté en XXL. Comment résister ?

Une heure quinze de visite, cinq millions de spectateurs depuis le début, en 2017, de cette opération quasi mondiale. Marseille, c'est fini, mais des billets sont encore disponibles à Los Angeles. Et si l'empreinte carbone pose problème, on pourra, là sans problème, s'immerger plus à proximité. On a un choix à ne plus savoir où plonger : le casque de réalité virtuelle, l'audio spatialisé, le « vidéo mapping » ou les vidéos à 360 degrés ont proliféré pour nous envelopper. Paris, par exemple, est généreux en moments modernes. On avait déjà pu entrer au cœur des œuvres de Gustav Klimt (1,2 million de visiteurs) ou se fondre dans *La Nuit étoilée* de Van Gogh, valeur sûre décidément (1,3 million de visiteurs), tous deux en 2019, à l'Atelier des Lumières. Aujourd'hui, on peut se « connecter à son enfant intérieur », « vivre une expérience mémorable » dans *House of dreamers* (au Carrousel du Louvre, jusqu'au 31 août), la première exposition immersive « dédiée aux rêveurs de tous âges (2) », qui a déjà charmé Milan, Madrid et Rome. Ou se faire des frissons au Musée Grévin, qui se prête très logiquement à ces jeux de rôle high-tech, lors d'une rencontre tout ce qu'il y a de plus immersive avec les apaches de Paris – à partir du 30 août et de 18 ans (3).

Mais, plus chic, on peut aussi rencontrer jusqu'au 11 août au Musée d'Orsay de « jeunes artistes au destin incertain » – Claude Monet, Auguste Renoir, Paul Cézanne, Camille Pissarro, Edgar Degas (4)... Car ils sont là. En vrai, ou presque. Et nous aussi. Avec eux. Ensemble, ou presque, ce 15 avril 1874, 8 heures du soir, à Paris. « Dans l'ancien atelier du célèbre photographe Nadar », pour la soirée d'inauguration de la première exposition impressionniste. Période « faisant suite à deux conflits », comme dit sobrement la présentation sur le site du musée, « la guerre franco-allemande de 1870 puis une violente guerre civile ». C'est ce qui s'appelle avoir un point de vue particulier sur la Commune. Mais peu importe, on ne vient pas pour entendre parler politique, mais pour gambader dans le temps. Pour donner dans la « téléportation ». Pour approcher des peintres qui ont tout pour plaire : « révoltés », certes, mais à l'avenir splendidement bankable.

En immersion à Orsay : la guide, Rose, converse avec Berthe Morisot. Les artistes devisent sur l'art tout en travaillant à leurs chevalets. Des échanges de courriers entre artistes ont inspiré le scénario. La critique se pâme. On prend un ascenseur virtuel : « Waouh, on a l'impression de monter ! », s'enthousiasme *Beaux Arts Magazine* (31 mars 2024). Entre une virée à Bougival, ses guinguettes, son petit blanc, et le feu d'artifice à admirer depuis les toits de Paris, « on adore ! » (5). Mais « l'effet le plus saisissant, le plus waouh » survient, d'après France Info (27 mars 2024), sur un balcon avec Monet au Havre, là où il a peint *Impression, soleil levant*. Un panorama sublime. Avec ces « quarante-cinq minutes de réalité virtuelle en déambulation », le directeur artistique d'Emissive Excurio, l'entreprise conceptrice du parcours, confie à la radio « avoir essayé de transmettre les émotions que pouvaient ressentir ces peintres, mais aussi leur audace, leur quête de sincérité et de vérité, et leur courage à se démarquer ». Pour la peinture à proprement parler, c'est autre chose : il y avait l'exposition conjointe, à Orsay également, *Inventer l'impressionnisme* qui s'est terminée



HENRIETTE ADRIENSENCE. – «Échange, hommage à Van Gogh pour le centenaire», 1990

le 14 juillet (6). Du classique. Rien de virtuel. « Notre objectif est aussi qu'à l'exposition nos visiteurs aient un frisson particulier en découvrant les vrais tableaux. »

« Aussi ». Oui. Bel objectif. L'immersif culturel aime souligner qu'il n'est pas frivole. Enfin, pas uniquement. Il se targue, comme à Orsay, de proposer une expérience qui « satisfait autant l'appétit de connaissances que de divertissement ». Il se prévaut de l'apport de conseillers scientifiques : il y a de la sensation, aucun doute, mais il y a, aussi, du fond. *Toutankhamon. L'expérience immersive pharaonique* « promet d'offrir aux petits et grands un moment d'une magie exceptionnelle », mais se veut aussi « authentique, pédagogique et ludique » et « invite à la curiosité et à la connaissance » (7). À l'occasion du centenaire de la mort de Franz Kafka, la Foire du livre de Bruxelles ne nous invitait pas seulement à découvrir sur son site « la magie de la narration en faisant appel à tous [nos] sens », grâce à un artiste donnant le 5 avril 2024 « un aperçu de la genèse (...) de son approche de l'adaptation de la littérature en une expérience de réalité virtuelle ». Il s'agissait surtout de permettre « de voir à quel point l'écrivain austro-hongrois était pénétré de valeurs européennes » (8). On y a échappé pour Arthur Rimbaud. Mais au Musée de Charleville-Mézières, un portrait en trois dimensions, boosté par l'intelligence artificielle, répond aux questions de ses admirateurs. En attendant, on peut, sinon vraiment voir leurs œuvres, du moins – et, attention, c'est une aventure – vivre une « éprouvante traversée d'un désert impitoyable » grâce aux orientalistes, les peintres Dominique Ingres, Eugène Delacroix, Jean-Léon Gérôme... « noms majeurs de l'expression européenne », à l'Atelier des Lumières (9). Et voilà comment l'immersif est instructif, mais sans peser, sans mots compliqués, en restant simple, en étant « vivant », bref, en se montrant sans snobisme. Magique.

STRATÉGIE numérique oblige. Le ministère de la culture ne s'y trompe pas lorsqu'il entend promouvoir « ces nouveaux usages » qui « ouvrent la voie à des expériences culturelles toujours plus riches, à de nouveaux modes de valorisation de nos œuvres et de notre patrimoine et à un renouvellement de l'accès à la culture pour de nouveaux publics » (10). Le plan d'investissement France 2030 lance donc un appel à projets « Culture immersive et métavers » visant à développer la production et la diffusion d'expositions « au service de la démocratisation culturelle et de l'élargissement des publics ». Le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) a ouvert un fonds d'aide à la création immersive, dont l'un des trois objectifs est de « réinventer le rapport au public ». Il a donc apporté son soutien financier à *Un soir avec les impressionnistes*, coproduit par Orsay et deux entreprises privées. La Réunion des musées nationaux (RMN)-Grand Palais, la Banque des territoires et Vinci Immobilier créent le Grand Palais Immersif, hébergé dans les locaux de l'Opéra Bastille.

Il semble entendu, comme l'affirme M. Bruno Monnier, président-fondateur du groupe privé Culturespaces, qu'il s'agit enfin d'« un modèle vertueux, qui permet l'accessibilité à la culture d'une catégorie sociale qui ne va pas au musée (11) ». Ladite catégorie sociale n'a d'ailleurs que l'embaras du choix. Culturespaces, ce sont l'Atelier des Lumières, à Paris ; les Carrières des Lumières, aux Baux-de-Provence ; le Hall des... à New York ; le Théâtre des... à Séoul ; le Bassin des... à Bordeaux ; et, toujours sous une déclinaison lumineuse de la marque, à

Hambourg, Amsterdam, Jeju, Dortmund. On en parle moins, mais l'immersif « enculturé » rapporte. Surtout au privé. Culturespaces, propriété d'Engie et de M. Monnier, a été vendu en 2022 à deux sociétés de capital investissement, dotées ensemble d'un actif de plus d'un milliard d'euros, et peu portées sur les paris déraisonnables. Il est vrai qu'une exposition « physique » coûte plus que l'immatériel, même immersif... C'est donc là une affaire impeccablement satisfaisante : elle est rentable dans tous les domaines. Côté démocratisation culturelle ou taux de fréquentation. Côté modernité technologique ou bon usage du patrimoine. Sur fond d'accords public-privé à toujours mieux développer.

ÉVIDEMMENT, on n'en est pas tout à fait à la première version de l'immersif. Autrefois, le metteur en scène Robert Hossein proposait ce qu'il appelait des « grands spectacles », refusant de les appeler des « pièces ». Il recourait à la pyrotechnie, une grosse sonorisation, des projections, afin, déjà, d'« immerger » le public, qui fut même parfois appelé à voter, lors de procès fameux, notamment celui de Marie-Antoinette (1993) – il vota majoritairement pour l'exil. Le texte était écrit par André Castelot, très sensiblement de droite, et Alain Decaux, un temps ministre pendant la présidence de François Mitterrand, vulgarisateurs médiatiques de moments historiques. Ces spectacles, très populaires, étaient souvent critiqués par la presse et les spécialistes : démagogie, manipulation des émotions et savoir biaisé. On célèbre, au contraire, l'immersion 2.0.

Se laisser envahir par le jaune tournesol, se déplacer parmi des figures célèbres animées, croire qu'on participe à une aventure ou qu'on s'approprie une expérience artistique dûment estampillée : pourquoi boudier son plaisir ? Mais il n'est pas certain que ce soit là un « accès » véritable à la « culture ». Et même plus vraisemblable que ce soit un nouveau marché. Il y a un appétit de savoir, concernant en particulier les beaux-arts. Mais la démocratisation culturelle ne passe pas par l'émotion téléguidée, l'abasourdissement devant la proesse technique, le leurre d'une prétendue « expérience » qui ressemble beaucoup à ce que jadis on nommait « consommation ». Vanter le choc des sensations spectaculaires, qui tiennent à distance l'étonnement devant l'œuvre menant aux questions et à la mise en perspective, relève de la célébration de la passivité. Qu'on nous la vende comme émancipatrice, ça, oui, c'est magique.

(1) *Van Gogh. L'expérience immersive*, <https://vangoghexpo.com>(2) Cf. le site de l'exposition : www.houseofdreamers.fr(3) *Apaches de Paris. Immersion dans un bar au cœur des gangs de la Belle Époque*, www.apachesdeparis.com(4) *Un soir avec les impressionnistes. Paris 1874. Expédition immersive en réalité virtuelle*, www.musee-orsay.fr(5) Malika Bauwens, « Faut-il faire l'expérience immersive du musée d'Orsay. "Un soir avec les impressionnistes" ? On a testé ! », *Beaux Arts Magazine*, Paris, 31 mars 2024.(6) Catalogue de l'exposition *Paris 1874. Inventer l'impressionnisme*, RMN - Grand Palais - Musée d'Orsay, Paris, 2024, 288 pages, 250 illustrations, 45 euros.(7) *Toutankhamon. L'expérience immersive pharaonique*, www.toutankhamon-experience.com(8) *Kafka adapté en réalité virtuelle*, <https://flb.be>(9) *Les Orientalistes. Ingres, Delacroix, Gérôme...*, www.atelier-lumieres.com

(10) Ministère de la culture, « Politiques culturelles : la stratégie numérique du ministère de la culture. Pour un numérique culturel responsable et durable », Paris, juin 2024.

(11) Club Innovation & Culture, 24 janvier 2022, www.club-innovation-culture.fr

REVUES

□ **POPULATION ET SOCIÉTÉS.** La jeunesse demeure un moment relationnel intense. Chez les moins de 30 ans, le couple conserve une place centrale, mais coexiste avec des relations plus éphémères brouillant parfois les frontières entre amitié et sexualité. Les applications sur ordiphone ne sont pas le mode de rencontre le plus important. (N° 623, juin, onze numéros par an, gratuit en ligne. — Paris.)

□ **LA REVUE NOUVELLE.** « Qu'est-ce que l'antiwokisme ? » Un dossier tente d'apporter quelques éléments de réponse. Également : un portrait fouillé d'Alexei Navalny, « héros de la démocratie libérale pour certaines personnes, ethno-nationaliste pour d'autres ». (N° 4/2024, huit numéros par an, 12 euros. — Bruxelles, Belgique.)

□ **HUMAINS.** En Égypte, la politique de contre-révolution mise en place depuis 2013 par le président Abdel Fattah Al-Sissi se traduit par une répression multiforme contre les opposants ou les simples critiques. (N° 34, juillet-septembre, trimestriel, 7,5 euros. — Paris.)

□ **LES ANALYSES DE POPULATION & AVENIR.** La revue s'intéresse au « schisme » intervenu au sein de la chrétienté orthodoxe dans les années 2018-2022 dans le contexte du conflit en Ukraine. Il permet de rappeler le poids du « monde orthodoxe » et l'importance du fait religieux dans les relations internationales. (N° 49, irrégulier, 15 euros. — Paris.)

□ **TRAVAIL & SÉCURITÉ.** Plusieurs articles sur la question des rayonnements optiques artificiels en milieu professionnel. Certains sont d'autant plus dangereux que leurs effets sont imperceptibles. (N° 861, juillet-août, mensuel, sur abonnement. — Paris.)

□ **PLEIN DROIT.** Un dossier consacré à la santé au travail, lieu où les périls sont nombreux pour le salarié quelle que soit sa fonction. Une mention particulière pour les personnes étrangères surreprésentées dans les secteurs les plus dangereux. (N° 141, juin, trimestriel, 12 euros. — Paris.)

□ **PROSTITUTION ET SOCIÉTÉ.** La revue abolitionniste appelle à « ouvrir les yeux sur la violence prostitutionnelle » avec un éclairage sur l'urgence d'agir au bénéfice de la santé mentale des personnes prostituées. (N° 220, avril-juin, trimestriel, 6,25 euros. — Clichy.)

□ **L'HISTOIRE.** Un numéro spécial consacré aux États-Unis : la grande peur du vote des Noirs ; un portrait du sénateur anticommuniste Joseph McCarthy présenté (à tort) comme « populiste » ; depuis les pionniers puritains jusqu'au réveil des évangéliques. (Hors-série n° 104, juillet-septembre, trimestriel, 9,90 euros. — Paris.)

□ **PUBLIC EYE.** Une enquête sur les méfaits de Nestlé au Mexique. La publication de l'organisation non gouvernementale (ONG) suisse dénonce la politique d'appauvrissement des producteurs de café dans le Chiapas menée par le géant de l'agroalimentaire qui promet pourtant une production « responsable ». (N° 48, juin, bimensuel. — Lausanne, Suisse.)

□ **MÉDIACRITIQUES.** Purge politique à France Inter ; *Le Monde* contre La France insoumise ; Palestine et mobilisations étudiantes : calomnies médiatiques en série. (N° 51, juillet-septembre, trimestriel, 4 euros. — Rennes.)

□ **CQFD.** Un appel au soulèvement des plagistes contre la vague fasciste et un dossier consacré à la femme et aux diverses façons de reprendre au patronat un peu de temps pour soi. (N° 232, été, mensuel, 5 euros. — Marseille.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Le mensuel *Casseurs de pub* s'interroge sur la manière de désarmer la France et de construire une économie de paix, à contre-courant de la pensée dominante actuelle. Une charge contre le champagne, boisson produite en recourant à quantité de produits chimiques. (N° 211, juillet-août, mensuel, 4 euros. — Lyon.)

□ **RAISON PRÉSENTE.** Les sources d'énergie se sont accumulées plutôt que substituées au fil du temps. « Alors, s'interroge l'historien Jean-Baptiste Fressoz, d'où vient cette idée étrange qu'on puisse penser la transition qu'il faut accomplir hors des fossiles ? » (N° 230, deuxième trimestre, trimestriel. — 19 euros, Paris.)

□ **ÉCARTS D'IDENTITÉ.** Un numéro consacré à l'accueil des migrants en France avec, entre autres, un article concernant l'hospitalité dans le monde rural qui contredit les urnes. (N° 142, 1^{er} semestre, archives gratuites sur le site Internet, 15 euros. — Lyon.)

□ **MEDOR.** La Belgique compte un demi-million de travailleurs et travailleuses en incapacité depuis plus de douze mois, soit 11 % de la population active. (N° 35, été, trimestriel, 17 euros. — Liège, Belgique.)

□ **L'ART DU CINÉMA.** Pour clore trente années de publication sur papier – qui se poursuivra en numérique –, un numéro consacré aux relations entre « jeunes » et « vieux », selon Howard Hawks (*El Dorado*), René Allio (*La Vieille Dame indigne*), Mitra Farahani (*À vendredi, Robinson*). (N° 106, 2023-2024, 15 euros. — Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

Solitudes de riches,
solitudes de pauvres

PAR SYLVAIN BORDIEC *

EN décembre 2023 s'est tenu à Lyon le Congrès français de psychiatrie (CFP). À cette occasion, des médecins se sont réjouis de la récente création d'un ministère de la solitude au Japon et au Royaume-Uni : les pouvoirs publics prenaient enfin au sérieux la question de l'isolement. Confinements et couvre-feux imposés aux populations lors de l'épidémie de Covid ont focalisé l'attention sur ce sujet. « En janvier 2021, 24% de la population âgée de 15 ans et plus est en situation d'isolement relationnel et n'a plus aucun lien avec son entourage ou de très rares échanges. Ce taux a augmenté de 10 points en un an », s'alarme en décembre 2021 le site officiel vie-publique.fr.

Des associations, comme la Fondation de France, se saisissent d'un « phénomène de société » désormais ausculté par des instituts de recherche et largement relayé par les médias (1). La lutte contre la solitude constitue en effet un laboratoire des politiques de protection sociale publiques-privées en vogue depuis le début des années 1980 (2) dans les sociétés capitalistes : la mobilisation générale contre l'isolement est l'œuvre conjointe d'administrations toujours plus enclines à réduire leurs dépenses et d'associations de solidarité, d'entreprises et d'organisations philanthropiques soucieuses de communiquer sur leurs propres vertus. Toutes alertent sur les dangers inhérents à la solitude (dépression, suicide, pathologies chroniques, etc.), proposent des « bonnes pratiques » et imposent un discours ambiant : des jeunes absorbés par les réseaux sociaux aux vieux délaissés en maisons de retraite, la solitude toucherait tout le monde, sévirait partout et se propagerait comme une « épidémie » (3) : la « maladie du siècle ».

Pour ces institutions, ne pas rater le train de la solitude revient à investir dans une cause consensuelle et économique. Pas un mois ne passe en France sans une annonce des forces philanthropiques et associatives spécialisées, ou sans un cri d'inquiétude de chercheurs : « Ignorer le fardeau économique croissant de la solitude n'est plus soutenable », lisait-on dans *Le Monde* le 4 janvier dernier. Un collectif de chercheurs, de professionnels de santé et de politiques y rappelait que « 15% des Français se déclarent seuls la plupart du temps » et encourageait la promotion des « meilleures pratiques et ressources pour offrir un environnement social sécurisant dès le plus jeune âge ».

Une définition du problème prédomine, largement fondée sur le procès en incompétence instruit contre une certaine catégorie de la population : les dépossédés, incapables de faire de la solitude une force de vie. Chez eux, la solitude serait surtout une corde de plus à leur arc de misère. Ainsi les alertes médiatiques s'accompagnent-elles bien souvent de recommandations sur la nécessité de « retisser » le « lien social ». Pas d'argent, d'emploi, de diplômes

* Sociologue.

ou de logement ; pas de critique des pouvoirs politico-économiques : du « lien social », comme si celui-ci s'épanouissait de manière autonome sur un terreau de bonnes volontés.

Au grand mal les petits remèdes : les instances officielles créées pour juguler le problème se limitent pour l'heure en France à l'échelon des politiques locales – « services isolement » dans les mairies, partenariats entre municipalités et associations, etc. L'effet se voit ainsi dissocié de ses causes, de l'éducation au travail, en passant par les services publics, comme si la focalisation sur la « coupure sociale » exprimait la dénégation des causes politiques, économiques et géographiques de la solitude.

Paradoxalement, l'apparente sollicitude des pouvoirs publics pour les personnes isolées voisine avec un autre discours : celui des cadres et des personnalités qui, tout au contraire, cherchent à se retirer de la société au moyen de balades solitaires à cheval, à pied sur les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle ou au sommet des montagnes. En affichant ce goût des robinsonnades distinguées, ils résolvent leurs difficultés non pas dans le tissage du « lien social » mais en s'en déprenant.

Au traitement des « solitudes à problèmes » correspond, à un autre étage social, la promotion des « solitudes à solutions » : retraites spirituelles et silencieuses, défis sportifs, location ou achat d'îles désertes, etc. Pour que le monde reste supportable aux gens instruits ou bien nés, il leur faut se débarrasser des contrariétés de la vie et des personnes ordinaires. À condition de disposer de temps, d'énergie et d'argent, la solitude « à la carte » prisée des politiques, entrepreneurs, sportifs et écrivains (parfois tout cela à la fois) ouvre la possibilité de réaliser des choses extraordinaires. Et de le faire savoir.

Un modèle du genre est disponible en librairie grâce à M. Emmanuel Faber, président-directeur général (PDG) du groupe Danone entre 2017 et 2021, auteur d'*Ouvrir une voie* (Guérin, 2022), récit de ses allers-retours entre l'enfer des affaires et le paradis de l'escalade. Ce « Saint-Patron » (4) – que l'injustice indigne – situe la matrice de son engagement professionnel dans son goût infini pour la « grimpe, espace préservé du mensonge ». L'expérience s'avère encore plus fabuleuse lorsqu'elle opère en solo, la nuit. « Je n'ai croisé personne, pas même un chevreuil ou un chamois. Je suis seul. » Dans cet « autre monde », « effrayant », M. Faber « n'a pas peur » : la solitude fait naître en lui des sentiments contrastés. L'humilité – « je me sens en situation de vulnérabilité » ; l'émerveillement – « face au loup j'ai cru reconnaître un vivant plus grand que moi ». Ici, le solitaire est le seul homme, l'ouvreur du chemin ultime : « le rocher est vierge de toute présence humaine et il y aura peut-être bientôt une trace de pas ». Tracer une voie, en haut, et porter la voix, en bas, d'une économie « compéti-



DJAMEL TATAH. – Sans titre, 2020

tive, sociale et écologique », voilà l'engagement pour le commun d'une personnalité hors du commun. À mille lieues du laisser-aller qu'on prête sans réfléchir aux accidentés de la vie, tout ici prend source dans la volonté personnelle : « *Chacun vit sa vie avec l'intensité qu'il a choisie.* » Poste avancé de l'humanité, synthèse sophistiquée entre civilité – presque toujours, il reste « zen » – et instinctivité – sur les pentes, il est « *amnésique* » –, M. Faber décroche l'absolu en décrochant des autres.

QUELQUES années plus tôt, l'écrivain Sylvain Tesson offrait un autre concentré de ces désirs bourgeois d'évaporation avec *Dans les forêts de Sibérie* (Gallimard, 2011). Tandis que M. Faber va et vient entre montagnes, surtout françaises, et scènes du gouvernement du monde, Tesson part plus loin : en Sibérie, pour six mois, en autosuffisance revendiquée. Si Faber ne fait pas de la solitude une priorité, Tesson la recherche. Délesté des humains qui encombrant sa vue et obscurcissent sa pensée, il renaît : « *La présence des autres affadit le monde. La solitude est cette conquête qui vous rend jouissance des choses.* » Comme le PDG de Danone, il aime se trouver là où personne d'autre ne parvient. Habile de ses mains, de son corps, de son esprit, polyglotte, artiste et rêveur noctambule parfois mélancolique : pendant que le commun des mortels dort, eux vivent plus vite, plus haut, plus fort.

Cette comédie du dénuement ne conduit pas seulement au dialogue passionnant avec soi, mais aussi à la forme d'« ensauvagement » à laquelle aspirent les élites (l'autre est réprimée par la police) : le seul type d'existence à la mesure de ce que ces hommes donnent au monde est la vie sauvage. Au-dessus du confort de l'entre-soi, il y a l'amour de soi. Ce bonheur se partage dans des livres, ainsi que dans des interviews, documentaires et conférences : rentes et services après-vente de la solitude.

À lire les solitaires millionnaires, on pense au sociologue Philip Slater, auteur en 1970 d'un essai sur les racines sociales et raciales des désirs de solitude dans l'Amérique des années 1960 : l'homme blanc des classes moyennes et supérieures en vient à se croire seul au monde et autonome, poussé par des forces sociales de séparation de tous les humains

avec lesquels le contact est insupportable (5). Parangons de ces aspirations séparatistes, MM. Faber et Tesson n'invitent personne à faire comme eux : le détachement de façade dissimule l'attachement à un privilège inestimable. Pendant que les dépossédés se noient dans les futilités, les possédés atteignent l'essentiel. De la même manière que les politiques et le travail gratuit des luttes contre la solitude emportent l'adhésion, ces escapades suscitent l'engouement.

Que révèlent ces succès ? D'abord une fascination pour des modèles de liberté moulés dans le cadre conceptuel de l'« homme-exception ». Ce prisme renvoie les spectateurs de cette exhibition à l'étroitesse de leurs horizons et à leur fourvoiement en compagnie d'humains médiocres. Une cécité, ensuite,

sur ce qui rend ces échappées possibles : l'argent, le temps, le « physique », mais aussi la connaissance et des connaissances, puisqu'il n'y a pas d'escapade qui tienne sans supports logistiques et sans personnel pour faire tourner les affaires courantes domestiques et professionnelles. Pendant que les grands s'élèvent encore, les petits s'affaissent davantage.

Mais les rêves de solitude ne peuplent-ils que l'esprit des grands ? Tout le monde ne désire-t-il pas la paix et le silence ? Les « mal logés » qui partagent à cinq ou dix un refuge conçu pour moitié moins d'occupants ; les résidents des établissements pour personnes âgées dépendantes contraints à une promiscuité de chaque instant ; les condamnés et prévenus entassés dans des prisons surpeuplées ? Quid enfin de l'isolement volontaire et temporaire de tout un chacun, ayant des usages proches de celui des auteurs fortunés, mais qui demeure privé, discret et donc ignoré ? Pour que la robinsonnade élitaire et élitiste atteigne le sublime, il faut occulter des choses identiques faites par les gens ordinaires.

Objet de commisération ou d'exaltation, les solitudes restent l'affaire des puissants. Ceux qui cultivent l'isolement fécond vivent dans le même monde que les architectes de la lutte, parfois stérile, contre la rupture du « lien social ». Pendant qu'eux jouissent de la meilleure compagnie qui soit – la leur –, les esseulés économiques et sociaux devront se contenter des liens qu'on leur impose car, pour ce qui les concerne, mieux vaudrait être mal accompagnés que seul avec eux-mêmes.

(1) Solen Berhuet et Sandra Hoibian, « Les solitudes en France. Un tissu social fragilisé par la pandémie. Rapport pour la Fondation de France », Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), Paris, novembre 2021.

(2) Sheila B. Kamerman, « The new mixed economy of welfare : Public and private », *Social Work*, vol. 28, n° 1, Oxford, janvier-février 1983.

(3) « Our epidemic of loneliness and isolation. The U.S. surgeon general's advisory on the healing effects of social connection and community », ministère de la santé et des services sociaux des États-Unis, Washington, DC, 2023.

(4) Lire Sandra Lucbert, « Saint-Patron », Les blogs du « Diplo », 3 mars 2021.

(5) Philip Slater, *The Pursuit of Loneliness. American Culture at the Breaking Point*, Beacon Press, Boston, 1990 (1^{re} 1970).

SOMMAIRE

PAGE 2 :	La grande désillusion politique, suite de l'article de BRUNO AMABLE .
PAGE 3 :	Les médias contre Julian Assange, par LAURENT DAURÉ .
PAGES 4 ET 5 :	Comment l'Espagne est devenue la maison de retraite de l'Europe, par ÉLISA FERRIGUEUR .
PAGES 6 ET 7 :	« Grand jeu » dans le Pacifique sud, par GÉRALDINE GIRAUDEAU . – Les îles Cook dans la tourmente géopolitique, par GLEN JOHNSON .
PAGES 8 ET 9 :	Aux marges de l'Europe, la Chine grignote les Balkans, par JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN .
PAGE 10 :	Buenos Aires, capitale de la psychanalyse, par ANNE-DOMINIQUE CORREA .

PAGE 11 :	Californie, la guerre des plages n'aura plus lieu, par ISABELLE BRUNO ET GRÉGORIE SALLE .
PAGE 12 :	Dans un boudoir vermeil, par MARCUS MALTE .
PAGE 13 :	Hitler, les dessous d'une prise de pouvoir, par JOHANN CHAPOUTOT .
PAGES 14 ET 15 :	L'Afrique du Sud, les Juifs et l'apartheid, par CHARLOTTE WIEDEMANN .
PAGE 16 :	Au Liban, puissance et prudence du Hezbollah, par EMMANUEL HADDAD .
PAGE 17 :	L'empire ésotérique du Falun Gong, par TIMOTHÉE DE RAUGLAUDRE .

PAGES 18 ET 19 :	Arte à l'avant-garde du conformisme, par DAVID GARCIA .
-------------------------	----------------------------------------------------------------

PAGE 20 :	La plume et le prétoire, par ANNE MATHIEU .
PAGE 21 :	Intellectuels, histoire d'une étiquette, par LIONEL RICHARD . Un train peut en cacher un autre, une nouvelle livraison de « Manière de voir ».
PAGES 22 ET 23 :	Une autre intelligence artificielle est possible, suite de l'article de EVGENY MOROZOV .
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « Ce que je sais de toi », d'Éric Chacour, par JEAN-PHILIPPE ROSSIGNOL . – « Les Irrésolus », de Mario Desiati, par HUBERT ARTUS . – Les statues de la Liberté, par ARNAUD DE MONTJOYE . – Et gare à la revanche, par ERNEST LONDON . – Entre gens du même monde, par LÉTITIA GUILLEMIN . – Carburants d'imaginaires, par MARINA DA SILVA . – La fiction dépasse la réalité, par MORVANDIAU . – Dans les revues.
PAGE 27 :	On s'immerge, ou on émerge ?, par EVELYNE PIELLER .